



HAL
open science

Propositions méthodologiques pour une histoire (croisée) de la promotion de la démocratie et des democratization studies aux États-Unis (1983-1991)

Malo Vinesse

► To cite this version:

Malo Vinesse. Propositions méthodologiques pour une histoire (croisée) de la promotion de la démocratie et des democratization studies aux États-Unis (1983-1991). Sciences de l'Homme et Société. 2021. dumas-03658574

HAL Id: dumas-03658574

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03658574>

Submitted on 4 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

MEMOIRE

pour obtenir le diplôme de

MASTER DE L'UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3

Master 2 Sciences sociales de l'Amérique latine - Histoire

présenté par

Malo VINESSE

dirigé par

Juliette DUMONT-QUESSARD

Maîtresse de conférences en histoire

Propositions méthodologiques pour une histoire (croisée) de la promotion de la démocratie et des *democratization studies* aux États-Unis (1983-1991)

Mémoire soutenu le 22 juin 2021

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine

Campus Condorcet – 5 cours des Humanités – 93300 Aubervilliers



Résumé

Au début des années 1980 naissent aux États-Unis deux objets centrés sur la « démocratisation » : la promotion de la démocratie – une politique étrangère – et les *democratization studies* – une discipline académique. Ce mémoire interroge la nature des liens entre ces deux objets durant leurs processus de naissance dans les années 1970-1980 (chapitres 1-2), puis leur interdépendance en pratique à la fin de la guerre froide entre 1983 et 1991 (chapitre 3).

Pour faire face au défi théorique que représente l'écriture de l'histoire croisée de deux objets qui ont donné lieu à des historiographies asymétriques, nous mobilisons le concept bourdieusien de « champ ». Nous proposons alors des pistes méthodologiques pour une histoire croisée du champ politique de la promotion de la démocratie et du champ académique des *democratization studies*, à mi-chemin entre l'histoire des relations internationales et l'histoire des sciences sociales. Le contexte d'émergence de ces champs situe aussi ce travail dans l'histoire de la guerre froide aux États-Unis.

L'étude d'un acteur institutionnel aux États-Unis, la National Endowment for Democracy (NED), constitue le fil rouge de ce mémoire. Créée en 1983 avec le soutien présidentiel de Ronald Reagan, cette organisation semi-privée affiche l'objectif de promouvoir la démocratie à l'étranger et finance ponctuellement des projets de recherche sur la démocratisation.

Mots-clés : États-Unis, guerre froide, promotion de la démocratie, *democratization studies*, *National Endowment for Democracy*, histoire croisée, histoire des sciences sociales, relations internationales, champ politique, champ académique

Abstract

In the early 1980s, two objects centered on “democratization” emerged in the United States: democracy promotion - a foreign policy - and democratization studies - an academic discipline. This dissertation examines the nature of the links between these two objects during their birth processes in the 1970s and 1980s (Chapters 1-2), and then their interdependence in practice at the end of the Cold War between 1983 and 1991 (Chapter 3).

In order to face the theoretical challenge of writing the intercrossing history of two objects that have given rise to asymmetrical historiographies, we mobilize the Bourdieusian concept of “field”. We then propose methodological leads for an intercrossing history of the political field of democracy promotion and the academic field of democratization studies, halfway between the history of international relations and the history of social sciences. The context of the emergence of these fields also places this work in the history of the Cold War in the United States.

The study of an institutional actor in the United States, the National Endowment for Democracy (NED), constitutes the main thread of this thesis. Created in 1983 with the presidential support of Ronald Reagan, this semi-private organization claims to be promoting democracy abroad and occasionally funds research projects on democratization.

Key-words: United States, Cold War, democracy promotion, democratization studies, National Endowment for Democracy, *Histoire Croisée*, History of social sciences, international relations, political field, academic field

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier Juliette Dumont, ma directrice de recherche, qui a accompagné mon travail de recherche pendant deux ans. Son engagement a été décisif.

Ma gratitude va ensuite à mes relecteurs : mes parents Hélène et Jérôme, mon frère Yorick, et mes camarades de l'IHEAL, Yann, Margot et Sara. Ils ont apporté une dimension collective inestimable à ce mémoire.

Je salue mes camarades de Master et les doctorants à l'IHEAL, en particulier le Café des historiens. Pour leur soutien de longue date, je remercie également mes camarades historiens de Paris IV, Esther, Julien et Nicolas.

Je suis reconnaissant envers tous ceux qui ont pris le temps de me faire part de leurs commentaires et de leurs encouragements à différentes étapes du projet. Enrico Ciappi, doctorant en Histoire à l'Université de Pavie. Ses conseils et son enthousiasme ont été précieux dans la phase préparatoire de ce projet. Florent Guénard, maître de conférences en Philosophie à l'ENS, pour ses commentaires concernant les premières orientations de ce travail. Olivier Compagnon, professeur d'Histoire à l'IHEAL, pour ses suggestions méthodologiques.

Merci à Mélina Agricole, doctorante en Histoire à Bordeaux 3, d'avoir accepté d'échanger avec moi au sujet de la NED et qui a eu la gentillesse de partager des documents de l'APF consultés aux États-Unis. Merci également à Manuel Suzarte, doctorant à l'IHEAL, qui m'a donné des indications utiles pour l'accès aux sources législatives.

Je salue la patience et la bienveillance de tous ceux et celles qui ont aidé, de près ou de loin, à bâtir ce travail de recherche.

À ma famille, un très grand merci.

Sommaire

Résumé.....	i
Remerciements.....	i
Sommaire	ii
Liste des abréviations.....	iii
Terminologie.....	iii
Table des tableaux et illustrations	iv
Introduction	vii
Chapitre 1 – Genèse législative des enjeux de la promotion de la démocratie (1967-1983).....	1
Introduction.....	1
Partie A – L’ <i>Institute of International Affairs</i> (1967).....	13
Partie B – L’ <i>Institute for Human Rights and Freedom</i> (1978)	25
Partie C – La <i>National Endowment for Democracy</i> (1983).....	37
Conclusion du chapitre 1.....	49
Chapitre 2 – Jalons pour une histoire des <i>democratization studies</i> (1979-1994)	57
Introduction.....	57
Partie A – Précautions méthodologiques pour circonscrire le terrain d’étude	66
Partie B – L’institutionnalisation d'un domaine d'activités (1979-1994).....	78
Partie C – Le contexte d’existence des <i>democratization studies</i>	88
Conclusion du chapitre 2.....	104
Chapitre 3 – Les champs de la promotion de la démocratie et des <i>democratization studies</i>, entre confusion et distinction (1983-1991)	110
Introduction.....	110
Partie A – Regards politique et académique de la NED sur la démocratie en Amérique latine (1983-1991)	116
Partie B – Une controverse politico-littéraire autour de la foire internationale du livre de Moscou (1985).....	133
Partie C – La participation des intellectuels Mario Vargas Llosa et Octavio Paz au <i>Journal of Democracy</i> (1990-1991)	148
Conclusion du chapitre 3.....	163
Conclusion	166
Sources.....	169
Bibliographie.....	182
Annexes.....	190
Table des annexes	190

Liste des abréviations

AAP : *Association of American Publishers.*

APF : *American Political Foundation.*

DDC : *Democracy in Developing Countries.*

GAO : *Government Accountability Office.*

IAD : *Inter-American Dialogue.*

IFDS : *International Forum for Democratic Studies.*

JOD : *Journal of Democracy.*

NED : *National Endowment for Democracy.*

TAR : *Transitions from Authoritarian Rule.*

USAID : *United States Agency for International Development.*

USIA : *United States Information Agency.*

Terminologie

Traductions réalisées par l’auteur, avec l’aide de DeepL.

Executive Board, *Board of Directors*, et *Board of Officers* sont souvent traduits indifféremment par « conseil d’administration ». L’APF est dirigée par un *Executive Board*. La NED compte deux *boards* distincts (*Directors* et *Officers*). Pour éviter la confusion, nous avons conservé la terminologie en anglais, parfois employée indistinctement par les acteurs étudiés.

Board of Directors : dans le cas de la NED, il regroupe entre dix et vingt *Directors*.

Board of Officers : dans le cas de la NED, c’est un conseil plus restreint que le précédent, composé du président, du *chairman*, du *vice chairman*, du secrétaire et du trésorier.

Executive Board : dans le cas de l’APF, il s’agit du conseil qui dirige la fondation.

Chairman : nous avons gardé la terminologie en anglais dans le cas des conseils (*boards*) de l’APF et de la NED. Nous l’avons traduit par président pour les comités du Congrès.

Core grantees : les quatre organisations censées assister la NED dans ses missions (FTUI, CIPE, NDI et NRI) et qui bénéficient de la majorité des financements de la NED.

Discretionary grantees : les bénéficiaires de la NED hors *core grantees*.

Grant : fond alloué par la NED à un *grantee* (acteur, organisation) pour mener un programme.

Sponsor : celui qui présente un projet de loi. Les *cosponsors* sont ceux qui le soutiennent.

US aid : ensemble des programmes d’aide à l’international du gouvernement des États-Unis.

Table des tableaux et illustrations

Figures et tableaux : élaboration propre de l'auteur, à l'exception du graphique de l'évolution de l'*US aid* (Annexe N) issu d'un rapport du *Congressional Research Service*.

Figure 1 - Le rôle de l'APF dans la création de la NED.....	vi
Figure 2 - Les quatre <i>core grantees</i> de la NED.....	vi
Figure 3 - Le financement des activités de la NED (en 1994)	vi
Figure 4 - Le champ de la promotion de la démocratie comme sous-champ politique	xii
Figure 5 - Les champs de la politique étrangère « en actes » et « en conception »	xiv
Figure 6 - Témoins des audiences au comité de la Chambre des représentants (1983) et leur appartenance à l'APF (1983) et à la NED dès sa création (1983-1984)	45
Figure 7 - Tableau croisé des références citées par le <i>Democracy Program</i> de l'APF et l'appartenance de leurs auteurs à l'APF	47
Figure 8 - Chronologie des références citées par le <i>Democracy Program</i> de l'APF.....	47
Figure 9 - Tableau comparatif des propositions de lois et des débats (1967, 1978 et 1983) ...	51
Figure 10 - Le rôle de Dante Fascell dans la genèse et la pratique de la NED (1967-2001) ...	56
Figure 11 - Les directeurs de TAR-DDC dans le JOD.....	73
Figure 12 - Les collaborateurs de DDC (1988-1989) qui contribuent au JOD (1990)	74
Figure 13 - La convergence des auteurs de TAR et DDC au sein du JOD	74
Figure 14 - Les soutiens institutionnels des projets TAR et DDC	80
Figure 15 - Le rôle des conférences dans la publication d'ouvrages collectifs (1979-1995)...	81
Figure 16 - La fondation de revues autour des labels « droits humains » et « démocratisation » (1982-1994).....	84
Figure 17 - L'expansion des activités de la NED (1990-2002).....	85
Figure 18 - Les références citées par le <i>Democracy Program</i> (1983) par ordre d'apparition et par type de publication	92
Figure 19 - Nombre de collaborations littéraires entre les auteurs de TAR-DDC, <i>Johns Hopkins University Press</i> et <i>Lynne Rienner Publishers</i> entre 1978 et 2004	101
Figure 20 - Détail par année des collaborations littéraires entre les auteurs de TAR-DDC, <i>Johns Hopkins University Press</i> et <i>Lynne Rienner Publishers</i> entre 1978 et 2004.....	102
Figure 21 - Arguments en faveur de la comparaison de TAR-DDC.....	104
Figure 22 - Les trois étapes de l'institutionnalisation des <i>democratization studies</i>	105
Figure 23 - Étudier le contexte d'existence des <i>democratization studies</i>	105

Figure 24 - La conception de <i>Democratization: Theory and Experience</i> (2003)	109
Figure 25 - Les « régions de la NED » d'après ses rapports annuels (1984-1991).....	122
Figure 26 - Les pays d'Amérique latine étudiés dans DDC (1989) et le JOD (1990-1991) ..	124
Figure 27 - Détail du nombre de programmes par pays en Amérique latine (1985-1991)	125
Figure 28 - Nombre de programmes par pays en Amérique latine entre 1985 et 1991	126
Figure 29 - Nombre de programmes par année pour le Nicaragua, le Chili, le Paraguay, et l'Argentine (1985-1991)	126
Figure 30 - Montant total (en dollars) alloué pour les programmes régionaux, le Nicaragua, le Chili, le Paraguay et l'Argentine entre 1985-1991	127
Figure 31 - Chronologie de la controverse de la foire du livre de Moscou (1984-1985).....	139
Figure 32 - Éléments (projetés par les acteurs et objectifs) de confusion et de distinction entre les différents champs étudiés.....	164

Figure 1 - Le rôle de l'APF dans la création de la NED

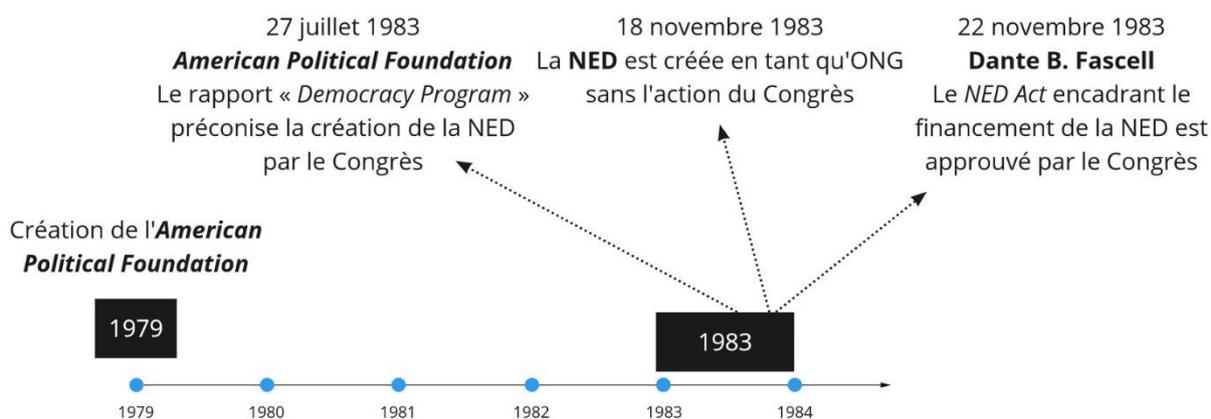


Figure 2 - Les quatre *core grantees* de la NED

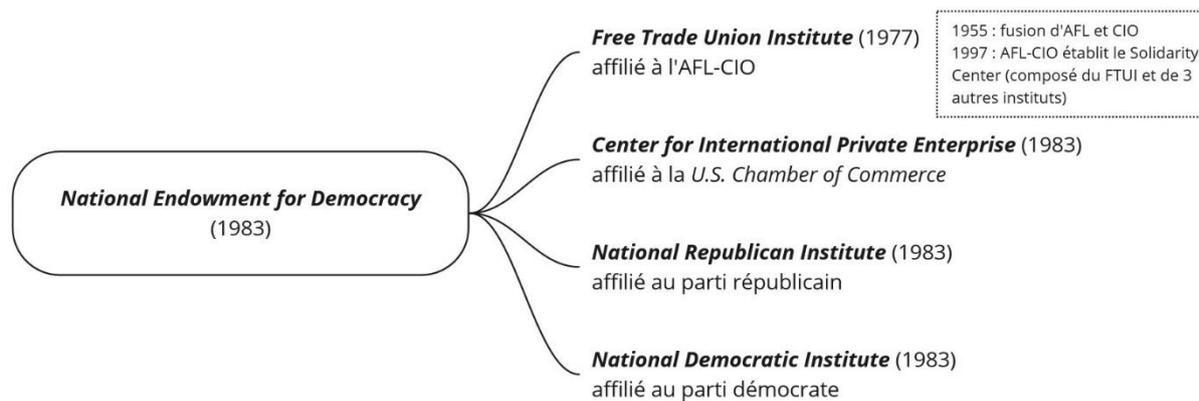
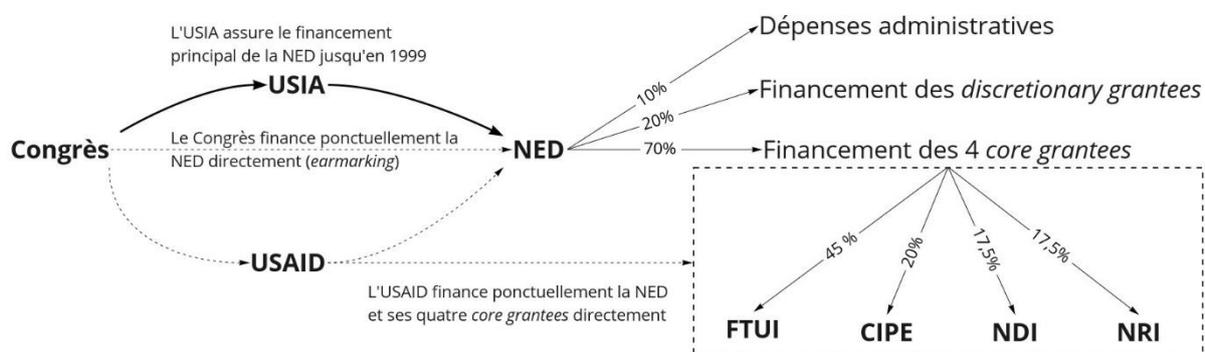


Figure 3 - Le financement des activités de la NED (en 1994)¹



¹ D'après CAROTHERS Thomas, « The NED at 10 », *Foreign Policy*, n° 95, 1994, p. 126.

Introduction

Selon Mark Berger, les *Latin American studies* sont un « ensemble de discours et de pratiques professionnels » qui se sont développés en articulation avec la politique étrangère des États-Unis dans la région². Au début des années 1980 naissent deux objets qui placent la « démocratisation » au cœur de leurs activités : la promotion de la démocratie – une politique étrangère – et les *democratization studies* – une discipline académique. Pourtant, le lien entre la politique étrangère et les *democratization studies* a donné lieu à moins de travaux que pour le cas des *Latin American studies*. Or, ce lien existe, au moins parce que les études sur la démocratisation aux États-Unis recoupent partiellement les *Latin American studies*.

Notre travail de recherche a deux objectifs. D'une part, il est une contribution à l'historiographie respective de deux objets pris séparément, la promotion de la démocratie (chapitre 1) et les *democratization studies* (chapitre 2). D'autre part, il vise à compléter l'écriture de l'histoire commune de ces deux objets interdépendants (chapitre 3).

Nous étudions deux objets qui naissent de façon interdépendante aux États-Unis dans les années 1980-1990. En raison de la nature de ces objets, notre projet de recherche est à mi-chemin entre l'histoire des relations internationales et l'histoire des sciences sociales. Leur contexte d'émergence range aussi ce travail dans l'histoire de la guerre froide aux États-Unis.

La promotion de la démocratie et les *democratization studies* sont à bien des égards des objets de guerre froide, un conflit dont ils épousent les logiques. Ils naissent dans une période de réaffirmation des valeurs libérales dans le bloc de l'Ouest, d'un point de vue politique et économique, caractéristiques des années 1981-1985 mais déjà amorcée sous la présidence de Jimmy Carter. Cela fait suite à l'aggravation des tensions entre les deux blocs, à la fin des années 1970, alimentées par la révolution iranienne (1978), le début de la guerre d'Afghanistan (1979) suite à l'invasion soviétique, la victoire de la révolution sandiniste face au régime somoziste au Nicaragua (1979), et la répression du syndicat Solidarność en Pologne (1981)³. Les années 1980 sont particulièrement marquées par la crise centraméricaine, l'une des

² BERGER Mark, *Under Northern eyes: Latin American studies and U.S. hegemony in the Americas, 1898-1990*, Bloomington, Indiana University Press, 1995, p. 2 : « Latin American studies [are] a set of professional discourses and practices which emerged in North America during the first half of the twentieth century ».

³ SOUTOU Georges-Henri, *La Guerre froide: 1943-1990*, Paris, France, Fayard, 2011, p. 893.

manifestations les plus violentes de la guerre froide⁴. L'administration Reagan (1981-1989) est alors engagée dans une « croisade pour la démocratie » à l'étranger⁵. La politique du président Ronald Reagan repose à la fois sur l'expansion du soutien aux groupes armés contre-révolutionnaires et aux régimes (y compris autoritaires) anticommunistes, et sur l'imposition de réformes démocratiques pour occuper le terrain face à Cuba et à la multiplication des guérillas dans la région⁶. La promotion de la démocratie, qui débute en 1983 avec la fondation de la *National Endowment for Democracy* (NED) et des programmes dépendant de l'USIA et de l'USAID, contribue politiquement à cette nouvelle orientation, en particulier en Amérique latine⁷. En parallèle, le courant disciplinaire des *democratization studies* reçoit des financements de think tanks (comme le *Wilson Center*) et de la NED pour étudier ce que Samuel Huntington nommera en 1991 la « troisième vague démocratique »⁸. Les chercheurs de cette discipline entendent fournir des outils théoriques aux *policymakers* états-uniens⁹.

La période 1985-1990 est marquée par le leadership de Mikhaïl Gorbatchev à l'Est, qui mène un processus d'ouverture progressive et partielle (1985-1988), puis plus affirmée (1988-1990), du bloc de l'Est¹⁰. Face à l'affaiblissement du régime soviétique et les transitions à la démocratie de pays du Tiers-Monde, comme en Amérique latine¹¹, les États-Unis de Ronald Reagan veulent s'assurer que les nouveaux régimes ne seront pas socialistes¹². Dans ce but, plusieurs moyens sont mis en œuvre : l'accroissement du soutien aux *contras*, l'aide au développement ou encore les blocus économiques. De nouveau, la promotion de la démocratie est mise à contribution : par exemple, la NED contribue financièrement à la campagne de Violeta Chamorro, candidate d'opposition au sandinisme, au Nicaragua pour les élections de 1990¹³. De leur côté, les *democratization studies* envisagent des théories de la démocratisation

⁴ BRANDS Hal, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2012, p. 6 : « Life in Central America became indisputably nightmarish during the 1980s ».

⁵ APPLE R.W., Jr., Special To the *New York Times*, « President Urges Global Crusade for Democracy », 09 juin 1982. <https://www.nytimes.com/1982/06/09/world/president-urges-global-crusade-for-democracy-text-of-reagan-s-address-page-a16.html>. (Consulté le 07 avril 2021).

⁶ BRANDS Hal, *op. cit.*, p. 198-200.

⁷ CAVELL Colin, *Exporting « made-in-America » Democracy: The National Endowment for Democracy & U.S. Foreign Policy*, Lanham, Md., University Press of America, 2002, p. 94-95.

⁸ HUNTINGTON Samuel, « Democracy's Third Wave », dans *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 2, 1991, p. 12-34.

⁹ GRUGEL Jean, « Democratization Studies: Citizenship, Globalization and Governance », *Government and Opposition*, vol. 38, n° 2, 2003, p. 238.

¹⁰ SOUTOU Georges-Henri, *op. cit.*, chapitre XIX.

¹¹ DABENE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 180 : Entre 1985 et 1990, sept pays d'Amérique latine (Brésil, Guatemala, Uruguay, Paraguay, Chili, Panama, Nicaragua) « transitent » vers la démocratie, prolongeant la dynamique engagée entre 1979 et 1983.

¹² DABENE Olivier, *op. cit.*, p. 188 : « En Amérique centrale et dans les Caraïbes, les démocratisations prirent la forme d'une imposition. Le Salvador fut ainsi l'objet de fortes pressions de la part des États-Unis qui souhaitaient entourer le Nicaragua sandiniste de "vitrines" démocratiques. »

¹³ CAVELL Colin, *op. cit.*, p. 107.

qui mettent l'accent sur la préservation d'un statu quo avec les anciennes élites des régimes en transition plutôt que sur des réformes sociales structurelles¹⁴. Traditionnellement, la littérature fait débiter les *democratization studies* dans cette période avec la série de quatre volumes *Transitions from Authoritarian Rule* (1986) de Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Laurence Whitehead.

Entre 1989 et 1991, après le processus de libéralisation engagé par Mikhaïl Gorbatchev, la chute du mur de Berlin en 1989 et la dislocation effective de l'URSS en 1991, le conflit bipolaire qui s'est étendu sur plus de quatre décennies prend fin, consacrant la « victoire » du bloc de l'Ouest sur son adversaire communiste¹⁵. Ce que Francis Fukuyama nomme alors la « fin de l'histoire », formule très polémique¹⁶, marque la fin d'une première étape pour la promotion de la démocratie et les *democratization studies*. En effet, si la fin du conflit est vécue par les « promoteurs » et les chercheurs comme le signe de la supériorité du modèle démocratique occidental, elle implique aussi la nécessité pour eux de repenser leur activité. La promotion de la démocratie, contestée dès ses origines, ne bénéficie plus de la légitimité idéologique du cadre qui l'a fait naître¹⁷. Pour les *democratization studies*, la chute du bloc de l'Est ouvre un nouveau terrain (les anciennes républiques soviétiques) à son analyse. En 1990, la fondation par la NED d'une revue académique spécialisée sur la démocratie, le *Journal of Democracy*, témoigne du maintien de l'intérêt des chercheurs pour cette thématique.

La grande asymétrie dans la littérature existante sur ces deux objets nous conduit à mener ce projet en trois temps. En effet, la promotion de la démocratie et les *democratization studies* n'ont pas été étudiées ni de la même façon, ni dans les mêmes proportions en termes d'articles et ouvrages publiés. Chaque chapitre fait l'objet d'une introduction dans laquelle est proposé

¹⁴ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers: Human Rights and the Politics of Global Order*, New York, Columbia University Press, 2005, chapitre 4.

¹⁵ L'idée de « victoire » est nuancée par MELANDRI Pierre et VAÏSSE Justin, *L'Empire du milieu: les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 60 : « la disparition de l'URSS les prive à la fois du seul ennemi assez formidable pour galvaniser leurs énergies intérieures et de tout alibi vis-à-vis du monde extérieur : il leur est difficile de justifier leur passivité face à la plupart des violations dont les droits de l'homme font l'objet au nom de l'intérêt supérieur de la paix. »

¹⁶ BRANDS Hal, *op. cit.*, p. 252. D'après Hal Brands, la « fin de l'histoire » signifie pour Francis Fukuyama la fin de l'affrontement continu entre les idéologies rivales, un affrontement que Fukuyama considère remporté par l'Ouest puisque les formes alternatives de gouvernement auraient été « discréditées » à l'issue de la guerre froide.

¹⁷ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 139, n° 4, 2001, p. 55-58.

un bilan historiographique propre à chaque objet. En voici néanmoins les grandes lignes pour cette introduction.

La promotion de la démocratie a été étudiée dès ses premières années d'existence, dans les années 1980, par des chercheurs en science politique et en relations internationales. Comme nous le verrons, l'importante littérature sur la promotion de la démocratie a souvent consisté en une évaluation de cette politique étrangère à la lumière de critères endogènes au champ étudié. Les politistes ont tendance à prêter à la promotion de la démocratie l'objectif de rendre démocratiques les systèmes politiques des pays ciblés par son action. Or, le recours au vocabulaire des acteurs étudiés – qui affichent officiellement l'objectif de la démocratisation – pour définir cette politique présente des limites pour comprendre les objectifs réels de ce projet. Il existe aussi des approches plus critiques, aux tons anti-impérialistes, qui voient en la promotion de la démocratie un outil de l'hégémonie des États-Unis visant avant tout à défendre les intérêts nationaux. L'approche « évaluative » et l'approche « critique » ont en commun d'être focalisées sur les impacts de ce projet à l'extérieur plutôt que sur sa conception.

Les *democratization studies*, en tant qu'objet de recherche, et non en tant que champ disciplinaire, ont donné lieu à peu de publications. À partir de la fin des années 1990, ce champ académique est pris comme objet d'étude presque exclusivement par des politistes appartenant au champ en question. Ils en proposent des synthèses théoriques (les grands concepts et leur évolution) ou retracent la carrière de « grandes figures » de la discipline. À ce jour, il n'existe cependant pas de travaux qui se donnent spécifiquement pour objectif de faire une histoire de cet objet dans une démarche d'histoire des sciences sociales. Néanmoins, il existe des recherches qui apportent indirectement des éléments utiles pour écrire cette histoire.

À partir du début des années 2000, quelques chercheurs se sont intéressés à la question du lien entre la promotion de la démocratie et les *democratization studies*. Deux travaux en particulier nous ont été particulièrement utiles bien que notre objet spécifique diffère des leurs. Le politiste Nicolas Guilhot s'arrête sur la place centrale du projet de recherche *Transition from Authoritarian Rule* (1986) dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis à la fin des années 1980¹⁸. Le philosophe Florent Guénard estime que les simplifications théoriques alimentées par les *democratization studies* dans les années 1980 ont eu des répercussions politiques majeures et « dramatiques »¹⁹, notamment l'invasion de l'Irak en 2003 par les États-

¹⁸ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, op. cit., chapitre 4.

¹⁹ GUENARD Florent, *La démocratie universelle : philosophie d'un modèle politique*, Paris, Éditions du Seuil, 2016, p. 11 : « Ces erreurs intellectuelles sont profondes [et] leurs conséquences politiques peuvent être dramatiques ».

Unis. Nous mobilisons ces deux auteurs pour travailler spécifiquement sur l'élucidation du lien entre les deux objets considérés, qui n'est pas au cœur de leurs travaux.

Notre travail vise à dépasser le constat général de l'interdépendance entre la promotion de la démocratie et les *democratization studies*, posé par d'autres chercheurs, pour comprendre leurs liens dans la pratique. Ces deux objets naissent de façon relativement synchronique pendant la guerre froide et nous avons montré qu'ils s'inscrivent dans la logique du conflit. Néanmoins, il apparaît trop schématique de les analyser exclusivement comme des outils de la politique étrangère des États-Unis. En effet, celle-ci ne constitue pas un ensemble homogène dans le temps, notamment parce qu'elle fait l'objet de luttes internes pour sa définition. Plus généralement, nos deux objets obéissent à des logiques qui ne se réduisent pas à celles des relations internationales : il faut considérer le poids de facteurs nationaux (aux États-Unis), pas uniquement politiques, dans leur processus de naissance.

En quoi la clarification des liens entre la promotion de la démocratie et les *democratization studies* doit-elle passer à la fois par des contributions à l'histoire propre de chaque objet avant de mener une histoire croisée ?

Notre état de l'art a montré les limites de la compréhension des logiques propres à chaque objet dans la littérature. Avant d'étudier leur interdépendance, il apparaît alors nécessaire de compléter le récit de leurs naissances respectives. D'abord, il s'agit de clarifier les objectifs de la promotion de la démocratie. Pour le deuxième objet, en l'absence d'une histoire propre des *democratization studies*, l'objectif est d'en circonscrire le cadre. Nous défendons ainsi l'intérêt de mener séparément une enquête sur la nature de la promotion de la démocratie puis des *democratization studies*, avant d'éclairer leur histoire commune.

Nous faisons trois hypothèses concernant la nature de nos objets et de leur relation : le projet de promotion de la démocratie de la NED est conçu entre 1967 et 1983 avec le double objectif de prolonger la logique des activités de la CIA et de transformer la pratique de la politique étrangère en général en y promouvant la participation d'acteurs privés indépendants et un discours sur l'importance de la transparence des activités à l'étranger ; les *democratization studies* s'institutionnalisent comme champ académique entre 1979 et 1994 dans un processus qui obéit à des logiques scientifiques et extra-scientifiques ; entre 1983 et 1991, les champs de la promotion de la démocratie et des *democratization studies* sont, l'un vis-à-vis de l'autre, dans un rapport simultané de confusion relative et de distinction.

La littérature qui existe (ou qui fait défaut) pour nos deux objets, ainsi que leur lien, appelle à des contributions assez différentes pour chacun d'entre eux. Néanmoins, pour les trois chapitres, nous nous appuyons sur le concept bourdieusien de « champ ». Comme le relèvent le sociologue Frédéric Mérand et le politiste Vincent Pouliot, la théorie des champs permet de rendre compte du fonctionnement d'un espace social spécifique²⁰.

« En sociologie, la théorie des champs permet de rendre compte d'un monde social qui est à la fois intégré (les individus se définissent par leurs relations), structuré (il y a des puissants et des faibles) et différencié (les rapports sociaux dans le champ littérature ne sont pas les mêmes que dans le champ économique) »²¹.

Frédéric Mérand distingue huit caractéristiques fondamentales que possède tout champ²². Elles guident notre enquête pour mieux cerner nos deux objets. Sur la base de ce modèle, nous allons considérer la promotion de la démocratie comme un champ politique et les *democratization studies* comme un champ académique. Nous irons à la recherche des enjeux de chaque champ, de leur système de relations et des effets qu'ils produisent.

Delphine Dulong définit le champ politique comme « le lieu où se dénouent les luttes qui opposent en permanence les groupes sociaux sur les "bons" principes de vision et de division du monde social »²³. La politique étrangère peut être envisagée comme un sous-champ du champ politique. Il y a ensuite un jeu d'échelles, car nous considérons à son tour la promotion de la démocratie comme un sous-champ du champ de la politique étrangère (Figure 4). Nous reviendrons sur les difficultés spécifiques autour de la définition de ce champ.

Figure 4 - Le champ de la promotion de la démocratie comme sous-champ politique



²⁰ MERAND Frédéric et POULIOT Vincent, « Le monde de Pierre Bourdieu : Éléments pour une théorie sociale des Relations internationales », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 41, n° 3, septembre 2008, p. 603-625.

²¹ MERAND Frédéric, chap. 3, « Le champ » dans DEVIN Guillaume, *10 concepts sociologiques en relations internationales*, Paris, CNRS éditions, 2015, p. 51.

²² *Ibid*, p. 51-52 : le champ est orienté vers un enjeu ; il est topographique ; relationnel ; il a ses propres règles ; il est hiérarchique ; doxique ; agonistique ; il produit des effets.

²³ SAPIRO Gisèle *et al.*, *Dictionnaire international Bourdieu*, Paris, CNRS Éditions, 2020, article « champ politique » par Delphine Dulong.

À son tour, le champ des *democratization studies* peut être étudié comme un « champ scientifique », défini de la façon suivante par Pierre Bourdieu :

« Le champ scientifique comme système des relations objectives entre les positions acquises (par les luttes antérieures) est le lieu (c'est-à-dire l'espace de jeu) d'une lutte de concurrence qui a pour enjeu spécifique le monopole de l'autorité scientifique inséparablement définie comme capacité technique et comme pouvoir social, ou si l'on préfère, le monopole de la compétence scientifique, entendue au sens de capacité de parler et d'agir légitimement (c'est-à-dire de manière autorisée et avec autorité) en matière de science, qui est socialement reconnue à un agent déterminé²⁴. »

Pour ce travail, nous emploierons plus souvent la notion de « champ académique » pour envisager les *democratization studies* comme un champ dont les enjeux dépassent la seule lutte pour le « monopole de l'autorité scientifique ». Le champ académique (ou universitaire) est construit sur la dualité de ses activités, entre l'enseignement et la recherche²⁵. Par conséquent, le champ obéit à des enjeux intellectuels (controverses scientifiques) et de reproduction (obtention de financements, de positions académiques, création d'institutions).

Dans le premier chapitre, nous proposons de nouveaux éléments de définition de la promotion de la démocratie en identifiant ses objectifs. Après avoir constaté les difficultés théoriques associées aux définitions existantes de ce champ, nous montrons l'intérêt de nous recentrer sur son cadre d'élaboration aux États-Unis. En effet, plutôt que d'étudier la politique étrangère « en actes », comme c'est généralement le cas, nous étudions un champ distinct, celui de la conception de la politique étrangère. Ce dernier est très lié au champ de la politique étrangère « en actes » mais obéit à ses logiques propres (Figure 5).

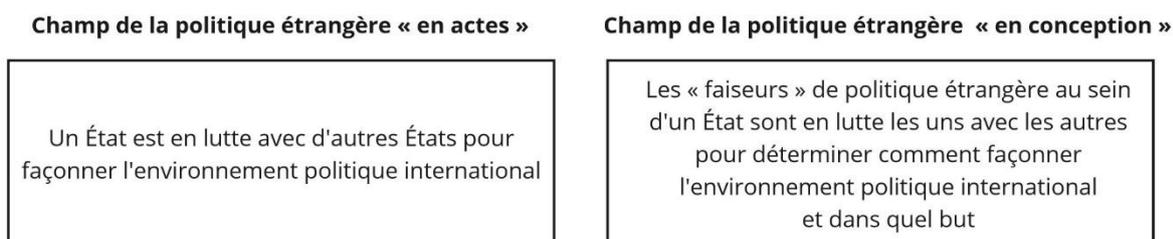
Dans ce but, nous retraçons la genèse législative d'un acteur central de la promotion de la démocratie, la NED. Cette organisation semi-privée créée en 1983 revendique une filiation avec deux instituts qui n'ont jamais vu le jour : l'*Institute of International Affairs* en 1967 et l'*Institute for Human Rights and Freedom* en 1978. L'enjeu de la NED « en conception » (1967-1983) permet d'éclairer ceux de la NED « en actes » entre 1983, date de sa création, et

²⁴ BOURDIEU Pierre, « La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, n° 1, mai 1975, p. 91-92.

²⁵ SAPIRO Gisèle *et al.*, *op. cit.*, article « champ académique » par Frédéric Lebaron : « [Le] champ académique constitue, selon Pierre Bourdieu, un espace social autonomisé pouvant être décrit comme l'ensemble des agents occupant des positions au sein des universités et des autres institutions d'enseignement supérieur plus orientées vers la recherche [...]. Il est ainsi différent du champ scientifique proprement dit, même si bien évidemment, une partie importante du champ académique est imbriquée dans le champ scientifique (à travers les laboratoires de recherche), un autre segment du champ se rattachant plus directement au système d'enseignement. Cette dualité (enseignement et recherche) est d'ailleurs l'une des spécificités du champ académique moderne, et contribue à son clivage entre un pôle de pouvoir "temporel", qui a pour enjeu le contrôle de la reproduction, et un pôle de pouvoir "symbolique", où prévalent les enjeux proprement intellectuels. »

1991, qui représente un tournant dans l'histoire de l'organisation²⁶. Notre corpus de sources comprend les propositions de lois concernées (1967, 1978 et 1983), les débats au Congrès à leur sujet ainsi que le rapport *Democracy Program* de l'*American Political Foundation* (APF), l'organisation à l'origine de la création de la NED.

Figure 5 - Les champs de la politique étrangère « en actes » et « en conception »



Dans le deuxième chapitre, nous posons des jalons pour écrire une histoire du champ académique des *democratization studies*. Nous montrons l'intérêt d'intégrer le projet de recherche *Democracy in Developing Countries* (DDC, 1988-1989), financé par la NED, au récit amorcé par Nicolas Guilhot autour du projet *Transitions from Authoritarian Rule* (TAR, 1986). Ces deux séries de volumes d'études portant sur la démocratisation nous servent de point d'appui pour une histoire qui n'est pas simplement une histoire des œuvres et de leurs auteurs. À l'aide du cadre méthodologique proposé par le sociologue Jean-Michel Chapoulie pour une histoire des sciences sociales, nous étudions les *democratization studies* comme un domaine d'activités et comme une entreprise de recherche prise dans un contexte d'existence plus large²⁷. Ce cadre méthodologique est détaillé dans l'introduction du deuxième chapitre. Du point de vue des sources, nous reprenons les données de Nicolas Guilhot sur *Transitions from Authoritarian Rule*. Pour *Democracy in Developing Countries*, nous nous référons aux volumes de l'étude et à des comptes-rendus de ces ouvrages. Enfin, nous utilisons également les CV des directeurs des deux projets de recherche.

²⁶ Voir à ce sujet GEOGHEGAN Kate, « A Policy in Tension: The National Endowment for Democracy and the U.S. Response to the Collapse of the Soviet Union », *Diplomatic History*, vol. 42, n° 5, 2 mai 2018, p. 772-801 ; GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*. De plus, le *Board of Directors* de la NED formé en 1984-1985 évolue très peu jusqu'en 1990, année à partir de laquelle l'organisation renouvelle régulièrement ses membres. Enfin, l'année 1991 correspond aussi à une chute drastique du budget annuel de l'organisation, qui passe de 39,3M de dollars en 1990 à 29,1M de dollars en 1991.

²⁷ CHAPOULIE Jean-Michel, « Un cadre d'analyse pour l'histoire des sciences sociales », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 13, n° 2, 2005, p. 99-126.

Dans le troisième et dernier chapitre, à partir de l'exemple de la NED, nous proposons une histoire croisée de ces deux champs en opérant des allers-retours entre leurs logiques respectives pour analyser trois cas d'études thématiques. Nous montrons l'utilité de chercher ce qui continue à distinguer ces champs, dont l'interdépendance très forte est confirmée par les résultats des deux premiers chapitres, pour rendre plus intelligible la nature de leur relation entre 1983 et 1991. Les bornes chronologiques de ce chapitre sont celles du premier chapitre puisque la NED est le dénominateur commun des trois études de cas. Nous y déterminons comment les acteurs étudiés vivent et se représentent les liens entre les champs politique (promotion de la démocratie) et académique (*democratization studies*), deux champs qui sont dans un rapport simultané de confusion partielle et de maintien d'une certaine autonomie.

La première étude de cas a trait au lien entre promotion de la démocratie et *democratization studies*. Les deux suivantes permettent, à titre de comparaison, de s'interroger sur le rapport du champ de la promotion de la démocratie à d'autres champs : le champ intellectuel et celui de l'édition, liés à celui des *democratization studies*. Nous comparons d'abord les regards académique et politique que différentes figures de la NED portent sur la démocratie en Amérique latine, région centrale dans les débuts de la promotion de la démocratie et des *democratization studies*. Nous utilisons des sources déjà citées : le *Democracy Program* de l'APF, les rapports annuels de l'organisation, le projet DDC et le *Journal of Democracy*. Ensuite, nous étudions les prises de positions publiques autour d'une controverse entourant la participation de l'*Association of American Publishers*, bénéficiaire d'un financement de la NED, à la foire internationale du livre de Moscou (1985). Pour connaître ces positions, nous avons recours à la presse et l'intervention du sénateur Daniel Patrick Moynihan au Congrès. Ce chapitre se finit par une étude de la participation, en actes et en représentations, de deux intellectuels latino-américains, Octavio Paz et Mario Vargas Llosa, au *Journal of Democracy*, revue fondée par la NED en 1990. Ce cas est analysé à la lumière des publications de la revue, des rapports annuels de la NED et de sources complémentaires (Département d'État, *Government Accountability Office*, *Inter-American Dialogue*)

Si chaque chapitre donne lieu à observations empiriques, l'apport de notre travail est également méthodologique. Nous proposons des pistes pour compléter (voire écrire, pour les *democratization studies*) l'histoire, spécifique et croisée, de nos deux objets. Nous prétendons alors moins à l'exhaustivité de nos résultats empiriques qu'à l'exploration de la pertinence de ces méthodes. Lorsque les sources ou le temps nous font défaut, nous nous efforçons d'identifier les enjeux et les difficultés propres à chaque domaine de recherche.

Chapitre 1 – Genèse législative des enjeux de la promotion de la démocratie (1967-1983)

Introduction

Dans l'introduction de ce premier chapitre, nous dressons un bilan historiographique des études sur la promotion de la démocratie. Nous montrons que les définitions existantes de cet objet, étudié essentiellement comme une pratique de politique étrangère, se heurtent à des difficultés pour le cerner. Cela nous conduit à défendre l'intérêt d'en étudier la genèse législative pour mieux en comprendre les pratiques.

La promotion de la démocratie, une politique étrangère

La promotion de la démocratie peut être considérée comme une forme de politique étrangère, soit un « instrument par lequel un État tente de façonner son environnement politique international »²⁸. Si ce projet politique est difficile à définir, le cadre historique des débuts de la promotion de la démocratie fait consensus²⁹. Le projet politique qui porte ce nom fait ses débuts, aux États-Unis, dans les années 1980 sous l'administration du président Ronald Reagan, en pleine guerre froide. Le 8 juin 1982, invité par Margaret Thatcher, il prononce devant le parlement britannique un discours qui rompt avec la stratégie du *containment* et qui met officiellement en avant les ambitions de sa politique. Pour Maud Quessard-Salvaing, cet événement hisse « la diplomatie publique au premier rang de la stratégie présidentielle »³⁰. Il s'agit d'un événement-clé dans le soutien présidentiel envers la promotion de la démocratie :

« L'objectif que je propose est assez simple à énoncer : promouvoir l'infrastructure de la démocratie, le système d'une presse libre, des syndicats, des partis politiques, des universités, qui permettent à

²⁸ BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 373.

²⁹ Dans les années 1980 débutent les premières études sur le sujet. Voir par exemple CARLETON David et STOHL Michael, « The Foreign Policy of Human Rights: Rhetoric and Reality from Jimmy Carter to Ronald Reagan », *Human Rights Quarterly*, vol. 7, n° 2, mai 1985, p. 205-229. Quelques années plus tard, Abraham Lowenthal coordonne un ouvrage sur les politiques d'« exportation de la démocratie » par les États-Unis à destination de l'Amérique latine : LOWENTHAL Abraham (éd.), *Exporting Democracy. The United States and Latin America. Case Studies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991.

³⁰ QUESSARD-SALVAING Maud, *Propagande, information et diplomatie publique pendant la guerre froide : les stratégies de l'USIA en Europe d'Eisenhower à Reagan*, Thèse de doctorat en études du monde anglophone, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, 2009, p. 150.

<http://bibnum.univ-paris3.fr/webclient/DeliveryManager?pid=146032> (Consulté le 26 décembre 2019).

un peuple de choisir sa propre façon de développer sa culture propre, de concilier ses différences propres par des moyens pacifiques »³¹.

Un an plus tard, la création de la *National Endowment for Democracy* (NED) marque une nouvelle étape dans l'institutionnalisation de cette politique. La NED est la « première organisation états-unienne dédiée exclusivement à la promotion de la démocratie à l'étranger »³². Cette organisation semi-privée joue dans les années 1980 un rôle précurseur dans la définition de « pratiques transnationales situées à l'articulation du militantisme et de l'expertise »³³. Cette position particulière occupée par l'organisation a motivé notre choix d'en faire le terrain d'observation privilégié pour notre étude de la promotion de la démocratie.

Pour notre travail, nous considérons la promotion de la démocratie comme un champ politique. Celui-ci est défini par Delphine Dulong comme « le lieu où se dénouent les luttes qui opposent en permanence les groupes sociaux sur les "bons" principes de vision et de division du monde social »³⁴. Le champ de la politique étrangère peut être envisagé comme un sous-champ du champ politique dont l'enjeu est de façonner l'environnement politique international.

Néanmoins, nous opérons une distinction conceptuelle entre ce que nous appelons la politique étrangère « en actes » et la politique étrangère « en conception » (Figure 5). Le champ de la politique étrangère « en actes », d'une part, est le lieu où se dénouent les luttes entre les États pour faire valoir leur vision de l'environnement politique international. Le champ de la politique étrangère « en conception », d'autre part, est le lieu où se dénouent les luttes pour façonner le monde du *foreign policymaking*. Des groupes sociaux s'y affrontent pour déterminer comment et dans quel but façonner l'environnement politique international.

Ainsi, les deux champs sont très liés mais ne se confondent pas totalement puisque leurs enjeux diffèrent. Dans le champ « en actes », le monde social dont la vision est en jeu est

³¹ REAGAN Ronald « *Promoting Democracy and Peace* », discours devant le parlement britannique, 8 juin 1982 : « The objective I propose is quite simple to state: to foster the infrastructure of democracy, the system of a free press, unions, political parties, universities, which allows a people to choose their own way to develop their own culture, to reconcile their own differences through peaceful means ». <https://www.iri.org/who-we-are/promoting-democracy-and-peace-president-ronald-reagan-speech-british-parliament-june-8> (Consulté le 14 juin 2020).

³² SØNDERGAARD Rasmus Sinding, « Democracy Promotion, National Security and Strategy: Foreign Policy under the Reagan Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 21, n° 2, 1 mai 2019, p. 199-200 : « This led to the creation of the first U.S. organization dedicated exclusively to the promotion of democracy abroad: the National Endowment for Democracy (NED) ».

³³ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 139, n° 4, 2001, p. 54.

³⁴ SAPIRO Gisèle *et al.*, *Dictionnaire international Bourdieu*, Paris, CNRS Éditions, 2020, article « champ politique » par Delphine Dulong.

l'environnement international. Le champ « en conception » donne lieu à une double lutte, celle pour la vision de l'environnement international et du monde de la conception des politiques étrangères. À son tour, nous considérons la promotion de la démocratie comme un sous-champ du champ de la politique étrangère. Il y a donc un champ de la promotion de la démocratie « en actes » et un champ de la promotion de la démocratie « en conception ».

Bilan historiographique : la promotion de la démocratie « en actes »

Les travaux existants portent principalement sur ce que nous qualifions de promotion de la démocratie « en actes », une pratique de politique étrangère. L'approche méthodologique majoritaire est alors celle des relations internationales.

Selon Aldo Marchesi, « les études sur la guerre froide, écrites principalement aux États-Unis, portant sur [l'Amérique latine], se sont principalement concentrées sur l'impact de la politique étrangère américaine »³⁵. La promotion de la démocratie, un projet de guerre froide, ne fait pas exception à ce constat. La prééminence de cette approche tient à l'intérêt particulier que les politologues et les spécialistes des relations internationales, par rapport aux chercheurs d'autres disciplines, manifestent à l'égard de la promotion de la démocratie³⁶ : ces disciplines s'intéressent aux objectifs (affichés ou non, directs ou indirects), aux méthodes (financements, action plus ou moins coercitive) et à l'impact de la politique étrangère.

Dans la littérature, la question de l'impact de la promotion de la démocratie est très débattue et ne fait pas consensus. Une première approche, que nous qualifions d'« évaluative », aborde cette question de l'impact en prêtant à la promotion de la démocratie l'intention de vouloir démocratiser. Ces chercheurs signalent parfois explicitement leur soutien à ce projet de politique étrangère³⁷. Mesurer l'impact revient alors pour eux à se demander s'il y a eu une sorte de progression vers la démocratie³⁸. Le politiste Peter Burnell estime par exemple que la

³⁵ MARCHESI Aldo, « Escribiendo la Guerra Fría latinoamericana: entre el Sur "local" y el Norte "global" », *Estudios Históricos (Rio de Janeiro)*, vol. 30, n° 60, avril 2017, p. 188 : « los estudios sobre la guerra fría, escritos principalmente en Estados Unidos, que trabajaron en la región, se han centrado principalmente en el impacto de la política exterior estadounidense ».

³⁶ PEE Robert et SCHMIDLI William Michael (éd.), *The Reagan Administration, the Cold War, and the Transition to Democracy Promotion*, Cham, Springer International Publishing, 2019, p. 8 : « Much of the existing scholarship on US democracy promotion has been written by political scientists and international relations scholars ».

³⁷ CAROTHERS Thomas, « The NED at 10 », *Foreign Policy*, n° 95, 1994. Dans cet article, Carothers invite ses contemporains à ne plus se demander si la NED, une organisation centrale dans la promotion de la démocratie, doit exister mais comment la renforcer et la réformer pour la préparer aux « défis futurs ».

³⁸ Voir notamment JAHN Beate, « Rethinking Democracy Promotion », *Review of International Studies*, vol. 38, n° 4, 2012, p. 685-705 ; CAROTHERS Thomas, *In the Name of Democracy: U.S. Policy Toward Latin America in the Reagan Years*, Berkeley, University of California Press, 1991.

promotion de la démocratie a eu un « impact discutable »³⁹. James Scott et Carie Steele offrent un aperçu du spectre des positions académiques sur l'efficacité des politiques affichant le but de soutenir la démocratisation à l'étranger⁴⁰.

Il existe un deuxième grand ensemble de travaux, plus critiques et parfois moins académiques, qui envisage plutôt la promotion de la démocratie comme un instrument de plus au service des intérêts de la politique étrangère états-unienne. Selon cette lecture, la promotion de la démocratie représente une ingérence condamnable en soi. De plus, la démocratisation serait soit un objectif de façade du gouvernement des États-Unis, soit un objectif idéologique de second plan, qu'ils poursuivent tant qu'il ne met pas en péril les intérêts économiques et politiques de leur pays⁴¹.

Ces travaux, qui discutent de façon frontale le bien-fondé moral ou politique de la promotion de la démocratie, ont néanmoins en commun avec le premier ensemble une approche essentiellement axée sur l'analyse de ce projet « en actes »⁴². Certes, l'impact est dans ce cas évalué plutôt en termes d'expansion d'un projet impérial ou hégémonique des États-Unis mais ce sont bien les effets de la politique étrangère qui ont capté l'attention.

Si la pratique de la promotion de la démocratie a intéressé au premier plan les chercheurs, ses origines n'ont pas pour autant été délaissées. La promotion de la démocratie présente des continuités avec la politique de défense des droits humains. Rasmus Søndergaard évoque à ce

³⁹ BOUCHET Nicolas, « Reviewed Work(s): Promoting democracy abroad: policy and performance by Peter Burnell: Conceptual politics of democracy promotion by Christopher Hobson and Milja Kurki », *International Affairs*, vol. 88, n° 2, 2012, p. 395 : « democracy promotion has tended to follow the progression of democratization around the world, with its impact very much debatable ».

⁴⁰ Ils notent qu'il n'y a pas de consensus sur le fait que ces politiques auraient un effet positif et, pour ceux qui estiment que ces politiques peuvent être efficaces, l'identification du facteur spécifique qui aurait eu un effet (aide économique, aide militaire, etc.) ne fait pas non plus l'unanimité. SCOTT James et STEELE Carie, « Assisting Democrats or Resisting Dictators? The Nature and Impact of Democracy Support by the United States National Endowment for Democracy, 1990–99 », *Democratization*, vol. 12, n° 4, 1 décembre 2005, p. 442-443.

⁴¹ Pour cette lecture critique, du point de vue académique, voir notamment CAVELL Colin, *Exporting « made-in-America » Democracy: The National Endowment for Democracy & U.S. Foreign Policy*, Lanham, Md., University Press of America, 2002 ; GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.* Pour des travaux d'enquête moins académiques, GOLINGER Eva, *Bush versus Chávez: Washington's War on Venezuela*, New York, Monthly Review Press, 2008 ; HALIMI Serge *et al.*, *L'opinion, ça se travaille...: les médias et les « guerres justes »*, Marseille, Agone, 2014. ; LEMOINE Maurice, *Les enfants cachés du général Pinochet*, Paris, Don Quichotte éditions, 2015.

⁴² La frontière entre ce qui relève d'un soutien financier prétendument neutre et d'une ingérence favorisant des acteurs nationaux par-rapport à d'autres fait débat tant pour les contemporains de ces projets que dans la littérature sur le sujet. CAVELL Colin, *op. cit.*, p. 105-107, considère par exemple que l'élection de Violeta Chamorro à la présidence du Nicaragua le 25 février 1990, dont le parti a bénéficié d'une importante aide financière des États-Unis, prouve la faculté des promoteurs de la démocratie à manipuler les élections dans des pays étrangers.

sujet un remodelage : « Au cours de son premier mandat, l'administration Reagan a remodelé la politique américaine des droits de l'homme d'une manière qui a conduit à la conceptualisation d'une politique de promotion de la démocratie »⁴³. Cette parenté explique pourquoi Peter Burnell juge difficile de distinguer conceptuellement la politique des droits humains de la promotion de la démocratie⁴⁴.

Certains travaux identifient des influences plus anciennes : dans les politiques d'assistance remontant aux années 1960⁴⁵, comme l'Alliance pour le Progrès⁴⁶ ; ou plus tôt encore, dans les origines de l'*US aid* dans l'immédiate post-Seconde Guerre mondiale, notamment avec le plan Marshall⁴⁷. Ainsi, la promotion de la démocratie s'inscrit dans la construction des États-Unis comme « leader mondial » à partir des années 1940. Comme l'écrivent Robert Pee et William Schmidli :

« L'initiative de promotion de la démocratie de l'administration Reagan trouve ses racines dans la politique étrangère américaine des premières décennies du vingtième siècle. Dans les années 1940, après avoir connu la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale, les responsables politiques américains ont reconnu la nécessité pour les États-Unis de jouer un rôle de leader mondial dans l'après-guerre »⁴⁸.

Néanmoins, cette étude des origines consiste le plus souvent en une comparaison avec des antécédents « en actes ». Les auteurs cherchent à déceler le caractère inédit de la promotion de la démocratie ou au contraire à montrer les continuités existantes avec des politiques étrangères que les États-Unis ont menées par le passé. Par ailleurs, lorsque des auteurs s'intéressent à l'élaboration de la promotion de la démocratie, c'est généralement en préambule à une étude de cette politique étrangère « en actes », qui les intéresse en premier lieu. Dans ce chapitre, nous reprenons également cet enchaînement mais nous le faisons autant pour éclairer la promotion de la démocratie dans sa genèse que dans la pratique.

⁴³ SØNDERGAARD Rasmus Sinding dans PEE Robert et SCHMIDLI William Michael, *op. cit.*, p. 31 : « During its first term, the Reagan administration reshaped US human rights policy in ways that led to the conceptualization of a policy of democracy promotion ».

⁴⁴ BURNELL Peter, *Promoting Democracy Abroad: Policy and Performance*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2011, quatrième de couverture : « The definitional boundaries between promoting democracy and international advocacy and defense of human rights and "good governance" are not precise ».

⁴⁵ JAHN Beate, *op. cit.*, p. 686.

⁴⁶ Voir par exemple le chapitre 4 de Tony Smith dans l'ouvrage édité par LOWENTHAL Abraham, *Exporting Democracy. The United States and Latin America. Case Studies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991.

⁴⁷ ADEN Jean, *The United States: AID from the Keeper of the Global Commons*, US-Korea Institute at SAIS, 2011, p. 28 : « US foreign assistance has its roots in the immediate post-World War II period ».

⁴⁸ PEE Robert et SCHMIDLI William Michael, *op. cit.*, p. 16 : « The Reagan administration's democracy promotion initiative had roots stretching back to US foreign policy in early decades of the twentieth century. In the 1940s, having experienced both the Great Depression and the Second World War, American policymakers recognized the need for the US to take a global leadership role in the postwar era ».

Définir les objectifs des « promoteurs », une difficulté théorique

Les études de la promotion de la démocratie « en actes » se heurtent à des difficultés théoriques au moment de définir les objectifs de cette politique étrangère. En premier lieu, les chercheurs qui travaillent sur la promotion de la démocratie doivent manier des concepts polysémiques. Selon la politiste Beate Jahn, le concept de démocratie souffre d'une confusion « théorique » et « historique »⁴⁹ : théorique parce que sa définition, même large, fait débat⁵⁰ ; historique parce que le terme de « démocratie » a été utilisé pour caractériser des communautés politiques très diverses allant « des sociétés tribales indigènes aux cités-Etats grecques [...et jusqu'aux] démocraties libérales occidentales »⁵¹. Dans le cas de la « promotion de la démocratie », c'est cette dernière – la démocratie libérale occidentale – dont il est question.

À son tour, la « démocratie libérale occidentale », née historiquement en Angleterre, aux États-Unis et en France au XVIIIe, reste une expression floue⁵². Dans la guerre froide, elle est conçue par les « promoteurs » comme libérale, d'un point de vue politique (importance des processus électoraux et du respect des droits et des libertés) et économique (vantant les vertus de la propriété privée et de l'économie de marché, notamment en raison de leurs supposées retombées politiques). Malgré ce flou, les différends théoriques du point de vue de la recherche ne portent pas sur la nature spécifique de ce modèle démocratique mais se situent au niveau des finalités de la promotion de la démocratie : l'objectif principal est-il la démocratisation ?

Dans un ouvrage récent sur la promotion de la démocratie sous l'administration Reagan, les historiens Robert Pee et William Schmidli envisagent la promotion de la démocratie comme « une tentative directe de modifier le système politique d'un État étranger afin de le rendre conforme aux modèles institutionnels démocratiques »⁵³. Cette définition, très générale, rend difficile une distinction rigoureuse entre ce projet et d'autres types d'activités. Comme le souligne Peter Burnell, les « frontières définitionnelles entre la promotion de la démocratie et

⁴⁹ JAHN Beate, *op. cit.*, p. 689.

⁵⁰ *Ibid* : « "democracy" is a highly contested concept whose meaning ranges from majoritarian or popular rule, through the institution of elections through which this rule is often, but not always, established, to respect for individual rights even in the absence of a general franchise ».

⁵¹ *Ibid* : « "democracy" has historically been applied to a wide variety of political communities – ranging from indigenous tribal societies through ancient Greek city states and contemporary "illiberal" or "authoritarian" democracies to modern Western liberal democracies ».

⁵² BENOIT Francis-Paul, *La Démocratie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978, p. 5 : « Née en Angleterre, il y a un peu plus de deux siècles, puis aux États-Unis et en France, et bien qu'elle soit établie de nos jours dans une trentaine de pays répartis sur les divers continents, la démocratie libérale conserve son caractère originel d'être le régime politique spécifique des hommes de l'Europe occidentale moderne, ou qui en sont issus. »

⁵³ PEE Robert et SCHMIDLI William Michael, *op. cit.*, p. 2 : « This volume deploys a definition of democracy promotion as a direct attempt to alter the political system of a foreign state to bring it into accord with democratic institutional models ».

la défense internationale des droits de l'homme et de la "bonne gouvernance" ne sont pas précises »⁵⁴. Il en propose néanmoins lui aussi une définition minimale :

« La promotion de la démocratie se réfère à un large éventail de tentatives non coercitives visant à répandre la démocratie à l'étranger pour quelque raison que ce soit. [...] C'est une intervention politique dans les affaires intérieures d'autres pays qui cherche à affecter la distribution du pouvoir »⁵⁵.

Au premier abord, la définition de Pee et Schmidli et celle de Burnell identifient dans des termes différents une même finalité au projet étudié : la « démocratisation ». Néanmoins, une différence majeure existe entre les deux conceptions. Selon Pee et Schmidli, cette démocratisation constitue la fin en soi du projet. En reprenant le modèle du champ, cela signifie que l'enjeu de la promotion de la démocratie « en actes » serait de rendre le système d'un État conforme aux modèles institutionnels démocratiques. En revanche, chez Burnell, l'objectif à atteindre n'est pas un élément essentiel de la définition de la promotion de la démocratie : des acteurs tentent de « répandre la démocratie [...] pour quelque raison que ce soit ». Autrement dit, la conception de Burnell fait de la démocratisation un instrument plutôt qu'une finalité. Si elle n'identifie pas l'enjeu du champ, cette définition présente l'avantage de ne pas restreindre a priori les intentions des acteurs impliqués.

Cependant, tout comme Pee et Schmidli, Peter Burnell reprend pour élaborer sa définition des mots-clés qui appartiennent au lexique des acteurs étudiés. En parlant de « répandre la démocratie » et de « modèles institutionnels démocratiques », il emprunte (ou au moins partage) des éléments de langage aux « promoteurs de la démocratie », qui prétendent effectivement contribuer à l'expansion de la démocratie. Or, une définition formée avec des éléments endogènes au champ étudié court le risque de créer la confusion entre les discours, les intentions et les actes. Si les « promoteurs » de la démocratie affirment vouloir « démocratiser », nous défendons que l'inclusion de cette volonté de « démocratiser » dans la définition de la promotion de la démocratie ne rend pas ce projet plus lisible car cela revient à trancher a priori sur l'intention des acteurs étudiés tout en héritant du flou propre au concept de « démocratie ». Certes, la définition de Burnell fait une place à des motifs ultérieurs,

⁵⁴ BURNELL Peter, *op. cit.*, quatrième de couverture : « The definitional boundaries between promoting democracy and international advocacy and defense of human rights and "good governance" are not precise ».

⁵⁵ *Ibid.*, « For Burnell, promoting democracy refers to a wide range of non-coercive attempts to spread democracy abroad for whatever reason. At its heart, it is political intervention in the domestic affairs of other countries that seeks to affect the distribution of power, whether by patient and non-violent involvement or more urgent action, democracy assistance projects form a core activity ».

éventuellement cachés, mais il postule que la « démocratisation », comme outil, est bien un but intermédiaire.

Notre position n'est pas d'affirmer que les promoteurs de la démocratie sont dénués de toute sincérité quant aux fins de leur projet politique. Nous voulons au contraire prendre au sérieux leurs motivations dans notre travail, en analysant leur discours dans la genèse du projet de promotion de la démocratie. Or, nous allons le montrer, il est trop schématique d'assimiler ces motivations à la volonté de « démocratiser ». Dès lors, nous préférons nous limiter à dire que la promotion de la démocratie agit au nom de l'objectif affiché de vouloir étendre la démocratie. Nous définissons ainsi le champ de la promotion de la démocratie « en actes » :

La promotion de la démocratie « en actes » est un champ politique peuplé d'acteurs, de groupes et d'institutions se livrant à diverses pratiques sociales dont l'objectif affiché est de contribuer à l'extension de la démocratie libérale dans le monde.

Les activités des acteurs qui peuplent ce champ dépassent la simple « promotion de la démocratie » telle qu'elle est conçue théoriquement et idéalement par les défenseurs du projet, c'est-à-dire comme des activités d'assistance, de soutien, de coordination, de financement de programmes menés par des institutions, groupes ou acteurs individuels, aux États-Unis ou à l'étranger⁵⁶. Pour compléter cette définition, qui ne résout pas la question de l'enjeu vers lequel est tourné le champ de la promotion de la démocratie « en actes », nous proposons d'enquêter sur celui de la promotion de la démocratie « en conception », que nous définissons de la façon suivante :

La promotion de la démocratie « en conception » est un champ politique peuplé d'acteurs, de groupes et d'institutions se livrant à diverses pratiques sociales dont l'enjeu est de façonner les méthodes et les objectifs de la politique de promotion de la démocratie.

Notre proposition : étudier la genèse législative de la NED

Pour étudier la promotion de la démocratie « en conception », nous prendrons comme point d'appui les précédents législatifs d'un projet précurseur de la promotion de la démocratie, celui de la NED. Cette enquête nous permettra d'apporter un nouvel éclairage sur la promotion de la démocratie « en actes ».

⁵⁶ Il faut inclure d'autres activités telles que des opérations secrètes (*covert operations*) et des prises de positions publiques par des politiciens, des acteurs économiques, des militants ou encore des intellectuels, en faveur d'une extension, d'une défense de la démocratie ou contre les modèles jugés opposés à la démocratie.

Les travaux existants sur la promotion de la démocratie s'intéressent notamment à la participation d'acteurs extra-étatiques : syndicats, fondations philanthropiques, organisations semi-privées telles que la NED⁵⁷. Pour la NED, la littérature existante met en évidence le rôle d'une fondation privée, l'*American Political Foundation* (APF) dans la genèse du projet (figure 1)⁵⁸. L'APF est créée en 1979 par le consultant en politique George Agree pour obtenir des soutiens politiques et financiers en vue de créer une organisation comme la NED. L'APF cristallise l'intérêt de plusieurs acteurs autour de l'idée « vieille de plus de dix ans » à Washington de créer une *quango* – *quasi non-governmental organization* – pour la démocratie⁵⁹. Cette fondation est à l'origine d'un rapport en 1983, le *Democracy Program*, qui préconise la création d'une telle organisation tout en formulant ses objectifs⁶⁰. Quelques mois plus tard, ces derniers sont repris pratiquement tels quels dans le *NED Act*, la loi du financement de la NED⁶¹.

Les activités de la NED à partir de 1983 ont fait l'objet d'articles, de chapitres d'ouvrages et d'une monographie⁶². Il en ressort que la NED reprend pour le compte de l'exécutif certaines missions auparavant attribuées à la CIA, comme le financement de soutiens politiques à l'étranger⁶³. Allen Weinstein, à l'origine du *Democracy Program* de l'APF et premier président de la NED, témoigne d'ailleurs en 1991 : « une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui était fait secrètement par la CIA il y a 25 ans » (Annexe B)⁶⁴. Ces propos de Weinstein font le lien entre la CIA et l'ensemble des activités, officiellement « ouvertes » (*overt*) menées par des organisations comme la NED au début des années 1990⁶⁵. Cependant, cette citation d'Allen

⁵⁷ PEE Robert et SCHMIDLI William Michael, *op. cit.*, p. 5 : « The 1980s also saw the emergence of an organizational alliance between the US state and American civil society groups interested in democracy promotion, symbolized by and organized around the National Endowment for Democracy (NED) ».

⁵⁸ GEOGHEGAN Kate, « A Policy in Tension: The National Endowment for Democracy and the U.S. Response to the Collapse of the Soviet Union », *Diplomatic History*, vol. 42, n° 5, 2 mai 2018, p. 780.

⁵⁹ CAROTHERS Thomas, *In the Name of Democracy*, *op. cit.*, p. 202 : « The idea for such a foundation had been bouncing around Washington for over ten years ».

⁶⁰ *American Political Foundation, Democracy Program*, « The Commitment to Democracy: A Bipartisan Approach », 27 juillet 1983. www.ned.org/docs/democracyProgram.pdf (Consulté le 11 avril 2021).

⁶¹ *NED Act, Public Law 98-164*, 22 nov 1983, p. 1039-1042., Sec 502 (a) : « The Congress finds that there has been established in the District of Columbia a private, nonprofit corporation known as the National Endowment for Democracy ». <https://uscode.house.gov/statutes/pl/98/164.pdf> (Consulté le 15 février 2020).

⁶² La monographie est celle de CAVELL Colin, *op. cit.*, publiée en 2002.

⁶³ Sur les éléments de continuité entre la NED et la CIA du point de vue des programmes financés, voir notamment QUESSARD-SALVAING Maud, *op. cit.*, p. 208-211 ; GOLINGER Eva, *op. cit.*, p. 18-21 ; DENT David, *U.S.-Latin American Policymaking: A Reference Handbook*, Westport, Greenwood Publishing Group, 1995, p. 467.

⁶⁴ IGNATIUS David, « Innocence Abroad: The New World of Spyleless Coups », *The Washington Post*, 22 septembre 1991 : « "A lot of what we do today was done covertly 25 years ago by the CIA," agrees Weinstein. » <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020011110dn9m011kg&cat=a&ep=ASE> (Consulté le 08 juin 2021).

⁶⁵ C'est le journaliste David Ignatius qui rapporte ces propos dans un article très flatteur envers les bienfaits supposés des opérations officiellement « ouvertes » menées par les États-Unis dans les années 1980.

Weinstein est parfois reprise par des critiques de la NED d'une façon qui appauvrit son sens⁶⁶. Par exemple, le journaliste Hernando Calvo Ospina présente ce témoignage de Weinstein comme un « aveu »⁶⁷. Or, nous le verrons, le projet de promotion de la démocratie se conçoit dès l'origine et de façon explicite comme un substitut à la CIA.

Pour cela, il nous faut examiner d'autres aspects de la genèse de la NED qui ont été laissés au second plan. En effet, les auteurs du *Democracy Program* revendiquent la filiation du projet de la NED avec deux projets d'instituts : l'*Institute of International Affairs* (1967) et l'*Institute for Human Rights and Freedom* (1978). Il est d'abord fait mention du projet de 1967 :

« Le membre du Congrès Dante Fascell, [...] a anticipé les propositions de Johnson en présentant en avril 1967 un projet de loi visant à créer un "*Institute of International Affairs*" »⁶⁸.

Une page plus loin, l'institut de 1978 est cité par l'APF. Cette mention comporte deux erreurs dans le nom de l'Institut : « *on* » à la place de « *for* » et « *Freedoms* » au lieu de « *Freedom* ».

« Cet intérêt [pour une "quango pour la démocratie" non gouvernementale] a conduit non seulement à la création de la "Commission d'Helsinki" bipartisane, mais aussi au parrainage par les membres du Congrès Fascell et Donald Fraser, en 1978, d'un projet de loi visant à créer un "*Institute on Human Rights and Freedoms*" »⁶⁹.

Ces projets antérieurs font rarement l'objet de plus de quelques lignes dans les études qui portent sur la NED. Chez Nicolas Guilhot, par exemple :

« Ce projet s'est concrétisé dans les années 1980, avec la création de la *National Endowment for Democracy* (NED), bien que des tentatives infructueuses de créer une institution similaire aient déjà été faites à la fin des années 1960 »⁷⁰.

⁶⁶ LEMOINE Maurice, op. cit., p. 603 : « Dans le Washington Post du 22 septembre 1991, le premier président de la NED, l'historien Allen Weinstein, a craché le morceau : "Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui, la CIA le faisait clandestinement il y a vingt-cinq ans". »

⁶⁷ OSPINA Hernando Calvo, « Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA », *Le Monde diplomatique*, 1 juillet 2007 : « L'homme dont le Washington Post rapporte le surprenant aveu, le 22 septembre 1991, s'appelle Allen Weinstein. » https://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO_OSPINA/14911 (Consulté le 8 juin 2021).

⁶⁸ *Democracy Program*, op. cit., p. 2 : « Congressman Dante Fascell led a number of his colleagues (among them Clement Zablocki, now House Foreign Affairs Committee Chairman) in anticipating the Johnson proposals by introducing in April 1967 a bill to create an "Institute of International Affairs." ».

⁶⁹ *Ibid*, p. 3 : « This concern [for a non-governmental 'democracy quango'] led not only to the creation of the bipartisan "Helsinki Commission" but also to sponsorship by Congressmen Fascell and Donald Fraser in 1978 of a bill to establish an "Institute on Human Rights and Freedoms" ».

⁷⁰ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers: Human Rights and the Politics of Global Order*, New York, Columbia University Press, 2005, p. 32 : « This project came to fruition in the 1980s, with the creation of the

Dans certains cas, la reproduction à l'identique de la faute dans le titre de l'institut de 1978 suggère que la seule source mobilisée a été le rapport du *Democracy Program*. Dans la thèse d'Elizabeth Cohn par exemple :

« En 1978, Fascell a proposé une loi avec le représentant Donald Fraser pour créer un *Institute on Human Rights and Freedoms*. L'objectif était de fournir des fonds aux démocrates à l'étranger de manière ouverte »⁷¹.

Également, chez David Dent :

« Le membre du Congrès Dante Fascell a proposé un *Institute of International Affairs*, mais l'effort a échoué. En 1978, Fascell, avec le membre du Congrès Donald Fraser, a essayé à nouveau, en introduisant une législation pour créer un *Institute on Human Rights and Freedoms* qui financerait les groupes démocratiques à l'étranger, mais la législation n'a pas abouti »⁷².

Ces projets de 1967 et 1978 ne se sont jamais soldés par une politique concrète à l'étranger puisque le Congrès n'a finalement pas validé leur création. Dès lors, la littérature existante sur la promotion de la démocratie se focalisant essentiellement sur l'impact de la politique étrangère des États-Unis, il est logique que ces échecs législatifs aient suscité peu d'intérêt.

Nous proposons de nous intéresser plus en détail à ces deux projets pour deux raisons. D'abord, comme cela apparaît dans les extraits du *Democracy Program*, la NED est conçue explicitement comme la prolongation de ces efforts antérieurs. Elle serait une troisième tentative de faire advenir cette institution. Cette continuité est réelle au moins du point de vue d'un *sponsor* (celui qui propose la loi) récurrent des trois projets de loi, Dante Fascell, élu démocrate à la Chambre des représentants pour la Floride entre 1955 et 1993. Par ailleurs, ce qui n'est pas advenu en tant que politique étrangère a quand même existé sous la forme de propositions législatives concrètes et de débats autour de ces propositions. L'intérêt pour l'historien se trouve dans ces discussions où interviennent défenseurs et opposants aux projets de lois.

National Endowment for Democracy (NED), although some unsuccessful attempts to create a similar institution had already been made in the the late 1960s ».

⁷¹ COHN Elizabeth, *Idealpolitik in U.S. Foreign Policy: The Reagan Administration and The U.S. Promotion of Democracy*, American University, Thèse de doctorat en Philosophie des relations internationales Faculty of the School of International Service of The American University, 1995 : « In 1978 Fascell introduced legislation with Rep. Donald Fraser to create an Institute on Human Rights and Freedoms. The goal was to provide funds to democrats overseas in an open manner ».

⁷² DENT David, *op. cit.*, p. 466 : « Congressman Dante Fascell proposed an Institute of International Affairs, but the effort failed. In 1978, Fascell, with Congressman Donald Fraser, tried again, introducing legislation to create an Institute on Human Rights and Freedoms that would fund democratic groups overseas, but the legislation went nowhere ».

Méthodologie, sources et hypothèses

Dans le but de mieux comprendre la genèse de la NED, nous avons constitué le corpus de sources principales suivant : les projets de lois déposés par Dante Fascell en 1967, en 1978 et en 1983 ; les audiences (*Hearings*) de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants (*House Committee on Foreign Affairs*) autour de ces projets de lois⁷³ ; le rapport *Democracy Program* de l'APF.

Nous procéderons chronologiquement en analysant les projets de lois individuellement puis nous en proposerons une comparaison synthétique. Dans chaque partie, nous présenterons le contexte précédant le projet de loi. Puis, nous résumerons les informations de base du contenu de la loi proposée. Enfin, en nous appuyant sur les audiences autour de ces propositions, nous nous arrêterons sur les débats contemporains autour de trois aspects : la nécessité d'agir ouvertement à l'étranger ; le statut de l'organisation à créer et le rôle des acteurs privés ; la place accordée aux programmes académiques.

L'enjeu de la promotion de la démocratie « en conception » est de définir les objectifs et les méthodes de la promotion de la démocratie « en actes ». Nous allons tester trois hypothèses concernant cet enjeu. Premièrement, le scandale autour de la CIA en 1967 provoque l'adoption durable de la rhétorique consistant à affirmer qu'il est impossible d'agir autrement qu'ouvertement pour mener des programmes à l'étranger. Deuxièmement, le projet de promotion de la démocratie qui se définit depuis les années 1960 a aussi pour objectif de renforcer la participation des acteurs privés (non employés de l'État) dans les activités états-uniennes à l'étranger et leur indépendance vis-à-vis du gouvernement des États-Unis. Troisièmement, la promotion de la démocratie « en conception » promeut, dès 1967, l'importance des programmes académiques.

L'originalité de la démarche réside moins dans l'établissement du lien entre la promotion de la démocratie et ces aspects (prolongation des activités de la CIA, modes d'action envisagés), identifiés pour l'essentiel par d'autres travaux, que dans le fait d'en faire des éléments de définition de ce projet de politique étrangère. Identifier les enjeux de la NED « en conception » nous permettra de mieux la cerner « en actes », entre 1983, le début des activités de la NED, et 1991, le tournant que connaît la promotion de la démocratie à la fin de la guerre froide⁷⁴.

⁷³ Pour l'année 1978, nous avons également consulté les audiences concernant la loi identique soumise au Sénat.

⁷⁴ Voir à ce sujet GEOGHEGAN Kate, *op. cit.*, p. 772-801 ; GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.* De plus, le *Board of Directors* de la NED formé en 1984-1985 évolue très peu jusqu'en 1990, année à partir de laquelle l'organisation renouvelle régulièrement ses membres. Enfin, l'année 1991 correspond

Partie A – *L’Institute of International Affairs (1967)*

Contextualisation

Au milieu des années 1960, les États-Unis connaissent une situation mouvementée au niveau national. En 1967, le président républicain Lyndon B. Johnson est au pouvoir depuis quatre ans et le Sénat comme la Chambre des représentants sont à majorité démocrates. Après avoir achevé le mandat de John F. Kennedy, assassiné en 1963, « LBJ » a été réélu en 1964.

En 1967, et depuis plusieurs années, les États-Unis sont traversés par d’importantes mobilisations autour du mouvement des droits civiques. Les *Civil Rights Acts* de 1964 et 1965, censés protéger le droit de vote, l’égalité d’accès au logement et empêcher la discrimination, ne font pas disparaître les tensions qui existent⁷⁵. Ce mouvement porté par les minorités raciales du pays se nourrit de, et alimente les manifestations d’opposition à la guerre du Vietnam et à la conscription des jeunes États-uniens.

Le cadre international n’est pas moins effervescent en 1967. À la fin des années 1950 et au début des années 1960, plusieurs événements polarisent la tension entre les deux blocs dans le cadre de la guerre froide : la fin de la révolution cubaine (janvier 1959), l’échec pour les États-Unis du débarquement de la Baie des Cochons (avril 1961), la construction du mur de Berlin (août 1961) et la crise des missiles (octobre 1962). L’affrontement au Vietnam, qui polarise les États-Unis en son sein, tend à polariser le monde dans son ensemble.

Cependant, dans les années 1960 grandit aussi l’idée qu’il est possible d’adopter une troisième voie entre ces deux blocs. Suite aux processus de décolonisation, particulièrement en Afrique et en Asie, de nombreux pays appartenant à ce qu’Alfred Sauvy appelle en 1952 le « Tiers-Monde » tentent de s’organiser pour faire valoir leur participation au jeu diplomatique international et défendre leurs revendications⁷⁶. Le Tiers-Monde forme ses revendications au sein du Mouvement des Non-Alignés à Bandung (1954) et à Belgrade (1961). Ce « mouvement » n’est pas homogène et les prétentions hégémoniques régionales de certaines puissances décolonisées coexistent avec des revendications pour une meilleure intégration

aussi à une chute drastique du budget annuel de l’organisation, qui passe de de 39,3M de dollars en 1990 à 29,1M de dollars en 1991.

⁷⁵ BORNET Vaughn Davis, « Reappraising the Presidency of Lyndon B. Johnson », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 20, n° 3, Summer 1990, p. 593.

⁷⁶ SAUVY Alfred, « Document: Trois mondes, une planète », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n° 12, 1986, p. 81-83. Initialement publié dans *L’Observateur*, 14 août 1952, p. 5.

économique et politique des pays concernés⁷⁷. Ces mouvements s'appuient sur le développement de courants théoriques et intellectuels, comme les théories de la dépendance, qui attaquent frontalement ce qu'ils considèrent comme une situation structurellement inéquitable à l'échelle mondiale⁷⁸.

Ce mouvement des non-alignés inquiète fortement les États-Unis. Pour la puissance occidentale, le risque est autant de voir croître de nouvelles forces nourries d'anti-impérialisme et d'anticolonialisme que de voir celles-ci collaborer avec le bloc soviétique⁷⁹. Cuba, qui maintient une relation ambiguë avec l'URSS et avec le mouvement des non-alignés, en est l'exemple typique.

Dans une logique de *containment*, les États-Unis tentent alors d'occuper le terrain à l'international, à commencer par « l'hémisphère occidental » après une période où l'Amérique latine avait été délaissée par la politique étrangère états-unienne⁸⁰. En 1961, l'administration Kennedy lance l'Alliance pour le Progrès qui prétend promouvoir la croissance économique, le développement social et la démocratie politique en Amérique latine⁸¹. Le *Foreign Assistance Act* de 1961 pose les fondations légales de l'expansion du système de l'*US aid* et donne lieu la même année à la création de l'USAID, l'agence qui « a administré l'essentiel de l'aide bilatérale états-unienne depuis 1960 »⁸². Alors que se développent ces institutions d'assistance à l'étranger aux États-Unis, un autre versant de leur politique étrangère, l'*intelligence*, arrive en 1967 au cœur du débat public.

La *Central Intelligence Agency* (CIA) est une agence créée dans le cadre du *National Security Act* de 1947 sous le président Harry Truman⁸³. Le *Director* de la CIA est responsable

⁷⁷ Sur l'imbrication des enjeux nationaux, régionaux et internationaux autour de la conférence de Belgrade, voir par exemple HERSHBERG James, « “High-Spirited Confusion”: Brazil, the 1961 Belgrade Non-Aligned Conference, and the Limits of an “Independent” Foreign Policy during the High Cold War », *Cold War History*, vol. 7, n° 3, août 2007, p. 373-388. et PETTINA Vanni, « Global Horizons: Mexico, the Third World, and the Non-Aligned Movement at the Time of the 1961 Belgrade Conference », *The International History Review*, vol. 38, n° 4, 2015, p. 1-24.

⁷⁸ MORRIS Nancy, SCHLESINGER Philip et MANDELSAFT Germaine, « Des théories de la dépendance aux théories de la résistance », *Hermès*, vol. 28, n° 3, 2000, p. 20.

⁷⁹ Voir HERSHBERG James, *op. cit.* et PETTINA Vanni, *op. cit.*

⁸⁰ SMITH Peter, *Talons of the eagle: Latin America, the United States, and the world*, Fourth edition., New York, Oxford University Press, 1996, chapitre 6, « Forming the alliance ».

⁸¹ *Ibid.*

⁸² ADEN Jean, *op. cit.*, p. 26 : « USAID has administered the bulk of US bilateral aid since 1960 ».

⁸³ *National Security Act of 1947*. Sec 104. [50 U.S.C. §403-4] : « (a) Central Intelligence Agency.—There is a Central Intelligence Agency. (b) Function.—The function of the Central Intelligence Agency is to assist the Director of the Central Intelligence Agency in carrying out the responsibilities specified in section 104A(c). ». <https://www.dni.gov/index.php/ic-legal-reference-book/national-security-act-of-1947> (Consulté le 01 avril 2021).

de la collecte de renseignements et de l'évaluation des risques « liés à la sécurité nationale » à partir de ces renseignements⁸⁴.

Très tôt, la CIA est mobilisée par les États-Unis à l'étranger dans une logique d'ingérence. Ces opérations secrètes de la CIA ne connaissent presque aucun écho médiatique dans les années 1950 aux États-Unis⁸⁵. Par exemple, le renversement des régimes de Mohammad Mossadegh en Iran en 1953 et de Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954 passent pratiquement inaperçus⁸⁶. Selon Simon Willmetts, cet « âge d'or » des opérations secrètes s'explique en partie par la complaisance des médias nationaux⁸⁷. Loch Johnson, qui propose une mesure de l'évolution de la redevabilité de la CIA, la considère très faible de 1947 à 1971⁸⁸.

Le débarquement de la baie des Cochons à Cuba en 1962 est un échec militaire pour les États-Unis et provoque également le premier vrai moment de contestation contre la CIA. L'opération suscite une « vague » de productions médiatiques critiques et porte « l'action secrète de la CIA à l'attention du grand public pour la première fois »⁸⁹. À partir de 1962 sont publiées les premières histoires critiques et à succès sur la CIA⁹⁰.

L'agence est donc déjà fragilisée lorsqu'un nouveau scandale éclate en 1967⁹¹. L'affaire est révélée par le *New York Times* le 14 février 1967 qui titre : « Un groupe d'étudiants admet avoir reçu des fonds de la C.I.A. »⁹². Le journal révèle alors que l'agence a financé à hauteur de 200 000 dollars par an, et depuis les années 1950 jusqu'en 1966, la *National Student Association*. Pour la CIA, ce soutien avait deux objectifs : exercer une influence à l'étranger

⁸⁴ *Ibid*, Sec 104(A). [50 U.S.C. §403-4a] : « (1) collect intelligence through human sources and by other appropriate means, except that the Director of the Central Intelligence Agency shall have no police, subpoena, or law enforcement powers or internal security functions; (2) correlate and evaluate intelligence related to the national security and provide appropriate dissemination of such intelligence ».

⁸⁵ WILLMETTS Simon, « The Burgeoning Fissures of Dissent: Allen Dulles and the Selling of the CIA in the Aftermath of the Bay of Pigs », *History*, vol. 100, n° 340, avril 2015, p. 168.

⁸⁶ *Ibid*, p. 169 : « The CIA's involvement in the Iranian and Guatemalan coups in 1953 and 1954, for example, went almost entirely unreported in the press. ».

⁸⁷ *Ibid*, p. 169 : « The so-called "golden age" of covert action was facilitated by a complaisant media who acquiesced in the CIA's polite requests for anonymity. ».

⁸⁸ JOHNSON Loch, « The Evolution of CIA Accountability », *American Intelligence Journal*, vol. 16, n° 1, Spring/Summer 1995, p. 45.

⁸⁹ WILLMETTS Simon, *op. cit.*, p. 169 : « The Bay of Pigs, by contrast, inspired a wave of critical articles, books, TV documentaries, radio shows and many other forms of media exposure that brought CIA covert action to widespread public attention for the first time, and often in a critical light ».

⁹⁰ *Ibid*, p. 169 : Andrew Tully publie en 1962 « *CIA: The Inside Story* (New York, 1962) ».

⁹¹ *Ibid*, p. 172. Il étudie cette défiance progressive en s'intéressant à la figure d'Allen Dulles, directeur de la CIA entre 1953 et 1961. En retrait forcé après la baie des Cochons, il essaie de promouvoir la CIA auprès de la société dans les années qui suivent mais fait face à une « récalcitrance croissante » et du « désintérêt ».

⁹² DE VRIES Tity, « The 1967 Central Intelligence Agency Scandal: Catalyst in a Transforming Relationship between State and People », *Journal of American History*, vol. 98, n° 4, 1 mars 2012, p. 1076.

par l'intermédiaire de jeunes états-unis qui participaient à des rassemblements étudiants internationaux et obtenir de ceux-ci des rapports sur les autres représentants étudiants.

Comme l'écrit Tity de Vries, « le financement de la NSA s'est avéré être juste la pointe de l'iceberg »⁹³ :

« Au cours des semaines qui ont suivi l'article du *New York Times*, les médias ont publié presque quotidiennement de nouvelles révélations sur des organisations et des institutions américaines indépendantes qui ont reçu de l'argent de la CIA pendant des années par l'intermédiaire de fondations caritatives, à l'insu du gouvernement et du Congrès »⁹⁴.

Cette affaire très médiatisée suscite des réactions fortes dans l'opinion publique et dans les deux camps politiques. Alors que le Congrès demande une enquête, le président Lyndon B. Johnson « ordonne la suspension immédiate du financement secret des groupes d'étudiants »⁹⁵. L'administration Johnson préconise la fin de ces opérations secrètes et la création d'un nouvel organisme pour mener autrement ces programmes⁹⁶.

C'est donc dans ce climat général des années 1960 et dans les semaines qui suivent ce scandale autour de la CIA que s'inscrit la proposition de création d'un *Institute of International Affairs* (H.R. 7484) par le représentant Dante Fascell.

La proposition de loi pour un *Institute of International Affairs*

Nous connaissons la proposition H.R. 7484 à travers les audiences internes au *Subcommittee on International Organizations and Movements* du *Committee on Foreign Affairs*, lui-même rattaché à la *House of Representatives*⁹⁷. Nous n'avons pas déterminé la date de la proposition mais les audiences ont lieu les 18 et 20 avril 1967 au sein du sous-comité.

⁹³ *Ibid*, p. 1076 : « The NSA financing turned out to be just the tip of the iceberg ».

⁹⁴ *Ibid*, p. 1076 : « During the weeks following the New York Times article, there were new revelations in the media almost daily about independent American organizations and institutions that had received money from the cia for years via charitable foundations, unbeknownst to the government and Congress ».

⁹⁵ *Ibid*, p. 1076 : « President Lyndon B. Johnson quickly ordered the CIA to cease all secret funding of student groups ».

⁹⁶ DENT David, *op. cit.*, p. 466 : « The Johnson administration established a presidential committee, chaired by Undersecretary of State Nicholas Katzenbach, which issued a report, "CIA Support to Private Organizations" (1967:556), recommending that a public-private mechanism be created to support private voluntary organizations ».

⁹⁷ *Encouraging Private Participation in International Activities: Hearings before the Subcommittee on International Organizations and Movements of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Ninetieth Congress, first session, on H.R. 7484, April 18 and 20, Washington, 1967.*

https://books.google.fr/books?id=Q_o1AAAAIAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_ge_summary_r&ad=0 (Consulté le 08 avril 2021).

Le projet de loi est proposé par le représentant démocrate pour la Floride, Dante Fascell. Il énumère les dix projets de loi connexes (*companion bills*)⁹⁸. Leurs auteurs sont en majorité issus du *Committee on Foreign Affairs*. Certains font partie des neuf témoins (*witnesses*) qui prennent la parole au cours de ces deux jours de discussions. Tous les témoins sont membres du Congrès (Annexe C).

Selon Dante Fascell, la création d'un *Institute of International Affairs* vise à « soutenir la participation privée des États-Unis à certaines activités internationales »⁹⁹. Quatre grands objectifs figurent dans la proposition de loi :

« (1) renforcer l'amitié et la compréhension entre les peuples du monde libre ;

(2) encourager le développement d'institutions libres et démocratiques ;

(3) promouvoir la participation du secteur privé américain aux organisations et mouvements internationaux qui soutiennent les objectifs énoncés dans les paragraphes (1) et (2) de la présente section ; et

(4) encourager la poursuite des études sur le communisme, le fascisme et les autres idéologies politiques susceptibles de nuire à des relations internationales pacifiques »¹⁰⁰.

Le premier objectif renvoie à un contexte de guerre froide avec l'emploi de l'expression du « monde libre » (*free world*). Si cet objectif renvoie à des amis, le quatrième nomme certains des ennemis idéologiques des États-Unis : le communisme, le fascisme et d'autres « idéologies » qui ne sont pas précisées. Le deuxième objectif dénote un intérêt pour le « développement d'institutions libres et démocratiques » mais aucune définition plus spécifique n'est précisée dans le texte de loi. Le troisième objectif doit retenir notre attention. Dès 1967, la participation du « secteur privé américain » est jugée centrale par Dante Fascell. La création de l'institut s'inscrit dans une volonté d'accroître le rôle des acteurs non gouvernementaux dans la politique étrangère des États-Unis. Enfin, le quatrième objectif ajoute un volet explicitement

⁹⁸ *Ibid*, p. 3, Mr. Fascell : « I should like to list the companion bills which were introduced by a number of our distinguished colleagues in Congress. They are as follows: H.R. 7485, by Mr. Frelinghuysen ; H.R. 7486, by Mr. Findley ; H.R. 7487 , by Mr. Roybal; H.R. 7488 , by Mr. Zablocki; H.R. 7489, by Mr. Morse ; H.R. 7490 , by Mr. Tunney ; H.R. 7643, by Mr. Reuss ; H.R. 7745, by Mr. Fraser ; H.R. 8343, by Mr. Nix ; and H.R. 8954, by Mrs. Kelly. ».

⁹⁹ *Ibid*, p. 1 : « This legislation is designed to support private U.S. participation in certain international activities through the establishment of an Institute of International Affairs ».

¹⁰⁰ *Ibid*, p. 1, Sec 3 (a) : « The purposes of the Institute are (1) to strengthen friendship and understanding among the peoples of the free world ; (2) to encourage the development of free and democratic institutions ; (3) to promote private United States participation in international organizations and movements which support the purposes set forth in paragraphs (1) and (2) of this section ; and (4) to encourage continuing studies of communism, fascism, and other political ideologies which may impair peaceful international relations ».

académique puisqu'il est question d'étudier ces idéologies « susceptibles de nuire à des relations internationales pacifiques ».

La section 3 du projet de loi, pourtant assez vague, est celle qui contient le cœur du contenu de la proposition : les objectifs et les moyens d'action de l'institut. L'essentiel des trois pages de la proposition est consacré à son fonctionnement administratif. Examinons à présent la structure que la législation dessine pour cet institut. Du point de vue des modes d'actions, il est indiqué que :

« (b) L'Institut réalisera les objectifs énoncés au paragraphe (a) de la présente section par l'intermédiaire d'organisations privées, de particuliers, d'organismes gouvernementaux et d'organisations internationales, et en collaboration avec eux, en planifiant, en lançant, en aidant, en finançant, en administrant et en exécutant des programmes et des projets destinés à promouvoir la réalisation de ces objectifs¹⁰¹. »

Cette institution serait en mesure de soutenir financièrement des acteurs et organismes, privés ou publics, pour les aider à mener des projets ou bien de mener des projets par elle-même. Par ailleurs, les défenseurs du projet envisagent déjà la possibilité de s'étendre en ouvrant d'autres bureaux aux États-Unis ou à l'étranger¹⁰².

Le projet de loi contient peu d'informations sur le financement de cet institut. La section 13 indique qu'il serait soumis au *Budget and Accounting Act* (1921), ce qui signifie qu'il rentrerait dans le budget soumis par le président des États-Unis à l'approbation du Congrès.

La section 2 du texte entend faire de cet institut « une agence des États-Unis ». D'autres appellations entretiennent une certaine confusion car l'institut est aussi présenté comme une « société à but non lucratif » (*nonprofit corporation*)¹⁰³. Les neuf membres du *board* (conseil) de l'institut, devant exercer tous ses pouvoirs, seraient désignés par le président des États-Unis pour une durée de six ans, avec l'accord du Sénat. À titre de comparaison, ce type de nomination se retrouve à l'identique pour deux autres organisations considérées comme des agences : le

¹⁰¹ *Ibid* : « (b) The Institute shall carry out the purposes set forth in subsection (a) of this section through and with private organizations, individuals, governmental agencies, and international organizations by planning, initiating, assisting, financing, administering, and executing programs and projects designed to promote the achievement of such purposes ».

¹⁰² *Ibid*, p. 2, Sec 10 : « The principal office of the Institute shall be located in the District of Columbia , but there may be established agencies, branch offices, or other offices in any place or places within the United States or elsewhere ».

¹⁰³ *Ibid*, p. 2, Sec 7 : « The Institute shall be a nonprofit corporation ».

National Endowment for Arts et la *National Endowment for Humanities*¹⁰⁴. Par ailleurs, l'institut reste soumis à l'autorité du secrétaire d'État. Ce dernier serait en droit d'envoyer à sa guise des employés du Département d'État à l'institut¹⁰⁵. L'institut, en théorie autonome pour décider de quels modes d'actions et quels projets sont pertinents pour promouvoir ses objectifs, semble dès lors subordonné au gouvernement fédéral.

La proposition de loi dans les débats

Transparence et contrôle

Si le texte de loi ne fait jamais mention de la CIA et du scandale la concernant, les audiences du *Subcommittee on International Organizations and Movements* des 18 et 20 avril 1967 mettent en évidence que le projet est pensé presque intégralement autour de cette affaire. En effet, après avoir fait reproduire le texte de sa proposition, Dante Fascell explicite cet enjeu lorsqu'il évoque un projet législatif concurrent :

« En outre, la sous-commission est saisie du projet de loi H.R. 6990, présenté par notre estimé collègue du Connecticut, le député John S. Monagan, qui adopte une approche quelque peu différente pour résoudre le problème mis en évidence par les révélations du soutien de la CIA à la *National Student Association* et à d'autres organisations privées »¹⁰⁶.

Par ailleurs, dans le sommaire des audiences apparaît la liste des articles de presse soumis par le représentant Dante Fascell au cours de la discussion (Annexe D). Les seize articles, écrits entre février et avril 1967, c'est-à-dire dans les semaines qui suivent directement le scandale, portent tous sur la CIA.

Les révélations de février 1967 occupent ainsi l'essentiel de la discussion. L'intérêt pour nous est de voir comment Dante Fascell et d'autres témoins prennent position par rapport aux actions de la CIA et comment l'*Institute of International Affairs* ou d'autres propositions du même type représentent une solution à leurs yeux.

¹⁰⁴ Officiellement, ces fondations, créées en en 1965 sous l'administration Johnson, soutiennent des programmes éducatifs et artistiques via des financements.

¹⁰⁵ *Ibid*, Sec 9 : « The Secretary of State shall have authority to detail employees of the Department of State to the Institute under such circumstances and upon such conditions as he may determine ».

¹⁰⁶ *Ibid*, p. 3-4 : « In addition, the subcommittee has before it H.R. 6990, a bill introduced by our esteemed colleague from Connecticut, Congressman John S. Monagan, who takes a somewhat different approach to the solution of the problem brought to the fore by the revelations of CIA support for the National Student Association and other private organizations ».

Dans les débats, le jugement à l'encontre de la CIA est en demi-teinte. D'un côté, il y a un consensus affiché sur le fait que la CIA a mal agi en menant des opérations secrètes. Fascell introduit ainsi la séance en affirmant que :

« les moyens que notre gouvernement a utilisés dans le passé pour répondre à [la compétition politique et idéologique] étaient souvent inappropriés. En adoptant cette approche simplement parce qu'elle était la plus facile ou la plus réalisable à l'époque, nous avons rendu un mauvais service à notre nation et mis en péril la réputation d'individus et d'organisations privés, dont beaucoup n'étaient peut-être pas conscients de leur soutien fédéral caché. Le prix que nous payons aujourd'hui pour ce recours à l'opportunisme est trop élevé pour justifier notre incapacité à accorder à ce problème une attention plus sérieuse dès le départ »¹⁰⁷.

Néanmoins, Dante Fascell et le représentant John Monagan (qui défend un projet concurrent) s'accordent tous deux sur l'idée d'une absence d'alternative au moment des faits :

Dante Fascell : « Faute d'un meilleur instrument, l'aide du gouvernement à certaines activités internationales privées qui ne recueillaient pas suffisamment de fonds privés était fournie uniquement par la CIA »¹⁰⁸.

John Monagan : « Je ne suis pas de ceux qui critiquent la CIA pour son implication dans les activités qui lui sont reprochées. L'agence a été chargée d'une tâche spécifique à un moment où l'exécutif estimait qu'il n'existait aucune autre agence capable de faire ce travail »¹⁰⁹.

Plus explicitement encore, John Monagan valide volontiers l'importance de la mission effectuée par la CIA, notamment le financement de la *National Student Association*.

« La tâche elle-même était d'une importance vitale et impliquait la confrontation des groupes communistes d'étudiants, de travailleurs et d'enseignants avec des groupes similaires de notre propre société. En raison du manque de parrainage de notre part, les groupes communistes avaient été autorisés à jouer seuls et sans opposition sur la scène internationale et, par conséquent, dans de nombreux cas, les mérites de notre système n'ont pas été pleinement présentés.

L'agence a pris en charge le travail de soutien des organisations qui pourraient faire ce travail et leur permettre discrètement et efficacement de jouer un rôle vital dans la vie internationale au crédit et au profit des États-Unis¹¹⁰. »

¹⁰⁷ *Ibid*, p. 4 : « Third, the means which our government has used in the past to meet [this political and ideological competition] were often inappropriate. For the lack of any better instrument, Government assistance to certain private international activities which did not command sufficient private funds was provided covertly through the CIA. In adopting that approach simply because it was the easiest or the most feasible at the time, we did a disservice to our Nation and placed in jeopardy the standing of private individuals and organizations, many of which may not have been aware of their hidden Federal support. The price which we are paying today for that resort to expediency is too high to justify our failure to give this problem more serious attention at the start ».

¹⁰⁸ *Ibid*, p. 4 : « For the lack of any better instrument, Government assistance to certain private international activities which did not command sufficient private funds was provided covertly through the CIA ».

¹⁰⁹ *Ibid*, p. 8, « I am not one who criticizes the CIA for its involvement in the activities which have come to plague it. The agency was assigned a specific task to do at a time when the executive felt that no other agency existed which could do the job ».

¹¹⁰ *Ibid*, p. 8 : « The job itself was vitally important and it involved the confrontation of communist student, labor and educational groups by similar groups of our own society. Because of lack of sponsorship on our side the Communist groups had been permitted to parade the international stage alone and without challenge and as a result

Désormais, conclut Monagan, le rôle de la CIA « a été révélé au grand jour et il est déconseillé qu'elle continue à jouer ce rôle »¹¹¹. Dans ce cadre, Dante Fascell propose la création de son *Institute of International Affairs* et John Monagan celle d'un *American International Cultural and Educational Council* censé « promouvoir, encourager et étendre la compréhension internationale, l'appréciation et le respect des accomplissements sociaux, éducatifs et intellectuels américains »¹¹². Ces institutions en devenir sont pensées par certains comme un substitut direct à la CIA, comme en témoigne cet échange entre Gross et Monagan :

« M. Gross. À la page 3, section 4, il est prévu de fournir une aide financière aux organisations étudiantes, syndicales, journalistiques, scientifiques, éducatives et à d'autres organisations similaires. Est-ce que cela reviendrait à usurper les fonctions de la CIA ?

M. Monagan. C'est l'objectif.

M. Gross. Cela ne conduirait-il pas à un dédoublement de ces activités ?

M. Monagan. L'ordre a été donné à la CIA de mettre fin à ses missions dans ce domaine. On peut supposer qu'ils vont se conformer à cet ordre. Par conséquent, il est nécessaire d'avoir un instrument de substitution et voici ma tentative de mettre en place quelque chose de ce type »¹¹³.

Monagan considère que le nouvel organisme en question, en tant que substitut, devrait récupérer les fonds transitant autrefois par la CIA. Cependant, les opérations ayant été menées secrètement, le représentant n'est pas en mesure d'estimer leur montant ce qui donne lieu à un autre échange avec son collègue du *Committee*, H. R. Gross :

« M. Gross. Cela m'amène à la question de savoir ce que, en l'absence de contributions espérées de la part d'organisations privées, cela va coûter au gouvernement fédéral ?

M. Monagan. Cela dépendra de l'ampleur des activités.

M. Gross. D'après le libellé de votre projet de loi.

M. Monagan. Il n'y a pas de limitation, si c'est ce que vous voulez dire.

M. Gross. Je comprends, mais avez-vous une estimation de ce qu'il en coûterait pour faire tout ce que vous proposez dans votre projet de loi ?

M. Monagan. Je ne suis pas assez au courant des activités de la CIA pour savoir exactement quelle en serait l'ampleur. Je dirais que cela pourrait se chiffrer à des dizaines de millions de dollars.

in many instances the merits of our system were not fully presented. The agency took over the job of supporting organizations who could do this work and quietly and effectively enable them to play a vital role in international life to the credit and benefit of the United States ».

¹¹¹ *Ibid*, p. 8 : « The role of the CIA has now come to light and it is inadvisable that this role be continued ».

¹¹² *Ibid*, p. 8 : « The stated purpose of this non-profit Council is to "promote, encourage and expand international understanding of and appreciation and respect for American social, educational and intellectual achievements." »

¹¹³ Cet échange se trouve en Annexe O.

M. Gross. Que coûterait ce projet de loi ?

M. Monagan. Oui.

M. Gross. Bien.

M. Fascell. Le fait est qu'il n'y aurait pas besoin d'augmenter le coût net si ces activités ont été financées par notre gouvernement auparavant ?

M. Monagan. Oui.

M. Fascell. Le soutien de la CIA à ces activités a été interrompu par un ordre présidentiel.

M. Monagan. Cela reviendrait à dépenser les mêmes fonds d'une manière différente »¹¹⁴.

La question du contrôle des fonds publics, notamment par le Congrès, surgit également à plusieurs reprises dans les débats. Paul Findley interroge Donald Fraser, porteur de certains amendements concernant le projet proposé par Dante Fascell :

« M. Findley. Est-ce qu'il existerait des possibilités pour le Congrès d'auditer cette organisation ?

M. Fraser. Toute affectation d'argent impliquerait le processus d'affectation, la justification et l'examen.

M. Findley. Ceci impliquerait l'appropriation à perpétuité de sorte que le comité des appropriations serait le seul susceptible de jeter un regard détaillé à ce sujet sachant que ses délibérations ont historiquement été à huis clos ?

M. Fraser. Je dois vous avouer que je ne me suis pas concentré sur ce point aussi étroitement que j'aurais dû. Il y a ici une réserve expresse pour que le Congrès continue à avoir l'autorité de traiter avec la société et sa structure. Il se pourrait bien que l'on doive veiller à instaurer une certaine fonction d'autorisation »¹¹⁵.

Indépendance et action privée

La question du financement de l'institut renvoie à la question plus large du lien envisagé entre celui-ci et les pouvoirs exécutif et législatif. Les auteurs d'un rapport commandité par le président Lyndon Johnson, préconisant la création d'un nouvel organisme et que Fascell cite dans les audiences, concluent que :

« Le principe de base, en tout cas, est clair. Une telle nouvelle institution impliquerait des fonds publics. Elle pourrait bien impliquer des fonctionnaires du gouvernement. Mais il faut accorder une

¹¹⁴ Cet échange se trouve en Annexe O.

¹¹⁵ Cet échange se trouve en Annexe O.

grande importance à la participation de citoyens privés et à l'exercice de jugements privés, car pour être efficace, elle devrait avoir et être reconnue comme ayant un haut degré d'indépendance »¹¹⁶.

L'indépendance de ce qui serait vraisemblablement une agence fédérale états-unienne n'est pas sans ambiguïté. Pour les auteurs de ce rapport comme pour les défenseurs des projets législatifs déjà cités, l'une des garanties de l'indépendance résiderait dans la participation d'acteurs « privés ». C'est en suivant cette même rhétorique que Donald Fraser affirme que :

« [ce projet] s'appuie également sur une prise de conscience saine, qui se développe, que le gouvernement fédéral peut mieux poursuivre certains objectifs par le biais d'organisations privées. Le gouvernement fédéral, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, est si grand et si puissant qu'il a besoin du contrepoids des activités et des organisations privées »¹¹⁷.

Néanmoins, sur le modèle des agences fédérales, l'institut imaginé par Fascell ou Fraser envisage un système où les membres de son *board* sont nommés par le président des États-Unis ». Le *board* en question ne serait pas autoperpétué, c'est-à-dire que ses membres ne désigneraient pas leurs successeurs. La responsabilité resterait celle du président des États-Unis.

« M. Findley. En ce qui concerne la question soulevée un peu plus tôt au sujet de la permanence de la société et de la façon dont elle pourrait être éliminée progressivement si elle ne répond pas aux attentes, voyez-vous un moyen d'y parvenir sans dissoudre la société par une loi du Congrès ?

M. Fraser. Je ne prévois pas une succession d'autoperpétuation. Tous les directeurs sont périodiquement nommés par le président [des États-Unis]. Cela rend le président responsable. S'il nomme de mauvais membres ou des membres inadéquats, il devient responsable de la même façon que n'importe laquelle de ses autres nominations peut le soumettre à des critiques dont il serait tenu responsable »¹¹⁸.

La dimension académique

L'implication des acteurs privés se retrouve aussi dans la nature des programmes à financer et à soutenir. Parmi ceux-là, les programmes académiques au sens large occupent une place importante dans les missions tracées de l'institut. Il y a d'un côté ce « vide » laissé par la suppression des activités financées par la CIA de façon secrète, notamment le soutien apporté à la *National Student Association*. De façon plus générale, l'institut aurait l'ambition de

¹¹⁶ 1967 Hearings, *op. cit.*, extrait du *Report of President's Committee relative to Covert CIA AID, March 20 1967*, p. 7 : « The basic principle, in any event, is clear. Such a new institution would involve Government funds. It might well involve Government officials. But a premium must be placed on the involvement of private citizens and the exercise of private judgments, for to be effective, it would have to have and to be recognized to have a high degree of independence ».

¹¹⁷ *Ibid*, p. 26 : « It also builds on a healthy realization, which is growing, that there are goals which the Federal Government can pursue best through private organizations. The Federal Government, both at home and overseas, is so large and so powerful that it needs the counterbalance of private activities and organizations ».

¹¹⁸ Cet échange se trouve en Annexe O.

reprendre à son compte des programmes menés dans ce domaine par d'autres institutions comme l'USIA, le Département d'État et l'USAID. Dante Fascell, s'adressant à son collègue Donald Fraser, estime que :

« L'idée de séparer les échanges culturels et éducatifs de la politique et de l'administration au jour le jour semble avoir du sens. Une partie de ces activités est liée à l'Agence d'information des États-Unis, une partie au Département d'État, une partie à l'AID et une partie à d'autres départements. Il me semble que si nous suivions la voie que vous avez suggérée, nous pourrions enfin réussir à apporter une certaine coordination et une planification raisonnable dans cette situation »¹¹⁹.

L'argument derrière une telle ambition repose donc à la fois sur l'importance accordée aux activités culturelles et académiques, notamment les échanges étudiants, et sur l'idée qu'il faudrait mieux coordonner les efforts existants.

Conclusion

Ce projet de création d'institut proposé par Dante Fascell n'aboutit pas. Néanmoins, l'étude du projet de loi et des débats l'accompagnant nous ont permis de constater l'importance écrasante du scandale de la CIA dans sa conception. C'est pour se substituer aux opérations secrètes, sans les condamner totalement, que sont imaginés des instituts alternatifs. Déjà se pose la question du financement de ceux-ci et de leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs exécutif et législatif. Présenté comme un gage d'indépendance, la participation d'acteurs « privés » (comprendre « non employés de l'État »¹²⁰) est mise en avant comme une opportunité de compléter mais aussi mieux coordonner les programmes états-uniens existants, notamment des programmes d'échanges étudiants.

¹¹⁹ *1967 Hearings, op. cit.*, p. 28 : « The idea of separating the cultural and the educational exchanges from the day-to-day policy, administration appears to make sense. Part of those activities is tied up in the U.S. Information Agency, part in the State Department, part in AID, and part in some other departments. It seems to me if we pursued the course you suggested we could finally succeed in bringing some coordination and sensible planning into this situation ».

¹²⁰ *Ibid*, p. 29 : « Yes; there is no proscription which would bar Members of Congress from serving. There is a ban on an employee of the Federal Government, but I don't think a Member of Congress would be considered an employee ».

Partie B – *L’Institute for Human Rights and Freedom (1978)*

Contextualisation

En 1978, les États-Unis sont sous l’administration du président démocrate Jimmy Carter depuis janvier 1977. Le Sénat et la Chambre des représentants sont alors à majorité démocrate. L’élection de Jimmy Carter a lieu après des années difficiles pour les États-Unis, « affectés par le choc pétrolier, [...] affaiblis par les traumatismes du Watergate et du Vietnam »¹²¹. Or, à partir de 1975, l’URSS se montre très expansive¹²².

Du côté occidental, l’élection de Jimmy Carter en 1977 marque l’entrée « des droits de l’homme dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis »¹²³. Cette ligne politique, formée au sein d’un parti démocrate divisé à la fin des années 1960, a « l’avantage, non négligeable dans une arène politique, de la parfaite ambiguïté », commente Denise Artaud¹²⁴ :

« Car les Jacksoniens [aile droite démocrate] veulent se servir des droits de l’Homme pour ruiner l’influence de l’URSS et de ses satellites. Les McGovernistes [aile gauche démocrate] pensent surtout à défendre et propager les droits de l’Homme dans le Tiers Monde. C’est-à-dire qu’ils cherchent à empêcher la diplomatie américaine de s’y allier à des régimes réactionnaires »¹²⁵.

Cependant, l’ambiguïté de cette politique, y compris sous l’administration de Jimmy Carter, produit des effets concrets. Hal Brands constate notamment « des changements frappants dans la politique américaine à l’égard de l’Amérique latine » durant ces années¹²⁶. Au sujet de la révolution nicaraguayenne qui débute en 1978, il souligne que si ces changements « n’ont guère atténué le désir de Washington d’éviter les révolutions radicales dans la région, [ils] ont laissé les responsables américains avec moins d’outils pour prévenir de tels

¹²¹ SOUTOU Georges-Henri, *La guerre froide: 1943-1990*, Paris, France, Fayard, 2011, p. 861.

¹²² *Ibid*, p. 860 : « la poussée soviétique vers le tiers monde, et la conviction à Moscou, expliquée comme telle aux représentants des partis communistes étrangers, que l’expansion du communisme allait être facilitée par la puissance militaire russe. On note aussi la poussée vers l’Europe et l’Allemagne, avec les suites de l’Ostpolitik, avec le processus d’Helsinki et avec les SS-20, poussée accompagnée de la conviction que la ‘corrélation des forces’ changeait en faveur de l’URSS ».

¹²³ MAYNARD Edwin, « The Bureaucracy and Implementation of US Human Rights Policy », *Human Rights Quarterly*, vol. 11, n° 2, mai 1989, p. 179 : « The advent of the Carter administration ushered in a new prominence for the role of human rights in the executive formulation of US foreign policy ».

¹²⁴ ARTAUD Denise, *Les États-Unis et leur arrière-cour : la défense de la troisième frontière*, Paris, Hachette, 1995, p. 204.

¹²⁵ *Ibid*, p. 204.

¹²⁶ BRANDS Hal, *Latin America’s Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2012, p. 165-166 : « the administration of Jimmy Carter implemented striking changes to U.S. policy toward Latin America. These departures, which had mainly to do with human rights and nonintervention, hardly lessened Washington’s desire to avert radical revolutions in the region, but did leave U.S. officials with fewer tools to prevent such outcomes ».

résultats »¹²⁷. Il y a cependant des institutions gouvernementales spécifiquement dédiées aux droits humains qui précèdent l'arrivée de Jimmy Carter au pouvoir.

En effet, l'entrée des droits humains dans la politique étrangère états-unienne tient à une montée progressive de cet agenda politique au début des années 1970, comme le suggère le site de l'université d'Austin au Texas, dans la section sur le *Human Rights Bureau* :

« Bien que beaucoup associent le président Jimmy Carter (1977-1981) à l'institutionnalisation des droits de l'homme dans la politique étrangère américaine, George Lister se plaisait à souligner que l'impulsion pour l'institutionnalisation des droits de l'homme dans la politique étrangère américaine avait en fait commencé au Congrès au début des années 1970 »¹²⁸.

En particulier, Barbara Keys met en avant le rôle joué par le représentant Donald Fraser durant les années 1970 pour articuler les droits de l'homme et la politique étrangère des États-Unis¹²⁹. Celui-ci est alors président du *House Subcommittee on International Organizations and Movements*, rattaché au comité qui a tenu des audiences autour du projet de loi de 1967 étudié précédemment¹³⁰. En 1973, des audiences publiques sont conduites par ce sous-comité et donnent lieu à un rapport en 1974 « appelant le gouvernement américain à jouer un rôle de premier plan dans la protection internationale des droits de l'homme »¹³¹.

Sous les présidences de Richard Nixon (1969-1974) et Gerald Ford (1974-1977), l'exécutif ne dispose pas d'institutions dédiées aux droits humains qui permettraient d'incorporer les droits humains à la politique étrangère du pays¹³². Pour autant, les droits humains ne sont pas formellement absents de ces institutions, notamment sous l'administration

¹²⁷ *Ibid*, p. 165-166.

¹²⁸ *Bernard and Audre Rapoport Center for Human Rights and Justice*, The University of Texas at Austin. « The Papers of George Lister: The Human Rights Bureau » : « Although many associate President Jimmy Carter (1977-1981) with the institutionalization of human rights in U.S. foreign policy, George Lister was fond of pointing out that the impetus for the institutionalization of human rights in U.S. foreign policy actually began in Congress in the early 1970s ». https://law.utexas.edu/humanrights/lister/bureau/bureau_desc.php (Consulté le 05 avril 2021).

¹²⁹ KEYS Barbara, « Congress, Kissinger, and the Origins of Human Rights Diplomacy », *Diplomatic History*, vol. 34, n° 5, novembre 2010, p. 830-835.

¹³⁰ *The George Lister Papers*, *op. cit.*

¹³¹ *Ibid* : « The outcome of these hearings was a March 1974 subcommittee report that made 29 specific recommendations calling for the U.S. government to play a leadership role in international human rights protection. The first recommendation stated: "The Department of State should treat human rights factors as a regular part of U.S. foreign policy decision-making." ».

¹³² MAYNARD Edwin, *op. cit.*, p. 178 : « Throughout the Nixon and Ford administrations, the executive branch lacked formal institutional mechanisms through which concerns for human rights could be incorporated into US foreign policy ».

Ford. En 1976, le Congrès passe une législation qui établit un « *coordinator for human rights and humanitarian affairs* » au sein du Département d'État¹³³.

Cette stratégie du Congrès s'inscrit dans un affrontement plus général. Depuis la fin de la guerre du Vietnam, la politique étrangère est au cœur d'une « vive confrontation » entre les pouvoirs exécutif et législatif¹³⁴. La littérature à ce sujet insiste particulièrement sur l'opposition personnelle du secrétaire d'État Henry Kissinger (entre 1973 et 1977) à la prise en compte des droits humains dans la formulation de la politique étrangère. Chez Barbara Keys, par exemple, nous pouvons lire que :

« Kissinger était déterminé à accroître le soutien des États-Unis aux régimes anticommunistes autoritaires dans le cadre de sa quête de stabilité mondiale. Cette recherche de l'ordre primait sur d'autres préoccupations, y compris la moralité, et les efforts visant à promouvoir la démocratie ou à modérer la répression interne par les alliés étaient considérés comme chimériques et naïfs. Il a fait à plusieurs reprises allusion aux droits de l'homme en termes dédaigneux »¹³⁵.

Edwin Maynard confirme que :

« Le secrétaire d'État Henry Kissinger s'est continuellement opposé à l'introduction des droits de l'homme dans la politique étrangère. Le refus de Kissinger de communiquer au Congrès un rapport préparé par le département d'État sur les conditions des droits de l'homme dans les pays bénéficiaires de l'aide, et les réprimandes publiques de Kissinger à l'encontre de l'ambassadeur au Chili pour sa tentative de traiter des droits de l'homme avec le régime de Pinochet, ont démontré l'opposition notable de Kissinger à un rôle des droits de l'homme dans la politique étrangère »¹³⁶.

À l'échelle mondiale, le milieu des années 1970 est une période d'affirmation de l'importance des droits humains, mis au cœur d'engagements dans les relations internationales. La conférence d'Helsinki, qui se tient entre 1975 et 1977 au travers de l'instance de Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), et qui compte notamment les États-Unis et l'Union soviétique, en est l'un des moments-clés¹³⁷. Elle aboutit notamment à une « Déclaration

¹³³ *Ibid.*, p. 179.

¹³⁴ KEYS Barbara, *op. cit.*, p. 828 : « The end of the Vietnam War set the stage for one of the sharpest confrontations between the executive and legislative branches over foreign policy ».

¹³⁵ *Ibid.*, p. 829 : « Kissinger was determined to augment U.S. support for authoritarian anti-Communist regimes as part of his quest for global stability. That search for order took precedence over other concerns, including morality, and efforts to promote democracy or moderate internal repression by allies were eschewed as quixotic and naive. He repeatedly alluded to human rights in dismissive terms ».

¹³⁶ MAYNARD Edwin, *op. cit.*, note 1, p. 178 : « Secretary of State Henry Kissinger continually opposed the introduction of human rights into foreign policy. Kissinger's refusal to release to Congress a report prepared by the State Department on human rights conditions in aid recipient countries, and Kissinger's public chastising of the ambassador to Chile for the ambassador's attempt to address human rights with the Pinochet regime, demonstrated Kissinger's notable opposition to a human rights role in foreign policy ».

¹³⁷ GUBIN Sandra, « Between Regimes and Realism--Transnational Agenda Setting: Soviet Compliance With CSCE Human Rights Norms », *Human Rights Quarterly*, vol. 17, n° 2, 1995, p. 278-302.

sur les principes régissant les relations entre les États participants », dont la non-intervention dans les affaires intérieures et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est dans ce contexte de légitimation nationale et internationale de la thématique des droits humains au sein de la politique étrangère que s'inscrit la proposition de loi appelant à créer un *Institute for Human Rights and Freedom* (H.R. 11326).

La proposition de loi pour un *Institute for Human Rights and Freedom*

La proposition HR 11326 est introduite le 7 mars 1978 par les représentants démocrates Dante Fascell et Donald Fraser¹³⁸. Les audiences concernant cette loi au sein des *Subcommittees on International Operations and on International Organizations*, deux sous-comités rattachés à la *House of Representatives*, ont lieu les 13, 18 et 25 avril 1978 (Annexe E)¹³⁹.

En parallèle, une proposition de loi identique est introduite le 12 avril 1978 au Sénat par les sénateurs démocrates Claiborne Pell, Dick Clark et le sénateur républicain Charles McC. Mathias, Jr¹⁴⁰. Comme l'annonce Pell lui-même ce jour-là au Sénat : « Les membres du Congrès Fascell et Fraser ont présenté un projet de loi identique à la Chambre des représentants, et je crois que le Sénat devrait envisager simultanément la création d'un tel institut »¹⁴¹. Les audiences internes concernant cette loi se tiennent au sein du *Committee on Foreign Relations*, rattaché au Sénat, le 29 juin 1978 (Annexe G)¹⁴².

La thématique des « droits de l'homme » est vraiment au cœur rhétorique de la loi : l'expression apparaît dans la plupart des sections, notamment dans la section 1 de la loi, qui

¹³⁸ FASCELL Dante, « H.R.11326 - 95th Congress (1977-1978): A bill to establish an Institute for Human Rights and Freedom to promote respect for the observance of human rights and fundamental freedoms in foreign countries. », 7 mars 1978. <https://www.congress.gov/bill/95th-congress/house-bill/11326>. (Consulté le 05 avril 2021).

¹³⁹ *Institute for Human Rights and Freedom: Hearings and Markup Before the Subcommittees on International Operations and on International Organizations of the Committee on International Relations, House of Representatives, Ninety-fifth Congress, second session, on H.R. 11326, April 13, 18, and 25, 1978.*, Washington. <http://hdl.handle.net/2027/mdp.39015011953364> (Consulté le 05 avril 2021).

¹⁴⁰ PELL Claiborne, « S.2894 - 95th Congress (1977-1978): A bill to establish an Institute for Human Rights and Freedom to promote respect for and observation of human rights and fundamental freedoms in foreign countries. », 12 avril 1978, <https://www.congress.gov/bill/95th-congress/senate-bill/2894>. (Consulté le 05 avril 2021).

¹⁴¹ PELL Claiborne au Sénat, *124 Cong. Rec. (Bound) - Senate: April 12, 1978 - Content Details - GPO-CRECB-1978-pt8-2-1*, 1978, p. 9800-9801 : « Congressmen FASCELL and FRASER have introduced an identical bill in the House of Representatives, and I believe that the Senate should consider simultaneously the establishment of such an Institute. » <https://www.govinfo.gov/app/details/GPO-CRECB-1978-pt8/GPO-CRECB-1978-pt8-2-1> (Consulté le 05 avril 2021).

¹⁴² *Institute for Human Rights and Freedom: Hearing Before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, Ninety-fifth Congress, second session, on S. 2894... June 29, 1978*, Washington, 1978. Cette audience est beaucoup plus courte en raison d'une objection à leur tenue, voir p. 11. <https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=mdp.39015077937020&view=1up&seq=1> (Consulté le 05 avril 2021).

donne une seule mission générale à l'institut : « réaliser des programmes visant à promouvoir le respect international et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales » :

« DÉCLARATION D'INTENTION. SECTION 1 : L'objectif de cette loi est de créer, en tant que manifestation de l'engagement des États-Unis envers les droits de l'homme et les libertés fondamentales, un institut indépendant qui réalisera ouvertement des programmes visant à promouvoir le respect international et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales »¹⁴³.

Les moyens que l'institut peut mettre en œuvre pour mener cette mission, énumérés dans la section 3, nous informent plus spécifiquement sur l'ampleur de ses prérogatives. D'abord, l'institut pourrait soit mener directement des programmes, soit les soutenir financièrement (sous formes de prêts ou de subventions) ou logistiquement. L'aide proposée par l'institut ne peut être « qu'aux organisations non gouvernementales et aux particuliers »¹⁴⁴.

Les dimensions académique, culturelle et éducative occupent une place importante dans les programmes envisagés :

« (2) parrainer, diriger et fournir une assistance pour des conférences, des séminaires et d'autres réunions sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les pays étrangers ;

(3) fournir une assistance pour la publication et la diffusion dans les pays étrangers de livres et autres écrits, et pour l'exposition ou autre présentation dans les pays étrangers d'œuvres artistiques, qui ont été supprimées pour des raisons politiques ;

(4) fournir une assistance pour la recherche, les bourses, les stages et les études sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les pays étrangers »¹⁴⁵.

La section des fonctions de l'institution s'achève sur un objectif n°7 qui, faute de précisions, ouvre presque à l'infini le champ des possibles pour les programmes de l'institut :

« (7) réaliser d'autres programmes qui, selon l'Institut, favoriseront le respect et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les pays étrangers »¹⁴⁶.

Comme en 1967, le financement de cet institut serait essentiellement public :

¹⁴³ PELL Claiborne au Sénat, *op. cit.*, « STATEMENT OF PURPOSE. SECTION 1. It is the purpose of this Act to establish, as a manifestation of the commitment of the United States to human rights and fundamental freedoms, an independent institute which will openly carry out programs to promote international respect for and observance of human rights and fundamental freedoms ».

¹⁴⁴ *Ibid.*, Sec 3b1.

¹⁴⁵ *Ibid.*, Sec 3 (a). Voir l'ensemble des fonctions de l'Institut en Annexe F.

¹⁴⁶ *Ibid.*, Sec 3 (a).

« SEC. 10. Il est autorisé d'affecter à l'Institut, pour l'application de la présente loi, la somme de 5 000 000 de dollars pour l'année fiscale 1979. Les sommes allouées en vertu de cette section sont autorisées à demeurer disponibles jusqu'à ce qu'elles soient dépensées ».¹⁴⁷

La hauteur de ce financement, tout comme le nombre d'employés, semblent constituer aux yeux de Claiborne Pell un argument favorable dans la défense de la création de l'institut :

« L'institut serait de petite taille, ne comptant pas plus de 25 employés, et le financement proposé est modeste - seulement 5 millions de dollars »¹⁴⁸.

Comme en 1967, l'accent est mis sur l'indépendance de l'institut, tout en lui donnant le statut « d'agence » : « Il est créé, en tant qu'agence des États-Unis, une personne morale qui portera le nom d'*Institute for Human Rights and Freedom* »¹⁴⁹. La section 5 signale que l'institut serait en dialogue avec le Département d'État mais que ce dernier n'a pas de pouvoir de direction sur l'institut.

« Sec. 5. Le Secrétaire d'État tient l'Institut pleinement informé de la politique étrangère des États-Unis en ce qui concerne les activités de l'Institut. L'Institut tient compte de la politique étrangère des États-Unis dans l'application de la présente loi, mais n'est pas soumis aux directives du Secrétaire d'État dans l'exercice des responsabilités qui lui incombent en vertu de la présente loi »¹⁵⁰.

Sur le modèle de la proposition de 1967, le système d'élection du *board* présidant l'institut repose sur le modèle des agences fédérales dont les membres sont désignés par le président des États-Unis :

« Le *board* est composé de sept membres (ci-après dénommés dans le présent acte "directeurs") nommés par le président [des États-Unis], par et avec l'avis et le consentement du Sénat, parmi des personnes physiques dans la vie privée ayant un intérêt et une expérience avérés dans les questions relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Quatre directeurs au maximum peuvent appartenir au même parti politique »¹⁵¹.

Le vocabulaire employé sur la nature « ouverte » des opérations de l'institut montre que le scandale de la CIA de 1967 reste un enjeu déterminant.

¹⁴⁷ *Ibid*, Sec 10 : « There is authorized to be appropriated to the Institute to carry out this Act \$5,000,000 for the fiscal year 1979. Amounts appropriated under this section are authorized to remain available until expended ».

¹⁴⁸ *Ibid* : « The institute would be small, having no more than 25 employees, and the funding proposed is modest-only \$5 million. »

¹⁴⁹ *Ibid*, Sec 2 : « There is created as an agency of the United States a body corporate to be known as the Institute for Human Rights and Freedom. »

¹⁵⁰ *Ibid*, Sec 5 « The Secretary of State shall keep the Institute fully informed on United States foreign policy as it relates to the activities of the Institute. The Institute shall give consideration to the foreign policy of the United States in carrying out this Act, but shall not be subject to the direction of the Secretary of State in carrying out its responsibilities under this Act. »

¹⁵¹ *Ibid*, Sec 6 (b)(1) : « The Board shall be composed of seven members (hereafter in this Act referred to as "directors") appointed by the President, by and with the advice and consent of the Senate, from among individuals in private life with a demonstrated concern for, and experience in matters pertaining to human rights and fundamental freedoms. No more than four directors may be of the same political party. ».

Sec 1 « un institut indépendant qui réalisera ouvertement des programmes visant à promouvoir le respect international et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales¹⁵². »

(Sec 3b3) : « (3) L'assistance financière ou autre ne peut être fournie en vertu de la présente loi qu'avec le consentement du bénéficiaire et doit être fournie ouvertement¹⁵³. »

Cette profession de foi s'accompagne à la section 4 d'un engagement à rendre publiques les décisions de l'institut concernant l'octroi de l'aide financière :

« L'Institut publie dans le registre fédéral, et met par ailleurs à la disposition du public et des personnes intéressées, une déclaration concernant la décision de l'Institut de fournir une aide financière ou autre en vertu de la présente loi. Une telle déclaration doit être publiée et rendue publique dès que possible après que la décision de fournir une aide a été prise et doit inclure, en plus de toute autre information que l'Institut juge appropriée, l'identité du bénéficiaire de l'aide, le montant et la nature de l'aide, et le but pour lequel l'aide doit être utilisée »¹⁵⁴.

La proposition de loi dans les débats

Transparence et contrôle

L'idée de transparence et de contrôle, qui apparaissent dans le contenu de la loi, transparaissent aussi dans les débats des audiences : « L'important ici est que l'aide soit fournie ouvertement »¹⁵⁵, affirme le témoin Leonard Meeker du *Center for Law and Social Policy*¹⁵⁶. Cependant, le scandale de la CIA est rarement mentionné directement. Alan U. Schwartz, de l'*Association of American Publishers*¹⁵⁷, reste évasif en évoquant les événements des « dernières années » :

¹⁵² *Ibid*, Sec 1 : « It is the purpose of this Act to establish, as a manifestation of the commitment of the United States to human rights and fundamental freedoms, an independent institute which will openly carry out programs to promote international respect for and observance of human rights and fundamental freedoms. »

¹⁵³ *Ibid*, Sec 3 (b) : « (3) Financial or other assistance may be provided under this Act only with the consent of the recipient and shall be provided openly. »

¹⁵⁴ *Ibid*, Sec 4 : « the Institute shall publish in the Federal Register, and otherwise make available to the public and to interested persons, a statement with regard to each decision of the Institute to provide financial or other assistance under this Act. Any such statement shall be published and otherwise made public as soon as practicable after the decision to provide assistance is made and shall include, in addition to such other information as the Institute deems appropriate, the identity of the recipient of the assistance, the amount and nature of the assistance, and the purpose for which the assistance is to be used. »

¹⁵⁵ *1978 House Hearings*, p. 31 : « The important thing here is that the assistance should be provided openly ».

¹⁵⁶ Le *Center for Law and Social Policy* est une organisation créée en 1969. Elle mène des activités de recherches et préconise la mise en place de politique sur des questions sociales.

¹⁵⁷ L'*Association of American Publishers* est la principale association professionnelle nationale de l'industrie de l'édition américaine. Créée en 1945, elle agit comme un groupe de pression sur les politiques concernant l'édition.

« Néanmoins, je pense qu'au vu de ce qui s'est passé dans ce pays, du moins ces dernières années, la transparence totale est un aspect essentiel du projet de loi et pourrait probablement être soulignée encore plus dans le vocabulaire employé »¹⁵⁸.

Rares sont les témoins qui mentionnent l'affaire directement, comme William Butler de l'*International Commission of Jurists*¹⁵⁹ :

« Les organisations internationales dans le domaine des droits de l'homme doivent être extrêmement prudentes pour maintenir leur indépendance et ne pas s'exposer à l'accusation d'être les outils d'une nation ou d'un groupe de nations. Je suis désolé de dire, Monsieur le président [Donald Fraser], que cela est particulièrement vrai pour les activités ou les agences des États-Unis.

Nous sommes dans l'après-guerre du Vietnam. Nous sommes dans une période post-CIA, où il a été révélé publiquement que certaines agences gouvernementales des États-Unis avaient été engagées dans des activités illégales et immorales dans le monde entier. Toute organisation créée par les États-Unis devra se défendre en affirmant qu'elle est indépendante et qu'elle se consacre réellement aux objectifs énoncés dans ce projet de loi »¹⁶⁰.

Les débats sur la transparence interrogent aussi la capacité à suivre et à contrôler l'usage du financement qui serait fourni par l'institut. Morton Rosenthal, responsable de la section Amérique latine de l'ONG juive *Anti-Defamation League of B'nai B'rith*¹⁶¹, estime que « le projet de loi, tel qu'il est rédigé, ne prévoit aucune norme permettant d'évaluer les bénéficiaires potentiels des fonds »¹⁶².

Indépendance et action privée

La question du contrôle de l'institut renvoie à nouveau plus largement à celle de son lien avec le Congrès et l'exécutif. Le thème de l'indépendance est le premier soulevé par Dante Fascell lorsqu'il ouvre les audiences :

¹⁵⁸ *1978 House Hearings, op. cit.*, p. 17 : « Nevertheless, I think in view of what has happened in this country, at least in the last few years, full disclosure is an essential aspect of the bill and probably could be emphasized even more in the language ».

¹⁵⁹ L'*International Commission of Jurists* est une ONG de défense des droits de l'homme créée en 1952.

¹⁶⁰ *1978 House Hearings, op. cit.*, p. 108-109 : « International organizations in the field of human rights have to be extremely careful to maintain their independence and not expose themselves to the charge of being the tools of any nation or group of nations. I am sorry to say, Mr. Chairman, that that is particularly true of activities or agencies of the United States. Here we are in the post-Vietnam war period. Here we are in a post CIA period, where it has been publicly revealed that certain governmental agencies of the United States had been engaged in indeed illegal and immoral activities throughout the world. Any organization created by the United States will have to defend itself on the basis that it is independent and it truly is concerning itself with the objectives set forth in this particular bill ».

¹⁶¹ L'*Anti-Defamation League of B'nai B'rith* est une ONG fondée en 1913 dont l'objectif affiché est de lutter contre l'antisémitisme aux États-Unis et dans le monde.

¹⁶² *1978 House Hearings, op. cit.*, p. 73 : « Now, as for the matter of controls, we note that the bill as drafted does not provide any standards by which potential recipients of funds are measured ».

« Est-il important que l'institut soit indépendant et le projet de loi protège-t-il adéquatement l'indépendance de l'institut, ou y a-t-il des suggestions pour sauvegarder davantage son indépendance ? Quelle devrait être la relation avec le Département d'État et dans quelle mesure, le cas échéant, les intérêts de la politique étrangère des États-Unis devraient-ils être pris en compte par l'institut¹⁶³ ? »

Plusieurs témoins défendent la nécessité de créer l'institut « de telle sorte qu'il émerge comme une entité dotée d'une pleine autonomie »¹⁶⁴. Parmi ceux-là, l'idée que le Secrétaire d'État doive informer l'institut quant à la politique étrangère des États-Unis apparaît déjà comme un lien trop contraignant. Pour Leonard Meeker :

« L'indépendance de l'Institut est, en effet, très importante. Je pense que, pour cette raison, l'article 5 devrait être supprimé. La section 5 dit :

"Le Secrétaire d'État doit tenir l'Institut pleinement informé de la politique étrangère des États-Unis. L'Institut doit prendre en considération la politique étrangère, mais ne doit pas être soumis aux directives du Secrétaire d'État."

Dans une entreprise qui a reçu une charte du Congrès, et qui est donc une créature du gouvernement américain, l'accent mis sur son indépendance peut être important. Je pense que l'article 5 porte atteinte à l'indépendance de l'Institut et n'apporte rien. L'Institut peut évaluer très facilement et à tout moment ce qu'est la politique étrangère des États-Unis. Je pense que l'établissement d'un lien formel tel que proposé par la section 5 ne serait pas judicieux »¹⁶⁵.

Morton Rosenthal craint, à l'inverse, que l'institut, à travers les décisions de son *board*, mène des programmes contraires à l'orientation de la politique étrangère des États-Unis :

« Nous avons certaines réserves sur le projet de loi que nous souhaitons porter à votre attention. Elles portent essentiellement sur deux points : L'une renvoie à la question de l'autonomie, et l'autre, celle du contrôle. Contrairement à certaines personnes qui ont témoigné sur l'article 5, nous croyons qu'il y a un danger que le conseil s'engage dans des programmes qui sont contraires à la politique et aux intérêts des États-Unis et nous pensons que le conseil, dans la formulation des programmes et de la politique, devrait adhérer assez étroitement à l'orientation générale de la politique étrangère des États-Unis »¹⁶⁶.

¹⁶³ *Ibid*, p. 11 : « Is it important for the institute to be independent and does the bill adequately protect the institute's independence, or are there suggestions for further safeguarding its independence? What should be the relationship with the Department of State and to what extent, if any, should U.S. foreign policy interests be considered by the institute? ».

¹⁶⁴ *Ibid*, p. 93, Ben Stephansky du *Carnegie Endowment for International Peace* : « It is imperative that the Institute is so created that it emerges as one with full autonomy ». La Fondation Carnegie est une ONG créée en 1910. Ses missions officielles sont la promotion de la coopération entre États et l'intérêt des États-Unis.

¹⁶⁵ *Ibid*, p. 31 : « Independence for the Institute is, indeed, very important. I think, for that reason, section 5 ought to be omitted. Section 5 says: The Secretary of State shall keep the Institute fully informed on U.S. foreign policy. The Institute shall give consideration to foreign policy but shall not be subject to the direction of the Secretary of State. In an enterprise that is chartered by Congress, and is therefore a creature of the U. S. Government, emphasis on its independence can be important. I think section 5 detracts from independence of the Institute and does not contribute anything. The Institute can appraise itself very easily at any time as to what U. S. foreign policy is. I think having a formal link as proposed by section 5 would not be wise ».

¹⁶⁶ *Ibid*, p. 73 : « We have certain reservations about the bill which we wish to bring to your attention. Essentially they focus on two points: One, the matter of autonomy, and the other of control. Unlike some individuals who

Il est nécessaire de bien distinguer dans ces débats ce qui relève des différentes positions (en faveur ou non d'une grande indépendance de l'institut) et la confusion qui règne parfois au sein des témoins sur la signification exacte de ce que la proposition de loi formule. William Butler résume bien l'ambiguïté qui règne dans le choix des termes :

« Puisque le véritable danger, à mon avis, Monsieur le président [Donald Fraser], est de politiser l'Institut des droits de l'homme, les commentaires suivants peuvent être utiles à ce comité dans son examen de cette législation.

L'article 1 prévoit "un Institut indépendant". Ces mots nous semblent incompatibles avec d'autres sections pertinentes du projet de loi. Par exemple, l'article 2 prévoit que l'Institut sera "une agence des États-Unis". La plupart d'entre nous ne sait pas exactement ce que cela signifie.

Deuxièmement, l'article 5 prévoit que l'Institut doit tenir compte de la "politique étrangère des États-Unis". Très franchement, Monsieur le président, nous ne savons pas ce que cela signifie.

Troisièmement, l'article 6 prévoit que la gestion de l'Institut sera confiée à un conseil d'administration de sept personnes nommées par le président [des États-Unis] avec l'avis et le consentement du Sénat. Cette section prévoit également que le *chairman* et le *vice-chairman* de l'Institut sont désignés par le président [des États-Unis].

Monsieur le président [Fraser], beaucoup d'entre nous sont très incertains et même sceptiques quant au fait qu'un institut fondé sur ces conditions préalables puisse être véritablement "indépendant", et donc sa crédibilité pourrait être sérieusement mise en doute en dehors des États-Unis »¹⁶⁷.

La dimension académique

L'un des arguments en faveur de la création de cet institut réside pour certains dans l'ampleur de ses ambitions, en particulier l'articulation de ses ambitions académiques et politiques. Frank Newman, juge associé de la Cour suprême de Californie, évoque son expérience personnelle dans un autre institut dédié aux droits humains :

« L'*International Institute of Human Rights* a un très bon bilan, mais il s'agit essentiellement d'un bilan d'activité académique, de recherche, de publications, de conférences et d'enseignement en

have testified on section 5, we believe that there is a danger that the board might engage in programs which are contrary to U.S. policy and U.S. interests and feel that the board in formulating programs and policy should adhere rather closely to the general direction of U.S. foreign policy ».

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 109 : « Since the real danger in my judgment, Mr. Chairman, is one of politicizing the Human Rights Institute, the following comments may be helpful to this committee in its consideration of this legislation. Section 1 provides for "an independent Institute." These words seem to us to be inconsistent with other pertinent sections of the bill. For instance, section 2 provides that the Institute shall be "an agency of the United States." Most of us do not know exactly what this means. Second, section 5 provides that the Institute shall give consideration to the "foreign policy of the United States." Quite frankly, Mr. Chairman, we do not know what this means. Third, section 6 provides that the management of the Institute shall be vested in a Board of Directors of seven appointed by the President with the advice and consent of the Senate. This section also provides that the Chairman and Vice Chairman of the Institute are to be designated by the President. Mr. Chairman, many of us are very uncertain and even skeptical that an institute based upon these prerequisites could truly be "independent," and therefore its credibility could be seriously questioned outside the United States ».

matière de droits de l'homme. Et il est clair que ce projet de loi a des objectifs beaucoup plus larges et, je pense, plus importants »¹⁶⁸.

Nous pouvons noter à cet égard que Frank Newman n'est pas le seul témoin impliqué dans ce type de programmes académiques. Leonard Marks, trésorier et conseiller du *World Press Freedom Committee*¹⁶⁹, vient présenter son bilan en indiquant à demi-mot qu'il attendrait des financements de l'institut qui pourrait voir le jour :

« Avant de quitter le sujet, permettez-moi de dire que le *World Press Freedom Committee* a entrepris de faire, à titre privé, un grand nombre des choses que cette législation propose. Je vais simplement vous donner une liste de projets - il y en a neuf - que nous avons financés au cours de l'année de son organisation et j'espère que cela est représentatif de ce que vous auriez à faire si la législation est adoptée »¹⁷⁰.

John Richardson, témoin enthousiaste présent en tant que président de la *Freedom House*¹⁷¹, envisage un système de prix que l'institut pourrait délivrer¹⁷² :

« M. Richardson. [...] Enfin, il me semble qu'une stratégie évidente consiste à mettre davantage l'accent, dans les systèmes de récompense et autres systèmes de reconnaissance, sur les contributions à la liberté dans tous les domaines, y compris les arts créatifs, la recherche universitaire, les affaires, les syndicats, etc. [...]

M. Fascell. Vous pensez à un conseil international qui distribuerait des médailles aux personnes adéquates ?

M. Richardson. Bien sûr. Pas seulement un conseil international, mais une multitude de types de prix différents qui pourraient être créés dans différents domaines une fois que vous aurez décidé qu'il est important de le faire »¹⁷³.

¹⁶⁸ *Ibid*, p. 12 : « The International Institute of Human Rights has a very fine record, but it is essentially a record of academic activity, of research, publications, conferences, and special instruction in human rights. And it is clear that this bill has much broader and, I think, more important aims ».

¹⁶⁹ Créée en 1979, il s'agit d'une organisation parapluie qui regroupe des médias nationaux et internationaux.

¹⁷⁰ *1978 House Hearings, op. cit.*, p. 59 : « Now, before I leave the subject, let me say that the World Press Freedom Committee has undertaken to do many of the things on a private basis which this legislation proposes. I am just going to give you a list of projects— there are nine — which we have funded in the year of its organization and I hope this is representative of what you would have to do if the legislation is passed ».

¹⁷¹ La *Freedom House* est une ONG créée en 1941, financée majoritairement par le gouvernement et qui se présente comme un centre de recherche sur la démocratie.

¹⁷² *1978 House Hearings, op. cit.*, p. 83 : « I have set forth in my prepared statement my reasons for being enthusiastic about this bill ».

¹⁷³ Cet échange se trouve en Annexe O.

Conclusion

Cette deuxième tentative portée conjointement par Dante Fascell et Donald Fraser échoue à son tour. Les débats permettent cependant de percevoir certaines évolutions avec le projet de 1967. D'abord, les témoins des audiences appartiennent à un public qui dépasse désormais les seuls membres du Congrès. Il y a des figures des pouvoirs exécutif et législatif et, bien plus nombreux, toute une série d'acteurs présents au titre de leurs activités privées au sein de groupes de pression, de think tanks et d'organisations philanthropiques. Le scandale de la CIA n'est plus au cœur des discussions comme cela était le cas en 1967 mais les témoins y font référence, implicitement ou explicitement. L'affaire pèse encore beaucoup dans le choix des mots qualifiant les activités de l'institut (*overt*, transparence). La question de l'indépendance de l'institut par rapport au pouvoir exécutif et au Congrès apparaît moins consensuelle en 1978. Deux grandes tendances ressortent : ceux qui sont en faveur d'une très grande autonomie de la future agence et ceux qui souhaitent avoir des garanties qu'elle suivra les lignes de la politique étrangère des États-Unis. Certains des organismes représentés du « secteur privé », comme la *Freedom House*, reposent sur un financement public, ce qui témoigne d'une dynamique préexistante de collaboration entre public et privé. Enfin, les programmes académiques occupent une place importante dans ce projet d'institut, dans la proposition de loi et dans les débats. Plusieurs témoignages montrent bien l'attente de certains acteurs autour de la généralisation et la coordination de programmes académiques plus ambitieux.

Partie C – La *National Endowment for Democracy* (1983)

Contextualisation

En 1983, le président républicain Ronald Reagan a succédé à Jimmy Carter depuis deux ans. Le Sénat est alors républicain pour la première fois depuis plus de 25 ans mais la Chambre des représentants reste à majorité démocrate. L'ère Reagan constitue un tournant pour le mouvement conservateur. Carnes Lord voit en lui celui qui a su rassembler les différentes branches du conservatisme (le conservatisme traditionaliste, le libertarisme et les anticommunistes) et les néoconservateurs dans le cadre de son administration. En effet, comme l'écrit Carnes Lord, dans les années 1970 :

« Le néoconservatisme se situait alors en dehors de la famille conservatrice américaine qui regroupait trois branches bien distinctes : le conservatisme traditionaliste, dont Russel Kirk était le grand théoricien, qui s'inspirait en premier lieu des modèles anglais ; le modèle économique libéral [ou libertarisme – nde] reposant sur la théorie anti-étatique et favorable à la liberté totale du marché, liée à des auteurs comme Friedrich Hayek et Milton Friedman ; et l'anti-communisme. Le néoconservatisme s'insérait complètement dans l'anti-communisme de l'ancienne droite, mais il était bien plus ouvert à l'activisme de la sphère publique et à l'État-providence libéral »¹⁷⁴.

Sous la présidence Reagan, plusieurs conceptions de la politique étrangère se côtoient alors notamment celle des réalistes et des néoconservateurs. Ces derniers s'étaient montrés critiques dès les années 1970 face aux autres courants :

« La politique étrangère néoconservatrice prit corps à la fois en opposition à l'internationalisme libéral ("wilsonisme") et contre l'école dite "réaliste", associée à des personnages comme Kennan, Morgenthau ou Henry Kissinger. Elle reprenait à son compte la vision réaliste de la centralité de la puissance et le scepticisme vis-à-vis des institutions internationales, mais critiquait en revanche la tentative de bannir la moralité et la politique intérieure des nations du champ de la politique étrangère, se montrant plus sensible au poids de la culture et de l'idéologie dans les questions internationales. Les néoconservateurs critiquèrent avec force la politique de détente et de traités sur le contrôle des armements menée par Kissinger vis-à-vis de l'Union soviétique au cours des années 1970, défendant au contraire un renforcement des forces militaires américaines pour contrer l'accumulation massive d'armes par les Soviétiques à cette époque »¹⁷⁵.

Après son élection, l'anticommunisme revendiqué par le nouveau président constitue un « point de ralliement pour les conservateurs de toutes obédiences » sans pour autant effacer complètement les oppositions historiques¹⁷⁶. L'anticommunisme apparaît d'autant plus central que les États-Unis craignent les effets de la révolution sandiniste victorieuse en Amérique centrale.

¹⁷⁴ LORD Carnes, « Requiem pour le néoconservatisme ? », *Politique américaine*, vol. 5, n° 2, 2006, p. 92.

¹⁷⁵ *Ibid*, p. 92.

¹⁷⁶ *Ibid*, p. 94.

En juillet 1979, la dictature somoziste est défaite au Nicaragua. Comme l'indique Vanni Pettiná, cette révolution sandiniste victorieuse ne conduit pas à une phase de réformisme social dans la région.

« En quelques mois, cependant, l'optimisme généré par la victoire sandiniste devait céder la place à la confusion engendrée par l'escalade incontrôlée de la violence dans la région. Les Sandinistes viennent de s'installer au pouvoir et le Nicaragua est secoué par la guerre entre le nouveau gouvernement révolutionnaire et les forces de la CONTRA, une formation paramilitaire en désaccord avec le nouveau régime, soutenue par les États-Unis et les dictatures du Cône Sud et composée d'anciens membres de la Garde nationale de Somoza¹⁷⁷. »

À l'instar du Nicaragua, le Salvador et le Guatemala rentrent dans l'une des phases les plus violentes de la guerre froide au fil des révolutions et des contre-révolutions¹⁷⁸. La stratégie contre-révolutionnaire du président Reagan s'accompagne d'un renouvellement de l'intérêt porté aux politiques d'assistance¹⁷⁹. Le budget de l'*US aid* en Amérique centrale, enjeu central pour l'administration Reagan, quadruple entre 1980 et 1990¹⁸⁰. Les politiques d'*aid* comme celles de soutiens aux *contras* sont menées par l'administration conservatrice au nom d'une « croisade pour la liberté » à l'étranger¹⁸¹. La lutte se joue aussi sur le champ diplomatique, Maud Quessard-Salvaing estimant que Reagan hisse « la diplomatie publique au premier rang de la stratégie présidentielle »¹⁸². En 1983, dans le cadre de cette « croisade », le gouvernement Reagan tente de faire approuver par le Congrès le financement d'un projet massif d'*US aid*.

Le *Project Democracy* soumis par Reagan se présente comme un grand programme de promotion de la démocratie nécessitant 65 millions de dollars et devant être « géré principalement par l'USIA, l'AID, le Département d'État et l'AFL-CIO [une fédération de

¹⁷⁷ PETTINÁ Vanni, « América Central y la Guerra Fría, apuntes para una historia », *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, vol. 30, n° 1, 2 septembre 2019, p. 30 : « Sin embargo, en el arco de unos pocos meses, el optimismo generado por la victoria sandinista habría de dejar espacio al desconcierto generado por la escalada descontrolada de la violencia en la región. Recién instalados los sandinistas en el poder, Nicaragua se vio convulsionado por la guerra entre el nuevo gobierno revolucionario y las fuerzas de la CONTRA, una formación paramilitar inconforme con el nuevo régimen, apoyada por Estados Unidos y las dictaduras del Cono Sur e integrada por ex miembros de la Guardia Nacional de Somoza ».

¹⁷⁸ BRANDS Hal, *op. cit.*, p. 6 : « Life in Central America became indisputably nightmarish during the 1980s ».

¹⁷⁹ CAROTHERS Thomas, *In the Name of Democracy*, *op. cit.*, p. 196 : « political development assistance made a comeback in the 1980s ».

¹⁸⁰ ADEN Jean, *op. cit.*, p. 29 : « Between 1980 and 1990, US aid to Central America and the Caribbean rose from US\$250 million per year to over US\$1 billion ».

¹⁸¹ APPLE R.w, Jr., Special To the *New York Times*, « President Urges Global Crusade for Democracy », 09 juin 1982. <https://www.nytimes.com/1982/06/09/world/president-urges-global-crusade-for-democracy-text-of-reagan-s-address-page-a16.html>. (Consulté le 07 avril 2021).

¹⁸² QUESSARD-SALVAING Maud, *op. cit.*, p. 150.

syndicats] »¹⁸³. En février 1983, le *Project Democracy* essuie un revers législatif devant le Congrès¹⁸⁴. Thomas Carothers identifie plusieurs causes à ce rejet :

« Beaucoup des projets proposés semblaient être des efforts simplistes pour convaincre les étrangers des méfaits du communisme et des vertus de la démocratie américaine. Les membres du Congrès craignaient que l'initiative globale ne soit guère plus qu'"un effort de propagande américain de plusieurs millions de dollars". De nombreux projets étaient manifestement conçus à la hâte et l'initiative dans son ensemble ne reposait sur aucune idée ou analyse sophistiquée du développement politique. En outre, la forme organisationnelle de l'initiative a dérouté et déplu au Congrès. Il n'était pas clair si le *Project Democracy* n'était qu'un reconditionnement de projets existants sous l'égide de l'USIA ou une initiative véritablement nouvelle »¹⁸⁵.

En parallèle, le financement d'une *National Endowment for Democracy* est sur le point d'être discuté par le Congrès. Les deux projets sont nés séparément mais jouissent tous deux du soutien présidentiel. D'après Maud Quessard-Salvaing, la NED est conçue avant même sa création comme pouvant être un instrument de la politique étrangère¹⁸⁶.

Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction de ce chapitre, le projet de la NED s'appuie sur un rapport, le *Democracy Program* préparé par l'APF. En 1983, l'APF est dirigée par William Brock (ancien dirigeant du Comité national républicain) et co-dirigée par Charles Manatt (alors dirigeant du Comité national démocrate) et Frank Fahrenkopf (alors dirigeant du Comité national républicain)¹⁸⁷. Dans le *Board* de l'APF se trouvent également le dirigeant syndical Lane Kirkland (AFL-CIO), l'historien Allen Weinstein (*Georgetown University*) et Dante Fascell (représentant démocrate pour la Floride). Ces membres de l'APF, à l'exception de Dante Fascell qui mène les audiences, sont les témoins des audiences autour du projet de création de la NED que nous allons examiner à présent.

¹⁸³ CAROTHERS Thomas, *In the Name of Democracy, op. cit.*, p. 203 : « [The Project Democracy] was a \$65 million request consisting of forty-four ongoing and proposed projects to be funded through USIA and managed primarily by USIA, AID, the State Department and the AFL-CIO ».

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 204 : « After much deliberation, Congress eventually funded the creation of the NED and essentially rejected Project Democracy, approving only a few of the specific projects in the Project Democracy request ».

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 203-204 : « Many of the proposed projects appeared to be simplistic efforts to convince foreigners of the evils of communism and the virtues of American democracy. Congressmen feared that the overall initiative would be little more than "a multimillion dollar American Propaganda effort". Many of the projects were obviously hastily designed and the initiative as a whole was not informed by any sophisticated political development ideas or analysis. Furthermore, the organizational form of the initiative confused and displeased Congress. It was unclear whether project Democracy was just a repackaging of existing projects under a USIA umbrella or a genuinely new initiative ».

¹⁸⁶ QUESSARD-SALVAING Maud, *op. cit.*, p. 210 : « [En] réalité l'équipe du président Reagan surveillait et inspirait régulièrement les activités du NED par l'intermédiaire du très ambigu *Special Planning Group* ».

¹⁸⁷ Ces deux comités dirigent respectivement les partis républicain et démocrate aux États-Unis.

La proposition de loi pour une *National Endowment for Democracy*

Le 5 mai 1983, le représentant démocrate Dante Fascell présente avec Clement Zablocki (démocrate) et Benjamin Gilman (républicain) devant le Congrès la loi H.R. 2915, le budget pour la politique étrangère des États-Unis des années fiscales 1984 et 1985¹⁸⁸. Cette loi comprend le projet de financement de la NED.

Comme pour les propositions de 1967 et 1978, elle est débattue au sein du *Subcommittee on International Operations*, rattaché au *Committee on Foreign Affairs* de la *House of Representatives* (Annexe J)¹⁸⁹. Ces audiences donnent lieu à plus de 1200 pages de compte-rendu car la proposition porte sur dix sections différentes (Annexe L). Les échanges qui portent spécifiquement sur la NED se trouvent aux pages 860-916 et font intervenir cinq témoins, tous liés à l'APF (Figure 6). La proposition pour la création de la NED s'appuyant sur les préconisations du *Democracy Program* de l'APF, nous y faisons aussi référence.

La NED est une organisation dont la fonction principale est de distribuer des fonds à des *grantees*. Le *Democracy Program* établit les six objectifs de la NED de la façon suivante :

- « (a) encourager les institutions libres et démocratiques dans le monde entier par le biais d'initiatives du secteur privé ;
- (b) faciliter le processus d'échanges impliquant notamment les deux principaux partis politiques américains, les syndicats, les entreprises et d'autres groupes du secteur privé avec des groupes démocratiques à l'étranger ;
- (c) promouvoir la participation américaine non gouvernementale - notamment par l'intermédiaire des deux grands partis politiques, des syndicats, des entreprises et d'autres groupes du secteur privé - aux programmes de formation démocratique et à la mise en place d'institutions démocratiques à l'étranger ;
- (d) renforcer les processus électoraux démocratiques à l'étranger par des mesures opportunes en collaboration avec les forces démocratiques locales ;

¹⁸⁸ *NED Act*, p. 1039-1042 de la *Public Law 98-164*. <https://uscode.house.gov/statutes/pl/98/164.pdf> (Consulté le 15 février 2020). Parcours de la proposition de loi au Congrès : <https://www.congress.gov/bill/98th-congress/house-bill/2915> (Consulté le 15 février 2020).

¹⁸⁹ *Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, the Inter-American Foundation, the Asia Foundation, to establish the National Endowment for Democracy :hearings and markup before the Committee on Foreign Affairs and its Subcommittee on International Operations, House of Representatives, Ninety-eighth Congress, first session, on H.R. 2915, February 23, March 1, 3, 9, 10, 15, 16, 17, 22, 23, April 18, 19, 25, May 3, 12, 1983, Washington, 1983*. <http://hdl.handle.net/2027/uc1.31210012873525> (Consulté le 10 avril 2021).

(e) soutenir la participation des principaux partis politiques américains, des syndicats, des entreprises et d'autres groupes du secteur privé à la promotion de la coopération avec ceux qui, à l'étranger, se consacrent aux valeurs culturelles, aux institutions et aux organisations du pluralisme démocratique ;

(f) encourager l'établissement et la croissance du développement démocratique susmentionné d'une manière compatible à la fois avec les préoccupations générales de l'intérêt national et avec les exigences spécifiques des groupes démocratiques dans d'autres pays souverains qui seront aidés par les programmes financés par l'*endowment*¹⁹⁰. »

La participation du « secteur privé » est encore une fois mise au centre de la conception du projet. Le contenu du *Democracy Program* montre que l'APF a circonscrit assez précisément quels seraient les quatre partenaires privilégiés de la NED : un institut démocrate, un institut républicain, un *business Center* et un *labor Institute*. Les trois premiers sont créés en même temps que la NED en 1983 tandis que le *Free Trade Union Institute* est créé en 1977, affilié à l'AFL-CIO (Figure 2)¹⁹¹.

Ces quatre *core grantees*, dont le rôle affiché est d'assister la NED, reçoivent une large partie du total des *grants* distribués par la NED. Ils redistribuent à leur tour ces fonds pour soutenir des initiatives privées à l'étranger ou mènent directement des programmes. De son côté, à la différence des instituts proposés en 1967 et 1978, la NED n'est pas autorisée à mener des programmes directement¹⁹². Le reste du budget est directement distribué par la NED à des bénéficiaires ou sert à financer les tâches administratives de l'organisation (Figure 3)¹⁹³.

Le financement de la NED est compris dans le budget de l'USIA, qui lui verse un montant annuel (Figure 3)¹⁹⁴. L'usage des fonds est déterminé par le *Board of Directors* de la NED, sur la base de l'interprétation des objectifs énoncés précédemment¹⁹⁵.

¹⁹⁰ Cet extrait se trouve en Annexe K.

¹⁹¹ *Democracy Program, op. cit.*, p. 10.

¹⁹² *NED Act, op. cit.*, Sec 504 (b)(1) : « The Endowment may only provide funding for programs of private sector groups and may not carry out programs directly. ».

¹⁹³ GAO, « Promoting Democracy: The National Endowment for Democracy's Management of Grants Overseas », NSIAD-86-185, 28 octobre 1986, p. 9. <https://www.gao.gov/products/NSIAD-86-185>, (Consulté le 13 mai 2020) : « The Endowment's grantees can be separated into two categories- core and discretionary » ; « and the remainder funded the Endowment's administration. ».

¹⁹⁴ *NED Act, op. cit.*, Sec 503 (a) : « The Director of the United States Information Agency shall make an annual grant to the Endowment to enable the Endowment to carry out its purposes as specified in section 502(b). ».

¹⁹⁵ *Ibid*, Sec 503 (a) : « Such grants shall be made pursuant to a grant agreement between the Director and the Endowment which requires that grant funds will only be used for activities which the Board of Directors of the Endowment determines are consistent with the purposes described in section 502(b) ».

Dans la proposition du *Democracy Program* comme dans la loi qui est votée, il est précisé explicitement que la NED n'est pas une agence, ce qui tranche avec les propositions de 1967 et 1978.

« Sec 502 (a) Le Congrès constate qu'il a été établi dans le District de Columbia une société privée à but non lucratif connue sous le nom de *National Endowment for Democracy* (ci-après dénommée dans ce titre la "Fondation") qui n'est pas une agence ou un établissement du gouvernement des États-Unis »¹⁹⁶.

Cette volonté d'indépendance est réaffirmée un peu plus bas dans le *NED Act* :

« Sec 503 (c) Aucune disposition du présent titre ne peut être interprétée comme faisant de la Fondation une agence ou un établissement du gouvernement des États-Unis ou comme faisant des membres du conseil d'administration de la Fondation, ou des *officers* ou employés de la Fondation, des *officers* ou employés des États-Unis »¹⁹⁷.

La section 502 (a) signale une autre différence majeure avec 1967 et 1978 : la NED n'est pas créée par le Congrès. Un rapport de 1984 du *Government Accountability Office* (GAO), l'organisme de contrôle des comptes publics rattaché au Congrès, indique que les porteurs du projet de la NED ont sciemment opté pour cette configuration. Pourtant, initialement, le *Democracy Program* de l'APF préconisait que le Congrès crée l'*endowment*¹⁹⁸. Néanmoins, le rapport du GAO indique que l'APF, craignant que cela ne conduise à la nomination par le président des États-Unis du *Board of Directors* de la NED, choisit de fonder l'organisation avant que la législation ne soit votée¹⁹⁹. Le *NED Act* ne lui fournit alors que son « mécanisme de financement » (Figure 1)²⁰⁰. La législation adoptée ne précise pas quelles sont les modalités de nomination du *board* et de son renouvellement. Il est prévu par ailleurs que la NED se soumette annuellement à un audit indépendant et à des audits du GAO ponctuellement²⁰¹.

¹⁹⁶ *Ibid*, Sec 502 (a) : « The Congress finds that there has been established in the District of Columbia a private, nonprofit corporation known as the National Endowment for Democracy (hereafter in this title referred to as the "Endowment") which is not an agency or establishment of the United States Government ».

¹⁹⁷ *Ibid*, Sec 503 (c) : « Nothing in this title shall be construed to make the Endowment an agency or establishment of the United States Government or to make the members of the Board of Directors of the Endowment, or the officers or employees of the Endowment, officers or employees of the United States ».

¹⁹⁸ *Democracy Program*, *op. cit.*, p. 9 : « Congress should establish at the earliest possible opportunity a National Endowment for Democracy as a private, non-profit corporation ».

¹⁹⁹ *Government Accountability Office* (GAO), « Events Leading to the Establishment of the National Endowment for Democracy », NSIAD-84-121, 6 juillet 1984, p. 10 : « the Board members were not willing to accept a presidentially appointed board that they found would be necessitated if Congress were to create the Endowment ». <https://www.gao.gov/products/NSIAD-84-121> (Consulté le 13 mai 2020). La NED est créée le 18 novembre 1983.

²⁰⁰ *Ibid*, p. iii : « Legislation for the Endowment did not create either the Endowment or its major grantees but merely provided a mechanism for funding them ».

²⁰¹ *NED Act*, *op. cit.*, Sec 504 (e)(1) et (f)(1).

La proposition de loi dans les débats et dans le *Democracy Program*

Transparence et contrôle

En 1983, la thématique de la CIA n'apparaît pas explicitement dans les débats mais le *Democracy Program* de l'APF renvoie à cet élément fondateur dans sa généalogie²⁰². Le lexique de la transparence continue à être employé comme un argument central dans les audiences : « Tous les programmes de la Fondation [NED], évidemment, seront menés ouvertement par leurs *sponsors* du secteur privé » promet William Brock, membre de l'APF et président du Comité national républicain²⁰³.

Sans qu'il n'y ait de rapport évident entre les deux, Brock présente la participation des organisations partenaires de la NED comme une garantie de plus vers une transparence totale :

« L'une des valeurs du financement par le biais de ces organisations distinctes, les deux partis, les syndicats, les entreprises et autres, est que nous attendons et croyons que nous aurons une approche pluraliste largement ouverte au public. Pas de secret ; tout est rendu public, afin que les gens puissent se faire leur propre opinion et nous attendons du Congrès qu'il regarde par-dessus l'épaule de l'*endowment* et qu'il évalue, commente ou donne des directives constamment. Mais il est vraiment important de séparer ce programme des autres programmes gouvernementaux qui ont été proposés »²⁰⁴.

Il faut absolument « séparer ce programme des autres programmes gouvernementaux » conclue Brock dans cette tirade. Cette question de l'indépendance, déjà présente en 1967 et 1978, anime particulièrement les débats en 1983. Le représentant Geo Crockett, membre du *Committee on Foreign Affairs* montre son incompréhension quant au fait de ne pas appliquer à la NED les mêmes régulations qui existent pour l'USAID en général²⁰⁵.

²⁰² *Democracy Program, op. cit.*, p. 2 : « during the months that followed the public revelation in 1967 of the CIA's covert funding of overseas activities by some American private voluntary organizations, the Johnson Administration concluded after careful study that the United States government should totally halt all secret financial subsidies to such non-governmental groups. At the same time, Johnson officials urged creation of a new, quasi-autonomous non-governmental organization ("quango") to provide public funds openly for the overseas activities of American private-sector groups engaged in worthwhile international programs ».

²⁰³ *1983 Hearings*, p. 897 : « All Endowment programs, obviously, will be conducted openly by their private sector sponsors ».

²⁰⁴ *Ibid*, p. 897 : « One of the values of funding through these separate organizations, the two parties, labor, business and others, is that we expect and believe that we will have a pluralistic approach wide open to the public. No secrecy; everything on the public record, so that people can make their own judgment and we expect the Congress to look over the shoulder of the endowment and constantly evaluate, comment, or direct. But it really is important to separate this from other programs that have been proposed that are governmental ».

²⁰⁵ *Ibid*, p. 912 : « We specifically provide here in this statute that this new concept we are talking about is not going to be controlled by such regulations. Indeed, the proposal, as I saw it last Monday, and as the committee saw it, specifically said it is to be exempt from those sorts of restrictions that we read into law ».

Indépendance et action privée

La séparation totale vis-à-vis du gouvernement, exigée par les défenseurs de la NED, ne fait désormais plus l'ombre d'un doute. « C'est une initiative du secteur privé et elle doit le rester » ajoute encore Brock :

« Monsieur le président [Fascell], il est tout simplement impossible que cette organisation fonctionne si elle n'est pas une initiative du secteur privé, gérée par le secteur privé. Il est clair que les membres du conseil d'administration auront, en tant que citoyens, l'obligation de prendre en compte les intérêts de ce pays, mais en aucun cas ce conseil ne devra être dominé par un programme d'une quelconque administration à l'avenir. Il doit fonctionner de manière totalement indépendante. Il ne s'agit pas d'une initiative gouvernementale. C'est une initiative du secteur privé et elle doit le rester »²⁰⁶.

La question de la nomination du futur *Board of Directors* de la NED agite à nouveau Geo Crockett, l'un des opposants au projet de la NED. La confusion règne dans les échanges :

« M. Weinstein. Monsieur le membre du Congrès, puis-je faire une remarque sur la question du *board* ? Il se peut qu'il y ait une certaine confusion dans ce domaine, car nous avons préparé le document sans y apporter suffisamment de précisions. Il n'a pas été proposé dans ce rapport intermédiaire que les fondateurs et l'*executive board* de la *National Endowment for Democracy* soient le *board* que vous voyez devant vous dans le *Democracy Program*.

Il n'est pas suggéré que les noms que vous avez devant vous soient nécessairement les noms qui apparaissent. Je pense, si je puis dire, que dans certains cas, certains des dirigeants distingués des institutions américaines, vous aurez probablement des chevauchements, et je pense que c'est tout à fait logique et approprié.

M. Crockett. Mais n'est-ce pas ce que vous recommandez spécifiquement dans cette proposition ?

M. Weinstein. Non, Monsieur.

M. Crockett. Que les 15 membres [du *Board* de l'APF] soient les incorporateurs ?

[...]

M. Fascell. Excusez-moi. Il a confondu l'*executive board* de l'étude avec le *board* de la fondation.

Ambassadeur Brock. Ce sont deux choses entièrement différentes²⁰⁷. »

²⁰⁶ *Ibid*, p. 897 : « Mr. Chairman, there is simply no way this organization can operate if it does not operate as a private sector initiative, private sector run. Clearly, the members of the board will have, as citizens, an obligation to take into account the interests of this country, but under no circumstances should this board be dominated by a program of any administration in the future. It should be operated in an entirely independent fashion. This is not a governmental initiative. It is a private sector initiative and it must remain so ».

²⁰⁷ Cet échange se trouve en Annexe O.

Pourtant, et Allen Weinstein le signale déjà à demi-mot, plusieurs personnalités membres de l'*Executive Board* de l'APF intègrent effectivement le *Board of Directors* de la NED à son lancement en 1983, précisément ceux qui participent à ces audiences de 1983. Cela inclut Dante Fascell dont le rôle dans l'APF n'est pas discuté au cours de ces débats que lui-même préside.

Figure 6 - Témoins des audiences au comité de la Chambre des représentants (1983) et leur appartenance à l'APF (1983) et à la NED dès sa création (1983-1984)

Nom	<i>Board</i> de l'APF (1983)	Témoignage <i>Hearings</i> (1983)	<i>Board of Directors</i> NED (1983-1984)
William Brock	<i>Chairman</i>	Oui	Oui
Charles Manatt	<i>Co-Chairman</i>	Oui	Oui
Frank Fahrenkopf	<i>Co-Chairman</i>	Oui	Oui
Dante Fascell	<i>Executive Board</i>	Préside les <i>Hearings</i>	Oui
Lane Kirkland	<i>Executive Board</i>	Oui	Oui
Allen Weinstein	<i>Program Director</i>	Oui	Président de la NED
John Richardson	Non	Oui	Oui

Lane Kirkland de l'AFL-CIO, membre du *Board* de l'APF (et du *Board of Directors* de la NED dès 1984) est présent aux débats. Crockett, après s'être interrogé sur la pertinence de faire des démocrates et des républicains des partenaires privilégiés de la NED, revient à la charge au sujet de la représentativité supposée de l'AFL-CIO : pourquoi l'AFL-CIO se verrait-il attribuer un cinquième des fonds distribués par la NED alors que d'autres organisations syndicales existent ? Dans sa réponse, Lane Kirkland met en avant à la fois l'expérience de l'organisation dans la conduite de ces programmes et le fait que l'AFL-CIO ait participé de près à la genèse de la NED, notamment dans la réalisation du *Democracy Program*²⁰⁸.

« En ce qui concerne votre première question, Monsieur le membre du Congrès, l'AFL-CIO a une structure en place. Nous avons travaillé pendant de nombreuses années sur le terrain et nous sommes assez confiants quant à notre capacité à atteindre les objectifs de l'entreprise²⁰⁹. »

²⁰⁸ *1983 Hearings, op. cit.*, p. 892 : « And my own feeling throughout has been not to try long-term to designate specific funding of that sort, because you are dividing up a pot we do not even have yet. I do think there is complete opportunity for any member of any group to seek the support of the endowment, just on the same basis as any of those that are named. These were the four organizing groups. It is not an exclusive list ».

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 891 : « On your first question, Congressman, the AFL-CIO has a structure in place. We have been working over many years in the field and we are fairly confident of our- ability to perform for the purposes of the undertaking ».

La question de la représentativité soulevée par Crockett nous conduit à la conclusion que ce n'est pas « le secteur privé », mais bien des acteurs privés spécifiques qui ont contribué à concevoir le projet et seraient d'ailleurs parmi les premiers bénéficiaires de ces ressources financières et symboliques²¹⁰.

La dimension académique

Contrairement à 1967 et 1978, la dimension académique n'apparaît pas explicitement dans le projet de loi. La thématique n'est pas non plus centrale dans les audiences devant le sous-comité. Néanmoins, d'autres titres de la loi comprenant le *NED Act* montrent l'importance accordée au champ académique par le champ politique à cette époque. Cet extrait portant sur l'intérêt de conduire des recherches sur l'Union soviétique par exemple :

« Les connaissances factuelles, vérifiées de manière indépendante, sur l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est sont de la plus haute importance pour la sécurité nationale des États-Unis, pour la défense de nos intérêts nationaux dans la conduite des relations étrangères et pour la gestion prudente de nos affaires intérieures²¹¹. »

Par ailleurs, notre examen du *Democracy Program* de l'APF montre que cette fondation s'appuie sur des références académiques pour défendre la validité du projet politique incarné par la NED. Les références à des publications sont assez peu nombreuses dans ce rapport d'une soixantaine de pages. Cette liste de références, comparée à celles des membres de l'APF ou de l'équipe mandatée pour écrire le *Democracy Program*, témoigne d'une dynamique d'autocitation (Figures 7-8). Le rapport de l'APF cite des articles et des ouvrages de ses propres membres ou consultants.

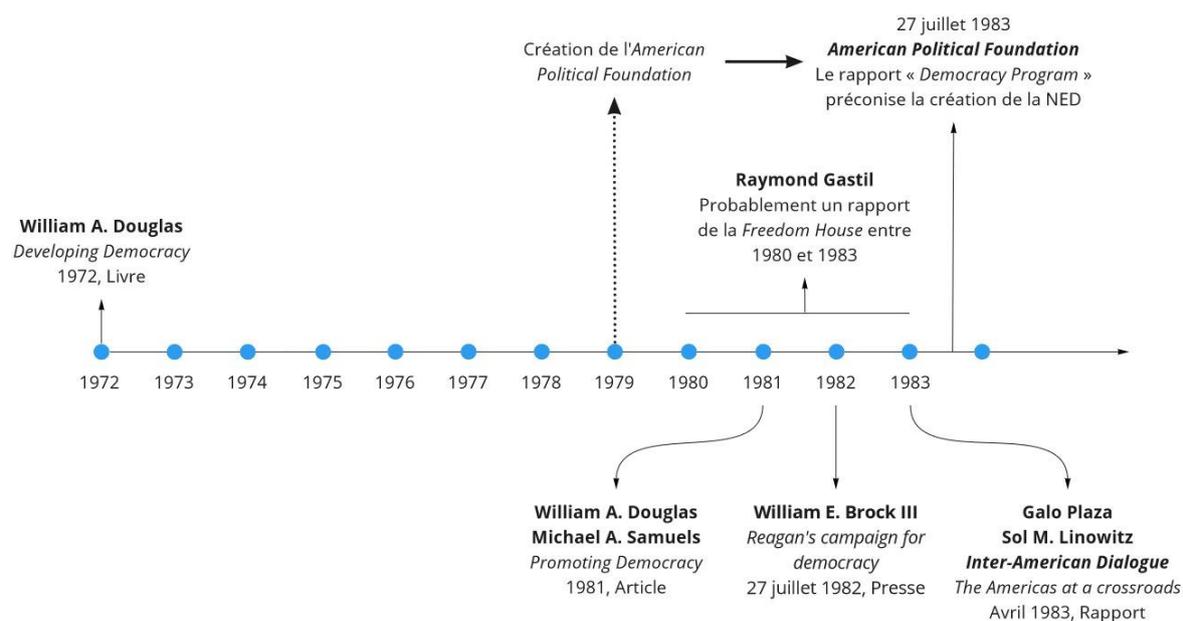
²¹⁰ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 53 : « les bénéficiaires [des programmes internationaux de promotion des droits de l'homme et d'aide à la démocratisation] sont aussi, et peut-être principalement, les nombreux sous-traitants qui se chargent de la logistique savante de ces opérations : consultants spécialisés, organismes semi-publics, ONG, centres de recherches universitaires, think tanks, associations professionnelles, fondations des partis politiques, organismes syndicaux ».

²¹¹ *Public Law 98-164*, 22 nov 1983, *op. cit.*, TITLE VIII—SOVIET-EASTERN EUROPEAN RESEARCH AND TRAINING, p. 1047 : « factual knowledge, independently verified, about the Soviet Union and Eastern European countries is of the utmost importance for the national security of the United States, for the furtherance of our national interests in the conduct of foreign relations, and for the prudent management of our domestic affairs ».

Figure 7 - Tableau croisé des références citées par le *Democracy Program* de l'APF et l'appartenance de leurs auteurs à l'APF

Titre abrégé	Auteurs	APF Board/consultant	Année de publication
<i>Americas at a Crossroad</i> ²¹²	Sol Linowitz ; Galo Plaza	Non	1983
<i>Reagan's campaign</i> ²¹³	William Brock	Oui (Board)	1982
<i>Promoting Democracy</i> ²¹⁴	Michael Samuels ; William Douglas	Oui (Board ; consultant)	1981
<i>Developing Democracy</i> ²¹⁵	William Douglas	Oui (consultant)	1972
<i>Freedom in the World</i> ²¹⁶	Raymond Gastil	Oui (consultant)	1980-1983 ?

Figure 8 - Chronologie des références citées par le *Democracy Program* de l'APF



²¹² LINOWITZ Sol et PLAZA Galo, *The Americas at a Crossroads : Report of the Inter-American Dialogue*, April 1983, Washington, *The Wilson Center*, avril 1983. Cité par l'APF, p. ii.

²¹³ BROCK William, « Reagan's campaign for democracy--and the German example », *Christian Science Monitor*, 27 juillet 1982. Cité par l'APF, p. 3.

<https://www.csmonitor.com/1982/0727/072727.html> (Consulté le 17 novembre 2020).

²¹⁴ SAMUELS Michael et DOUGLAS William, « Promoting Democracy », *The Washington Quarterly*, vol. 4, n° 3, juillet 1981, p. 52-65. Cité par l'APF, p. 4 et 17.

²¹⁵ DOUGLAS William, *Developing democracy*, Washington, Heldref Publications, 1972. Cité par l'APF, p. 5/17.

²¹⁶ GASTIL Raymond et BEITZ Charles, *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties*, 1982, Westport, CT, Greenwood Press, 1982. Cité par l'APF, p. 27. En réalité il est simplement indiqué dans le rapport qu'il s'agit d'une « référence récente sur la condition démocratique ». Il est probable qu'il s'agisse d'un rapport de la *Freedom House*, l'un des principaux travaux de Raymond Gastil, du début des années 1980.

Conclusion

Le 22 novembre, la proposition amendée par le Congrès est signée par le président Reagan et devient une loi publique n°98-164²¹⁷. La NED représente une victoire législative pour Dante Fascell après les deux échecs antérieurs. Le scandale de la CIA de 1967 n'est plus évoqué mais l'événement politique reste déterminant dans la formulation des méthodes de la NED : l'action doit être ouverte et contrôlée. La nature de ce contrôle est ambiguë déjà pour les contemporains du projet dans la mesure où l'organisation se veut complètement séparée du gouvernement. Elle reste soumise au Congrès d'un point de vue budgétaire mais ne se voit assigner ses membres ni par le pouvoir exécutif, ni par le pouvoir législatif : l'action doit être privée. Dans les débats et la loi, l'académique semble avoir disparu des préoccupations. Néanmoins, le *Democracy Program* montre que l'APF entend se légitimer scientifiquement, en s'appuyant sur les travaux de William Douglas, Michael Samuels et Raymond Gastil, tous trois liés à l'APF.

²¹⁷ *NED Act, op. cit.*, au sein de la *Public Law 98-164*.

Conclusion du chapitre 1

Le point de départ de ce chapitre était la difficulté à définir précisément l'objectif de la promotion de la démocratie. Nous avons constaté que les définitions universitaires de cette politique étrangère n'étaient pas en accord sur ce point (nous avons évoqué celle de Robert Pee, William Michael Schmidli et celle de Peter Burnell).

Pour y parvenir, nous avons considéré la promotion de la démocratie comme un champ politique. Nous avons distingué conceptuellement le champ de la promotion de la démocratie « en conception », dont l'enjeu est de façonner les méthodes et les objectifs de la politique de la promotion de la démocratie, du champ de la promotion de la démocratie « en actes » dont l'objectif affiché est de contribuer à l'extension de la démocratie libérale dans le monde. L'identification de l'enjeu de cette politique « en conception » devait nous conduire à identifier celui de la politique « en actes ». Pour ce faire, nous avons choisi de nous intéresser à la genèse législative d'une organisation centrale dans la promotion de la démocratie aux États-Unis, la NED. Nous avons fait trois hypothèses concernant l'enjeu de la promotion de la démocratie « en conception » formulé par la NED et ses antécédents.

Premièrement, suite au scandale lié à la CIA en 1967, la promotion de la démocratie « en conception » adopte durablement la rhétorique de la nécessité de mener ouvertement les programmes à l'étranger. Nous avons vérifié cette hypothèse. En 1967, le scandale de la CIA est au cœur des discussions autour du projet de création de l'institut. En 1978 et en 1983, les références directes aux événements de 1967 sont moins nombreuses mais l'événement conserve son importance : la transparence et le mode d'action *overt* sont présentés sur le mode de l'évidence.

Notre deuxième hypothèse était que le projet de promotion de la démocratie qui se définit depuis les années 1960 a aussi pour objectif de rendre plus systématique la participation des acteurs privés à la politique étrangère et de leur accorder une indépendance importante vis-à-vis du gouvernement des États-Unis. Nous avons également vérifié cette hypothèse. Les *Hearings* de 1967 se tiennent au nom d'une réflexion sur les façons d'« encourager la participation privée aux activités internationales » et déjà se pose la question de l'indépendance vis-à-vis du Département d'État²¹⁸. De 1967 à 1983, un même argument revient chez les défenseurs de ces projets : la participation indépendante d'acteurs privés (au sens de non-gouvernemental) constituerait une garantie de transparence et d'efficacité. Par conséquent, cette

²¹⁸ C'est l'intitulé des *Hearings* de 1967 autour du projet de création d'un *Institute of International Affairs*.

voie représenterait une alternative souhaitable à la CIA. En 1983, la volonté de rupture avec le contrôle du gouvernement, et de contrôle en général (y compris du Congrès), est plus affirmée encore que pour 1967 et 1978. En témoignent notamment la forme organisationnelle de la NED (ce n'est pas une agence), le fait qu'elle ne soit pas créée par le Congrès (comme cela était pourtant prévu) et le fait que les membres de son *Board of Directors* ne soient pas nommés par le président des États-Unis.

Enfin, nous avons fait l'hypothèse que la promotion de la démocratie « en conception » entend faire reconnaître, dès 1967, l'importance des programmes académiques (échanges étudiants, recherche universitaire, etc.) dans cette politique. Les sources consultées nous conduisent à valider cette hypothèse. En 1967, il s'agit de prendre le relais de la CIA, l'agence qui avait notamment financé les activités de représentants étudiants états-uniens²¹⁹. Le projet de loi de 1978 et les débats qui l'entourent témoignent de la permanence de cet intérêt (pour des programmes concernant la recherche, le journalisme, l'édition, etc.) et d'une attente autour d'une plus grande coordination et d'une expansion de ces programmes. En 1983, la dimension académique se fait plus discrète : elle est pratiquement absente (explicitement en tout cas) du projet de loi et des débats. Néanmoins, le *Democracy Program* de l'APF confirme l'importance accordée aux recherches universitaires dans la légitimation du projet politique.

²¹⁹ Pour une liste des acteurs et programmes affectés par le scandale de la CIA, voir DE VRIES Tity, *op. cit.*, p. 1087.

Figure 9 - Tableau comparatif des propositions de lois et des débats (1967, 1978 et 1983)

Loi	HR 7484	HR 11326	HR 2915
Année	1967	1978	1983
Nom	<i>Institute of International Affairs</i>	<i>Institute for Human Rights and Freedom</i>	<i>National Endowment for Democracy</i>
<i>Sponsor</i>	Dante B. Fascell	Dante B. Fascell	Dante B. Fascell
<i>Cosponsors</i>	10 lois connexes dont Donald M. Fraser et Clement J. Zablocki	Donald M. Fraser	Clement J. Zablocki Benjamin A. Gilman
Objectif central affiché	« soutenir la participation privée des États-Unis à certaines activités internationales »	« réaliser des programmes visant à promouvoir le respect international et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales »	« encourager les institutions libres et démocratiques dans le monde entier par le biais d'initiatives du secteur privé »
Agence	Oui	Oui	Non
Devant être créé par le Congrès	Oui	Oui	Initialement oui, mais créé à part
Au centre des débats	Prendre le relais de la CIA après le scandale de 1967	Le rapport avec le Département d'État et l'indépendance	Le caractère exclusivement « privé » de l'initiative
Censé agir ouvertement	Oui	Oui	Oui
Rôle du Département d'État	Consultatif	Consultatif	Non
Dimension académique des programmes	Oui	Oui	Pas dans la loi (mais des indices ailleurs)
Importance de la participation privée	Oui	Oui	Oui
Les participants au débat sont uniquement des membres du Congrès	Oui	Non	Non
Financement	Public	Public	Public
Succès législatif	Non	Non	Oui
Soutien présidentiel explicite	Non	Non	Oui

Ces trois objectifs répondent à l'enjeu de la promotion de la démocratie « en conception » : façonner les objectifs (prolonger les programmes de la CIA) de la promotion de la démocratie « en actes » et les moyens (action « ouverte », action privée et indépendante, programmes académiques) qui doivent être mis en œuvre pour les atteindre.

L'objectif principal de cette politique « en conception » en 1967 est de créer un cadre institutionnel alternatif pour prolonger les activités de la CIA, interrompues un temps après le scandale rendu public de son soutien à la *National Student Association* et d'autres institutions. Or, pour continuer les programmes de la CIA, il faut convaincre de leur utilité tout en présentant une nouvelle façon de les mener. Les arguments de la promotion de la démocratie « en conception » pour convaincre les acteurs du champ politique états-unien sont la nécessité de mener ces programmes et des propositions alternatives concrètes concernant les méthodes.

Pour dépasser ce scandale, les concepteurs de la promotion de la démocratie défendent, entre 1967 et 1983, les vertus des programmes menés par la CIA. Cela inclut ses activités de soutien au champ académique : l'argument étant qu'il ne faut pas céder à l'Union soviétique sur le terrain des idées, au sens large. D'autre part, Dante Fascell et ses collaborateurs adoptent un nouveau paradigme sur les moyens de conduire cette politique étrangère : il faudrait présenter les programmes qui prennent le relais de la CIA comme étant menés ouvertement et avec le concours d'acteurs extra-étatiques. Selon eux, la participation des acteurs privés, dans la plus grande indépendance possible vis-à-vis du gouvernement des États-Unis, serait à la fois un gage d'efficacité et de transparence. La définition de la promotion de la démocratie « en conception » proposée en introduction pourrait alors être modifiée de la façon suivante :

La promotion de la démocratie « en conception » est un champ politique peuplé d'acteurs, de groupes et d'institutions se livrant à diverses pratiques sociales dont l'enjeu est de convaincre le champ politique états-unien du bien-fondé de prolonger les activités de la CIA tout en proposant la création d'un cadre institutionnel alternatif pour les mener.

La promotion de la démocratie « en actes » reçoit alors un double héritage de la promotion de la démocratie « en conception » : un objectif et des moyens. L'objectif identifié, prolonger les activités de la CIA, recouvre bien une dimension classique de politique étrangère qui est d'agir sur l'environnement international (en l'occurrence, les pays-cibles de la promotion de la démocratie). Dès lors, nous pouvons déjà compléter ainsi la définition de cette politique « en conception » que nous avons proposée en introduction de chapitre :

La promotion de la démocratie « en actes » est un champ politique peuplé d'acteurs, de groupes et d'institutions se livrant à diverses pratiques sociales dont l'objectif affiché est de contribuer à l'extension de la démocratie libérale dans le monde et dont l'enjeu est de prolonger la logique des activités menées par la CIA jusqu'en 1967 dans un contexte de lutte avec l'Union soviétique.

Cette définition, moins dépendante de l'objectif officiel de la promotion de la démocratie nous paraît plus pertinente. Elle nous évite d'assimiler *a priori* la logique des activités de la CIA, dont la NED entend être un prolongement, avec « une tentative directe de modifier le système politique d'un État étranger afin de le rendre conforme aux modèles institutionnels démocratiques » (selon la définition de Robert Pee et William Schmidli)²²⁰. Certes, l'assimilation peut exister pour les défenseurs de la promotion de la démocratie selon le sens qu'ils accordent au concept de démocratie²²¹. Néanmoins, le concept est trop polysémique, même parmi les acteurs étudiés, pour en faire un élément constitutif de la définition.

Cependant, celle que nous proposons peut encore être complétée. Nous défendons que, par-delà les labels utilisés entre 1967 et 1983²²², les moyens mis en œuvre par la promotion de la démocratie « en actes » visent également à transformer la pratique de la politique étrangère en général. Ce qui était présenté comme un moyen pour continuer les programmes de la CIA – la rhétorique de la transparence et de la participation d'acteurs privés indépendants – affecte le fonctionnement même du champ de la politique étrangère « en actes », au-delà de la promotion de la démocratie. Dès lors, nous pouvons considérer que l'un des enjeux de la promotion de la démocratie « en actes » est de faire adopter cette rhétorique et les pratiques associées. Nous complétons ainsi notre définition du champ, de façon non exhaustive²²³ :

La promotion de la démocratie « en actes » est un champ politique peuplé d'acteurs, de groupes et d'institutions se livrant à diverses pratiques sociales dont l'objectif affiché est de contribuer à l'extension de la démocratie libérale dans le monde et dont l'enjeu est double : prolonger la logique des activités menées par la CIA jusqu'en 1967 et transformer les pratiques du champ de la politique étrangère « en actes » en promouvant un discours sur l'importance de la transparence et du rôle joué par des acteurs privés indépendants du gouvernement des États-Unis.

²²⁰ PEE Robert et SCHMIDLI William Michael (éd.), *op. cit.*, p. 2 : « This volume deploys a definition of democracy promotion as a direct attempt to alter the political system of a foreign state to bring it into accord with democratic institutional models ».

²²¹ BRANDS Hal, *op. cit.*, p. 246-247 : Hal Brands souligne le profond engagement idéologique du président Ronald Reagan pour la démocratie. Mais la conception de la démocratie de Ronald Reagan est « souvent superficielle, parfois répressive, et surtout anticommuniste. » (« For Reagan, democracy represented the highest form of political and social organization and the universal aspiration of mankind [...] The democracy that Reagan favored, in other words, was often shallow, sometimes repressive, and above all anticommunist. »)

²²² Les objectifs affichés passent de la promotion de la « participation privée » (1967), des « droits humains » (1978), à la « démocratie » (1983).

²²³ Dans notre enquête, nous avons délaissé d'autres aspects de la rhétorique des concepteurs de la NED. Certains éléments, comme son caractère « bipartisan », pourraient être pris en compte pour développer cette définition.

Cette définition du champ « en actes » permet d'éclairer les pratiques de la NED, entre sa création en 1983 et la fin de la guerre froide, qui marque un tournant pour l'organisation. D'une part, nous l'évoquons en introduction de ce chapitre, elle prolonge effectivement à l'étranger la logique des activités de la CIA. À partir des années 1980, la NED mène des pratiques de déstabilisation autrefois conduites par la CIA pour le gouvernement des États-Unis²²⁴. Par exemple, le soutien offert par la NED au Nicaragua dans les années 1980-1990 s'apparente aux opérations menées par la CIA dans les années 1960-1970 au Chili²²⁵. De plus, pour la CIA, la rhétorique de l'action transparente n'implique pas la fin des opérations secrètes de l'agence de renseignement²²⁶. Néanmoins, dans les discours, la rupture est réelle en comparaison à ce que Simon Willmetts appelait « l'âge d'or » des opérations secrètes lorsque, dans les années 1950-1960, la CIA était peu inquiétée par les médias et l'opinion publique²²⁷. Dans les années 1980, la rhétorique de la transparence est mise en avant par la NED, malgré les critiques du GAO sur ce point dès 1986²²⁸. C'est un argument face à certains de ses détracteurs politiques qui l'accusent de mener une politique étrangère parallèle en l'absence presque totale de contrôle²²⁹.

D'autre part, les moyens d'action envisagés par les concepteurs de la NED se retrouvent dans sa pratique. L'intérêt constant des concepteurs de la promotion de la démocratie (entre 1967 et 1983) pour le soutien de programmes académiques, à l'instar de la CIA, offre une clé pour comprendre le rôle joué par la NED dans les années 1980 dans le développement des *democratization studies*. Les chercheurs de cette discipline issue des sciences politiques centrée sur la « démocratisation » apparaissent comme des partenaires de choix pour la NED. Nous revenons sur le lien entre ces acteurs politiques et académiques dans les deux chapitres suivants.

Sur la participation des acteurs privés (non employés de l'État), l'exemple de la NED est particulièrement intéressant en raison de sa forme organisationnelle particulièrement floue, désignée parfois sous le nom de « *quango* »²³⁰. À elle seule, la notion de *quango* – *quasi non*

²²⁴ Sur les éléments de continuité entre la NED et la CIA du point de vue des programmes financés, voir notamment QUESSARD-SALVAING Maud, *op. cit.*, p. 208-211 et GOLINGER Eva, *op. cit.*, p. 18-21.

²²⁵ DENT David, *op. cit.*, p. 467 : « There are striking similarities between democracy promotion in the 1960s and the 1980s. For example, what the CIA did in Chile in 1963-1973 is similar to NED's program in Nicaragua in the 1980s and 1990s ». Pour le cas de Nicaragua, voir aussi CAVELL Colin, *op. cit.*, p. 105-107.

²²⁶ LE VOGUER Gildas, *Le renseignement américain : Entre secret et transparence, 1947-2013*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 27 mars 2017, chap. 4. <http://books.openedition.org/pur/42723> (Consulté le 8 juin 2021).

²²⁷ WILLMETTS Simon, *op. cit.*, p. 168.

²²⁸ GAO, « The NED's Administration of Its Grants Program », 14 mai 1986, p. 4 : « We believe that planning and project selection, verification of grantee information, and evaluation of completed projects are areas requiring particular attention ». <https://www.gao.gov/products/129867> (Consulté le 13 mai 2020).

²²⁹ Voir notamment les critiques de CONRY Barbara, « Loose Cannon: The National Endowment for Democracy », *Cato Institute Foreign Policy Briefing*, n° 27, 1993, p. 1-8.

²³⁰ Le terme est particulièrement ambigu aujourd'hui puisqu'il a acquis des sens différents selon les contextes nationaux. Une grande partie de la littérature sur les *quangos* porte sur la Grande Bretagne où elle a plutôt le sens

governmental organization (quasi-ONG) –, qui n'est pas une notion juridique, illustre bien l'ambiguïté du positionnement de l'organisation vis-à-vis du pouvoir exécutif mais aussi législatif, en termes de financement, d'autonomie de contrôle²³¹.

Dans le cadre de ses activités, elle contribue effectivement à promouvoir la participation des acteurs privés à la politique étrangère de son pays. Néanmoins, dans la pratique, le « secteur privé » en question représente un réseau restreint constitué dès la genèse du projet de la NED dans les années 1960. En effet, l'étude des débats législatifs de 1967, 1978 et 1983 ainsi qu'un aperçu du *Board of Directors* de la NED en 1984 permettent d'identifier des acteurs récurrents dans la genèse du projet. Cela constitue d'ailleurs un argument pour les étudier ensemble, Dante Fascell (président des sous-comités en 1967, en 1978 et en 1983) n'étant pas le seul dénominateur commun. Nous l'avons vu, la littérature existante soulignait l'importance de la figure de Donald Fraser dans la mise à l'agenda des « droits humains » dans ce comité. Son rôle peut être étendu aux années 1960 et aux années 1980, aux côtés de Dante Fascell. Leurs discussions durant les *Hearings* montrent que ces deux personnages se connaissent bien et s'apprécient²³². Dans ces débats législatifs, ils sont rejoints à partir de 1978 et surtout de 1983 par d'autres acteurs « privés » tels que Lane Kirkland de l'AFL-CIO, John Richardson de la *Freedom House* (1978) et *Youth For Understanding* (1983), William Brock (représentant du commerce en 1983), Frank Fahrenkopf et Charles Manatt des comités républicain et démocrate (1983) et Allen Weinstein de la *Georgetown University* (1983)²³³. En 1984, ces six individus ainsi que Dante Fascell siègent au *Board of Directors* de la NED²³⁴.

L'étude de la collaboration de ces acteurs privés doit également prendre en compte les *core grantees* de la NED. En 1983 sont créés deux instituts, démocrate et républicain, selon les

d'Autorité administrative indépendante, ce qui ne correspond pas à la réalité de la NED. Voir PIFER Alan, « Opinion | Letter: On Quasi-Public Organizations; Whence Came the Quango, and Why », *The New York Times*, 5 septembre 1987. <https://www.nytimes.com/1987/09/05/opinion/1-letter-on-quasi-public-organizations-whence-came-the-quango-and-why-969587.html> (Consulté le 12 février 2020).

²³¹ Sur les *quangos* : BOUCKAERT Geert et PETERS Guy dans POLLITT Christopher et TALBOT Colin, *Unbundled Government: A Critical Analysis of the Global Trend to Agencies, Quangos and Contractualisation*, London; New York, Routledge, 2004 ; GREVE Carsten, FLINDERS Matthew et THIEL Sandra Van, « Quangos—What's in a Name? Defining Quangos from a Comparative Perspective », *Governance*, vol. 12, n° 2, 1999, p. 129-146.

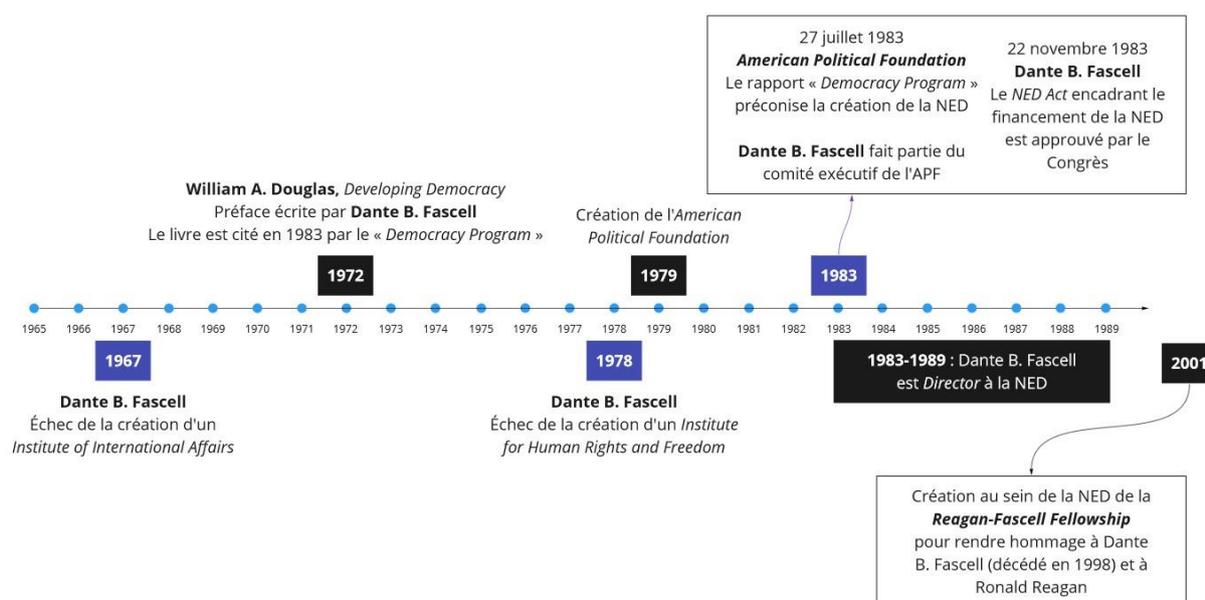
²³² Fascell et Fraser manifestent régulièrement leur estime l'un pour l'autre dans les débats. Voir par exemple ce commentaire de Fascell, *1967 Hearings*, p. 28 : « Mr. Fraser, I find your comments on the subject, as usual, very articulate and exciting. It is typical of the kind of work that you have been doing in our committee since you became a member ».

²³³ En 1978, John Richardson participe directement aux discussions autour de la création de l'Institut. En 1983, il participe en tant que témoin aux audiences mais pour un autre *Title* de la loi que celui qui concerne la NED.

²³⁴ *1984 NED annual report* (les liens des rapports sont dans la liste des sources) : Les 11 membres du *Board of Directors* de la NED en 1984 : Polly Baca, William E. Brock III, LeGree Daniels, Frank J. Fahrenkopf, Jr., Dante B. Fascell, Orrin G. Hatch, Lane Kirkland, Charles T. Manatt, Louis Martin, John Richardson, Olin Robison.

préconisations du *Democracy Program* de l'APF : le *National Democratic Institute* et le *National Republican Institute*. L'un des assistants de Dante Fascell, R. Spencer Oliver, rejoint alors le *National Democratic Institute* nouvellement créé²³⁵. De son côté, Dante Fascell est *Director* au sein de la NED de 1984 à 1989 tout en conservant sa position de président du *House Committee of Foreign Affairs* jusqu'en 1993²³⁶. En 2001, trois ans après le décès du représentant Fascell, la NED lance la *Reagan-Fascell Fellowship*²³⁷, un programme visant à accueillir des activistes, des universitaires ou encore des journalistes pendant 5 mois à la NED²³⁸. Cet hommage au président Ronald Reagan et à Dante Fascell montre l'importance symbolique des deux figures du point de vue des membres de l'organisation (Figure 10).

Figure 10 - Le rôle de Dante Fascell dans la genèse et la pratique de la NED (1967-2001)



²³⁵ LARDNER George, Jr., « Rep. Fascell Wears Several Hats for Cause », *The Washington Post*, 5 juin 1983. <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1983/06/05/rep-fascell-wears-several-hats-for-cause/96c74cf6-f9e4-41f5-ae54-12d65c4a85e0/> (Consulté le 18 décembre 2020).

²³⁶ Fascell abandonne néanmoins sa position de *chairman* de la NED, comme l'avait prédit George Lardner, *Ibid* : « But Fascell [...] would have to step down before the endowment started disbursing any funds, aides say, because of a statute prohibiting members of Congress from serving on any board that disburses executive branch funds ».

²³⁷ TOURNES Ludovic, « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique internationale*, vol. n° 35, n° 2, 1 septembre 2007, p. 188 : Les *fellowships* sont des « bourses d'études permettant à de jeunes leaders de compléter leur formation dans un pays étranger. »

²³⁸ <https://www.ned.org/fellowships/reagan-fascell-democracy-fellows-program/> (Consulté le 15 février 2020). « The Reagan-Fascell Democracy Fellows Program hosts democracy activists, scholars, and journalists for five-month fellowships, bringing fresh insights and perspectives to Washington, DC. »

Chapitre 2 – Jalons pour une histoire des *democratization studies* (1979-1994)

Introduction

Dans l'introduction de ce chapitre, après avoir montré que l'histoire des *democratization studies* reste largement à écrire, nous proposons une façon d'en poser les jalons. Pour ce faire, nous nous appuyons sur le cadre d'analyse de Jean-Michel Chapoulie pour une histoire des sciences sociales et nous réfléchissons à la façon de délimiter notre corpus de sources.

Définir et dater l'apparition des *democratization studies*

Les *democratization studies* peuvent être considérées comme une discipline de sciences politiques, spécialisée sur la question de la démocratisation, née aux États-Unis dans les années 1980. Nombreux sont les auteurs qui prennent la date de 1986 comme son point de départ, l'année de publication des quatre volumes de recherche *Transitions from Authoritarian Rule* (TAR). D'après le philosophe Florent Guénard :

« On peut considérer que l'ouvrage de Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead, *Transitions from the Authoritarian Rule* (Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986) est le point de naissance de ces *democratization studies* »²³⁹.

Le politiste Gerardo Munck, confirme l'importance de la date de 1986 : ces ouvrages [TAR] « sont devenus la première communication majeure sur la "troisième vague" de changements démocratiques qui s'est déroulée à la suite du renversement de la dictature fasciste portugaise en 1974 »²⁴⁰. Nicolas Guilhot et Philippe Schmitter, politistes, vont dans le même sens. Selon eux, si les études de la démocratisation remontent au début des années 1980, la série de volumes TAR étendrait alors « ce corpus théorique [...] à des pays et des situations très

²³⁹ GUENARD Florent, *La démocratie universelle : philosophie d'un modèle politique*, Paris, Éditions du Seuil, 2016, p. 25, note 2.

²⁴⁰ MUNCK Gerardo, « Democratic Theory after Transitions from Authoritarian Rule », *Perspectives on Politics*, vol. 9, n° 2, juin 2011, p. 333-334 : « the final product of this project, the four-volume Transitions from Authoritarian Rule, and especially volume 4 of this work, O'Donnell and Schmitter's Tentative Conclusions about Uncertain Democracies, became the first major statement on the "third wave" of democratic changes that unfolded in the wake of the overthrow of the Portuguese fascist dictatorship in 1974 ».

différents de son domaine d'application initial », finissant par « constituer une sous-discipline distincte au sein des sciences politiques contemporaines, les *democratization studies* ».

Cette définition – une « sous-discipline » des sciences politiques spécialisée sur les études de la démocratisation née en 1986 – pose problème à deux niveaux (son objet et sa périodisation). D'abord, dans cette dernière citation apparaît l'idée de « sous-discipline distincte ». Pourtant, ce n'est pas leur objet général – la démocratie – qui les distingue de projets académiques antérieurs puisqu'il existe bien des « spécialistes de la démocratie » avant TAR. Gerardo Munck évoque ces chercheurs « éminents » qui préexistent à ce projet de recherche.

« Ce projet [TAR], imaginé par O'Donnell et Schmitter, a débuté par trois conférences, en 1979, 1980 et 1981, qui ont rassemblé un grand nombre des plus éminents spécialistes de la démocratie dans le monde, dont Dahl, Linz, Przeworski, Fernando Henrique Cardoso et Albert Hirschman »²⁴¹.

Peut-être alors faudrait-il considérer que la spécificité de cette discipline réside dans son objet particulier – la démocratisation. Pourtant, la politiste Jean Grugel fait remonter les *democratization studies*, une entreprise de recherche qui a toujours été « à cheval » entre « un débat académique » et « un domaine politique », aux années 1960²⁴². Par ailleurs, Florent Guénard, qui place le « point de naissance » des *democratization studies* au moment de la publication de TAR en 1986, range dans cette discipline l'ouvrage de Juan Linz publié huit ans auparavant, *Crisis, Breakdown and Reequilibration* (1978)²⁴³. La question de la définition et de la périodisation des *democratization studies* ne fait donc pas consensus.

Pour apporter des éléments de réponse, nous allons étudier les *democratization studies* comme un champ, comme nous l'avons fait pour la promotion de la démocratie. Les *democratization studies* peuvent être considérées comme un champ scientifique, soit le lieu d'une lutte pour « le monopole de l'autorité scientifique »²⁴⁴. Nous choisissons de les envisager aussi comme un champ académique, orienté à la fois vers l'enseignement et la recherche²⁴⁵.

²⁴¹ MUNCK Gerardo, « Democratic Theory », *op. cit.*, p. 333.

²⁴² GRUGEL Jean, « Democratization Studies: Citizenship, Globalization and Governance », *Government and Opposition*, vol. 38, n° 2, 2003, p. 238.

²⁴³ GUENARD Florent, *La démocratie universelle*, *op. cit.*, p. 32.

²⁴⁴ BOURDIEU Pierre, « La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, n° 1, mai 1975, p. 91-92.

²⁴⁵ SAPIRO Gisèle *et al.*, *op. cit.*, article « champ académique » par Frédéric Lebaron. : « [Le] champ académique constitue, selon Pierre Bourdieu, un espace social autonomisé pouvant être décrit comme l'ensemble des agents occupant des positions au sein des universités et des autres institutions d'enseignement supérieur plus orientées vers la recherche. [...] Cette dualité (enseignement et recherche) est d'ailleurs l'une des spécificités du champ

Ainsi, nous serons en mesure d'intégrer à notre enquête l'étude des luttes qui ne sont pas purement intellectuelles, comme celles du domaine politique signalé par Jean Grugel. Cela nous permettra notamment d'interroger la synchronie de la publication de l'ouvrage TAR avec les débuts de la politique de promotion de la démocratie aux États-Unis dans les années 1980.

Cadre d'analyse : écrire l'histoire d'une science sociale

En raison de son ancrage historique particulier, exposé en introduction et dans le premier chapitre, nous voyons l'importance de cerner ce champ au-delà de ses enjeux purement disciplinaires pour en proposer une véritable histoire. L'article programmatique de Jean-Michel Chapoulie intitulé « Un cadre d'analyse pour l'histoire des sciences sociales » nous donne les outils pour le faire²⁴⁶. Il distingue dans les pratiques de ses collègues deux façons d'écrire l'histoire des sciences sociales : la méthode « conventionnelle », qu'il disqualifie, et la méthode « historiciste » qu'il nous invite à adopter²⁴⁷.

La première, l'histoire « conventionnelle des sciences sociales » est une histoire qui suit un « programme présentiste », écrite « aux fins du présents » et qui est « défectueuse selon les critères du métier d'historien »²⁴⁸. En s'appuyant sur l'exemple de la sociologie, Jean-Michel Chapoulie en présente deux formes. Jusqu'à dans les années 1960, l'histoire de la sociologie consiste essentiellement en une « histoire des œuvres ».

« L'interrogation sur ces œuvres n'était pas inspirée par le projet de comprendre le cadre dans lequel elles avaient été produites et ce qu'elles avaient signifié en leur temps, mais par des questions engendrées par l'état du moment de la sociologie et par le point de vue spécifique de son auteur – souvent en quête de "précurseur" ou de "compagnon de route" pour son "paradigme" favori. Il s'agit ainsi simplement d'une histoire des idées sur la société, conduite selon un programme présentiste tacitement accepté sans aucune reconnaissance des limites de celui-ci »²⁴⁹.

académique moderne, et contribue à son clivage entre un pôle de pouvoir "temporel", qui a pour enjeu le contrôle de la reproduction, et un pôle de pouvoir "symbolique", où prévalent les enjeux proprement intellectuels. »

²⁴⁶ CHAPOULIE Jean-Michel, « Un cadre d'analyse pour l'histoire des sciences sociales », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 13, n° 2, 2005, p. 99-126. Ce sociologue français a lui-même proposé une histoire de la sociologie de « l'École de Chicago ».

²⁴⁷ Il formule le même type de critiques que Pierre Bourdieu faisait au grand champ, mal délimité, de la « science des sciences » dans son cours au Collège de France. Voir BOURDIEU Pierre, *Science de la science et réflexivité: cours du Collège de France (2000-2001)*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 21 : « Le champ des disciplines et des agents qui prennent la science pour objet, philosophie des sciences, épistémologie, histoire des sciences, sociologie des sciences, champ aux frontières mal définies, est traversé par des controverses et des conflits qui, chose étonnante, illustrent de façon exemplaire les meilleures analyses des controverses proposées par les sociologues de la science (attestant ainsi la faible réflexivité de cet univers dont on pourrait attendre qu'il se serve de ses acquis pour se contrôler). »

²⁴⁸ CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 102.

²⁴⁹ *Ibid*, p. 103.

Une autre forme de cette histoire est celle de présentations rapides de l'évolution des recherches d'une tradition ou d'un domaine.

« Ce type de publication ignorait tout autant que l'autre les ressources principales de la démarche historique la plus ordinaire : la documentation d'archives, les témoignages et leurs critiques. Il répondait évidemment à des interrogations normatives dans le contexte de l'état des spécialités ou sous-spécialités du moment »²⁵⁰.

La deuxième façon d'écrire une histoire des sciences sociales, celle que propose et défend Jean-Michel Chapoulie, adopte un point de vue historiciste. Elle s'inspire d'une réflexion de Jacques Roger à propos du champ de l'histoire des sciences de la nature. Pour Jean-Michel Chapoulie, la proposition de Jacques Roger permet d'identifier de façon plus claire ce qui fait défaut dans « l'histoire conventionnelle » des sciences sociales : elle n'est pas simplement une « histoire des théories et des découvertes »²⁵¹.

« [Selon Jacques Roger, l'histoire des sciences vise à] reconstituer et (...) comprendre l'histoire réelle de l'activité scientifique dans le passé, telle qu'elle a été et non telle qu'elle aurait pu être si les seuls facteurs intellectuels en avaient déterminé le cours. L'histoire des institutions d'enseignement et de recherche, des relations des savants avec le pouvoir politique, les rapports entre la science, la technique, les forces de production, l'image de la science et du savant dans la société, la professionnalisation de la science, l'origine sociale et la carrière des savants, tout cela, aux yeux de l'historien, fait partie de plein droit de l'histoire des sciences. Non pas à titre accessoire et secondaire, mais essentiel, au même titre que l'histoire des théories et des découvertes, car théories et découvertes ne naissent qu'à partir de ce qui les a précédé²⁵². »

Jean-Michel Chapoulie donne alors un « guide d'interrogation » non exhaustif pour cette orientation générale de recherche applicable à l'histoire des sciences sociales²⁵³. Nous retenons deux de ses approches pour l'étude des *democratization studies*. Il s'agit d'abord d'étudier ce champ comme un domaine d'activités en articulant l'étude des œuvres, élément presque exclusif de « l'histoire conventionnelle » des sciences sociales, à la création d'institutions propres. Enfin, nous considérerons les *democratization studies* comme une entreprise de recherche prise dans un contexte d'existence plus large. Cela nous conduira à considérer ses rapports avec ses concurrents, ses soutiens et ses collaborateurs.

²⁵⁰ *Ibid*, p. 103.

²⁵¹ *Ibid*, p. 109. Notamment la glorification des « progrès accomplis » et la fourniture d'arguments « en faveur de l'adoption de telle conception épistémologique ».

²⁵² *Ibid*, p. 108-109, il s'agit d'une citation de Jacques Roger par Jean-Michel Chapoulie.

²⁵³ *Ibid*, p. 110.

Bilan historiographique : les travaux sur les *democratization studies* suivent un « programme présentiste »

Les travaux existants sur les *democratization studies*, en tant qu'objet, suivent presque exclusivement un « programme présentiste » tel qu'il est défini par Jean-Michel Chapoulie. Ils prennent souvent la forme de réflexions épistémologiques en offrant des synthèses des paradigmes théoriques et de leurs évolutions. Nous pouvons citer en ce sens des ressources en français : l'article de Nicolas Guilhot et Philippe Schmitter²⁵⁴, l'ouvrage *Démocraties d'ailleurs* de Christophe Jaffrelot²⁵⁵ ou encore, plus récemment, un article de Florent Guénard²⁵⁶.

Cela ne signifie pas que ces textes aient une dimension purement théorique ou conceptuelle : l'introduction de l'ouvrage de Christophe Jaffrelot ancre son propos dans un contexte historique précis. En revanche, ce contexte est mobilisé moins pour comprendre l'émergence et le fonctionnement du champ des *democratization studies* que pour disqualifier ou nuancer la portée de certaines théories de la démocratisation²⁵⁷. Ce « passage en revue des théories de la démocratie » vise pour l'auteur à distinguer les « approches les moins pertinentes » des « modèles les plus utiles pour [son] étude des démocraties hors d'Occident »²⁵⁸. Il ne s'agit pas pour Christophe Jaffrelot de faire une histoire du champ²⁵⁹.

Celle-ci ne saurait être simplement une étude du contenu des œuvres écrites par les auteurs qui s'identifient comme faisant partie de ce champ, il est nécessaire notamment de s'intéresser au parcours de ces derniers. Les auteurs des « classiques » des *democratization studies* sont parfois pris comme des objets d'étude dans la littérature académique. La trajectoire

²⁵⁴ GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4, 2000, p. 615-632.

²⁵⁵ JAFFRELOT Christophe, *Démocraties d'ailleurs : démocraties et démocratisations hors d'Occident*, Paris, Éditions Karthala, 2000. En particulier l'introduction de Christophe Jaffrelot et le chapitre 9, « Le charme trompeur des théories : un état des travaux » écrit par Guy Hermet.

²⁵⁶ GUENARD Florent, « La promotion de la démocratie : une impasse théorique ? », *Esprit*, vol. Janvier, n° 1, 2008, p. 121-135.

²⁵⁷ JAFFRELOT Christophe, *op. cit.* Il écrit par exemple que la « relation entre imposition fiscale et démocratie n'a en fait rien de systématique. Les contre-exemples sont même nombreux » (p. 13), ou que la « thèse diffusionniste ressort fortement amendée de la confrontation avec [les] études de cas [du Japon et de la Turquie] » (p. 28).

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 56.

²⁵⁹ Nous pouvons citer également les réflexions plus méthodologiques qu'historiques de BURNELL Peter (éd.), *Democratization through the looking-glass*, Manchester, Manchester University Press, 2003 ; et CAPOCCIA Giovanni et ZIBLATT Daniel, « The Historical Turn in Democratization Studies: A New Research Agenda for Europe and Beyond », *Comparative Political Studies*, vol. 43, n° 8-9, août 2010, p. 931-968.

et la contribution d’auteurs comme Guillermo O’Donnell²⁶⁰, Juan Linz²⁶¹, ou encore Seymour Martin Lipset²⁶² donnent lieu à des articles. La Revue internationale de politique comparée consacre d’ailleurs un numéro entier à ces deux derniers²⁶³.

Pour notre projet, ces contributions comportent deux limites majeures. D’abord, dans ces études situées à mi-chemin entre le travail biographique et théorique, les événements racontés prennent parfois l’apparence d’arguments d’autorité qui viendraient expliquer téléologiquement un parcours exceptionnel et les apports scientifiques majeurs attribués à un auteur²⁶⁴. Deuxièmement, l’emphase qui est mise sur les seuls auteurs laisse de côté toute une série d’autres acteurs qui appartiennent à ce champ des *democratization studies* et le nourrissent. Nous revenons par la suite sur la diversité de ceux-ci.

Ces analyses « présentistes » – les synthèses théoriques et ce type de biographies – ne rentrent pas dans le cadre proposé par Jean-Michel Chapoulie. Nous attribuons cet angle « présentiste » au fait que l’essentiel des travaux cités sont produits par des chercheurs qui appartiennent au champ des *democratization studies*, ou au moins des sciences politiques²⁶⁵. Du fait de leur proximité avec leur objet, leur posture est moins historicisante.

Apports et limites des travaux de Nicolas Guilhot dans *The Democracy Makers*

Néanmoins, c’est dans les travaux d’un politiste que nous avons déjà cité, Nicolas Guilhot, que nous retrouvons une convergence implicite avec une partie du cadre d’analyse de Jean-Michel Chapoulie. Dans le chapitre « *Democratization Studies and the Construction of a New Orthodoxy* » de son livre *The Democracy Makers*, Nicolas Guilhot a bâti des fondations utiles pour notre travail. En prenant comme point d’appui le projet TAR, il présente les

²⁶⁰ BIEKART Kees, « Guillermo O’Donnell’s ‘Thoughtful Wishing’ about Democracy and Regime Change », *Development and Change*, vol. 46, 14 juillet 2015, p. 913-933 ; BULCOURF Pablo, « El arte de nombrar: Guillermo O’Donnell y el desarrollo de la ciencia política en América latina. The art of naming: Guillermo O’Donnell and the development of political science in Latin America », *Temas y debates*, 2012, p. 123-143

²⁶¹ DARVICHE Mohammad-Saïd et GENIEYS William, « Juan Linz ou la politique comparée au concret », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, n° 1, 2006, p. 7-12.

²⁶² VELASCO Jesús, « Seymour Martin Lipset: Life and Work », *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 29, n° 4, 2004, p. 583-601.

²⁶³ « La politique comparée selon Juan J. Linz », *Revue internationale de politique comparée* 2006/1 (Vol. 13) et un autre intitulé « Seymour Martin Lipset » *Revue internationale de politique comparée* 2008/3 (Vol. 15).

²⁶⁴ Par exemple, Jesús Velasco expose dans son article de façon argumentée le contexte académique et politique dans lequel Seymour Martin Lipset évolue pour le situer. En revanche, l’auteur semble considérer que le fait de mentionner les noms de « grands » professeurs et camarades de Lipset, ou des citations éparses de ce-dernier, constituent des facteurs explicatifs tout aussi convaincants pour donner une logique d’ensemble à son parcours.

²⁶⁵ Parmi les exceptions, nous pouvons citer la présence du philosophe Florent Guénard. Justement, sa non appartenance au champ des *democratization studies* lui fait adopter une posture plus historique.

democratization studies comme un domaine pris dans un contexte d'existence dépassant le champ académique et dont les activités vont au-delà de la publication d'articles et d'ouvrages.

Nicolas Guilhot s'intéresse à la place occupée par les volumes du projet TAR dans le champ des sciences politiques mais aussi dans le champ de la politique étrangère des États-Unis. Cela le conduit à étudier le rôle des conférences organisées par le *Wilson Center* et l'*Inter-American Dialogue* (IAD), des événements situés dans le domaine scientifique et le *policy-making*²⁶⁶. Nicolas Guilhot tente alors de caractériser la nature des liens entre les différentes parties en présence, en insistant sur l'importance des représentations que les uns construisent des autres. Ces liens peuvent être de subordination financière (entre un chercheur et le commanditaire d'une étude), de bénéfice mutuel (échange de légitimité politique et académique) ou encore de rivalité (entre différentes branches de la science politique).

La riche contribution à l'histoire des *democratization studies* de Nicolas Guilhot comporte deux limites principales qui justifient notre intérêt à poursuivre son effort. La première tient simplement au fait que l'ouvrage de Nicolas Guilhot n'a pas pour objectif spécifique, comme notre travail, de faire l'histoire de ce champ. Son livre vise à rendre compte de ce qu'il considère comme une « transformation paradoxale », la façon dont la promotion de la démocratisation et la défense des droits de l'homme, autrefois « la base de la critique du pouvoir », sont devenus « des canaux privilégiés pour l'exportation de technologies politiques, de recettes économiques ou de modèles juridiques »²⁶⁷. Dès lors, notre projet de recherche nous amène sur un terrain proche du sien mais les deux ne se confondent pas.

La seconde limite réside dans le choix presque exclusif de la série de volumes TAR comme observatoire des activités du champ et de son contexte d'existence. En effet, Nicolas Guilhot n'inclut pas dans cette histoire le projet de recherche presque synchronique *Democracy in Developing Countries* (DDC), une série de volumes produite sous la direction de la NED. Cela tient au fait qu'il interprète cette production comme faisant partie d'une « stratégie d'investissement savant » de la NED, dont la création du *Journal of Democracy* en 1990 serait

²⁶⁶ L'*Inter-American Dialogue* (IAD) est une émanation du *Latin American Program* du *Wilson Center* en 1982.

²⁶⁷ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, *op. cit.*, p. 8 : « From an ongoing increase of autonomy and participation, democracy has become a commodity that can be exported. Promoting democratization or defending human rights are privileged channels for the exportation of political technologies, economic recipes, or juridical models. No longer providing the basis for the critique of power, they have become the main language of global power ».

le prolongement. Nous montrerons en quoi la prise en compte des volumes DDC dans le récit de l'émergence du champ permet de le rendre plus intelligible.

Méthodologie, sources et hypothèses

Ce chapitre sera structuré autour de la comparaison de deux projets de recherche, TAR et DDC. Tout comme Nicolas Guilhot et sur la base de l'orientation méthodologique de Jean-Michel Chapoulie, nous ne proposerons pas une analyse des œuvres mais celles-ci serviront de point d'appui pour esquisser une histoire de la naissance des *democratization studies* en tant que domaine d'activités pris dans un contexte d'existence particulier. Pour TAR, nous nous appuyerons sur le quatrième chapitre de *The Democracy Makers*, l'ouvrage de Nicolas Guilhot. Quant à DDC, nous mobiliserons, en plus des volumes eux-mêmes, les comptes-rendus de ces ouvrages. Enfin, nous utiliserons les CV des directeurs des deux projets.

Trois hypothèses guident notre travail pour poser des jalons dans l'écriture d'une histoire des *democratization studies*. Elles correspondent aux sous-parties du chapitre. D'abord, TAR et DDC doivent être considérées comme des œuvres fondatrices des *democratization studies*. Pour le montrer, nous réfléchissons au sens du label « *democratization studies* » et à la façon dont il conditionne le récit de l'émergence du champ. Nous défendrons l'intérêt de comparer les projets TAR (du *Wilson Center*) et DDC (de la NED) dans une démarche visant à rendre le récit de la naissance du champ plus intelligible. Pour ce faire, nous éviterons deux écueils : nous prendrons en compte les représentations des acteurs du champ étudié sur l'origine du champ, sans surévaluer l'importance de ces représentations. D'autre part, nous veillerons à ne pas écarter de notre enquête certains éléments au nom de nos propres critères scientifiques.

Deuxièmement, nous faisons l'hypothèse que les *democratization studies* s'institutionnalisent comme un domaine d'activités propres entre 1979 et 1994. Nous nous appuyerons sur une comparaison entre les deux grands projets de recherche TAR et DDC pour relever les signes d'institutionnalisation de cette discipline : conférences, publications, création d'institutions spécifiques (revues, centres de recherche, enseignements). Nous montrerons qu'il y a une logique chronologique dans l'émergence de ces activités du champ.

Enfin, le processus d'institutionnalisation des *democratization studies* obéit à des logiques qui dépassent celles du champ scientifique. Cette dernière hypothèse sera testée en explorant trois axes thématiques relatifs au contexte d'existence dans lequel se trouvent les *democratization studies* pendant leur naissance. D'abord, nous verrons que les chercheurs de

ce champ disputent un certain nombre de ressources (un public, des financements, des positions académiques, etc.) à des concurrents appartenant ou non au champ académique. Ensuite, nous montrerons que les *democratization studies* comptent à leurs origines sur des soutiens politiques et financiers hétérogènes. Pour finir, nous concluons sur l'utilité d'analyser la collaboration entre les chercheurs et le champ de l'édition pour affiner la périodisation de la naissance des *democratization studies*.

Partie A – Précautions méthodologiques pour circonscrire le terrain d'étude

Dans cette première partie, nous montrons la pertinence de comparer deux projets académiques, TAR (1986) et DDC (1988-1989), pour faire un récit plus complet de l'origine des *democratization studies*. Nous défendons qu'ils peuvent être considérés comme deux œuvres fondatrices du champ. Dans ce but, nous proposons une réflexion méthodologique autour des enjeux de la circonscription du terrain pour faire l'histoire de ce champ.

Ne pas surestimer le discours des acteurs d'un champ sur celui-ci

Pour ce travail, nous nous intéressons à l'origine des *democratization studies*. Or, nous pouvons commencer à nous interroger sur cet intitulé. Jean-David Chapoulie nomme « label » les appellations disciplinaires revendiquées par les propres pratiquants de disciplines comme la sociologie, la psychologie sociale ou encore les *democratization studies*²⁶⁸.

Les acteurs qui appartiennent à ces champs associent à ces labels des propriétés sociales (fondements matériels, intellectuels et symboliques). Autrement dit, chaque discipline donne des représentations d'elle-même en se catégorisant. Selon Nicolas Offenstadt, les représentations sont « la façon dont les hommes [pensent] leur présence au monde, [donnent] sens à leurs actes ou encore [modèlent] leur mémoire »²⁶⁹. Les chercheurs en sciences sociales manifestent une part de leurs représentations dans des écrits théoriques : ils se positionnent sur le sens qu'ils accordent à leur propre discipline.

Effectivement, les chercheurs des *democratization studies* offrent aussi des définitions de ce que ce label signifie pour eux. Pour les politistes Nicolas Guilhot et Philippe Schmitter qui appartiennent à ce champ, les *democratization studies* ont « permis aux politologues de décrire, d'analyser, d'expliquer et, à l'occasion, de prescrire les séquences et les dynamiques conduisant à la transformation des régimes politiques »²⁷⁰.

Ces découpages sont plus ou moins larges, quitte à éclipser l'existence d'une discipline spécifique des *democratization studies* en envisageant plus généralement les études sur la

²⁶⁸ CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 111.

²⁶⁹ OFFENSTADT Nicolas, DUFAUD Grégory et MAZUREL Hervé, *Les mots de l'historien*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005, p. 96.

²⁷⁰ GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, *op. cit.*, p. 615.

démocratie. Gerardo Munck définit minimalement le « programme de recherche sur la démocratie [...] comme la littérature qui utilise la démocratie comme concept principal »²⁷¹.

À l'inverse, de façon plus resserrée, les sous-divisions qui composeraient le champ donnent à leur tour lieu à des efforts de définition et de conceptualisation. Dans le même article cité précédemment, Nicolas Guilhot et Philippe Schmitter tracent une frontière au sein des *democratization studies* entre « deux sous-disciplines indépendantes bien que solidaires, soutenues par des fondations épistémologiques et des orientations de recherche fort différentes : la "transitologie" et la "consolidologie" »²⁷².

Ces définitions et propositions de découpages, pour intéressantes qu'elles soient, sont avant tout des représentations « indigènes ». Autrement dit, la « transitologie » et la « consolidologie » sont des catégories d'acteurs qui évoluent dans le temps et l'espace. L'effort rétrospectif de clarification épistémologique de Guilhot et Schmitter au sujet des sous-divisions de la discipline illustre bien l'évolution des pratiques et des représentations de celles-ci²⁷³. Jean-David Chapoulie met en garde l'historien des sciences sociales à ce sujet :

« Le programme qui vient d'être esquissé conduit à traiter la définition d'elle-même que propose chaque discipline (ou sous spécialité) comme une définition indigène (*folk concept*), variable dans le temps et l'espace, et non à accepter celle-ci comme une délimitation "naturelle", inscrite dans la nature des choses, comme le font l'histoire conventionnelle, et aussi différentes tentatives des chercheurs concernés. Il fait ainsi l'économie de l'adhésion *a priori* aux représentations d'elle-même que cherche à promouvoir toute discipline, ainsi qu'aux finalités que celle-ci revendique²⁷⁴. »

Par conséquent, l'historien des sciences sociales ne doit pas recevoir ces définitions comme des données naturelles et figées²⁷⁵. Au contraire, « les caractères *spécifiques* des activités et des produits des sciences sociales [ne doivent pas être] postulés, mais placés dans la liste des sujets d'investigation empirique²⁷⁶. » La solution réside pour l'historien dans l'adoption d'une « définition aussi pauvre que possible en substance du domaine étudié [pour éviter] d'attribuer d'avance à celui-ci les propriétés que revendiquent certains des acteurs du domaine »²⁷⁷. Cependant, si nous proposons une définition qui réduit au maximum l'intégration

²⁷¹ MUNCK Gerardo, *Regimes and Democracy in Latin America: Theories and Methods*, Oxford University Press, 2007, p. 36 : « The research agenda on democracy, which may be understood simply as the literature that uses democracy as a master concept, had been voluminous and fruitful. ».

²⁷² GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, *op. cit.*, p. 615.

²⁷³ *Ibid*, p. 115.

²⁷⁴ CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 114-115.

²⁷⁵ *Ibid*, p. 111.

²⁷⁶ *Ibid*, p. 111-112.

²⁷⁷ *Ibid*, 111.

du lexique des acteurs étudiés – un domaine des sciences sociales qui se donne pour objet la démocratisation –, nous retombons dans l’impasse de la périodisation évoquée dans l’introduction de ce chapitre : nous n’avons pas résolu le point de départ du champ.

Pour identifier un point de départ de la discipline, nous empruntons aux travaux d’Alexandra Pita González la distinction entre « fondation » et « origine »²⁷⁸. D’après elle, l’étude des publications fondatrices d’un groupe donné doit être complétée par celle des origines de ces publications, c’est-à-dire les événements qui ont rassemblé antérieurement les participants à l’acte fondateur. S’intéresser aux origines permet alors de mieux comprendre les logiques de la fondation et les évolutions postérieures du groupe qui fait l’objet de l’enquête. Néanmoins, dans le cadre de notre étude, il est d’abord nécessaire de définir quels sont les ouvrages que nous considérons fondateurs pour les *democratization studies*.

Plusieurs auteurs estiment que la publication des volumes de TAR est le point de départ des *democratization studies*²⁷⁹. Si nous reprenons le modèle d’Alexandra Pita González, leur publication (1986) aurait plutôt valeur de fondation que d’origine. Il est possible d’en identifier les origines, comme le fait Nicolas Guilhot en étudiant le rôle du *Wilson Center* dans la genèse de TAR à partir de 1979. Nous pourrions alors proposer la définition suivante :

Les *democratization studies* sont un domaine d’activités, se revendiquant des sciences sociales et qui se donne pour objet la démocratisation, émergeant à partir du début des années 1980 autour du projet *Transitions from Authoritarian Rule*.

Cependant, nous nous interrogeons sur la pertinence de considérer cette œuvre comme seul point de départ puisque ceux qui l’affirment appartiennent presque tous au champ étudié. En effet, les précautions autour des représentations « indigènes » d’une discipline valent aussi pour la délimitation d’un « moment fondateur ». Pour Jean-Michel Chapoulie, les « éléments des idéologies fondatrices » doivent faire l’objet d’une enquête, que ce soit leur contenu ou l’identification de « grands ancêtres »²⁸⁰. Aussi, nous considérons comme une représentation

²⁷⁸ GONZÁLEZ Alexandra Pita, « Fronteras simbólicas y redes intelectuales. Una propuesta », *Historia y Espacio*, vol. 13, n° 49, 13 novembre 2017, p. 51, note 26 : « Es de especial importancia diferenciar el origen de una red con su momento fundacional, porque se da por sentado que el primer momento de una red es cuando aparece el primer número de una publicación que es vocera de sus ideas ». Alexandra Pita González étudie la constitution d’un réseau intellectuel autour d’une revue latino-américaine dans les années 1920.

²⁷⁹ Voir l’introduction de ce chapitre.

²⁸⁰ CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 114

interne au champ le fait que TAR soit désigné comme un point de départ par les acteurs du champ étudié²⁸¹.

L'historien en sciences sociales ne doit pas pour autant ignorer ces références à des œuvres considérées comme phares. En raison de sa place dans les représentations « indigènes », TAR doit faire partie de notre travail préparatoire à l'histoire des *democratization studies*. En revanche, l'apparente unanimité autour de la place centrale occupée par cette série de volumes dans les représentations doit aussi être interrogée. Nous voulons déterminer si d'autres œuvres ne peuvent pas être considérées à la fois objectivement et dans les représentations des chercheurs du champ, comme des « points de départ » de celui-ci.

Ne pas circonscrire le terrain d'étude selon ses propres critères scientifiques

Pour y parvenir, un autre type de précaution est nécessaire : il faut tenir compte de certains de nos propres biais dus au fait que nous étudions un champ – le champ des sciences sociales – avec lequel nous entretenons une certaine proximité. En effet, parmi les objets de recherche de l'histoire des sciences sociales figurent les instruments d'analyse du champ étudié. Or, dans notre propre pratique de chercheur en sciences sociales, nous adhérons en partie à certains de ces instruments. Comme le souligne Jean-Michel Chapoulie :

« [l'historien des sciences sociales] possède une connaissance pratique au moins partielle des normes et des mœurs présentes dans la fraction de cet univers à laquelle il appartient. Il occupe aussi une position définie dans celui-ci, ce qui implique un type de rapport particulier à l'égard des produits, des carrières, et des institutions des sciences sociales. Il adhère au moins pour une part (fût-ce à son insu) à l'une des variantes de l'idéologie professionnelle des chercheurs en sciences sociales. De plus, les instruments d'analyse dont il dispose – catégories de perception et de classement des œuvres intellectuelles, des actions des producteurs, des démarches documentaires... – sont un mixte de variantes et d'alternatives à ceux qui figurent parmi les objets sur lesquels portent ses analyses en tant qu'historien. Enfin, il se trouve confronté à une pluralité de jugements de valeurs – sur les œuvres, leurs producteurs, les institutions, les orientations des disciplines... – selon les critères du milieu qu'il étudie, mais aussi selon ceux du milieu auquel il appartient lui-même²⁸². »

Selon Jean-Michel Chapoulie, cette proximité comporte des intérêts, tels que la capacité à saisir le sens que donnent les acteurs du milieu à divers phénomènes, mais peut également être dommageable pour l'enquête :

« [cette proximité] constitue toutefois simultanément un obstacle, depuis longtemps identifié, au travail d'objectivation qu'implique toute analyse historique. C'est d'ailleurs, pour une part, de cette proximité que découle le présentisme inconscient de lui-même qui imprègne tant d'analyses

²⁸¹ *Ibid*, p. 115

²⁸² *Ibid*, p. 115.

d'histoire des sciences sociales. Cette proximité est aussi à l'origine de la faiblesse générale du contrôle des "faits" parce que ceux-ci sont connus sur le mode de l'évidence à l'intérieur de chaque discipline. Elle contribue également à l'accent mis sur les déterminations internes aux disciplines étudiées – et explique la longue négligence de facteurs comme les commanditaires et les "publics" des recherches²⁸³. »

Depuis la perspective de notre travail d'histoire des sciences sociales, la proximité de Nicolas Guilhot avec le champ qu'il étudie (puisque'il est auteur de travaux appartenant aux *democratization studies*) crée une interférence méthodologique dans le choix des objets étudiés. Dans son livre *The Democracy Makers*, Nicolas Guilhot ébauche indirectement une histoire des *democratization studies*²⁸⁴. Il analyse le projet TAR pour expliquer l'articulation entre acteurs politiques et académiques autour des enjeux de transition à la démocratie dans la politique étrangère des États-Unis. Dans ce récit, il n'inclut pas DDC, un projet similaire à TAR mais mené sous l'égide de la NED, ni le JOD créé en 1990 par la même organisation.

Évidemment, Nicolas Guilhot doit faire des choix entre les études de cas dans la composition de son ouvrage. Néanmoins, nous faisons l'hypothèse que son rejet scientifique explicite, en tant que membre de cette discipline, vis-à-vis de la NED, le conduit implicitement à l'écartier de l'origine des *democratization studies*. En effet, dans un article publié en 2001, il décrit les *democratization studies* comme étant « [issues] d'un tout autre horizon, mais convergeant avec le projet incarné par le NED dans les années 1980 »²⁸⁵. En formulant les choses de cette façon, il assimile alors l'origine du champ au seul projet TAR et estime que les *democratization studies* seraient captées stratégiquement par la NED après leur création.

Dans ce même article, Nicolas Guilhot discréditait déjà les activités de recherche commandées par la NED. Selon lui, les volumes de la série DDC, financés par la NED, visent à « donner une façade scientifique à des activités très concrètes [celles de la NED] »²⁸⁶. Il qualifie également le JOD de « revue quasi académique ».

« Au fil du temps, la NED a étendu ses activités et développé son rôle de quasi think tank parrainant la recherche politique sur ces questions, publiant une revue quasi académique et, occasionnellement, des livres. [...] Dans une large mesure, cet investissement dans la crédibilité scientifique était destiné

²⁸³ *Ibid*, p. 116.

²⁸⁴ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, *op. cit.*, chapitre 4. Indirectement, car ce n'est pas son objet principal.

²⁸⁵ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 61.

²⁸⁶ *Ibid*, p. 58.

à compenser les origines hautement idéologiques de la NED, créée dans une perspective clairement anticommuniste dans la dernière phase de la guerre froide²⁸⁷. »

Deux éléments discréditent donc DDC et le JOD pour Nicolas Guilhot : leur manque de rigueur scientifique (selon son interprétation des normes du champ) et le fait que ces deux projets viseraient avant tout à construire une nouvelle légitimité pour la promotion de la démocratie à la fin de la guerre froide²⁸⁸.

Cependant, l'histoire des sciences sociales n'a pas pour fin de juger de la validité scientifique de ses objets d'étude : cela relève d'un débat interne à une discipline à un moment donné²⁸⁹. Certes, l'examen de la nature du savoir produit (méthodologie et normes utilisées et revendiquées, représentations de celles-ci) par les sciences sociales peut constituer un sujet d'investigation. Néanmoins, souligne Jean-Michel Chapoulie, une science (sociale ou non) peut exister, c'est-à-dire avoir une réalité institutionnelle – publications d'œuvres, débats internes avec des normes revendiquées scientifiques, création d'institutions affiliées – sans nécessairement témoigner d'une rigueur scientifique²⁹⁰.

Aussi, dans l'étape de délimitation du terrain de recherche, qui consiste à trancher sur l'appartenance de telle ou telle œuvre aux *democratization studies*, le critère de la scientificité du savoir produit n'est pas celui qui peut guider nos choix, au risque de délaissier des objets utiles de l'analyse comme le fait Nicolas Guilhot. Jean-Michel Chapoulie résume ainsi l'enjeu autour de ces frontières changeantes de la science :

²⁸⁷ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, *op. cit.*, p. 86 : « Over time, the NED has expanded its activities and developed its role as a quasi think tank sponsoring policy research on these issues, publishing a quasi-academic journal and, occasionally, books. It has cultivated certain academic communities – in area studies, comparative politics, political theory – which provided a strong element of scientific legitimacy to its activities abroad and its role in engineering or assisting various "transitions to democracy". To a large extent, this investment in scientific credibility was meant to compensate for the highly ideological origins of the NED, created in a clearly anti-Communist perspective in the last phase of the cold war. ».

²⁸⁸ Au sujet de cette hypothèse, il est en effet plausible que la NED doive se relégitimer à la fin de la guerre froide. Selon MELANDRI Pierre et VAÏSSE Justin, *L'Empire du milieu: les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 60 : « la disparition de l'URSS [... a privé les États-Unis] à la fois du seul ennemi assez formidable pour galvaniser leurs énergies intérieures et de tout alibi vis-à-vis du monde extérieur ». Nous pourrions alors postuler, comme Nicolas Guilhot, que la rupture générale découlant de cette « privation » se ressent au sein de la promotion de la démocratie qui est née pendant la guerre froide.

²⁸⁹ Ce débat n'est par ailleurs jamais résolu dans la mesure où il est au cœur de luttes épistémologiques toujours renouvelées. BOURDIEU Pierre, *Science de la science et réflexivité: cours du Collège de France (2000-2001)*, *op. cit.*, p. 19 : « la science, et surtout la légitimité de la science et l'usage légitime de la science, sont, à chaque moment, des enjeux de lutte dans le monde social et au sein même du monde de la science. »

²⁹⁰ CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 114 : « de nombreux exemples suggèrent que la robustesse des analyses – selon les ressources documentaires et les critères d'appréciation des "preuves" du moment – n'est pas un élément qui conditionne étroitement la diffusion que connaissent celles-ci. »

« Pour ceux qui tiennent pour clairement et définitivement définies a priori les frontières de la "science" – et qui découpent selon un tel principe la partie des sciences sociales dont l'histoire devrait, selon eux, se soucier, un tel programme de recherche apparaît inévitablement comme marqué par une forme pernicieuse de relativisme. Tel est cependant le prix de l'adoption d'une véritable démarche historique : la question des critères de définition de l'appartenance d'une œuvre aux sciences sociales ne peut pas davantage être tranchée indépendamment des temps et des lieux pour celles-ci que pour les sciences de la nature. Il faut au contraire reconnaître que les sciences sociales constituent un univers hétérogène, traversé par des controverses durablement non résolues. Et les préférences idiosyncrasiques de chaque historien sont sûrement, dans ce cas comme en ce qui concerne tout autre objet d'études, ce qu'il lui faut contrôler²⁹¹. »

Sur quels critères pouvons-nous alors évaluer l'appartenance des œuvres considérées aux *democratization studies* ? Nous choisissons une méthode qui tient compte des deux difficultés exposées précédemment. D'une part, nous prenons en compte de façon critique les représentations que les acteurs du champ académique se font de ces œuvres. D'autre part, plutôt que d'évaluer la scientificité de DDC, nous montrons ses liens objectifs avec TAR, une œuvre dont l'appartenance au champ n'est pas contestée par Nicolas Guilhot.

Notre proposition : élargir le récit de la genèse du champ par la comparaison

Trois éléments nous incitent à prendre en compte les produits scientifiques de la NED dans le récit de l'émergence du champ des *democratization studies*.

D'abord, nous avons signalé dans le premier chapitre l'intérêt historique que les défenseurs de la promotion de la démocratie accordent aux programmes à dimension académique, au sens large. L'organisation de conférences et la publication d'ouvrages sont autant d'activités que Dante Fascell et d'autres dans son entourage jugent nécessaires dans leur conception de la promotion de la démocratie, depuis la genèse du projet de la NED en 1967 jusqu'à sa création en 1983²⁹². L'existence de cet intérêt, qu'il soit voué à produire ou non une « façade scientifique » comme Guilhot le suggère, justifie de ne pas écarter DDC de l'analyse.

Deuxièmement, il y a des liens professionnels objectifs entre les auteurs de TAR et DDC. Florent Guénard les met en évidence en relevant au sujet du JOD que :

« Cette revue a été et est encore sans doute un espace où ont écrit et débattu toutes les grandes figures des *Democratization studies*, parmi lesquels Larry Diamond et Mark Plattner, qui ont fondé la revue et l'ont toujours dirigée, Francis Fukuyama, Samuel Huntington, Philippe Schmitter, Juan Linz, Alfred Stepan, Robert Dahl, Seymour Lipset, Guillermo O'Donnell, Thomas Carothers, Laurence

²⁹¹ *Ibid*, p. 115.

²⁹² Cela ne signifie pas que ce savoir n'est pas instrumentalisé à certains égards ou qu'il est « rigoureux ».

Whitehead mais aussi, plus occasionnellement, des penseurs comme Amartya Sen ou Adam Przeworski. »²⁹³

Dans le cadre de notre travail, la présence de ces « grandes figures » (catégorie indigène) n'est pas là pour légitimer scientifiquement la revue. En revanche, elle témoigne d'une convergence objective des directeurs des ouvrages TAR et DDC dans le comité de rédaction de la revue (Figures 11 et 13). Or, cette revue s'inscrit résolument dans la continuité de DDC. La NED présente les ouvrages de 1988-1989 comme le « catalyseur de toutes les activités scientifiques ultérieures de NED²⁹⁴. » Et, en effet, nous retrouvons dans le comité de rédaction de cette revue, fondée en 1990, plusieurs des collaborateurs de DDC (Figure 12).

Figure 11 - Les directeurs de TAR-DDC dans le JOD²⁹⁵

Directeurs	Nom	Membre du comité éditorial du JOD à partir de
TAR	Guillermo O'Donnell	1999
	Philippe Schmitter	1993
	Laurence Whitehead	1999
DDC	Larry Diamond	Directeur de la revue depuis 1990
	Juan Linz	1990
	Seymour Martin Lipset	1990

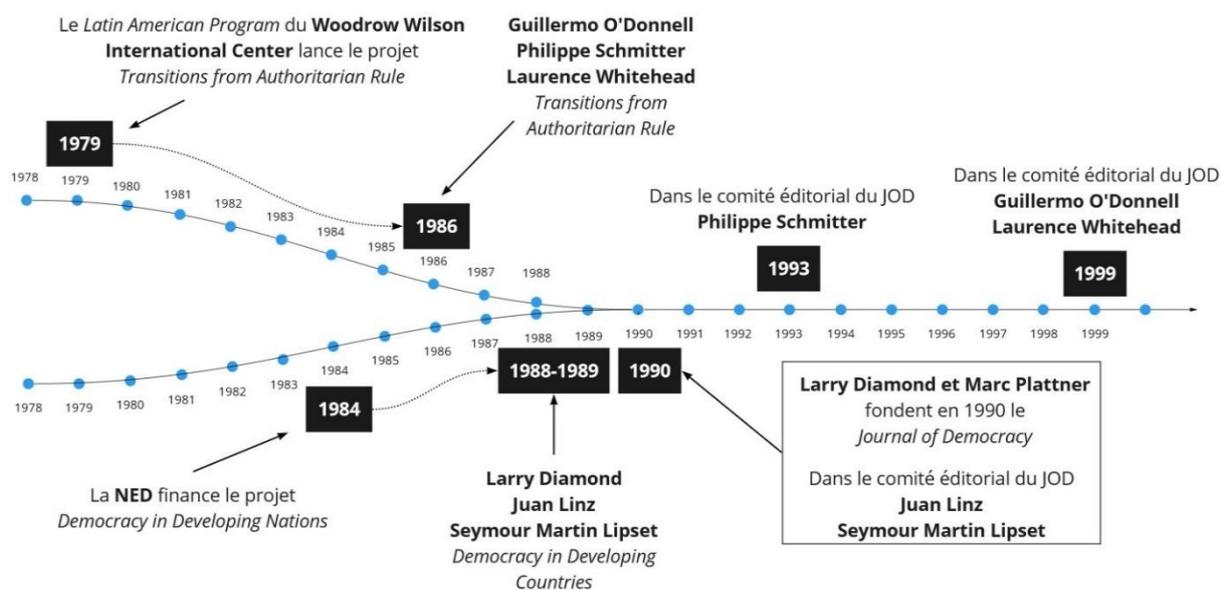
²⁹³ GUENARD Florent, « La promotion de la démocratie : une impasse théorique ? », *op. cit.*, p. 121-122.

²⁹⁴ *Official Commemoration of the Twentieth Anniversary of the National Endowment for Democracy, National Endowment for Democracy*, 6 novembre 2003, p.3 : « The two-year study is the first comparative effort to focus on democracy in the Third World in a comprehensive manner, and becomes the catalyst for all of NED's subsequent scholarly activities. » <https://www.ned.org/wp-content/uploads/2015/09/20thProgram.pdf> (Consulté le 20 juin 2020).

²⁹⁵ Informations relevées dans les rapports annuels de la NED (1990-1999).

Figure 12 - Les collaborateurs de DDC (1988-1989) qui contribuent au JOD (1990)

Auteurs	DDC	Membre du comité de rédaction JOD en 1990	Article publié dans le JOD en 1990
Larry Diamond	Directeur	Directeur	x
Juan Linz	Directeur	x	x
Seymour Martin Lipset	Directeur	x	x
Naomi Chazan	vol. 2 Afrique	x	
Ergun Ozbudun	vol. 3 Asie	x	
Arturo Valenzuela	vol. 4 Am. latine	x	x
Sung-joo Han	vol. 3 Asie		x (en 1991)
Chai-Anan Samudavanija	vol. 3 Asie		x
Carlos Waisman	vol. 4 Am. latine		x
Bolivar Lamounier	vol. 4 Am. latine		x
Charles Gillespie	vol. 4 Am. latine		x
Jonathan Hartlyn	vol. 4 Am. latine		x

Figure 13 - La convergence des auteurs de TAR et DDC au sein du JOD

Troisièmement, enfin, DDC est cité par de nombreux acteurs du champ académique, notamment des *democratization studies*, comme une référence. Stéphanie Lawson, chez qui nous trouvons une occurrence précoce du label « *democratization studies* »²⁹⁶, fait figurer le projet de Diamond, Linz et Lipset parmi les travaux « les plus complets » sur la question.

« Une grande partie des travaux universitaires récents consacrés au processus de démocratisation ont été de nature empirique, bien que l'on se soit également préoccupé de construire des explications générales sur l'effondrement de l'autoritarisme et les processus par lesquels la démocratisation a eu lieu. Parmi les travaux les plus complets de ce type figure la collection en quatre volumes éditée par Diamond, Linz et Lipset (1988). D'autres collections d'études importantes ont été éditées par Enrique A. Baloyra (1987) et par O'Donnell, Schmitter et Whitehead (1986). Les études de cas contenues dans ces ouvrages constituent une ressource très importante dans laquelle peuvent puiser les études connexes sur le changement (et le maintien) de régime²⁹⁷. »

Abraham Lowenthal, qui joue un rôle important dans la coordination du projet TAR, fait un compte-rendu bref mais positif de DDC.

« Faisant partie d'une étude en quatre volumes organisée par la *Hoover Institution* et financée principalement par la *National Endowment for Democracy*, ce livre très utile analyse systématiquement les facteurs historiques, culturels, sociaux, économiques, politiques et internationaux qui ont façonné les possibilités de démocratie stable dans dix pays d'Amérique latine : Argentine, Brésil, Chili, Uruguay, Venezuela, Colombie, Pérou, Costa Rica, Mexique et République dominicaine. Des spécialistes compétents ont rédigé des chapitres individuels sur ces pays²⁹⁸. »

Au sujet d'une compilation de divers chapitres des volumes de DDC, Robert Lawless, un anthropologue de la culture, publie en 2000 un compte-rendu chargé d'ironie.

« L'ouvrage original en trois volumes se trouve dans pratiquement toutes les bibliothèques décentes, est constamment cité, et est considéré par la plupart des politistes comme un classique. Dans ce volume actuel, peu de choses diffèrent de la première édition ou même de l'original de 1988-89. Certains faits ont été mis à jour, mais il n'y a apparemment aucune raison de mettre à jour la théorie.

²⁹⁶ LAWSON Stéphanie, *Some Conceptual and Empirical Issues in the Study of Regime Change*, Political and Social Change, Research School of Pacific Studies, Australian National University, 1991. Elle emploie l'expression de « *democratization studies* ». Dans les sources consultées, c'est l'usage le plus précoce que nous ayons rencontré. Néanmoins, Lawson ne donne pas l'impression de déposer le « brevet » d'une expression nouvelle. Il est donc tout à fait possible qu'une autre référence l'emploie avant cette date.

²⁹⁷ *Ibid.*, p. 1 : « Much of the recent scholarly work devoted to the process of democratization has been of an empirical kind, although there has been concern also with constructing general explanations for the breakdown of authoritarianism and the processes through which democratization has taken place. Amongst the most comprehensive works of this kind is the four-volume collection edited by Diamond, Linz, and Lipset (1988). Other significant collections of studies have been edited by Enrique A. Baloyra (1987), and by O'Donnell, Schmitter, and Whitehead (1986). The case studies in these works provide a very substantial resource from which cognate studies in regime change (and maintenance) can draw. »

²⁹⁸ LOWENTHAL Abraham, « Review Democracy In Developing Countries: Latin America by Abraham F. Lowenthal », *Foreign Affairs*, Winter 1989-1990 : « Part of a four-volume study organized by the Hoover Institution and funded primarily by the National Endowment for Democracy, this very useful book systematically analyzes the historical, cultural, social, economic, political and international factors that have shaped the possibilities for stable democracy in ten Latin American countries: Argentina, Brazil, Chile, Uruguay, Venezuela, Colombia, Peru, Costa Rica, Mexico and the Dominican Republic. Well-qualified country specialists have contributed individual chapters on these countries. » <https://www.foreignaffairs.com/reviews/capsule-review/1989-12-01/democracy-developing-countries-latin-america> (Consulté le 8 octobre 2020).

Les trois éditeurs présentent leurs points de vue comme s'il n'y avait pas d'autres alternatives, et ils représentent effectivement le point de vue dominant des sciences politiques sur la démocratie, marquée par les élections, la participation des citoyens et les libertés civiles²⁹⁹. »

Robert Lawless se montre très critique vis-à-vis de ceux qu'il nomme des « superstars » de la science politique. Cependant, il considère qu'ils occupent une place importante dans le champ universitaire en général et dans les travaux sur la démocratie en particulier.

« Bien sûr, nous connaissons tous le sociologue de renom Seymour Martin Lipset. En compagnie de Lipset, on trouve Larry Diamond qui travaille à la *Hoover Institution* et Juan J. Linz, professeur de sciences sociales politiques à l'université de Yale. Pourquoi aurait-on besoin de faire une critique de ce livre ? [...] Les éditeurs soulignent qu'ils ont commencé l'étude originale en 1985, "une décennie après le renversement des trois dernières dictatures d'Europe occidentale (au Portugal, en Espagne et en Grèce), qui a lancé ce que Samuel Huntington a appelé la 'troisième vague' d'expansion démocratique mondiale" (p. 1). Samuel Huntington. Évidemment, en termes de *name-dropping*, on ne pouvait pas s'attendre à moins de la part des superstars³⁰⁰. »

Aussi, nous constatons que les chercheurs du champ académique identifient l'œuvre collective coordonnée par Larry Diamond, Juan Linz et Seymour Martin Lipset comme une référence de la discipline, de façon positive ou négative. Pour ces trois raisons, nous pensons qu'il est légitime d'inclure DDC à l'étude de l'origine des *democratization studies*. Ce projet et TAR nous serviront de points d'appui pour poser les jalons d'une histoire du champ, que nous définissons provisoirement ainsi :

Les *democratization studies* sont un domaine d'activités, se revendiquant des sciences sociales et qui se donne pour objet la démocratisation, émergeant à partir du début des années 1980 autour des projets *Transitions from Authoritarian Rule* et *Democracy in Developing Countries*.

²⁹⁹ LAWLESS Robert, « Politics in developing countries (Book Review) », *Journal of Third World Studies*, vol. 17, n° 1, 15 avril 2000, p. 289-290 : « The original three-volume work is in practically every decent library, is constantly cited, and is considered by most political scientists to be a classic. Little is different in this current volume from the first edition or even from the 1988-89 original. Some of the facts have been updated, but apparently there is no reason to update the theory. The three editors present their views as though there are no alternatives, and they do, indeed, represent the mainstream political science view of democracy as marked by elections, citizen participation, and civil liberties. »

³⁰⁰ *Ibid* : « Of course, we all know the brand-name sociologist Seymour Martin Lipset. Along with Lipset, Larry Diamond is at the Hoover Institution, and Juan J. Linz is Sterling Professor of Political Social Science at Yale University. Why would anyone even need to review this book? [...] The editors point out that they began the original study in 1985, "a decade after the toppling of Western Europe's last three dictatorships (in Portugal, Spain, and Greece), which launched what Samuel Huntington has called the 'third wave' of global democratic expansion" (p. 1). Samuel Huntington. Well, what kind of name-dropping can anyone expect from the brand-names themselves? ».

Conclusion

Tout comme nous avons montré l'importance de ne pas surévaluer le seul rôle de TAR par rapport à d'autres projets contemporains dans l'émergence du champ, nous ne prétendons pas que seuls ces deux projets mériteraient analytiquement d'être pris en compte. En effet, il ne s'agit pas de remplacer un mythe fondateur par un autre, celui d'une « double origine » qui est probablement trop schématique. Néanmoins, comme l'écrit Jean-Michel Chapoulie, « l'adoption d'une démarche comparative est le principal instrument pour rompre avec une familiarité excessive »³⁰¹. Aussi, la comparaison de leur genèse, suffisamment riche en sources pour poser des jalons, permettra de mettre en lumière leurs points communs et leurs spécificités.

³⁰¹ CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 116.

Partie B – L’institutionnalisation d'un domaine d'activités (1979-1994)

À présent, nous présentons le champ des *democratization studies* comme un domaine d’activités en nous appuyant sur les projets TAR et DDC. Nous suivons l’orientation proposée par Jean-Michel Chapoulie qui indique que « plusieurs types d'objets différents peuvent être [...] placés au centre des analyses : les œuvres elles-mêmes, les institutions savantes, les chercheurs, l'ensemble des pratiques qui concourent à la production des sciences sociales »³⁰². L’histoire des sciences sociales n’est pas seulement une histoire des œuvres, bien que celles-ci en soient une part importante. Pour cette raison, nous partons de la genèse de deux œuvres importantes, TAR (1986) et DDC (1988-1989) pour monter en généralité sur les produits du champ. Nous montrons que les *democratization studies* s’institutionnalisent, entre 1979 et 1994, à travers une diversité d’éléments – conférences, publications, institutions – et que ceux-ci s’articulent de façon chronologique.

Le rôle des conférences dans le lancement des projets (1979-1985)

À l’origine de la publication des deux œuvres collectives, il y a diverses conférences qui se tiennent entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1980. Ces conférences, lieux d’échanges scientifiques et de sociabilité, sont une étape fondamentale dans les projets de recherche collectifs. Elles en sont la phase préparatoire et se déroulent grâce aux concours des chercheurs et de leurs soutiens.

Dans son livre *The Democracy Makers*, Nicolas Guilhot revient longuement sur les institutions qui ont rendu possible le projet TAR³⁰³. Le *Woodrow Wilson Center International Center for Scholars* joue un rôle central. Ce think tank créé en 1968 au sein de la *Smithsonian Institution*, lance en 1977 le *Latin American Program*, qu’Abraham Lowenthal dirige jusqu’en 1983. Ce chercheur et ancien collaborateur de la fondation Ford en Amérique latine obtient un soutien des fondations Rockefeller et Ford pour financer son projet d’étude en 1979 (Figure 14).

³⁰² CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 110.

³⁰³ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, *op. cit.*, p. 138-140.

Trois conférences, entre 1979 et 1981, marquent le lancement de TAR³⁰⁴. La préface du quatrième volume suggère que ces conférences ont eu lieu à Washington au *Wilson Center*³⁰⁵.

Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter, tous deux membres du *Latin American Program* du *Wilson Center*, travaillent initialement avec Abraham Lowenthal sur le projet de recherche TAR. Par la suite, Laurence Whitehead les rejoint et en devient directeur avec Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter³⁰⁶.

En 1984, première année d'activité de la NED, l'organisation finance à hauteur de 100 000 dollars son « premier projet de recherche », dirigé par Seymour Martin Lipset et Larry Diamond. Par la suite, ils sont rejoints par un troisième co-directeur, Juan Linz³⁰⁷. Le projet DDC porte alors le nom provisoire de « *Democracy in Developing Nations* ».

« *Democracy in Developing Nations: Persistence, Failure and Renewal*

The Hoover Institution, Stanford University \$100,625

L'expérience des pays en développement en matière de gouvernement démocratique est le sujet du premier projet de recherche financé par la NED, dirigé par les professeurs Seymour Martin Lipset de l'Université de Stanford et Larry Diamond de l'Université Vanderbilt. Par le biais d'études de cas portant sur une vingtaine de pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient, le projet cherchera à identifier les facteurs politiques, sociaux, économiques et historico-culturels qui expliquent les différents degrés de réussite de la démocratie dans le tiers monde. Chaque essai sera rédigé par un éminent chercheur ayant une connaissance approfondie du pays en question et de son expérience de la démocratie³⁰⁸. »

³⁰⁴ MUNCK Gerardo, *Democratic Theory after Transitions from Authoritarian Rule*, op. cit., p. 333 : « This project, the brainchild of O'Donnell and Schmitter, began with three conferences, in 1979, 1980, and 1981, that gathered many of the world's most distinguished scholars of democracy, including Dahl, Linz, Przeworski, Fernando Henrique Cardoso, and Albert Hirschman. »

³⁰⁵ O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe, *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 4. Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, préface, p. xi : « Between 1979 and 1981 the Latin American Program of the Woodrow Wilson International Center for Scholars, in Washington, D.C., sponsored a series of meetings and conferences entitled "Transitions from Authoritarian Rule: Prospects for Democracy in Latin American and Southern Europe." » La formulation est ambiguë dans la préface. S'agit-il de l'emplacement du centre ou des conférences ?

³⁰⁶ *Ibid*, Avant-propos d'Abraham Lowenthal, p. viii.

³⁰⁷ Nous ne connaissons pas la date précise à laquelle Juan Linz se joint aux deux autres chercheurs.

³⁰⁸ *1984 NED annual report*, p. 43 : « The experience of developing countries with democratic government is the subject of the first Endowment-funded research project, directed by Professors Seymour Martin Lipset of Stanford University and Larry Diamond of Vanderbilt University. Through case studies of some twenty countries in Africa, Asia, Latin America and the Middle East, the project will seek to identify the political, social, economic and historical/cultural factors that explain the varying degrees of success with democracy in the Third World. Each essay will be written by a prominent scholar with expert knowledge of the country in question and its experience with democracy. »

Le projet bénéficie également du soutien de la *Hoover Institution*, un think tank conservateur intégré à l'université Stanford³⁰⁹, auquel est rattaché Larry Diamond, et de la *MacArthur Foundation*, une organisation philanthropique (Figure 14). Contrairement au projet du *Wilson Center* qui s'appuie de façon centrale sur les conférences préliminaires pour lancer le projet, les directeurs de DDC ont initialement donné des directives générales à leurs contributeurs³¹⁰. En décembre 1985, une conférence est organisée par les porteurs du projet pour « discuter des premières ébauches des études de cas » commandées par les directeurs³¹¹.

Figure 14 - Les soutiens institutionnels des projets TAR et DDC

Soutiens	TAR	DDC
Soutien à l'origine du projet	<i>Wilson Center (Latin American Program)</i>	<i>National Endowment for Democracy</i>
Autres soutiens	<i>Ford Foundation</i>	<i>Hoover Institution</i>
	<i>Rockefeller Foundation</i>	<i>MacArthur Foundation</i>

Ces deux exemples montrent le rôle important des conférences dans le lancement des projets de recherche. Gerardo Munck signale trois autres projets qui se lancent sur ce modèle dans les années qui suivent (Figure 15). Juan Linz et Arturo Valenzuela organisent une conférence (1989) qui conduit à la publication de *The Failure of Presidential Democracy* (1994). Adam Przeworski et d'autres chercheurs, à l'issue de plusieurs rencontres (1990-1992), publient *Economic Reform in New Democracies* (1993) et *Sustainable Democracy* (1995)³¹².

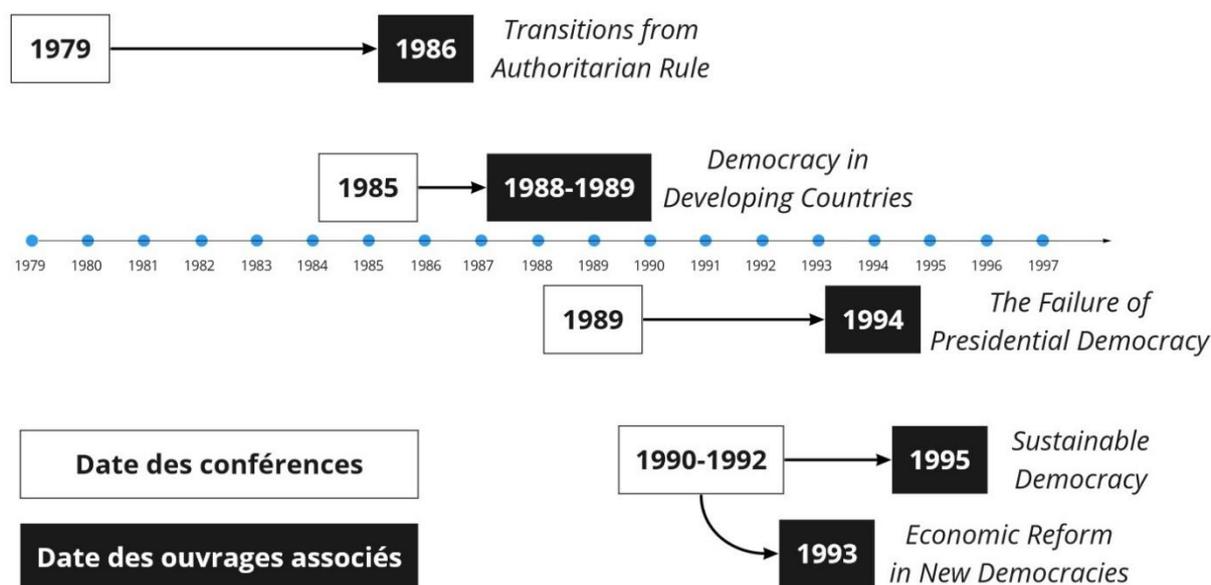
³⁰⁹ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 58.

³¹⁰ DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1989, p. xiii : « Significantly, these chapters are not the loose collection of varied papers and themes one sometimes encounters. Each was written specifically for this project, in response to a common set of guidelines, definitions, and theoretical concerns. »

³¹¹ *Ibid*, xxix : « This comparative study of democracy, and the conference in December 1985 to discuss the first drafts of the case studies, were made possible by a generous grant from the National Endowment for Democracy. » Nous ne connaissons pas le lieu de la conférence.

³¹² MUNCK Gerardo, *Democratic Theory after Transitions from Authoritarian Rule*, *op. cit.*, p. 340.

Figure 15 - Le rôle des conférences dans la publication d'ouvrages collectifs (1979-1995)



Des œuvres fondatrices (1986-1989) qui mènent à d'autres publications

Ces conférences donnent lieu à un ensemble divers de publications. D'abord, en 1986, les quatre volumes de TAR sont publiés : Philippe Schmitter a coordonné le volume 1 (Europe du sud)³¹³, Laurence Whitehead le volume 2 (Amérique latine)³¹⁴ et Guillermo O'Donnell le volume 3 (analyses thématiques)³¹⁵. Le volume 4³¹⁶, préfacé par Abraham Lowenthal, présente les conclusions de Schmitter et O'Donnell³¹⁷.

Du côté du projet DDC, la publication des volumes est précédée d'un article intermédiaire des directeurs du projet en 1987, intitulé « *Building and Sustaining Democratic Government in Developing Countries: Some Tentative Findings* »³¹⁸.

« Ce document est un rapport sur une recherche en cours. Au cours des deux dernières années, les auteurs ont organisé et dirigé une étude collaborative sur les expériences de la démocratie dans les

³¹³ O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et WHITEHEAD Laurence (éd.), *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 1. Southern Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

³¹⁴ O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et WHITEHEAD Laurence (éd.), *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 2. Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

³¹⁵ O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et WHITEHEAD Laurence (éd.), *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 3. Comparative Perspectives*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

³¹⁶ O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et LOWENTHAL Abraham, *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 4. Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*, op. cit.

³¹⁷ *Ibid*, p. xi. Les auteurs indiquent qui a eu la responsabilité de chacun des volumes.

³¹⁸ LIPSET Seymour Martin, LINZ Juan et DIAMOND Larry, « *Building and Sustaining Democratic Government in Developing Countries: Some Tentative Findings* », *World Affairs*, vol. 150, n° 1, summer 1987, p. 5-19.

pays en développement. [...] Comme une sorte de rapport intermédiaire, cet article présente certains des premiers résultats de notre étude, tirés des études de cas³¹⁹. »

En 1988-1989, le projet DDC donne lieu à trois volumes portant chacun sur une région : l'Afrique (volume 2)³²⁰, l'Asie (volume 3)³²¹ et l'Amérique latine (volume 4)³²². Il était prévu que ces trois ouvrages soient précédés par un premier volume, *Democracy in Developing Countries. Vol. 1, Persistence, Failure, and Renewal* mais celui-ci ne voit jamais le jour³²³. Comme le signale Gerardo Munck :

« Le projet dirigé par Larry Diamond, Linz, et Seymour Lipset, [...] a réuni un grand groupe de chercheurs en 1985 pour analyser la démocratie dans les trois principales régions du tiers monde. Ce projet a produit trois gros volumes intitulés *Democracy in Developing Countries*. Diamond, Linz, et Lipset 1988/1989. Le premier volume promis n'a jamais vu le jour, mais les coéditeurs ont proposé un bref chapitre de synthèse en 1990 et une version plus longue de cette synthèse en 1995, et par la suite, ils ont chacun présenté leurs points de vue dans un livre. »³²⁴

Cette citation montre que les publications issues des conférences ne se résument pas aux seuls volumes de TAR (4 volumes) et DDC (3 volumes) publiés initialement. Les ouvrages de 1990 et 1995, intitulés *Politics in Developing Countries: Experiences with Democracy*, sont des compilations des chapitres de DDC publiés dans les volumes 2, 3 et 4³²⁵.

Aux publications issues de ces deux projets (articles, volumes, compilations) s'ajoutent les critiques académiques à leur rencontre, publiées sous forme de comptes-rendus. Ces derniers

³¹⁹ *Ibid*, p. 5 : « This is a report on research in progress. For the past two years, the authors have been organizing and directing a collaborative study of experiences with democracy in developing countries. [...] As a kind of interim report, this article presents some of the initial findings of our study, drawn from the case studies. »

³²⁰ DIAMOND Larry, LINZ Juan José et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol 2, Africa*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1988.

³²¹ DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 3, Asia*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1989.

³²² DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, op. cit.

³²³ La référence de cet ouvrage apparaît pourtant dans certains catalogues en ligne.

³²⁴ MUNCK Gerardo, *Democratic Theory after Transitions from Authoritarian Rule*, op. cit, p. 340, note 4 : « [T]he project directed by Larry Diamond, Linz, and Seymour Lipset, [...] convened a large group of researchers in 1985 to analyze democracy in all three main regions of the Third World. This project produced three large volumes entitled *Democracy in Developing Countries*. Diamond, Linz, and Lipset 1988/1989. The promised volume 1 never materialized, but the coeditors did offer a brief overview chapter in 1990 and a longer version of this overview in 1995, and later on, they each provided book-length statements of their views. »

³²⁵ *Ibid* : « 1990. "Introduction: Comparing Experiences with Democracy." In *Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy*, ed. Larry Diamond, Juan J. Linz, and Seymour Martin Lipset. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers. 1995. "Introduction: What Makes for Democracy?" In *Politics in Developing Countries: Comparing Experiences with Democracy*, ed. Larry Diamond, Juan J. Linz, and Seymour Martin Lipset. 2nd ed. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers. »

offrent un observatoire intéressant pour jauger la réception de ces ouvrages. Nous avons déjà cité à plusieurs reprises des comptes-rendus saluant ou critiquant les deux projets³²⁶.

La création d'institutions dédiées à la démocratisation (à partir de 1990)

Les conférences mènent donc à des publications principales qui alimentent un flux de publications secondaires. Nous pouvons observer d'autres produits du champ des *democratization studies* avec l'apparition d'institutions et de pratiques qui leur sont dédiées.

Le début des années 1990 marque la naissance de deux revues spécialisées sur les questions de démocratisation. En 1990, le *Journal of Democracy* (JOD) est lancé par Larry Diamond et Marc Plattner au sein de la NED. Le JOD, édité par *Johns Hopkins*, publie périodiquement des compilations de ses articles sous forme de livres³²⁷. En 1994, Peter Burnell et Ian Campbell, deux chercheurs alors rattachés au département *Politics and International Studies* de l'université de Warwick au Royaume-Uni, fondent la revue *Democratization*³²⁸.

Dans le premier chapitre, nous avons évoqué l'apparition, dans les années 1970, de la thématique des « droits humains » dans la politique étrangère des États-Unis, qui trouve son point culminant sous l'administration Carter, et dans la sphère publique en général. Ce label se retrouve par la suite dans de nouvelles publications périodiques : la revue *Human Rights Quarterly*, éditée par *Johns Hopkins* et créée en 1982, ou encore *The Harvard Human Rights Journal*, créé en 1988³²⁹. Pour le label des « droits humains » comme de la « démocratisation », l'institutionnalisation sous forme de revues constitue une étape finale de la formation de ces champs. La période 1990-1994 consacre l'entrée légitime de la thématique de la « démocratisation » dans le champ académique (Figure 16).

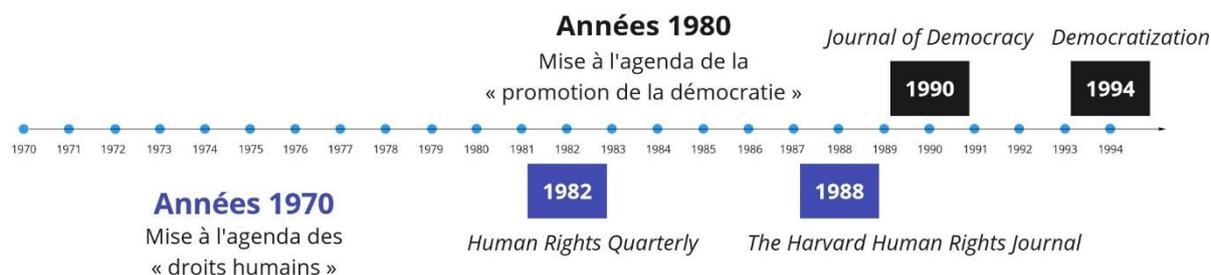
³²⁶ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers, op. cit.*, p. 151-154. Pour compléter ce panorama, les travaux de Nicolas Guilhot montrent comment le projet *Transitions From Authoritarian Rule* a suscité des critiques de différents bords politiques, donnant lieu à des interprétations contradictoires : les conservateurs se méfient d'un projet porté par d'anciennes grandes figures de la dépendance alors que des critiques de gauche dénoncent au contraire l'abandon par les auteurs de TAR des thèses structuralistes et marxistes.

³²⁷ Cette revue trimestrielle fait l'objet d'une étude de cas dans le dernier chapitre de notre travail.

³²⁸ Le comité de rédaction à son lancement : <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/13510349408403375> (Consulté le 26 avril 2021). La discipline des *democratization studies* naît initialement aux États-Unis et se développe presque simultanément en Grande-Bretagne, comme en témoigne la création de *Democratization*.

³²⁹ [https://www.washingtonpost.com/local/obituaries/2011/03/30/AFvC7pBC_story.html?_hpid=hp_hp-top-table-main-obit-washington-post-obituary-2011-03-30_story](https://www.washingtonpost.com/local/obituaries/2011/03/30/AFvC7pBC_story.html?_hpid=hp_hp-top-table-main-obit-washington-post-obituary-2011-03-30_story&hpid=hp_hp-top-table-main-obit-washington-post-obituary-2011-03-30_story) ; <https://harvardhrj.com/> (Consulté le 26 avril 2021).

Figure 16 - La fondation de revues autour des labels « droits humains » et « démocratisation » (1982-1994)



Au-delà des revues, nous avons identifié des forums et centres de recherche spécialisés, d'autres manifestations d'un mouvement d'institutionnalisation des *democratization studies*³³⁰. En 1992, l'Université de Warwick fonde le *Centre for Studies in Democratisation*. Nous retrouvons l'identification du lien entre les thématiques de la politique étrangère et les intérêts scientifiques dans la description du centre sur le site internet de l'université :

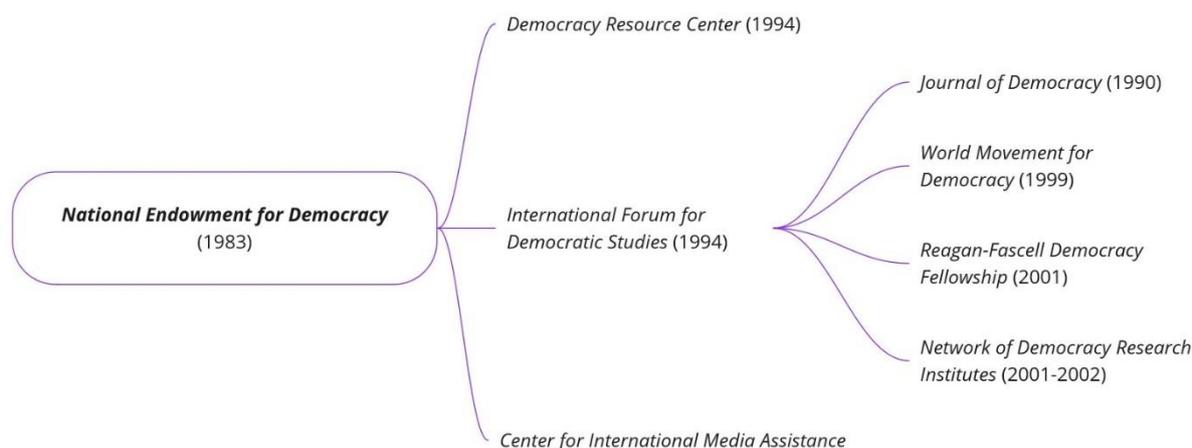
« Le *Centre for Studies in Democratisation* (CSD) a été créé à l'Université de Warwick en 1992 en réponse à un intérêt croissant pour l'étude de la démocratie à un niveau théorique et empirique. La démocratisation est devenue un thème politique central et figure désormais en bonne place dans l'agenda de la politique étrangère de nombreux États occidentaux³³¹. »

En 1994, la NED crée l'*International Forum for Democratic Studies* (IFDS). Ce forum (Annexe M) a pour vocation officielle de coordonner plusieurs initiatives, dont le JOD. À partir de cette année, Larry Diamond et Marc Plattner dirigent l'IFDS (en plus du JOD). La NED, qui se positionne explicitement entre les champs académique et politique, multiplie ainsi les créations d'espaces institutionnels hybrides dédiés à la question de la démocratie (Figure 17).

³³⁰ Dans ce but, nous avons utilisé les CV de plusieurs directeurs des séries de volumes étudiés : Juan Linz, Larry Diamond, Laurence Whitehead et Philippe Schmitter.

³³¹ « The Centre for Studies in Democratisation (CSD) was established at the University of Warwick in 1992 in response to a growing interest in the study of democracy at a theoretical and empirical level. Democratisation has become a central political theme and features now prominently on the foreign policy agenda of many Western states. » <https://warwick.ac.uk/fac/soc/pais/research/researchcentres/csd/> (Consulté le 26 avril 2021).

Figure 17 - L'expansion des activités de la NED (1990-2002)



Pour finir, nous incluons un dernier ensemble de produits du champ à l'analyse, les enseignements relatifs aux *democratization studies* qui apparaissent dans les universités. Si les sources nous font défaut pour dater précisément ce phénomène, plusieurs indices nous permettent d'en deviner les contours. Dans différentes sources, les auteurs qui décrivent les ouvrages TAR et DDC insistent sur leur qualité, présente ou future, de manuel à l'usage d'étudiants. Au sujet de TAR, Nancy Bermeo écrit que :

« [les essais des différents volumes] serviront de points de référence aux étudiants en redémocratisation pour les années à venir. D'autres essais de la collection serviront d'études de cas classiques, et quelques-uns seront oubliés par tous, sauf par les spécialistes les plus acharnés de la discipline. Dans leur ensemble, cependant, ces volumes méritent d'être lus encore et encore³³². »

L'anthropologue Robert Lawless, très critique du projet DDC, avance avec amertume que ce « manuel sur la démocratie » n'a pas de « concurrent ».

« Il est clair qu'il existe un marché pour un manuel sur la démocratie dans le tiers-monde. Et en plus du Brésil, du Chili, de la Corée, du Sénégal, de l'Afrique du Sud et de la Turquie, le livre couvre l'Inde, le Mexique, le Nigeria et la Thaïlande. Je ne connais pas de manuel concurrent, mais j'aimerais bien en voir un³³³. »

³³² BERMEO Nancy, « Rethinking Regime Change », *Comparative Politics*, vol. 22, n° 3, avril 1990, p. 359-360 : « These [essays] will serve as reference points for students of redemocratization for years to come. Other essays in the collection will serve as classic case studies, and a few will be forgotten by all but the most dogged area specialists. Taken as a whole, however, the volumes deserve to be read time and again. »

³³³ LAWLESS Robert, *op. cit.* : « Clearly there is a market for a textbook on democracy in the Third World. And in addition to Brazil, Chile, Korea, Senegal, South Africa, and Turkey, the book covers India, Mexico, Nigeria, and Thailand. I don't know of any competing textbook--though I would love to see one. »

Déjà, en 1985, aux débuts du projet de Linz, Lipset et Diamond, la NED inscrivait dans son rapport annuel que les « résultats seront publiés dans une série de volumes destinés à être lus par un large public dans le monde entier³³⁴. »

Ces comptes-rendus ne nous informent pas sur la réalité de l'usage de ces ouvrages comme manuels universitaires. En revanche, ils témoignent de l'ambition de leurs auteurs à les faire accéder à ce statut et des luttes académiques que suppose un tel enjeu. Il faudrait une étude approfondie pour connaître plus précisément ce que Jean Grugel nomme une « explosion » des études sur la démocratisation, sans donner plus de détails, au début des années 1990 : « de nouvelles revues ont vu le jour, ainsi que des *postgraduate studies* pour étayer les nouveaux axes de recherche »³³⁵.

Deux pistes concrètes permettraient d'en savoir plus. Une première consiste à s'intéresser aux collections universitaires. En effet, certaines universités choisissent de lancer leurs collections spécifiquement dédiées aux *democratization studies*. L'un des directeurs de TAR, Laurence Whitehead, lance en 1996 la collection « *Oxford Studies in Democratization* » en publiant *The International Dimensions of Democratization*³³⁶. Nous retrouvons la dimension du manuel : la collection est pensée pour un public universitaire, notamment les étudiants.

« *Oxford Studies in Democratization* est une collection destinée aux chercheurs et aux étudiants en politique comparée et dans les disciplines connexes. Les volumes se concentreront sur l'étude comparative des processus de démocratisation qui ont accompagné le déclin et la fin de la guerre froide. L'accent géographique de la série sera principalement mis sur l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Europe du Sud et de l'Est, ainsi que sur des expériences pertinentes en Afrique et en Asie³³⁷. »

Enfin, une autre approche, qui n'a pas été approfondie pour notre travail, serait d'obtenir les maquettes pédagogiques plus anciennes des universités proposant aujourd'hui des cursus labellisés « *democratization studies* » afin de dater leur apparition³³⁸.

³³⁴ 1985 NED annual report, *op. cit.*, « The results will be published in a series of volumes intended for wide readership around the world. »

³³⁵ GRUGEL Jean, « Democratization Studies », *op. cit.*, p. 242 : « The result was an explosion of democratization studies. New journals followed; postgraduate study to ground the new lines of enquiry was encouraged. »

³³⁶ WHITEHEAD Laurence (éd.), *The International Dimensions of Democratization: Europe and the Americas*, Oxford, Oxford University Press, 1996, (Oxford studies in democratization). L'ouvrage est mis sous presse dès 1994 à en croire la préface de Laurence Whitehead.

³³⁷ « Oxford Studies in Democratization is a series for scholars and students of comparative politics and related disciplines. Volumes will concentrate on the comparative study of the democratization processes that accompanied the decline and termination of the cold war. The geographical focus of the series will primarily be Latin America, the Caribbean, Southern and Eastern Europe, and relevant experiences in Africa and Asia. » <https://global.oup.com/academic/content/series/o/oxford-studies-in-democratization-osd> (Consulté le 26 avril 2021).

³³⁸ Voici quelques pistes en ce sens : <https://london.ac.uk/courses/democracy-and-democratisation-ps3086> ; <https://www.postgrad.com/courses/democratic-studies/> ;

Conclusion

Nous avons montré à la fois la diversité des produits du champ des *democratization studies* (conférences, publications, création d'institutions propres) et la logique chronologique selon laquelle elles s'articulent. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons multiplié les exemples pour identifier des ensembles à étudier en proposant, lorsque cela était possible, des pistes pour le faire. La multiplication des publications qui prennent pour objet la démocratisation et le développement d'institutions spécifiques articulées autour de celui-ci témoignent de l'attractivité croissante de cette entreprise de recherche dans les années 1980-1990. De plus, le fait que ces publications donnent lieu à des comptes-rendus, favorables ou non, illustre le fait que les chercheurs des *democratization studies* acquièrent ou consolident un statut d'interlocuteur légitime au sein de la communauté universitaire.

Périodiser la naissance de ce champ relève d'un travail d'interprétation. Nous retenons 1979, l'année du lancement du projet TAR, comme point de départ du processus d'institutionnalisation des *democratization studies*. La date de 1994 marque la fin de ce premier mouvement d'institutionnalisation, qui se poursuit par la suite : elle correspond à la fois à la création de la deuxième revue anglophone spécialisée sur la question de la démocratisation et à la fondation de l'IFDS de la NED.

Partie C – Le contexte d’existence des *democratization studies*

Pour finir cette ébauche d’histoire des *democratization studies*, nous allons dessiner les contours des types de relations à prendre en compte dans l’étude de ce champ. En effet, toute entreprise de recherche en science sociale est prise dans un contexte d’existence plus large que Jean-Michel Chapoulie nomme « système d’interaction »³³⁹. Autour des exemples des TAR et DDC, nous allons nous intéresser aux concurrents des *democratization studies* ainsi qu’à ses soutiens politiques et financiers. Pour finir, nous proposerons des pistes pour étudier l’interdépendance entre les *democratization studies* et ses collaborateurs du champ de l’édition. Ces trois axes visent à illustrer le fait que le processus d’institutionnalisation des *democratization studies* obéit à des logiques qui dépassent celles du champ scientifique.

Les chercheurs des *democratization studies* face à leurs concurrents

Selon Jean-Michel Chapoulie, les sciences sociales sont en concurrence pour des ressources avec des « entreprises "rivalentes" – à l’intérieur ou non des disciplines académiques – dont les produits sont potentiellement substituables dans tel ou tel contexte à ceux que l’on étudie³⁴⁰. » Les ressources en question sont diverses : un public, des financements ou encore des positions académiques.

Pour les *democratization studies*, nous distinguons des rivalités à trois échelles différentes : la rivalité scientifique entre les sciences sociales et les sciences en général, puis au sein des sciences politiques et enfin entre les différents acteurs qui entendent proposer une expertise politique. Étudier les rivalités nous amène à nous interroger à la fois sur les différentes fonctions des produits des sciences sociales et la diversité des publics touchés³⁴¹.

Les *democratization studies*, en tant que courant revendiqué de la science politique, entendent produire un savoir scientifique. De ce fait, elles se trouvent en rivalité avec de nombreuses autres disciplines scientifiques. Cette concurrence a des implications concrètes pour le développement d’un champ scientifique, notamment d’un point de vue financier. En

³³⁹ CHAPOULIE Jean-Michel *op. cit.*, p. 112. Il emprunte cette formule au sociologue Everett Hughes.

³⁴⁰ *Ibid.*, p. 112.

³⁴¹ Selon CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 113, « [la] question de ses "publics" a été particulièrement négligée jusqu’ici par l’histoire de la sociologie, sans doute parce qu’il était admis sur le mode de l’évidence que le public des sciences sociales devait être, ou tendre à être, l’analogue du "public" des recherches des sciences de la nature : les chercheurs de la même spécialité ou de spécialités voisines. Un rapprochement avec le cas de l’histoire, en France notamment, fait au contraire apparaître que des disciplines académiques peuvent durablement s’adresser à un public qui comprend une part significative de non-spécialistes. »

1978, au cours du débat concernant l'*Institute for Human Rights and Freedom* (étudié dans le premier chapitre), le juge Frank Newman évoque son expérience dans le champ des droits humains. Il témoigne alors de la difficulté à faire reconnaître la légitimité scientifique des sciences sociales pour obtenir des financements de la part de la *National Science Foundation*.

« [Au] milieu des années 1950, pendant quatre ans, j'ai fait partie du conseil d'administration du Conseil de recherche en sciences sociales, à l'époque où le Conseil de recherche en sciences sociales a fait un effort politique majeur pour obtenir des fonds de la *National Science Foundation* pour des travaux en sciences sociales. Rétrospectivement, cela semble un peu stupide, mais je peux vous assurer qu'il n'était pas facile de persuader les spécialistes des sciences naturelles que les sciences sociales étaient des sciences³⁴². »

En leur sein, les sciences sociales connaissent également leurs rivalités. Au sortir de la seconde guerre mondiale, elles trouvent leur place dans l'élaboration de la politique étrangère aux États-Unis mais de façon inégale³⁴³. Dès les années 1950-1960, les théories en économie trouvent un écho favorable chez les *policymakers*, comme la théorie de la modernisation développée par Walt Rostow qui donne ses fondements théoriques à l'Alliance pour le Progrès³⁴⁴. Or, selon Nicolas Guilhot, la science politique reste cantonnée à la « seconde place » derrière l'économie, y compris dans les années 1980 au cours desquelles apparaissent les *democratization studies*³⁴⁵.

À son tour, le champ des sciences politiques est traversé par des luttes pour les ressources du champ. Ces dynamiques transforment les équilibres du champ, comme dans le cas des *Latin American studies*³⁴⁶ dont sont issues les *democratization studies* :

³⁴² 1978 *House Hearings*, p. 12 : « Perhaps I should say also that nearly 20 years ago I had a similar opportunity to observe closely the birth of the Ford Foundation, and during the middle fifties for 4 years I was on the Board of Directors of the Social Science Research Council at the time the Social Science Research Council made a major political effort to get funding from the National Science Foundation for social science work. In retrospect it seems sort of silly, but I can assure you it was not easy to persuade natural scientists that social science was science. »

³⁴³ BONCOURT Thibaud et al., « Que faire des interventions militaires dans le champ académique ? », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 145, n° 1, 4 février 2020, p. 136 : « Cependant, les sciences humaines et sociales, qui font l'objet du présent article, ne sont pas en reste, notamment dans le champ des études dites 'stratégiques'. Ces dernières ont émergé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin d'éclairer les décideurs sur le meilleur moyen pour gagner une guerre et, plus largement, pour parvenir à un objectif de politique étrangère donné. »

³⁴⁴ ROSTOW Walt Whitman, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960. Au sujet de la théorie de la modernisation, voir RIST Gilbert, *The History of Development: from Western Origins to Global Faith*, London, Zed Books, 2010 ; SMITH Peter, *Talons of the eagle*, *op. cit.* Certaines réponses politiques qui entendent faire concurrence aux défenseurs de la modernisation s'appuient aussi sur des approches théoriques qui accordent une place centrale à l'économie, notamment les théories de la dépendance. Voir MORRIS Nancy, SCHLESINGER Philip et MANDELSAFT Germaine, *op. cit.*

³⁴⁵ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 64 : « Si la science politique n'occupe que la seconde place derrière l'économie dans l'industrie de l'expertise étatique, c'est parce que les politologues n'ont pas développé l'équivalent du "Washington Consensus" dans leur discipline. »

³⁴⁶ BERGER Mark, *Under Northern eyes: Latin American studies and U.S. hegemony in the Americas, 1898-1990*, Bloomington, Indiana University Press, 1995, p. 2. Les *Latin American studies* sont nées au début du XXème.

« [Le] programme de recherche sur les "transitions vers la démocratie" [...] est apparu à la fin des années 1970 comme une contribution essentielle au débat sur les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine, et [...] est devenu une subdivision majeure de la science politique³⁴⁷. »

Effectivement, si les projets TAR et DDC ne sont pas construits sur le même modèle, ils ont en commun de dédier un volume entier à l'Amérique latine. Par ailleurs, le projet TAR émane du *Latin American Program* du *Wilson Center*, dans lequel nous retrouvons des figures importantes des *Latin American studies*³⁴⁸. Or, au milieu des années 1980, les *Latin American studies* occupent initialement une place marginale dans le champ des sciences politiques, une situation que TAR fait évoluer :

« [*Transitions from Authoritarian Rule*] a offert la première étude comparative majeure des processus contemporains de démocratisation. Ce faisant, cette étude a en quelque sorte aboli la position subordonnée dans laquelle les *Latin American studies* avaient été confinées en leur donnant une position centrale dans le renouveau de la politique comparée³⁴⁹. »

Pour Nicolas Guilhot, cette nouvelle légitimité des *Latin American studies* s'acquiert au prix d'une double transformation des auteurs. Ils renouent avec des traditions méthodologiques plus « *mainstream* » de la science politique ou de l'économie³⁵⁰. Par ailleurs, les collaborateurs du projet TAR délaissent, pour beaucoup, leurs positions politiques critiques inspirées des théories de la dépendance et structuralistes. Ils adoptent désormais une position plus compatible avec leurs sponsors libéraux et l'administration des États-Unis, leur permettant de « bénéficier d'investissements comparables à ceux qui avaient engendré les théories de la modernisation »³⁵¹.

Cette transformation du champ de la science politique place les *democratization studies* en position de producteurs d'une expertise politique au sein de think tanks et aux côtés d'acteurs qui débordent le champ scientifique³⁵². Ces activités d'expertise des think tanks, en croissance

³⁴⁷ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, *op. cit.*, p. 136 : « I illustrate these processes by focusing on the research program on "transitions to democracy" that emerged in the late 1970s as a critical contribution to the debate on U.S-Latin American relations, before becoming a major subdivision of political science. »

³⁴⁸ *Ibid*, p. 139 : « [The academic council] comprised Fernando H. Cardoso, Guillermo O'Donnell, Ricardo French-Davis, Leslie Manigot, Olga Pelecer de Brody, Thomas Skidmore, Karen Spalding, and Philippe C. Schmitter. »

³⁴⁹ *Ibid*, p. 137 : « It offered the first major comparative study of contemporary processes of democratization. In doing so, it somehow vindicated the subordinated position in which Latin American Studies had been confined by giving them a central position in the revival of comparative politics. »

³⁵⁰ *Ibid*, p. 152 : « This return to the mainstream tradition in political science finally brought the analysis of authoritarianism and democracy into line with the canons of "operationalization" and "falsifiability". [...] On the other hand, the study of the strategic choices made by the political elites, the analysis of combinatorial games among its contending factions, the question of preference formation in contexts of uncertainty [...] allowed this nascent subfield of political science to emulate the formal qualities - but also the professional legitimacy - of economics. »

³⁵¹ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 64.

³⁵² Sur la diversité des think tanks, SMITH James, *The Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1993, p. xiv : « Despite their generic label, policy research institutions in the United States are a varied lot. They differ in their sources of financial support, the constituencies they choose to

forte dans les années 1970³⁵³, mobilisent notamment des hommes politiques en exercice, des diplomates, des lobbyistes, des hommes d'affaire ou encore des chercheurs³⁵⁴. L'historien James Smith situe les think tanks « entre les sciences sociales académiques et l'enseignement supérieur, d'une part, et le gouvernement et la politique partisane, d'autre part »³⁵⁵. Cela rappelle de très près le chevauchement envisagé par Jean Grugel au sujet du champ même des *democratization studies*³⁵⁶. L'expertise en question trouve différents supports de publication. Le *Democracy Program* de l'APF (le rapport qui préconise la création de la NED) est en lui-même et par les références qu'il mobilise une bonne illustration de la diversité des experts et des formes d'expertise qui se côtoient (Figure 18)³⁵⁷. Dans ce rapport, il y a des publications de chercheurs spécialistes de la démocratie, comme Raymond Gastil et William Douglas, et des publications qui ne répondent pas à des normes académiques.

Ce rôle d'expert qu'endossent les auteurs des *democratization studies* perdure après les années 1980. Par exemple, Laurence Whitehead (TAR) siège à plusieurs reprises en tant que conseiller au sein de la Banque interaméricaine de développement et d'organisations de *policymaking*³⁵⁸. À partir de 1995, Larry Diamond (DDC) est quant à lui l'auteur de plusieurs *policy reports* pour des organisations philanthropiques, des think tanks et des agences gouvernementales, ce qui témoigne de sa position effective « d'expert politique »³⁵⁹. En 2004, il est également « conseiller principal en matière de gouvernance » auprès de l'Autorité provisoire de la coalition en Irak, établie après l'invasion du pays par les États-Unis en 2003³⁶⁰.

serve, the balance they strike between research and advocacy, the breadth of the policy questions they address, the academic eminence and practical political experience of their staffs, and their ideological orientations. »

³⁵³ *Ibid*, p. xv : les années 1970-1980 constituent la troisième vague d'expansion des think tanks aux États-Unis.

³⁵⁴ LEPONT Ulrike, « Les experts les plus consultés aux États-Unis : L'hypothèse d'une péri-administration », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 6, 2016, p. 887.

³⁵⁵ SMITH James, *op. cit.*, p. xiii : « Situated between academic social science and higher education, on the one hand, and government and partisan politics, on the other hand, think tanks provide a concrete focus for exploring the changing role of the policy expert in American life. »

³⁵⁶ GRUGEL Jean, *op. cit.*, p. 238. Nous avons évoqué ce chevauchement en introduction de ce chapitre.

³⁵⁷ Au sujet de la diversité des experts (politiciens, diplomates, intellectuels), voir SMITH James, *op. cit.*, p. xii-xiii.

³⁵⁸ CV de Laurence Whitehead. « 1976-1983 Member, Sub-Committee on Latin America (advising the National Executive Committee of the British Labour Party) ; 1994 Joint coordinator and author: Latin American Centre consultancy project on The Role of the Public Sector in Latin America in the 1990s, presented at the Inter-American Development Bank (April 1994) ; Consultant, Pacific Council on International Policy (founded 1 April 1995) ; 1995-1996 Chairman, Sub-committee on Refugee Studies Programme, Queen Elizabeth House Committee ; 1996 Specialist Adviser, House of Commons Foreign Affairs Committee (preparation of The Development of UK Interests and Links with Latin America (HMSO: January 1997).

³⁵⁹ CV de Larry Diamond. « *Promoting Democracy in the 1990s: Actors and Instruments, Issues and Imperatives* (Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict, 1995) ; *Foreign Aid in the National Interest* (USAID, 2002) ; *In Support of Arab Democracy* (Council on Foreign Relations Press, 2005). »

³⁶⁰ « Larry Diamond, senior fellow at the Hoover Institution at Stanford University was an advisor at the Coalition Provisional Authority early in the occupation ».

<https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=6266657&t=1619615058207> (Consulté le 28 avril 2021).

Figure 18 - Les références citées par le *Democracy Program* (1983) par ordre d'apparition et par type de publication

Titre abrégé	Auteurs	Qualité	Type	Année	Institutions affiliées
<i>Democracy Program</i> ³⁶¹	<i>American Political Foundation</i>	think tank	rapport	1983	/
<i>Americas at a Crossroad</i>	Sol Linowitz ; Galo Plaza	diplomate, avocat, entrepreneur ; diplomate, homme politique	rapport	1983	<i>Inter-American Dialogue ;</i> <i>Wilson Center</i>
<i>Reagan's campaign</i>	William Brock	homme politique, entrepreneur	article de presse	1982	<i>US trade representative ; APF</i>
<i>Promoting Democracy</i>	Michael Samuels ; William Douglas	lobbyiste ; chercheur, lobbyiste	article universitaire	1981	<i>United States Chamber of Commerce, Center for Strategic and International Studies ;</i> <i>American Institute for Free Labor Development, Georgetown University</i>
<i>Developing Democracy</i>	William Douglas	chercheur, lobbyiste	livre universitaire	1972	<i>Center for International Studies, American Institute for Free Labor Development</i>
<i>Freedom in the World</i>	Raymond Gastil	chercheur	rapport	1980-1983 ?	<i>Freedom House</i>

Les soutiens politiques et financiers des *democratization studies*

Pistes pour une analyse croisée des soutiens du champ

Après le passage en revue des concurrents des *democratization studies*, il nous faut évoquer leurs soutiens. Comme l'écrit Jean-Michel Chapoulie, les « financeurs et commanditaires de recherche, ainsi que ceux qui fournissent des soutiens politiques à une discipline, sont d'autres éléments toujours importants [...] de ce système d'interaction »³⁶². Ces soutiens de la recherche regroupent une diversité d'acteurs publics et privés que nous avons déjà cités puisqu'ils sont souvent pourvoyeurs ou demandeurs d'expertise politique et scientifique : les fondations privées, les think tanks, les agences gouvernementales, le Congrès,

³⁶¹ Les références des documents apparaissent dans le premier chapitre.

³⁶² CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 112.

les universités, etc. Face à l'hétérogénéité de cet ensemble de soutiens, nous offrons des pistes méthodologiques pour mesurer leurs liens avec le champ académique.

Une première piste est la prise en compte des préfaces des ouvrages comme point de départ de l'enquête. Celles des projets TAR et DDC, que nous avons mobilisées dans la partie précédente pour identifier les acteurs impliqués dans le lancement des ouvrages, mettent en évidence plusieurs éléments. D'abord, la grande diversité des acteurs impliqués témoigne de la grande ampleur de ces projets de recherche : ils se déroulent sur plusieurs années, bénéficient de plusieurs financements. Par ailleurs, les soutiens ne sont pas uniquement financiers. Les auteurs remercient les soutiens de nature logistique (organisation des conférences) et académique (relecture des brouillons). Au-delà des institutions, il y a un grand rôle des relations interpersonnelles puisque beaucoup de remerciements sont livrés à titre individuel.

Une autre piste réside dans l'identification d'enjeux croisés, dont l'existence est suggérée par la diversité des acteurs impliqués. Ceux qui soutiennent le développement des *democratization studies* ont leur propre agenda, qui ne se superpose que partiellement à celui des chercheurs. Il est alors nécessaire de déplacer son regard pour bien le cerner. Car si, pour les auteurs de TAR, le *Wilson Center* représente « un soutien » (quoique central) parmi d'autres, le projet académique est à l'inverse, pour le think tank, « un projet » soutenu parmi d'autres. Étudier les représentations réciproques des uns par les autres permet de mieux éclairer l'ensemble. Le même raisonnement s'applique pour la relation entre la NED et DDC. Dès lors, il est souhaitable de ne pas s'arrêter aux préfaces (la perspective officielle des chercheurs sur leurs soutiens) et de se tourner vers les documents produits par les soutiens. C'est ce que nous avons fait précédemment pour la NED et DDC, et ce qu'avait déjà amorcé Nicolas Guilhot pour TAR et le *Wilson Center*.

Une étude des représentations de la collaboration entre chercheurs et leurs soutiens doit être faite sur une période suffisamment large car « la constance dans le temps et l'espace de l'existence et de la forme de leur soutien ne peut être tenue pour acquise »³⁶³. Pour prolonger cette réflexion, nous proposons à la fin de ce chapitre une façon d'appréhender la constance de la collaboration entre les chercheurs de TAR-DDC et les éditeurs des deux projets de recherche.

³⁶³ *Ibid*, p. 112.

Les democratization studies dans l'affrontement entre libéraux et conservateurs

Du côté des soutiens politiques, il y a une évolution importante entre le lancement des *democratization studies* au début des années 1980 et le début des années 1990. Si nous nous en tenons aux soutiens et références politiques de TAR et DDC, les deux projets obéissent initialement à une polarisation assez nette, située dans l'affrontement entre libéraux et conservateurs des dernières années de la guerre froide. Nous avons évoqué précédemment le rôle des chercheurs de TAR dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis. Au début des années 1980, ils jouissent du soutien d'institutions libérales telles que le *Wilson Center* et l'IAD³⁶⁴. Celles-ci s'inscrivent résolument contre la ligne conservatrice, représentée notamment par la conseillère en politique étrangère de Ronald Reagan, Jeane Kirkpatrick, célèbre pour sa théorisation du soutien aux régimes autoritaires de droite³⁶⁵. Dans les termes de Guilhot, l'IAD est conçue comme « machine de guerre » pour s'opposer à Kirkpatrick³⁶⁶.

De son côté, DDC s'entoure d'institutions qui trouvent un parrainage politique et moral auprès de figures conservatrices³⁶⁷. L'APF, qui porte largement le projet de création de la NED, faisait déjà de Kirkpatrick l'une de ses références comme dans ce communiqué (de 1981 ou 1982) relatif à l'organisation de conférences aux États-Unis et en Allemagne.

« Nous pensons qu'il est important de contrer le sentiment qui se répand en Europe que l'engagement de l'Amérique n'est fondé que sur des motifs économiques et géostratégiques superficiellement égoïstes, et d'aider les Européens à comprendre la vérité profondément importante qui consiste en l'idée suivante, pour reprendre les mots de Jeane Kirkpatrick : "le fait que les Américains ne partagent pas une histoire, une race, une langue ou une religion commune confère une centralité supplémentaire aux valeurs, aux croyances et aux objectifs américains, ce qui en fait l'élément clé de notre identité nationale. Le peuple américain est défini par le credo américain... défendre ces droits ou les étendre à d'autres peuples est le seul but légitime de la politique étrangère américaine"³⁶⁸. »

³⁶⁴ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, *op. cit.*, p. 140 : l'IAD est une initiative du Wilson Center.

³⁶⁵ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 55.

³⁶⁶ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, *op. cit.*, p. 140 : « [The 1982 IAD conference] was actually a war machine launched by the liberal establishment against the new policy course in Washington and the intransigent anti-Communism embodied by Jeane Kirkpatrick ».

³⁶⁷ *1984 NED annual report*, p. 5 : Le président de la NED, Carl Gershman, est un proche de Jeane Kirkpatrick. Pour le parcours de Carl Gershman, voir GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 57.

³⁶⁸ *American Political Foundation*, « Freedom and International Community/Values as bases for Alliance » : « We believe it is important to counter the spreading feeling in Europe that America's commitment is founded only upon shallowly selfish economic and geo-strategic motives, and to help Europeans understand the profoundly important truth that, in Jeane Kirkpatrick's words, "the fact that Americans do not share a common history, race, language, religion gives added centrality to American values, beliefs and goals, making them the key element of our national identity. The American people are defined by the American creed...defending these rights or extending them to other peoples is the only legitimate purpose of American foreign policy." Only to the extent that they understand this, will Europeans be confident enough of our support to be steadfast in defense of our common principles and thus assure continued American commitment to their security. » Librairie du Congrès, *Manuscript Division*, *George Agree Papers*. Date incertaine mais au vu du contenu, le document date de 1981 ou 1982.

L'opposition propre au champ de la politique étrangère existe donc également entre TAR et DDC au début des années 1980. Or, dans les années 1990, les chercheurs qui coordonnent ces deux projets collectifs se retrouvent tous dans le comité de rédaction du JOD de la NED³⁶⁹. Ce rapprochement va plus loin : les directeurs de TAR siègent également au conseil de recherche de l'IFDS, créé par la NED en 1994 et dirigé par Larry Diamond³⁷⁰. Dès la création de ce forum, la présence de Peter Hakim, alors président de l'IAD, témoigne de la collaboration entre la NED et l'*Inter-American Dialogue*³⁷¹.

Selon Nicolas Guilhot, ce rapprochement relève à la fois d'une stratégie de la NED (intégrer à son réseau d'éminents représentants de la discipline des *democratization studies*, les directeurs de TAR) et de luttes académiques au sein des sciences politiques³⁷². Il considère également que, malgré l'opposition affichée entre libéraux et néoconservateurs, il existe une certaine compatibilité entre leurs lignes de politiques étrangères au milieu des années 1980³⁷³. Dès lors, la convergence des années 1990 entre les chercheurs de TAR et DDC pourrait être lue moins comme une réconciliation que comme le signe de leur proximité d'origine. Quoi qu'il en soit, ce rapprochement formel dans les années 1990 entre les chercheurs issus des deux projets tranche avec leur opposition officielle induite par leurs soutiens politiques respectifs des années 1980. Cette évolution témoigne du caractère dynamique de l'environnement politique et académique et, par la même, de la nécessité d'en étudier leurs variations.

L'engagement politique et militant des spécialistes de la démocratie

La dimension politique des *democratization studies* ne se résume pas à la production de *policy reports* ni à l'ancrage des deux projets littéraires dans un conflit entre les *policymakers* libéraux et conservateurs. En réalité, les auteurs du champ académique tendent à se positionner politiquement plus ou moins directement dans le cadre scientifique ou politique.

En effet, les spécialistes de la démocratisation sont nombreux à s'aligner de manière générale sur l'objectif affiché de la promotion de la démocratie, à savoir la « démocratisation ».

³⁶⁹ C'était l'un de nos arguments en faveur de l'étude comparée de ces deux projets, voir l'introduction.

³⁷⁰ Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Abraham Lowenthal sont membres de ce conseil dès 1994. Laurence Whitehead les rejoint en 1997.

³⁷¹ Une figure comme Michael Shifter, actuel président du *Dialogue* et membre de l'IFDS, illustre bien la proximité actuelle entre les deux organisations. <https://www.ned.org/experts/michael-shifter/> (Consulté le 29 avril 2021).

³⁷² GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 64.

³⁷³ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, *op. cit.*, p. 153, les libéraux et les néoconservateurs ont des objectifs politiques compatibles en termes de politique étrangère, comme le rejet du modèle socialiste, bien qu'ils soient motivés par des fondements différents.

Pour les auteurs de TAR et DDC, une telle position relève d'une évidence dans un contexte de guerre froide et d'affrontement des modèles³⁷⁴. Certains transforment leur engagement scientifique en engagement militant et politique en collaborant activement à des think tanks ou à des organisations de promotion de la démocratie. C'est le cas de Larry Diamond, qui à partir du projet DDC (financé en 1984) ne quitte plus la NED : il devient rédacteur en chef au sein du JOD dès 1990 et directeur de l'IFDS à partir de 1994³⁷⁵. Nous signalons à titre indicatif que les institutions autour de la « démocratisation », qui mènent des activités à la croisée des champs académique et politique, continuent d'apparaître au-delà de la guerre froide. C'est le cas en 2002 d'une initiative de l'université de Stanford, le *Center on Democracy, Development and the Rule of Law*, dans lequel siège Larry Diamond³⁷⁶. La description du centre défend l'engagement de ses chercheurs pour « l'étude » et la « promotion » de « valeurs essentielles ».

« Le CDDRL ne cherche pas simplement à étudier la démocratie, le développement et l'État de droit ; nous pensons que ces phénomènes intègrent des valeurs essentielles auxquelles nous croyons et que nous voulons promouvoir. À une époque de changements politiques et sociaux rapides, nous pensons que cette mission est plus essentielle que jamais³⁷⁷. »

Larry Diamond représente une figure assez idéal-typique du « chercheur-promoteur » mais ce constat d'un engagement en faveur de la démocratie se retrouve y compris pour des auteurs moins directement liés à la promotion de la démocratie, voire qui s'autorisent à en faire la critique politique. Dans un article de 2001, Nicolas Guilhot critique certes la promotion de la démocratie, dans laquelle il lit une « offre d'émancipation [qui] recoupe une logique de domination », mais c'est pour mieux réaffirmer la légitimité des processus de démocratisation qui aurait été selon lui dévoyée³⁷⁸.

³⁷⁴ Au sujet de l'engagement militant des auteurs de TAR, GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers*, op. cit., p. 150 souligne qu'il est installé de longue date au sein des *Latin American studies*.

³⁷⁵ Voir l'étude de cas sur cette revue dans le chapitre 3.

³⁷⁶ Larry Diamond en sera même directeur quelques temps : « CDDRL was launched in 2002. Its first director was Coit Blacker, followed by Stephen Krasner, Michael McFaul, Larry Diamond, and Francis Fukuyama. It is a multi-disciplinary center populated by faculty from Stanford Law and Business Schools and the School of Humanities and Sciences ». https://cddrl.fsi.stanford.edu/about_cddrl (Consulté le 26 avril 2021).

³⁷⁷ *Ibid.*, « Since 2002, we seek to understand how countries can overcome poverty, instability, and abusive rule to become prosperous, just, democratic, and well-governed societies. We also want to analyze the ways in which democracy and development can be threatened by the authoritarian resurgence, technology, populism, and the broader process of globalization. [...] CDDRL does not simply seek to study democracy, development and the rule of law; we think these phenomena embed critical values that we believe in and want to promote. In a time of rapid political and social change, we believe that this mission is more critical than ever. »

³⁷⁸ GUILHOT Nicolas, « La promotion internationale de la démocratie : un regard critique », *Mouvements*, vol. 18, n° 5, 2001, p. 29.

« Comment se positionner dans une situation où les nouveaux conquistadores ressemblent en tous points à un front de libération nationale ? Et surtout, comment se rapporter politiquement à ces nouveaux paradigmes internationaux, très flous, mais construits autour d'« universaux » qu'on ne peut que difficilement critiquer ? Il est en effet facile et juste de s'en prendre à l'impérialisme américain. Il est moins évident de mettre en cause la démocratie et les droits de l'homme dans des régions où, malgré leur application souvent très relative, ces principes représentent une avancée notable par rapport aux conditions politiques qui les ont précédés. Car – faut-il le préciser ? – il n'est évidemment pas question de suggérer ici que les socialismes autoritaires d'Europe de l'Est ou les dictatures militaires latino-américaines puissent être préférables aux régimes électoraux qui ont été ensuite mis en place, souvent sous perfusion internationale. Les carences structurelles comme les tares de naissance du libéralisme triomphant ne sauraient faire oublier la brutalité et l'arbitraire des formes de gouvernement qu'il a ici et là remplacées³⁷⁹. »

Ainsi, par-delà les controverses scientifiques, de nombreux chercheurs sont favorables à ce qu'ils placent au cœur de leurs travaux : la « démocratisation » des pays jugés « non démocratiques » ou « en voie de démocratisation ». Cet engagement militant des chercheurs, qui se traduit parfois par des positions politiques radicalement opposées entre elles (la « démocratie » et la « démocratisation » étant très polysémiques), constitue l'une des caractéristiques notables de ce champ des *democratization studies*.

Les *democratization studies* et le champ de l'édition

Pour finir, il nous paraît utile de proposer des pistes de recherche autour d'un autre acteur central dans le développement de la recherche aux États-Unis : le milieu de l'édition. En effet, les scientifiques sont en demande des services de l'édition puisque les ouvrages et les articles sont l'un des produits fondamentaux du champ. Ainsi, dans le récit de l'émergence des *democratization studies*, l'étude de *Johns Hopkins University Press* (éditeur de TAR) et *Lynne Rienner Publishers* (éditeur de DDC) permet de mieux comprendre le système d'interaction dans lequel s'insère le champ académique. *Johns Hopkins* publie dans de domaines très variés, dont les sciences sociales, et *Lynne Rienner Publishers* se spécialise dans les études internationales et la politique comparée³⁸⁰.

Étudier ces deux éditeurs ensemble représente un défi méthodologique en raison de l'asymétrie des sources existantes. *Lynne Rienner* est un éditeur indépendant dont le site internet

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 29.

³⁸⁰ Site de Lynne Rienner. « We publish in the fields of international studies and comparative politics (all world regions), US politics, military history, and sociology and criminology (with a US focus). We also have a small list of literature in translation, including books by such notable authors as Naguib Mahfouz, Ghassan Kanafani, Derek Walcott, and Tawfiq al-Hakim. Our distribution clients include Holmes & Meier Publishers, the Human Sciences Research Council Press, and Kyungnam University Press. » https://www.rienner.com/who_we_are (Consulté 02 mai 2021).

offre peu d'informations. L'université Johns Hopkins, créée en 1876, est la plus ancienne université de recherche aux États-Unis³⁸¹. Deux ans plus tard, en 1878, elle lance sa presse universitaire, l'une des plus importantes aux États-Unis aujourd'hui³⁸².

Le site de la *Johns Hopkins University* « recommande » à ses visiteurs trois livres portant sur son histoire³⁸³ : *A History of the University Founded by Johns Hopkins* (1946), *Pioneer: A History of the Johns Hopkins University, 1874-1889* (1960) et *Johns Hopkins: Knowledge for the World* (2000)³⁸⁴. Les ouvrages de 1946 et 2000 ont été édités par l'université même. En outre, l'université propose des opportunités de recherches, financées par le biais de *fellowships*, à ses étudiants qui souhaitent étudier l'histoire de l'institution³⁸⁵.

Ainsi, pour différentes raisons, l'historien des sciences sociales est confronté à la difficulté de devoir utiliser des sources primaires et secondaires dont une bonne partie émane des institutions qui font l'objet de l'enquête, *Lynne Rienner et Johns Hopkins*. Néanmoins, il est possible de se servir de ces éditeurs comme d'une fenêtre sur le monde de l'édition.

Le champ de l'édition possède ses propres normes. Nous avons ici deux modèles différents de l'édition : les presses universitaires et l'édition dite indépendante. Aux États-Unis, les presses universitaires occupent une place centrale dans l'édition des sciences humaines et sociales³⁸⁶. L'ère Reagan (1981-1989) marque un tournant dans la perception de l'utilité des universités. Elles apparaissent désormais comme des acteurs incontournables de la politique économique³⁸⁷. Ce sont principalement les hautes technologies et les sciences dures qui sont au

³⁸¹ FELDMAN Maryann et DESROCHERS Pierre, « Truth for Its Own Sake: Academic Culture and Technology Transfer at Johns Hopkins University », *Minerva*, vol. 42, n° 2, 2004, p. 105.

³⁸² Il est périlleux de mener des recherches sur une presse universitaire : les mots-clés « Johns Hopkins » font apparaître une quantité de résultats non souhaités, à savoir l'ensemble des œuvres éditées par *Johns Hopkins*.

³⁸³ <https://guides.library.jhu.edu/jhu-history/publications> (Consulté le 18 février 2021).

³⁸⁴ FRENCH John Calvin, *A History of the University Founded by Johns Hopkins*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1946 ; HAWKINS Hugh, *Pioneer: A History of the Johns Hopkins University, 1874-1889*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1960 ; WARREN Mame 1950-, *Johns Hopkins: Knowledge for the World*, Baltimore, Md, Johns Hopkins University, 2000.

³⁸⁵ « Hugh Hawkins Research Fellowships are awarded annually to undergraduate or graduate students from any school at Johns Hopkins who wish to conduct research into an aspect of the rich history of Johns Hopkins University. » <https://retrospective.jhu.edu/our-initiatives/hugh-hawkins-research-fellowships-for-the-study-of-hopkins-history> (Consulté le 18 février 2021).

³⁸⁶ BARLUET Sophie, « L'édition en histoire : anatomie d'une crise », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 86, n° 2, 2005, p. 89 : « Aux États-Unis ce sont les prestigieuses presses universitaires qui portent quasi exclusivement l'édition en sciences humaines et sociales. Or elles visent essentiellement la communauté universitaire, vendant même spécifiquement aux bibliothèques universitaires à prix élevé des livres édités en hardback ».

³⁸⁷ DOUGLASS John Aubrey, « L'esprit d'entreprise des États et des universités axées sur la recherche aux États-Unis : politiques et nouvelles initiatives des États », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, vol. 19, n° 1, 2007, p. 102.

cœur des changements législatifs voués à encadrer ce changement³⁸⁸. Pour autant, ce type d'évolution affecte aussi les sciences sociales puisque les domaines de publication des grandes presses universitaires sont variés. C'est le cas de la *Johns Hopkins University*, réputée pour son département de médecine, et qui édite TAR en 1986. *Lynne Rienner Publishers* est une maison d'édition lancée en 1984 à Boulder (Colorado) par Lynne Rienner suite à son licenciement de *Westview Press*, une maison d'édition indépendante créée en 1975 au Colorado³⁸⁹.

Johns Hopkins et *Lynne Rienner* ont connu une expansion et une diversification de leurs activités. En plus de l'édition de livres, *Johns Hopkins* édite aujourd'hui près d'une centaine de revues scientifiques et héberge depuis 1993 le *Project Muse*, une base de données en ligne qui héberge « plus de 700 revues provenant de 125 éditeurs et propose près de 70 000 livres provenant de plus de 140 presses »³⁹⁰. Enfin, la *Johns Hopkins University Press* fait preuve d'un engagement politique indirect en éditant le *Journal of Democracy*, dont les objectifs politiques explicites font l'objet d'un développement dans notre troisième chapitre. *Lynne Rienner* a également étendu ses activités à une échelle plus modeste, au-delà du cadre chronologique de notre étude³⁹¹. La maison *Lynne Rienner* est membre de l'*Association of American Publishers* (AAP), un grand groupe de professionnels de l'édition aux États-Unis³⁹².

Pour prolonger la réflexion sur l'évolution des soutiens du champ des *democratization studies*, nous nous sommes appuyés sur les CV de quatre auteurs (Juan Linz, Larry Diamond, Laurence Whitehead et Philippe Schmitter)³⁹³. Notre but était de mesurer leur degré de collaboration avec les deux maisons d'éditions, *Lynne Rienner* et *Johns Hopkins*³⁹⁴.

³⁸⁸ *Ibid* ; MALISSARD Pierrick, GINGRAS Yves et GEMME Brigitte, « La commercialisation de la recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 148, n° 3, 2003, p. 57-67.

³⁸⁹ RICHARD ALBANESE Andrew, « For Lynne Rienner, 30 Years and Counting », dans *PublishersWeekly.com*, <https://www.publishersweekly.com/pw/by-topic/industry-news/publisher-news/article/63282-for-lynn-rienner-30-years-and-counting.html> (Consulté le 2 mai 2021).

³⁹⁰ « over 700 journals from 125 publishers and offers nearly 70,000 books from more than 140 presses. » <https://about.muse.jhu.edu/about/story/> (Consulté le 07 mai 2021).

³⁹¹ En 2008, l'éditeur fonde une nouvelle division en son sein, *FirstForumPress* et en 2013, l'éditeur acquiert une autre maison d'édition spécialisée. Site de *Lynne Rienner Publishers*.

³⁹² <https://publishers.org/who-we-are/our-members/?alph=L> (Consulté le 07 mai 2021). Nous n'avons pas le détail sur l'année d'affiliation de *Lynne Rienner* à l'AAP.

³⁹³ Nous nous sommes appuyés sur ces quatre CV en raison de leur disponibilité en ligne. La comparaison entre deux directeurs de chaque projet (TAR et DDC) présente un certain équilibre.

³⁹⁴ Nous avons comptabilisé comme « collaborations » les directions et co-directions d'ouvrages ainsi que les collaborations sous formes de chapitres, d'introduction ou de préface. Lorsqu'un auteur dirige un ouvrage et signe un chapitre, nous avons comptabilisé cela comme une seule occurrence. Les bornes de la période retenue sont volontairement larges pour nous aider à identifier la période de naissance éditoriale du champ.

Nous avons identifié quels chercheurs de TAR et DDC ont publié avec ces maisons d'édition avant les projets de 1986 et 1988-1989 (Figures 19-20). Parmi ces quatre chercheurs, seul Juan Linz est dans ce cas de figure. Il a co-dirigé une série de quatre ouvrages avec Alfred Stepan, publiés par Johns Hopkins en 1978³⁹⁵. Le premier volume, *Crisis, Breakdown and Reequilibration*, est mentionné par Florent Guénard comme étant un ouvrage phare des *democratization studies*, bien qu'étant publié avant les deux projets TAR et DDC³⁹⁶.

Cette date de 1978 vient concurrencer la place de « livre fondateur » aux deux projets que nous étudions. Néanmoins, seul Juan Linz a publié, à une seule occasion, avec *Johns Hopkins* avant 1986. Par ailleurs, aucun des quatre auteurs n'a publié avec *Lynne Rienner* avant 1988. Il faut attendre les années 1990 pour observer des collaborations régulières entre certains de nos quatre chercheurs et les deux maisons d'édition. L'autre argument conduisant à prendre TAR et DDC comme livres fondateurs est qu'ils sont suivis de signes synchroniques d'institutionnalisation du champ, ce que nous avons montré précédemment.

Les quatre auteurs ont un rapport distinct vis-à-vis des deux éditeurs. Juan Linz collabore huit fois avec *Johns Hopkins* (1993-1998), en plus des ouvrages de 1978, et cinq fois avec *Lynne Rienner* (1998-2000). Il remercie d'ailleurs personnellement « Lynne » au début de son livre en 2000³⁹⁷. Larry Diamond entretient des liens étroits avec les deux maisons d'éditions : à partir de 1988 pour *Lynne Rienner* (13 contributions entre 1988 et 2004) et à partir de 1993 pour *Johns Hopkins* (15 contributions entre 1993 et 2004)³⁹⁸. Enfin, Laurence Whitehead et Philippe Schmitter ne dirigent aucun ouvrage publié par *Lynne Rienner* et ne participent que très peu aux projets de cet éditeur. Leur collaboration avec *Johns Hopkins*, outre la publication des quatre volumes de TAR, est ponctuelle dans les années 1990 pour Schmitter et les années 2000 pour Whitehead.

³⁹⁵ LINZ Juan et STEPAN Alfred, *The Breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1978.

³⁹⁶ GUENARD Florent, *La démocratie universelle*, op. cit., p. 32-33 : « Or, ce que le néoconservatisme énonce dans une perspective militante, les *democratization studies* le formulent également à partir de l'analyse des changements de régime. Juan J. Linz, s'attachant à suivre l'évolution des pays démocratiques, montre dans *Crisis, Breakdown and Reequilibration* (1978) que les crises qu'ont pu connaître les démocraties, loin d'être liées à des situations historiques contingentes, obéissent à des mécanismes aisément identifiables. »

³⁹⁷ LINZ Juan, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2000, p. 7 : « I want to thank Fred I. Greenstein and Nelson W. Polsby, who asked me to write a Handbook contribution that, thanks to their tolerance, became a book; and Larry Diamond and Lynne Rienner, who did excellent editing. It has been a pleasure to work with Lynne. Houchang E. Chehabi also made excellent suggestions. »

³⁹⁸ Larry Diamond est le plus prolifique des quatre auteurs. Entre 1988 et 2016, il collabore 17 fois avec *Lynne Rienner* et 34 fois avec *Johns Hopkins*. À partir de 1993, 2004 est la seule année où Larry Diamond ne participe pas directement à au moins un ouvrage publié par *Johns Hopkins*.

Ces quatre exemples montrent que l'éditeur *Johns Hopkins* a été, dans les années 1990, un dénominateur commun pour les auteurs de deux projets soutenus par des acteurs politiques polarisés dans les années 1980. En revanche, *Lynne Rienner Publishers* reste un partenaire privilégié des auteurs de DDC. Ces exemples suggèrent également que, au-delà de l'influence des ouvrages de Linz et Stepan en 1978, le point de départ éditorial de la discipline, signalé par des collaborations régulières, se situerait plutôt au début des années 1990³⁹⁹.

Figure 19 - Nombre de collaborations littéraires entre les auteurs de TAR-DDC, *Johns Hopkins University Press* et *Lynne Rienner Publishers* entre 1978 et 2004

Auteurs Éditeurs	Juan Linz (DDC)	Larry Diamond (DDC)	Laurence Whitehead (TAR)	Philippe Schmitter (TAR)
<i>Johns Hopkins</i>	12	15	7	11
<i>Lynne Rienner</i>	5	13	2	1

³⁹⁹ Il conviendrait de faire une comparaison avec d'autres « auteurs-clés » et d'autres maisons d'éditions pour mettre à l'épreuve cette lecture du lancement éditorial de ce champ.

Figure 20 - Détail par année des collaborations littéraires entre les auteurs de TAR-DDC, Johns Hopkins University Press et Lynne Rienner Publishers entre 1978 et 2004

<i>Johns Hopkins University Press</i>				
Les chercheurs				
Année	JL	LD	LW	PS
1978	4			
1979				
1980				
1981				
1982				
1983				
1984				
1985				
1986			4	4
1987				
1988				
1989				
1990				
1991			1	
1992				
1993	1	1		1
1994	2	1		
1995	1	1		1
1996	2	3		1
1997	1	1		1
1998	1	1		1
1999		2		
2000		1	1	1
2001		2		1
2002		1	1	
2003		1		
2004				
Total	12	15	7	11

<i>Lynne Rienner Publishers</i>				
Les chercheurs				
Année	JL	LD	LW	PS
1978				
1979				
1980				
1981				
1982				
1983				
1984				
1985				
1986				
1987				
1988	1	1	1	
1989	2	2		
1990		1		
1991			1	
1992		1		
1993		2		
1994				
1995	1	1		1
1996				
1997		1		
1998				
1999		2		
2000	1	1		
2001				
2002				
2003				
2004		1		
Total	5	13	2	1

Conclusion

L'examen du système d'interaction dans lequel s'inscrivent les *democratization studies* se révèle être une approche complémentaire pour faire le récit de l'émergence du champ. Dans des logiques d'opposition et de collaboration, les chercheurs des *democratization studies* doivent composer avec les producteurs concurrents de savoir ou d'expertise (sciences « dures », sciences politiques, experts politiques), avec ceux qui leurs pourvoient un soutien financier et politique (agences fédérales, Congrès, organisations non gouvernementales, lobbies, universités, etc.) et avec les acteurs de l'édition, qui rendent possible leur existence littéraire.

Ainsi, l'institutionnalisation du champ n'est pas conditionnée uniquement par des enjeux scientifiques. Les chercheurs des *democratization studies* font face aux logiques de différents champs : les enjeux des uns et des autres se côtoient, s'alignent ou s'opposent selon les cas et les époques. Pour cette raison, l'étude du contexte d'existence du champ doit être menée de façon à en déceler les évolutions pour ne pas en donner une représentation figée.

Ces ensembles de relations constituent autant de pistes de recherches qu'il est difficile d'appréhender simultanément. Néanmoins, tout en insistant sur l'hétérogénéité de ces types de relation, nous avons mis en avant l'intérêt d'une méthodologie commune : déplacer notre regard pour déterminer ce que les *democratization studies* représentent à leur tour pour ses concurrents, soutiens et publics. Notre troisième chapitre repose sur cette logique de faire varier les points de vue. Nous y abordons de façon croisée la promotion de la démocratie et les *democratization studies* autour de trois études de cas thématiques.

Conclusion du chapitre 2

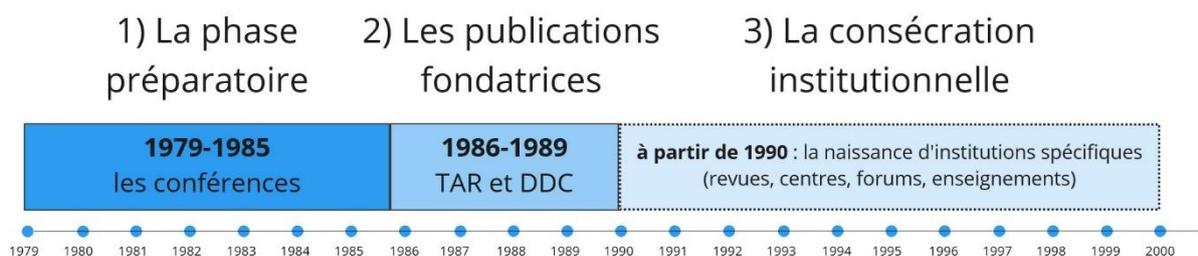
Le point de départ de ce chapitre était le constat de l'absence d'une véritable histoire des *democratization studies* en tant que science sociale. Nous avons alors entrepris de poser les jalons d'une telle histoire autour de trois hypothèses.

Notre première hypothèse était que TAR et DDC doivent être considérées comme des œuvres fondatrices des *democratization studies*. Autour d'une réflexion méthodologique sur la circonscription du terrain d'étude, nous avons souligné la nécessité d'élargir le « point de départ » des *democratization studies* en comparant les projet DDC et TAR pour rendre plus intelligible l'émergence du champ (Figure 21).

Figure 21 - Arguments en faveur de la comparaison de TAR-DDC

Précautions méthodologiques dans l'étude de la naissance des <i>democratization studies</i>	Trois raisons de prendre en compte les produits scientifiques de la NED pour étudier les <i>democratization studies</i>
<ol style="list-style-type: none"> 1- Prendre en compte les représentations « indigènes » aux <i>democratization studies</i> sans surestimer leur poids 2- Ne pas écarter des objets de l'analyse sur la base de ses propres critères scientifiques 	<ol style="list-style-type: none"> 1- Intérêt historique de la NED pour les activités académiques 2- Les liens objectifs entre les auteurs de TAR et DDC à travers le JOD 3- La place de DDC dans les représentations « indigènes »

Ensuite, nous avons fait l'hypothèse que les *democratization studies* s'institutionnalisent comme un domaine d'activités propres entre 1979 et 1994. Nous avons montré à la fois la diversité des activités du champ, qui vont au-delà de la publication d'ouvrages et d'articles, et la façon dont elles s'articulent chronologiquement. Les signes d'institutionnalisation du champ nous conduisent à proposer une périodisation en trois étapes : la phase préparatoire (1979-1985), la publication des volumes fondateurs (1986-1989) et la consécration institutionnelle avec la naissance de centres, revues et enseignements spécialisés à partir des années 1990 (Figure 22).

Figure 22 - Les trois étapes de l'institutionnalisation des *democratization studies*

Enfin, notre troisième hypothèse était que le processus d'institutionnalisation des *democratization studies* obéit à des logiques qui dépassent celles du champ scientifique. En effet, l'exploration du système d'interaction dans lequel s'insèrent les *democratization studies* témoigne à la fois de leur interdépendance avec d'autres champs et de la nécessité d'aborder leurs relations depuis plusieurs perspectives (Figure 23). Les *democratization studies* produisent un savoir en compétition avec d'autres types de savoir à plusieurs échelles. Par ailleurs, ce champ académique est très lié au champ de la politique étrangère aux États-Unis sans pour autant pouvoir être réduit à un instrument de celle-ci. Enfin, l'étude des liens entre les chercheurs du champ et le milieu de l'édition permet d'affiner la chronologie de l'émergence des *democratization studies*, en identifiant une dynamique éditoriale au début des années 1990.

Figure 23 - Étudier le contexte d'existence des *democratization studies*

Identifier les « rivaux » des <i>democratization studies</i> selon ses produits	Identifier les soutiens politiques des <i>democratization studies</i>	Les liens entre le milieu de l'édition et les chercheurs des <i>democratization studies</i>
Les <i>democratization studies</i> produisent du savoir scientifique	Examiner la représentation de ce soutien du point de vue a) des chercheurs b) des soutiens	Étudier un champ peu travaillé, aux normes propres, indispensable au développement d'une science sociale
Les <i>democratization studies</i> produisent de la science politique	Les <i>democratization studies</i> naissent dans le champ polarisé de la politique étrangère des années 1980	Comparer deux acteurs de l'édition autour de TAR-DDC pour identifier la structure du champ
Les <i>democratization studies</i> produisent de l'expertise politique	Ne pas sous-estimer l'engagement politique individuel des chercheurs, favorables à la « démocratisation »	Permet d'identifier le « point de départ » éditorial des <i>democratization studies</i> (début des années 1990) et <i>Johns Hopkins</i> comme dénominateur commun

Il faudrait dire un mot ici sur les limites principales de cette enquête. Une fois encore, nous nous en remettons à la proposition méthodologique de Jean-Michel Chapoulie. D'abord, notre travail n'offre pas « une compréhension quasi ethnographique des comportements des acteurs des entreprises collectives de recherches étudiées »⁴⁰⁰, qu'il appelle de ses vœux. Une telle connaissance nécessite l'usage de documents particuliers dont nous ne disposons pas, notamment les correspondances professionnelles ou privées des acteurs étudiés⁴⁰¹.

Ensuite, nous avons largement délaissé de notre étude les débats théoriques internes aux *democratization studies*. Certes, comme le défend Jean-Michel Chapoulie, les débats « indigènes » au milieu étudié ne doivent pas surdéterminer la circonscription du terrain étudié. Il rejette, au même titre que Pierre Bourdieu, le fétichisme des livres qui prétend tout expliquer par les seules œuvres. Néanmoins, cela nous a conduit, presque à l'excès, à délaissé les considérations internes autour de ces labels – transitologie, consolidologie, etc. En réalité, c'est aussi parce qu'il nous a semblé qu'il était moins urgent d'aborder le sujet par cet angle. En effet, bien qu'elles émanent du champ étudié et doivent donc être appréhendées avec prudence, les synthèses sur les débats théoriques du champ et leurs évolutions ne manquent pas. Pour autant, il conviendrait pour un projet futur de s'intéresser à ces catégories des acteurs, non pas pour leur emprunter un découpage du monde social mais pour comprendre ce qui pousse tel ou tel chercheur à se ranger derrière d'autres chercheurs, concepts ou courants. Il ne suffit pas qu'un chercheur du champ étudié annonce une rupture épistémologique pour qu'il y en ait effectivement une. Cependant, cette annonce en elle-même est un élément qui, une fois comparé à d'autres de ce type dans le champ, peut nous renseigner sur les dynamiques qui le traversent. Aussi, faute d'une connaissance intime des acteurs étudiés et de leurs controverses théoriques, notre travail offre des perspectives beaucoup plus limitées que les travaux de Jean-Michel Chapoulie sur l'histoire de la sociologie.

Néanmoins, nous proposons des pistes, modestes mais concrètes, pour une histoire du champ des *democratization studies*. À cet égard, l'objectif était double. D'une part, il nous fallait proposer un cadre méthodologique (adapté de celui de Jean-Michel Chapoulie) et délimiter un corpus de sources auxquelles appliquer ce cadre. D'autre part, il s'agissait de mettre à l'épreuve ce cadre d'analyse en ébauchant de façon large les contours d'une histoire des *democratization studies*. Ce faisant, nous avons montré l'enjeu de prendre en compte des sources diverses (reflétant celle des groupes et activités étudiés) et de faire varier les points de

⁴⁰⁰ CHAPOULIE Jean-Michel, *op. cit.*, p. 113.

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 113.

vue, en décentrant notre regard des seuls spécialistes de la démocratisation, pour faire une histoire de la science sociale des *democratization studies*.

Nous sommes également arrivés à la conclusion que l'émergence de ce champ académique relève d'un processus sur le temps long, entre 1979 et 1994 où le champ apparaît consolidé. Cette périodisation du processus d'institutionnalisation du champ relève d'un travail d'interprétation. L'année 1979, qui correspond au lancement du projet TAR soutenu par le *Wilson Center* nous semble constituer une origine convaincante du champ⁴⁰². En effet, contrairement aux travaux des années 1960 que mentionne Jean Grugel, les projets TAR ne donnent pas lieu à une « perte d'intérêt » dans la décennie suivante⁴⁰³. Au contraire, de nombreuses émanations institutionnelles du champ voient le jour.

La périodisation que nous proposons ne place donc pas au centre de sa logique la continuité théorique, bien réelle, de travaux sur la démocratie entre les années 1960 et les années 1980⁴⁰⁴. La spécificité de ce champ tiendrait plutôt à son ancrage historique particulier. Au début des années 1980, trois grands facteurs convergent. D'une part, il y a cet intérêt scientifique préexistant pour la démocratie, signalé notamment par Jean Grugel. À cela vient s'ajouter une série d'événements politiques, ce que Samuel Huntington a nommé la troisième « vague de démocratisation », un processus de démocratisation relativement synchronique dans un certain nombre de pays à partir de 1974⁴⁰⁵. Enfin, il y a l'intérêt des grandes puissances – dont les États-Unis – pour ces processus de démocratisation dans un cadre de guerre froide⁴⁰⁶.

⁴⁰² Il n'est pas sûr que nous puissions trancher avec facilité sur ce qui devrait objectivement constituer le point de départ dans ce processus, parmi les conférences à l'origine des ouvrages, la naissance éditoriale du champ et la création d'institutions spécifiques. Du point de vue de l'histoire des sciences sociales, il nous semble plus utile d'en périodiser les grandes étapes et de déterminer la façon dont elles s'articulent, à travers la combinaison de nos différents axes (apparition des activités du champ ; constance des collaborations et des rivalités dans le champ et vis-à-vis d'autres champs) que de chercher à tout prix à donner un « point de départ ».

⁴⁰³ GRUGEL Jean, p. 240 : « After a suspension of interest in the 1970s, democratization studies returned a decade later, driven in the first instance by the seemingly relentless and global spread of democratic experiments. »

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p. 241 : « According to Remmer, 'in many respects the condition of the comparative field in the late 1980s resembled that of the late 1960s'. It should come as no surprise, then, that the works of Lipset, Huntington and Rustow etc. were resurrected in the 1980s and 1990s. » GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers, op. cit.*, p. 136 : Nicolas Guilhot offre une lecture quelque peu différente et invite à ne pas surestimer les continuités théoriques entre les théories de la modernisation et les *democratization studies*.

⁴⁰⁵ Selon lui, le Portugal marquerait le début de cette « vague » en 1974, suivi de près par l'Espagne en 1975, puis divers pays d'Amérique, d'Asie et d'Europe. Nous ne nous arrêtons pas ici sur le débat autour de la pertinence de la notion de « vague ». Il faut noter cependant que l'expression, aussi controversée soit-elle, a fait date. HUNTINGTON Samuel, « Democracy's Third Wave », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 2, 1991, p. 12 : « Between 1974 and 1990, at least 30 countries made transitions to democracy ».

⁴⁰⁶ GRUGEL Jean, *op. cit.*, p. 238 : « Studies of democratization relevant to the 'real world' became especially pertinent in the 1980s as the West grappled with the new political geography following the bankruptcy of authoritarianism and the collapse of communism. »

Ne faudrait-il pas, alors, clore le processus de naissance du champ entre 1989 et 1991 ? Il est vrai que la fondation du JOD en 1990, première revue spécialisée sur la démocratisation, s'aligne avec la fin de la guerre froide. De plus, nous avons insisté sur l'importance d'inclure le contexte extra-académique dans le récit des *democratization studies* pour éviter de faire une histoire purement intellectuelle du champ. Cependant, à l'inverse, il nous semble arbitraire de vouloir à tout prix subordonner la périodisation des *democratization studies* à la périodisation politique classique car plusieurs aspects-clés du champ n'apparaissent qu'au début des années 1990. Par exemple, la dynamique éditoriale entre les chercheurs de TAR-DDC et *Johns Hopkins University Press* ne débute durablement qu'en 1993. En 1994 sont créés la revue *Democratization* et l'IFDS de la NED, deux ans après la naissance du *Centre for Studies in Democratization*. Nous reconnaissons que d'autres périodisations sont possibles et qu'une histoire des *democratization studies* ne saurait être complète sans prendre en compte son interdépendance avec le champ politique dans un contexte de guerre froide. La nature de cette interdépendance est d'ailleurs au cœur du troisième et dernier chapitre. Néanmoins, la périodisation 1979-1994 nous semble prendre au sérieux ces critères tout en tenant compte de la spécificité de notre objet.

En guise d'ouverture, nous examinons une piste pour l'étude des trajectoires individuelles des acteurs du champ et la reconstitution de réseaux de sociabilité. Nous avons indiqué que les préfaces des ouvrages constituent un bon observatoire des soutiens politiques et financiers de la recherche. Elles méritent aussi notre attention pour l'étude des interactions académiques. En 2003, au début de son livre *Democratization: Theory and Experience*, Laurence Whitehead offre ses « remerciements » sur deux pages entières⁴⁰⁷. Ce faisant, il fait l'historique détaillé de la conception des dix chapitres du livre. Nous constatons alors que les trajectoires des chapitres sont aussi celles de son auteur, qui nous détaille ses collaborations professionnelles antérieures au sein de diverses institutions et en compagnie de nombreuses personnes qui sont nommées directement (Figure 24).

⁴⁰⁷ WHITEHEAD Laurence, *Democratization: Theory and Experience*, Oxford, Oxford University Press, 2003, (Oxford studies in democratization).

Figure 24 - La conception de *Democratization: Theory and Experience* (2003)

Chapitres	Genèse des chapitres et remerciements
Chapitre 1	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur un article publié en 1997 (<i>Journal of Political Ideologies</i>) - Michael Freeden, Andrew Hurrell, Mark Philip, Jerry Cohen
Chapitre 2	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur une présentation en 1996 (<i>Juan March Institute, Madrid</i>) - basé sur un article publié en 1999 (<i>Journal of Democracy</i>) - Guillermo O'Donnell
Chapitre 3	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur une présentation (<i>Warwick University</i>) - Robert Fine, Shirin Rai
Chapitre 4	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur une présentation (<i>Latin American studies association</i>) - Jennifer McCoy (<i>Carter Center</i>), Andres Schedler
Chapitre 5	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur une présentation (<i>Institute for Latin American Studies, Londres</i>) - Peter Eigen, Gillian Dell (<i>Transparency International</i>)
Chapitre 6	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur un groupe de discussion en 2000 (<i>International Political Science Association</i>) co-organisé avec Lourdes Sola - projet de livre dédié au cas brésilien (en anglais et en portugais) - Leslie Bethell (<i>Centre for Brazilian Studies, Oxford</i>)
Chapitre 7	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur une présentation en 2001 (gouvernement du Salvador, ambassade britannique) - <i>Centre for Brazilian Studies</i>
Chapitre 8	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur un cours de méthode comparative donné à Oxford - Jorge Heine, Ted Newman ont organisé deux conférences - Larry Diamond (<i>National Endowment for Democracy</i>), avec un livre prévu en 2002 édité par Johns Hopkins
Chapitre 9	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur un chapitre de 1999 pour un livre de Menéndez-Carrión
Chapitre 10	<ul style="list-style-type: none"> - basé sur une présentation en 2000 (<i>International Political Science Association, Québec</i>)

Ainsi, cette préface contribue à identifier très efficacement des éléments abordés dans ce chapitre : les liens qui ont été tissés entre Laurence Whitehead et d'autres chercheurs et avec des institutions académiques au sein de conférences, revues, centres de recherche, associations universitaires et dans le cadre de cours qu'il a donné. Nous pourrions envisager une étude plus systématique de la genèse des œuvres du champ pour mettre en lumière ces liens interpersonnels et étudier leur constance dans le temps.

Chapitre 3 – Les champs de la promotion de la démocratie et des *democratization studies*, entre confusion et distinction (1983-1991)

Introduction

Deux champs interdépendants

Dans les deux premiers chapitres portant sur les histoires respectives de nos deux objets, nous avons signalé les liens existants entre les champs de la promotion de la démocratie et les *democratization studies* dans leur processus de naissance et leurs premières années d'activités.

Dans le premier chapitre, en nous concentrant sur le cadre d'élaboration de la promotion de la démocratie – la promotion de la démocratie « en conception » –, nous avons montré que ce projet a accordé depuis les années 1960 une place importante à la dimension académique. D'abord, parce que la promotion de la démocratie est censée poursuivre ouvertement les activités de la CIA, interrompues un temps par le scandale de 1967, et qui comprenaient le financement d'associations étudiantes. Ensuite, parce qu'il y a une compétition scientifique qui est menée contre l'union soviétique. Enfin, parce qu'il s'agit aussi de mener des recherches sur le bloc de l'Est pour connaître « l'ennemi ». Cet intérêt historique de la part des défenseurs de la promotion de la démocratie pour le monde académique (au sens large) explique que les chercheurs des *democratization studies*, qui mettent aussi la « démocratisation » au cœur de leurs pratiques, apparaissent comme des partenaires privilégiés au moment où la promotion de la démocratie se convertit en une politique étrangère « en actes », au début des années 1980. D'autant plus que les activités de recherche répondent à deux critères qui doivent guider l'élaboration de la politique étrangère, selon les défenseurs de la promotion de la démocratie dans les débats menés entre 1967 et 1983 : la participation d'acteurs privés et la transparence.

En adoptant l'autre point de vue, nous avons confirmé cette interdépendance dans le deuxième chapitre, en posant les bases méthodologiques et des axes de recherche pour l'écriture d'une histoire des *democratization studies*. En prenant comme point de départ deux séries de volumes fondateurs de ce champ, TAR et DDC, nous avons confirmé l'ancrage politique de ce champ académique déjà mis en évidence par d'autres chercheurs. Ce sont des projets scientifiques supervisés en partie par des institutions politiques et qui donnent lieu par la suite

à des activités d'expertise politique de la part des chercheurs. Plus largement, ce champ naît au sein d'un affrontement entre les *policymakers* libéraux et conservateurs, qui se traduit dans les listes respectives des soutiens de TAR et DDC. Enfin, les chercheurs des *democratization studies*, dont certains s'engagent directement en politique, partagent avec les « promoteurs » une croyance en le bien-fondé, général et polysémique, de la « démocratisation ».

Bilan historiographique : l'interdépendance, un constat ancien et trop limité

Cette observation d'un lien historique entre les deux champs n'est pas inédite. Nicolas Guilhot et Florent Guénard, fréquemment cités dans notre travail, l'ont déjà mis en évidence. Le premier estime par exemple que la promotion de la démocratie trouve dans les *democratization studies* un nouveau socle de légitimation à la fin de la guerre froide. À l'inverse, il considère aussi que les *democratization studies* ont bénéficié d'un statut particulier en obtenant un rôle dans le *policymaking* des États-Unis à la même époque. Florent Guénard qualifie de « dramatiques » les conséquences politiques des théories de la démocratisation fournies par le champ académique⁴⁰⁸.

Plus largement, l'absence d'autonomie totale entre les champs politique et académique (et/ou scientifique) ne fait pas spécialement débat aujourd'hui. C'est ce que suggèrent trois chercheurs au sujet de la science politique.

« On pourrait ainsi alimenter sans fin les exemples d'interdépendances institutionnelles, financières, idéologiques, entre les professionnels de la science politique et les professionnels de la politique, des années 1980 aux années 2000, qui tendent à montrer que le degré d'autonomie de ce champ scientifique est extrêmement faible par rapport au champ politique et que les théories les plus "pures" de la science politique sont elles-mêmes "politiques"⁴⁰⁹. »

Cependant, ce constat de l'interdépendance dans les travaux de Guilhot et Guénard, que nous confirmons à l'issue de nos deux premiers chapitres, apparaît insuffisant pour comprendre leur relation. Car constater l'interdépendance et ses causes n'équivaut pas à comprendre les conséquences de celles-ci. Nous souhaiterions être en mesure de caractériser plus précisément la façon dont les champs de la promotion de la démocratie « en actes » et celui des

⁴⁰⁸ GUENARD Florent, *La démocratie universelle, op. cit.*, p. 11 : « Ces erreurs intellectuelles sont profondes, en partie parce qu'elles se nourrissent de notre attachement, à la fois intense et confus, à ce que nous pensons être l'idéal démocratique. Et leurs conséquences politiques peuvent être dramatiques ».

⁴⁰⁹ COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 25.

democratization studies interagissent dans les années 1980-1990. Il s'agit alors de proposer une méthode pour démêler cette interaction.

Entre confusion et distinction

Plusieurs éléments pointent vers l'idée d'une confusion objective de ces deux champs qui naissent simultanément et de façon co-dépendante dans les années 1980. Ils bénéficient tous deux de financements privés et publics issus des mêmes sources ou, au contraire, peuvent se trouver en position de commanditaires de travaux scientifiques. Enfin, dans les années 1980, les discours scientifiques et politiques sur la démocratie semblent parfois pouvoir être mobilisés indifféremment dans un champ comme dans l'autre, notamment parce que certains acteurs prennent part aux activités des deux champs à la fois. Cela conduit Nicolas Guilhot à ranger dans la catégorie de « professionnels de la démocratisation » des groupes pourtant très divers : « consultants spécialisés, organismes semi-publics, ONG, centres de recherches universitaires, think tanks, associations professionnelles, fondations des partis politiques, organismes syndicaux⁴¹⁰. »

L'un des risques d'une catégorisation englobante comme la sienne est de subordonner les logiques du champ académique à celles du champ politique au moment de faire le récit de leur interaction. Certes, les *democratization studies* naissent indiscutablement en articulation avec le champ politique. Néanmoins, le champ académique continue à obéir en partie à ses propres normes. Aussi, plutôt que d'approcher l'interdépendance de nos deux objets par ce qui les rassemble, nous optons pour une approche croisée qui vise à identifier ce qui les distingue pour comprendre où s'arrête leur confusion. Autrement dit, nous mettons au cœur de notre approche le postulat du maintien d'une autonomie, faible mais réelle, de chaque champ vis-à-vis de l'autre. Ainsi, nous allons montrer l'intérêt d'écrire une histoire croisée de la promotion de la démocratie et des *democratization studies*, en les modélisant comme deux champs distincts, dans le but d'éclairer la nature du lien entre ces deux champs, entre 1983 et 1991⁴¹¹, ainsi que leurs histoires respectives.

⁴¹⁰ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 53.

⁴¹¹ Nous reprenons cette périodisation qui correspond à la première étape de la promotion de la démocratie « en actes », voir l'introduction du mémoire et du premier chapitre.

Notre proposition : une histoire croisée des deux champs

Nous nous basons ici sur les travaux de Michael Werner et Bénédicte Zimmerman issus de leur ouvrage *De la comparaison à l'histoire croisée*⁴¹². Dans leur réflexion, ils insistent sur les deux niveaux de croisements qui doivent retenir l'attention de tout projet d'histoire croisée⁴¹³. Le premier niveau est celui du croisement entre les objets de l'analyse. L'histoire croisée est une histoire des relations et, à ce titre, elle interroge « des liens, matérialisés dans la sphère sociale ou simplement projetés, entre différentes formations historiquement constituées⁴¹⁴. » Le deuxième niveau est celui du croisement entre l'objet de la démarche (un objet « croisé ») et la démarche du chercheur qui le croise, c'est-à-dire qui applique à son objet une approche méthodologique particulière. L'enjeu est alors d'éclairer l'articulation entre deux objets, qui peuvent être asymétriques, sans appauvrir ou simplifier ce lien en plaquant des catégories d'analyse inadaptées pour mener l'observation. Werner et Zimmerman préconisent alors de multiplier les paramètres d'analyse pour aboutir à « une vision complexe et plus fine » sur chacun des cas comparés⁴¹⁵. Ces paramètres sont le dédoublement des points de vue, le recours à différentes disciplines, la multiplication des échelles d'observation et l'invitation à effectuer des allers-retours permanents entre les terrains.

Dans le cadre de notre recherche, nous croisons les objets de la promotion de la démocratie et des *democratization studies*, dont l'existence des liens a été démontrée. C'est une histoire croisée dans la mesure elle vise à étudier deux objets ensemble en faisant varier les perspectives pour éclairer leurs histoires respectives. En adoptant un cadre théorique commun, le modèle du champ, nous visons à atténuer l'asymétrie qui existe entre nos deux objets. En effet, nous les rendons ainsi comparables sans leur ôter leurs spécificités, lesquelles font l'objet de notre enquête. Pour mettre en lumière ce qui distingue ces champs, nous avons choisi trois études de cas thématiques. À chaque fois, il s'agit d'identifier la façon dont les normes d'un ou plusieurs champs régissent les pratiques et les représentations des acteurs qui peuplent ces champs. Comme nous l'avons déjà évoqué, les représentations renvoient à une façon pour les acteurs étudiés de donner sens à leur monde et à leurs actions⁴¹⁶.

⁴¹² WERNER Michael et ZIMMERMANN Bénédicte (éd.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004.

⁴¹³ *Ibid.*, p. 8 : « À travers la figure du croisement, notre proposition porte par conséquent non seulement sur les interactions entre objets, mais également sur les interactions entre chercheur et objet. Elle intègre dans l'analyse le point particulièrement sensible de l'articulation entre l'objet et la démarche, en l'occurrence un objet "croisé" et une démarche qui "croise". »

⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 16.

⁴¹⁵ *Ibid.*, p. 13.

⁴¹⁶ OFFENSTADT Nicolas, DUFAUD Grégory et MAZUREL Hervé, *op. cit.*, p. 96.

Nous considérons les liens objectifs entre ces champs et les liens perçus à travers les représentations que construisent les acteurs. En faisant des allers-retours entre les logiques de chaque champ dans des cas concrets, nous verrons si certaines logiques l'emportent sur d'autres, si elles s'alignent ou encore se superposent. Dans leur ensemble, ces études de cas permettent d'avoir un aperçu de la diversité des acteurs privés pris dans la sphère de la « démocratisation », une diversité qui donne lieu à des situations de mélange. Cet ensemble hétérogène, dont la NED a défendu, durant sa genèse, la participation dans les activités à l'étranger des États-Unis, participe alors au processus de définition du rôle et de la nature des champs de la promotion de la démocratie et des *democratization studies* entre 1983 et 1991.

Dans le premier cas, il est question du lien entre promotion de la démocratie et *democratization studies*. À titre de comparaison, les deux études de cas suivantes nous conduisent à nous interroger sur les liens entre la promotion de la démocratie et deux autres champs, le champ intellectuel et celui de l'édition⁴¹⁷. Ainsi, en diversifiant les paramètres tout en explicitant un cadre d'analyse commun dans notre façon de croiser nos objets, nous appliquons les conseils généraux de Werner et Zimmerman⁴¹⁸.

Sources, méthodologie et hypothèses

Nous faisons deux hypothèses principales. Il y a une certaine fluidité, objective et perçue, entre les deux champs. Cependant, les frontières entre les deux subsistent : les champs politique et académique continuent à jouir d'une certaine autonomie.

Dans un premier temps, nous étudierons le rapport de la NED à l'Amérique latine, une région qui compte particulièrement dans les débuts de l'organisation et des *democratization studies*, et à l'état de sa démocratie. Nous étudierons des sources écrites produites par des acteurs associés à la NED dans les années 1970 et 1980. Il s'agira de déterminer s'il y a une distinction entre les discours politique et scientifique produits par l'organisation sur ce sujet. Nos sources principales sont le *Democracy Program* de l'APF (1983), les rapports annuels de l'organisation (1983-1991), le projet DDC (1988-1989) et le *Journal of Democracy*.

Ensuite, nous nous intéresserons à une controverse autour d'un événement culturel et diplomatique, la foire internationale du livre de Moscou en 1985. À cette occasion, la NED accorde un financement à l'*Association of American Publishers* (AAP). Cette organisation doit

⁴¹⁷ Ces champs (intellectuel et de l'édition) entretiennent également des liens forts avec les *democratization studies*.

⁴¹⁸ Cette façon de croiser les objets a été employée dans le deuxième chapitre mais sans parler d'histoire croisée.

présenter à Moscou une exposition intitulée « *America Through American Eyes* » (L'Amérique à travers le regard des Américains) qui consiste en une sélection d'environ trois cent ouvrages. Pendant la phase préparatoire, la volonté de la NED d'exercer un contrôle sur le choix des livres qui doivent être présentés suscite une controverse. Nous analyserons les positions et les moyens d'expression des différents acteurs pour montrer comment se superposent les luttes politiques et littéraires. Nous mobiliserons principalement la presse et l'intervention du sénateur Daniel Patrick Moynihan au Congrès au sujet de cette affaire.

Pour finir, nous nous arrêterons sur la composition et les objectifs, académique et politique, du JOD. En particulier, nous nous interrogerons sur la participation d'Octavio Paz et de Mario Vargas Llosa, deux intellectuels latino-américains, à cette revue. Nous parlerons de participation « directe » au sujet des contributions actives de ces deux figures et de participation « indirecte » lorsque celles-ci sont mobilisées par des tiers. L'analyse du JOD combinée à celle de trajectoires individuelles en son sein doit permettre de montrer la porosité relative des frontières entre champs politique, intellectuel et académique. À cette occasion, nous offrirons également d'autres grilles d'analyse complémentaires pour mieux comprendre la co-construction d'identités multiples des collaborateurs à cette revue. Nous aurons recours aux publications du JOD, aux rapports annuels de la NED ainsi qu'à des sources complémentaires (Département d'État, *Government Accountability Office, Inter-American Dialogue*)

Partie A – Regards politique et académique de la NED sur la démocratie en Amérique latine (1983-1991)

Dans cette première partie, nous nous intéressons aux discours politiques et académiques de la NED. Notre étude de cas porte sur les représentations de différents acteurs liés à cette organisation autour de la démocratie en Amérique latine, entre 1983 et 1991. À la fin de la guerre froide, cette région compte autant dans la naissance de la promotion de la démocratie que des *democratization studies*. En comparant leurs représentations, nous montrons leurs similitudes mais aussi comment certaines spécificités de chaque champ persistent.

Pour les représentations politiques, nous nous appuyons sur le *Democracy Program* de l'APF, sur le « rapport du président » présenté par Carl Gershman en introduction de chaque rapport annuel de l'organisation, et sur les programmes financés en Amérique latine par la NED entre 1983 et 1991. Pour les représentations scientifiques, nous utilisons les références citées par le *Democracy Program* de l'APF (Michael Samuels, William Douglas et Raymond Gastil), le quatrième volume de DDC (étude commandée et financée par la NED) qui porte sur l'Amérique latine et la revue *Journal of Democracy*, lancée en 1990 et rattachée à la NED.

La NED et la démocratie

Une conception libérale (politique et économique) de la démocratie

Dans le premier chapitre, nous avons présenté les missions affichées de la NED (Annexe K). De ces objectifs, nous retenons l'importance accordée au « secteur privé », l'attention portée aux « processus » et « institutions » démocratiques et le souci de renforcer la présence états-unienne à l'étranger à travers l'action de plusieurs secteurs et la création de liens avec des acteurs locaux dans les pays concernés. Comme le souligne Colin Cavell, outre le fait qu'il s'agisse de la démocratie libérale, cette conception qu'en déploie la NED est « vague »⁴¹⁹.

Raymond Gastil, cité par l'APF, formule quatre « prérequis minimaux » de la « condition démocratique ». Il met le même accent que les missions de la NED sur les processus et les institutions dans la définition d'un État démocratique.

⁴¹⁹ CAVELL Colin, *op. cit.*, p. 93 : « As these six purposes and seven principles indicate, the conception of democracy proposed by the NED is, in many instances, vague and leaves room for discretion as to what constitutes a democratic institution, group, electoral process, etc ».

« 1. La liberté, par le suffrage des adultes et l'organisation et l'expression politiques non gouvernementales, d'exercer un jugement et un contrôle politiques concernant la gouvernance de la société.

2. La reconnaissance qu'au sein de leur société, les individus et les minorités ont des droits inaliénables, même si leur définition varie selon le temps et le lieu.

3. Des médias d'information libres examinant constamment la politique intérieure et étrangère de leurs gouvernements.

4. La sécurité de la vie dans le cadre d'une règle de droit juste et équitable, appliquée par des organismes responsables et contrôlés par une autorité légitime responsable devant la majorité.

Dans la mesure où les États présentent ces caractéristiques, ils sont des démocraties ; dans la mesure où ces caractéristiques sont absentes, ils sont non démocratiques⁴²⁰. »

En 1989, dans la préface de leur étude sur l'Amérique latine, les directeurs de DDC (Diamond, Linz et Lipset), affirment déconnecter conceptuellement le système politique du système économique et social. La démocratie se définit alors en trois points, rappelant de près ceux de Raymond Gastil : la compétition politique pour accéder au pouvoir ; la possibilité de participer à l'élection des dirigeants politiques ; la reconnaissance de libertés⁴²¹. Quelques pages plus tard, néanmoins, ils ajoutent que la « concurrence sur le marché [...] et la propriété privée des moyens de production » sont deux caractéristiques de « toutes les démocraties politiques du monde »⁴²². L'article de lancement du JOD en 1990, écrit par Marc Plattner et Larry Diamond, reprend les trois mêmes caractéristiques énoncées dans la préface de DDC⁴²³.

⁴²⁰ Raymond Gastil cité (sans la référence exacte) par le *Democracy Program*, *op. cit.*, p. 27 : « 1. Freedom by adult suffrage and non-governmental political organization and expression to exercise political judgment and control concerning the governance of the society. 2. The recognition that within their societies individuals and minorities have unalienable rights, although their definition will vary with time and place. 3. Free information media constantly scrutinizing the domestic and foreign policy of their governments. 4. Security of life under a just and equitable rule of law enforced by agencies responsible to and controlled by legitimate authority answerable to the majority. To the extent that states exhibit these features, then they are democracies; to the extent that these features are absent they are undemocratic. »

⁴²¹ DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, *op. cit.*, p. xvi : « We use the term "democracy" in this study to signify a political system, separate and apart from the economic and social system to which it is joined. [...] In this study, then, democracy--or what Robert Dahl terms "polyarchy"- denotes a system of government that meets three essential conditions: meaningful and extensive competition among individuals and organized groups (especially political parties) for all effective positions of government power, at regular intervals and excluding the use of force; a highly inclusive level of political participation in the selection of leaders and policies, at least through regular and fair elections, such that no major (adult) social group is excluded; and a level of civil and political liberties--freedom of expression, freedom of the press, freedom to form and join organizations--sufficient to ensure the integrity of political competition and participation. »

⁴²² *Ibid*, p. xx-xxi : « all democracies (in our sense) are to some degree capitalist. Some are capitalist welfare states, with extensive public sectors and state regulation of the economy; some are capitalist with social democratic governments and more or less mixed economies. But, in all of the world's political democracies, prices, production and distribution of goods are determined mainly by competition in the market, rather than by the state, and there is significant private ownership of the means of production. »

⁴²³ Certaines formulations sont reprises à l'identique, signe d'une continuité entre les deux projets.

La « fin de l'histoire » : le récit de la victoire contre le modèle communiste

Pour la NED, la démocratie se définit également dans un rapport d'opposition comme contre-modèle face au communisme. En effet, la NED est une fondation créée en temps de guerre froide sous l'administration Reagan, un président qui fait de l'anticommunisme un facteur de cohésion des conservateurs. Carl Gershman, président historique de la NED, est lui-même un anticommuniste convaincu⁴²⁴. Si, aujourd'hui, la NED affirme qu'elle n'a jamais été une fondation simplement anticommuniste, l'affrontement des modèles est tout à fait explicite dans les « rapports du président » Carl Gershman. En effet, il regrette la « trop longue absence » des États-Unis dans la construction d'une « alternative démocratique au communisme » (1985 AR, p. 6)⁴²⁵. En 1986, en reprenant les mots du philosophe Leszek Kolakowski, il vante l'attractivité croissante de « l'idée démocratique » face au communisme qui « a perdu sa capacité à mobiliser des forces culturellement actives »⁴²⁶. En 1988 encore, il voit d'un bon œil ce qu'il appelle « l'émergence de mouvements intellectuels démocratiques dans le monde en développement, et y compris de plus en plus dans le monde communiste »⁴²⁷.

À la fin des années 1980, cet affrontement des modèles est présenté comme étant déjà gagné dans les discours politique et scientifique de la NED. Cela apparaît clairement en 1989 dans la préface des volumes de l'étude DDC. « Les grandes idéologies concurrentes du XXe siècle ont été largement discréditées. [...] La démocratie est le seul modèle de gouvernement ayant une large légitimité et un attrait idéologique dans le monde d'aujourd'hui⁴²⁸. » C'est la rhétorique de la « fin de l'histoire » formalisée par Francis Fukuyama la même année, lorsque qu'il écrit que le « triomphe de l'Occident, de l'idée occidentale, se manifeste tout d'abord dans l'épuisement total des alternatives systématiques viables au libéralisme occidental »⁴²⁹.

⁴²⁴ GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *op. cit.*, p. 57-58.

⁴²⁵ 1985 NED AR, p. 6 : « For too long the United States has abandoned the field of political competition to its adversaries. Our democratic friends could expect little from us, and we in turn would express dismay over the weakness of democratic forces and the absence of a strong democratic alternative to communism ».

⁴²⁶ 1986 NED AR, p. 7 : « The democratic idea is increasingly attractive at a time when communism, as Leszek Kolakowski has pointed out, "has lost its ability to mobilize culturally active forces" ».

⁴²⁷ 1988 NED AR, p. 6 : « The emergence of democratic intellectual movements in the developing world, and increasingly within the Communist world as well, augurs well for the future of democracy ».

⁴²⁸ DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, *op. cit.*, p. x : « The great competing ideologies of the twentieth century have largely been discredited. [...] Democracy is the only model of government with any broad ideological legitimacy and appeal in the world today. »

⁴²⁹ FUKUYAMA Francis, « The End of History? », *The National Interest*, n° 16, 1989, p. 3 : « The triumph of the West, of the Western idea, is evident first of all in the total exhaustion of viable systematic alternatives to Western liberalism ».

Universalisme démocratique et spécificités locales

Dans les discours politiques et académiques de la NED, l'une des « preuves » de cette victoire de la démocratie résiderait dans l'émergence d'une sorte de communauté mondiale des démocrates⁴³⁰. Carl Gershman en revendique l'existence de façon systématique. Selon lui, il y aurait ce groupe des « démocrates du monde entier » (1985 AR, p. 5), un « monde démocratique » (1987, p. 3) et, de façon générale, la « cause [et] l'idée démocratique » (1987, p. 3). Le caractère universel de la démocratie serait ainsi démontré par l'existence d'un « mouvement démocratique mondial » (1988, p. 4) et le fait que « les gens aspirent à la démocratie » (1991, p. 7). Mais cette communauté, réelle ou fantasmée, n'est pas conçue comme homogène. Il subsiste une différence entre le « eux » – les démocrates à soutenir – et le « nous » – ceux qui les soutiennent. Pour la NED, « eux » signifie les « activistes démocratiques de l'étranger » (1989, p. 7 ; 1990, p. 5, 8 et 9), les « groupes démocratiques indigènes » (1985, p. 4), les « démocrates à l'étranger » (1988, p. 3). Face à « eux », il y a le « nous », l'Occident. Carl Gershman s'enthousiasme en écrivant qu'« alors que l'ère tumultueuse de la décolonisation s'éloigne dans le Tiers-Monde, avec le radicalisme idéologique qui l'a accompagnée, il y a une nouvelle réceptivité aux valeurs démocratiques occidentales »⁴³¹. C'est de cet Occident que proviendrait la démocratie et c'est lui qui irait « renforcer » (1984, p. 11 ; 1985, p. 4), « promouvoir » (1985, p. 5), « étendre » (1988, p. 4), « disséminer » les idées démocratiques (1989, p. 7). En réalité, sous la plume de Carl Gershman, seuls les États-Unis semblent trouver leur place dans cet Occident.

Pour Florent Guénard, la tension historique entre universalisme démocratique et les difficultés à penser un modèle applicable pour tous est évacuée de façon simpliste dans les années 1980⁴³². En effet, dans les discours de la NED, l'universel et le local cohabitent de façon paradoxale. D'un côté, il y a une reconnaissance rhétorique de l'importance des spécificités locales et du rôle que doivent jouer les acteurs locaux. Aussi Carl Gershman affirme-t-il en 1985 qu'« un système démocratique peut prendre diverses formes, adaptées aux besoins et aux traditions locales, et ne devrait donc pas suivre le modèle américain ou tout autre modèle particulier⁴³³. »

⁴³⁰ GUENARD Florent, *La démocratie universelle*, op. cit., p. 37-43.

⁴³¹ 1986 NED AR, p. 7 : « And as the tumultuous era of decolonization recedes in the Third World, along with the ideological radicalism that accompanied it, there is a new receptiveness to Western democratic values ».

⁴³² GUENARD Florent, *La démocratie universelle*, op. cit., p. 13. Il associe ce courant de pensée à la fois au champ académique des *Democratization studies* et à la promotion de la démocratie en tant que projet politique.

⁴³³ GERSHMAN Carl, « Nuevas perspectivas en las relaciones entre Estados Unidos y Latinoamérica », *Revista de Ciencia Política*, vol. VII, n° 1, 1985, (Pontificia Universidad Católica de Chile), p. 199-200 : « Permítanme

Pourtant, en 1991, c'est bien de ce « modèle américain » dont s'enorgueillit Carl Gershman, en écrivant que « [son] pays représente toujours un modèle que beaucoup d'autres dans le monde souhaitent imiter »⁴³⁴. Déjà, en 1983, l'APF peignait le « système de valeurs démocratiques » comme « le plus fier héritage et l'industrie d'exportation la plus stable des démocraties industrialisées⁴³⁵. » Le rapport de l'APF surenchérit un peu plus loin en affirmant que « tous les peuples [...] sont inexorablement amenés » à reprendre les termes de l'Occident « pour rester libres ou pour le devenir davantage »⁴³⁶. Si cette tension entre le local et l'universel n'en est pas une pour l'APF et la NED, c'est parce que leurs propos se nourrissent du mythe, cristallisé dans les projets de fondations philanthropiques à partir des années 1910, de l'universalisme américain, c'est-à-dire « la certitude que ce qui est bon pour les États-Unis l'est également pour le monde entier »⁴³⁷.

Pour les chercheurs de la NED, l'universel démocratique admet aussi une ouverture formelle envers les « traditions culturelles et nationales », comme ici dans le JOD :

« Bien que la démocratie, telle qu'elle est comprise, ait été le plus largement adoptée en Occident, nous pensons qu'elle répond à des aspirations humaines universelles, qu'elle peut s'appuyer sur une grande variété de traditions culturelles et nationales et qu'elle peut être mise en œuvre par le biais d'un large éventail de structures constitutionnelles différentes. Notre revue s'efforcera de rendre justice à la multiplicité des formes démocratiques sans négliger l'unité des principes démocratiques⁴³⁸. »

Dans le même temps, les auteurs de DDC affirment que la démocratie se serait plus développée là où le capitalisme s'est également le plus épanoui. Dès lors, un tel raisonnement

enfaticar que, si bien nosotros estamos fervientemente comprometidos con la democracia, no tenemos intención imponer o exportar el tipo de sistema político y las estructuras sociales que se han desarrollado en nuestro país. Como declaró nuestro Consejo el mes pasado, en su primera declaración política de importancia, "un sistema democrático puede tomar diversas formas, apropiadas a las necesidades y tradiciones locales, y por lo tanto, no deben seguir el modelo norteamericano o algún otro en particular". »

⁴³⁴ 1991 NED AR, p. 8.

⁴³⁵ *Democracy Program, op. cit.*, p. 45 : « Nor can we afford to forget that, historically, the democratic value system which reflects today the aspirations of countless millions in every tyranny on the globe is possibly the proudest heritage and most stable "export industry" of the industrialized democracies. »

⁴³⁶ *Ibid.*, p. 45 : « In Teilhard de Chardin's words: 'That which had long been known elsewhere only took on its definitive human value in becoming incorporated in the system of European ideas and activities extended more recently to the New World... The proof of this lies in the fact that from one end of the earth to the other, all the peoples, to remain free or to become more so, are inexorably led to formulate the hopes and problems of the modern earth in the very same terms in which the West has formulated them.' »

⁴³⁷ TOURNÈS Ludovic, *op. cit.*, p. 174.

⁴³⁸ DIAMOND Larry et PLATTNER Marc, « Why the "Journal of Democracy" », *Journal of Democracy*, vol. 1, n° 1, 1990, p. 5 : « Though democracy so understood has been most widely adopted in the West, we believe that it responds to universal human aspirations, that it can draw upon a great variety of cultural and national traditions, and that it may be implemented through a wide range of different constitutional structures. Our journal will try to do justice to the multiplicity of democratic forms without neglecting the unity of democratic principles. »

conditionne le champ des possibles pour la prise en compte, même purement théorique, des « traditions » non occidentales et non capitalistes :

« il est intéressant de noter que parmi ce dernier groupe, les pays les plus avancés dans leur développement capitaliste (taille du secteur marchand de leur économie, autonomie de leur classe entrepreneuriale) sont également ceux qui ont été les plus exposés aux pressions en faveur de la démocratie, ce qui a conduit, dans de nombreux cas, à l'émergence ou au retour d'un gouvernement démocratique⁴³⁹. »

Ainsi, les acteurs politiques et chercheurs de la NED conçoivent et promeuvent (dans leurs discours) le même type de démocratie à la fin de la guerre froide. Il s'agit d'une démocratie libérale, d'un point de vue politique (axée sur les processus électoraux et le respect des droits et des libertés) et économique (vantant les vertus de la propriété privée et de l'économie de marché et leurs supposées retombées politiques). Le modèle démocratique est conçu aussi dans son opposition idéologique au modèle communiste, présenté comme déjà vaincu. Les regards politiques et académiques partagent une vision universaliste de la démocratie, dont le modèle proviendrait de l'Occident et des États-Unis, ne laissant qu'une place abstraite aux spécificités nationales et culturelles dans le monde fantasmé de la « communauté mondiale des démocrates ». Avant de nous intéresser à la façon dont la NED envisage l'état de la démocratie en Amérique latine, nous allons nous arrêter sur ce que la catégorie « Amérique latine » signifie pour l'organisation.

La NED et l'Amérique latine

L'« Amérique latine » est une expression qui recouvre une multitude de concepts. Ricardo Salvatore propose de l'étudier en tant qu'ensemble de représentations forgées par les États-Unis entre 1890 et 1945, en insistant sur le rapport entre projet impérial et connaissance de la région⁴⁴⁰. Mark Berger avance un programme similaire sur le rôle des *Latin American studies* au XX^e siècle. Il aborde la construction de cet « ensemble de discours et pratiques professionnels » en articulation avec la politique étrangère des États-Unis dans la région⁴⁴¹. Comme ces auteurs, nous voulons déterminer quelle connaissance de l'« Amérique latine »

⁴³⁹ DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America, op. cit.*, p. xx-xxi : « interestingly, among this latter group, those most advanced in their capitalist development (size of market sector of their economy, autonomy of their entrepreneurial class) are also those that have been most exposed to pressures for democracy, leading, in many cases, to the emergence or return of democratic government. »

⁴⁴⁰ SALVATORE Ricardo Donato, *Imágenes de un imperio: Estados Unidos y las formas de representación de América Latina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2006.

⁴⁴¹ BERGER Mark, *op. cit.*, p. 2 : « American studies [are] a set of professional discourses and practices which emerged in North America during the first half of the twentieth century ».

produit et projette la NED : une représentation politique, notamment au travers des programmes qu'elle finance, et une représentation académique au regard des pays étudiés.

Une région importante pour la NED dans un « monde à démocratiser »

De 1983 à 1990, la NED divise la répartition de ses programmes (la distribution de financements) en quatre régions (Afrique, Asie, Europe et Amérique latine) et une catégorie « programmes multirégionaux » (Figure 25)⁴⁴². La catégorie « Amérique latine » devient « Amérique latine et Caraïbe » en 1987 une première fois puis définitivement en 1989. Ce changement de nom n'affecte pas la liste des pays que la NED range dans la région.

Figure 25 - Les « régions de la NED » d'après ses rapports annuels (1984-1991)

1984	1985	1986	1987
<i>Latin America</i>	<i>African Programs</i>	<i>African Programs</i>	<i>African Programs</i>
<i>Asia</i>	<i>Asian Programs</i>	<i>Asian Programs</i>	<i>Asian Programs</i>
<i>Europe</i>	<i>European Programs</i>	<i>European Programs</i>	<i>European Programs (East and West)</i>
<i>Africa</i>	<i>Latin American Programs</i>	<i>Latin American Programs</i>	<i>Latin American and the Caribbean</i>
	<i>Multiregional</i>	<i>Multiregional</i>	<i>Multiregional</i>

1988	1989	1990	1991
<i>African Programs</i>	<i>Africa</i>	<i>Africa</i>	<i>Africa</i>
<i>Asian Programs</i>	<i>Asia</i>	<i>Asia</i>	<i>Asia</i>
<i>European Programs</i>	<i>Europe and the Soviet Union</i>	<i>Europe and the Soviet Republics</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>
<i>Latin American Programs</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Former Republics of the Soviet Union</i>
<i>Multiregional</i>	<i>Multiregional</i>	<i>Multiregional</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>
			<i>Middle East</i>
			<i>Multiregional</i>

L'Amérique latine occupe une place particulière dans les premières années de l'organisation. En 1983-1984, lorsque les régions ne sont pas encore classées par ordre alphabétique, l'Amérique latine apparaît en premier dans les rapports. Par ailleurs, Colin Cavell

⁴⁴² La région « Europe » connaît plusieurs intitulés : Europe (1984-1988), Europe et Union soviétique (1989), Europe et les républiques soviétiques (1990). En 1991, une distinction est faite entre l'Europe centrale et de l'est d'un côté, et les anciennes républiques de l'Union soviétique. Cette année marque aussi l'irruption de la région « Middle East » dans les programmes de la NED.

distingue trois moments dans la répartition du budget de la NED par région de 1983 à 1991⁴⁴³. Dans ses premières années d'activité, près de 50% du budget est alloué à l'Amérique latine. À la fin des années 1980, l'Europe de l'Est et l'Union soviétique gagnent en importance. Enfin, le début des années 1990 est marqué par un déploiement plus important de programmes en Asie de l'Est, en Afrique et au Moyen-Orient.

Du point de vue académique, les chercheurs comparent aussi l'Amérique latine aux autres régions du « monde à démocratiser » en évaluant leur passé démocratique et leurs perspectives pour l'avenir. Pour William Douglas, malgré « l'avance » de l'Amérique latine sur l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient, la région est dans un cycle de « faibles démocraties » et « faibles dictatures » depuis 150 ans⁴⁴⁴. Les volumes de DDC consacrent moins de chapitres à l'Afrique (six pays étudiés) qu'à l'Asie (dix pays étudiés) et à l'Amérique latine (dix pays étudiés). Aux yeux des directeurs de DDC, l'Amérique latine suit l'Europe dans le « mouvement vers la démocratie », accompagnée également par l'Asie de l'Est⁴⁴⁵. Pour Diamond, Linz et Lipset, les pays « communistes » et la majorité des pays « islamiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord » n'ont pas leur place dans leur étude. Selon eux, « l'absence ou le peu d'expérience démocratique » dans ces pays rend faibles les perspectives de démocratisation, même partielle⁴⁴⁶. Dans les premiers numéros du JOD, l'Amérique latine reste un enjeu important malgré la baisse des programmes de la NED pour la région (relativement aux autres régions). Dans le volume 1 (les quatre numéros de l'année 1990), 24,5% des articles sont consacrés spécifiquement à l'Amérique latine, puis 11,6% l'année suivante dans le volume 2.

L'Amérique latine est donc représentée par la NED comme une région en développement parmi d'autres dans un monde à démocratiser.

⁴⁴³ CAVELL Colin, *op. cit.*, p. 94-95.

⁴⁴⁴ DOUGLAS William, *Developing democracy*, Washington, Heldref Publications, 1972, p. 37 : « Latin America, having gone through the original cycle long ago, has spent the last century and a half passing through successive periods of predominance by weak democracies or weak dictatorships. »

⁴⁴⁵ DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, *op. cit.*, p. ix : « The movement toward democracy that witnessed, in the mid-1970s, the toppling of Western Europe's last three dictatorships, in Greece, Portugal, and Spain, then moved on through Latin America. [...] Democratic progress was apparent in East Asia as well. » En 1991, dans son article publié dans le JOD, HUNTINGTON Samuel, « Democracy's Third Wave », *op. cit.*, p. 15, abonde dans le même sens, sur l'enchaînement Europe – Amérique latine – Asie de l'est dans ce qu'il appelle la « troisième vague de démocratisation ».

⁴⁴⁶ DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, *op. cit.*, p. xix-xx : « Another crucial distinction is that there is little prospect among them of a transition to democracy. but only of liberalization of communist rule. Outside of Eastern Europe. communist countries have little or no past democratic experience. and the present communist rule excludes. for the foreseeable future. any real debate about political democracy in the sense defined by us. [...] The] Islamic countries of the Middle East and North Africa generally lack much previous democratic experience, and most appear to have little prospect of transition even to semidemocracy. However, our study does not completely ignore the Islamic world. »

Le contenu de la catégorie « Amérique latine »

Examinons maintenant les pays que recouvre la catégorie « Amérique latine ». Sur la période 1985-1991, la NED finance 468 programmes pour l'Amérique latine et la Caraïbe. Il y a 25 pays représentés entre 1985 et 1991, incluant notamment des pays non lusophones ou hispanophones du continent et de la Caraïbe⁴⁴⁷.

Si DDC ne s'intéresse aux pays dits « communistes » et peu aux pays dits « autoritaires » d'Amérique latine, de nombreux articles publiés dans le JOD se saisissent de ces cas (Figure 26). Néanmoins, même pris ensemble, cet ouvrage (1989) et les articles académiques (1990-1991) ne traitent que de 14 pays de la région, délaissant de manière générale les « petits » pays. Le JOD publie également des articles qui portent sur l'ensemble de la région.

Figure 26 - Les pays d'Amérique latine étudiés dans DDC (1989) et le JOD (1990-1991)

Pays étudiés	Chapitres de DDC (vol. 4, Am. latine)	JOD (1990-1991) Nombre d'articles publiés
Argentine	1	1
Brésil	1	1
Chili	1	3
Uruguay	1	0
Venezuela	1	0
Colombie	1	0
Pérou	1	0
Costa Rica	1	0
République dominicaine	1	1
Mexique	1	1
Panama	0	1
Nicaragua	0	3
Cuba	0	2
Paraguay	0	2
Amérique latine	0	4

⁴⁴⁷ Les 25 pays financés par la NED sur cette période : Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, République dominicaine, Équateur, Salvador, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Venezuela.

Le rapport à chaque pays d'Amérique latine

Lorsque nous examinons le détail des programmes financés (nombre de programmes et montant alloué) par la NED entre 1985 et 1991⁴⁴⁸, nous constatons également l'intérêt inégal que porte la NED aux 25 pays financés dans cette période (Figure 27).

Figure 27 - Détail du nombre de programmes par pays en Amérique latine (1985-1991)

Pays	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	Somme
Région	12	12	11	13	12	9	7	76
Nicaragua	4	3	5	11	19	10	10	62
Chili	2	10	8	15	11	4	7	57
Paraguay	1	3	1	4	13	7	5	34
Argentine	4	4	4	5	6	6	3	32
Guatemala	3	2	1	4	4	5	3	22
Haiti	0	4	4	2	3	7	1	21
Colombie	3	2	3	5	2	2	3	20
Pérou	2	2	3	4	4	2	3	20
Cuba	0	1	1	3	2	4	7	18
République dominicaine	2	4	2	2	2	1	1	14
Brésil	1	1	2	1	1	3	3	12
Panama	0	1	2	3	2	2	2	12
Mexique	1	1	1	2	3	2	1	11
Uruguay	3	2	1	1	2	1	0	10
Bolivie	1	2	1	1	1	1	2	9
Costa Rica	2	2	2	2	1	0	0	9
Dominique	2	1	2	1	1	0	0	7
Equateur	1	1	0	0	1	3	1	7
Salvador	0	0	1	0	0	1	3	5
Grenade	0	1	0	1	0	1	1	4
Guyane	0	1	1	0	0	0	0	2
Barbade	0	1	0	0	0	0	0	1
Honduras	0	0	0	0	1	0	0	1
Suriname	1	0	0	0	0	0	0	1
Venezuela	0	1	0	0	0	0	0	1
	45	62	56	80	91	71	63	468

⁴⁴⁸ Le rapport de 1984 ne présente pas le même niveau de détail que les autres. Il a donc été écarté de notre analyse.

Figure 28 - Nombre de programmes par pays en Amérique latine entre 1985 et 1991

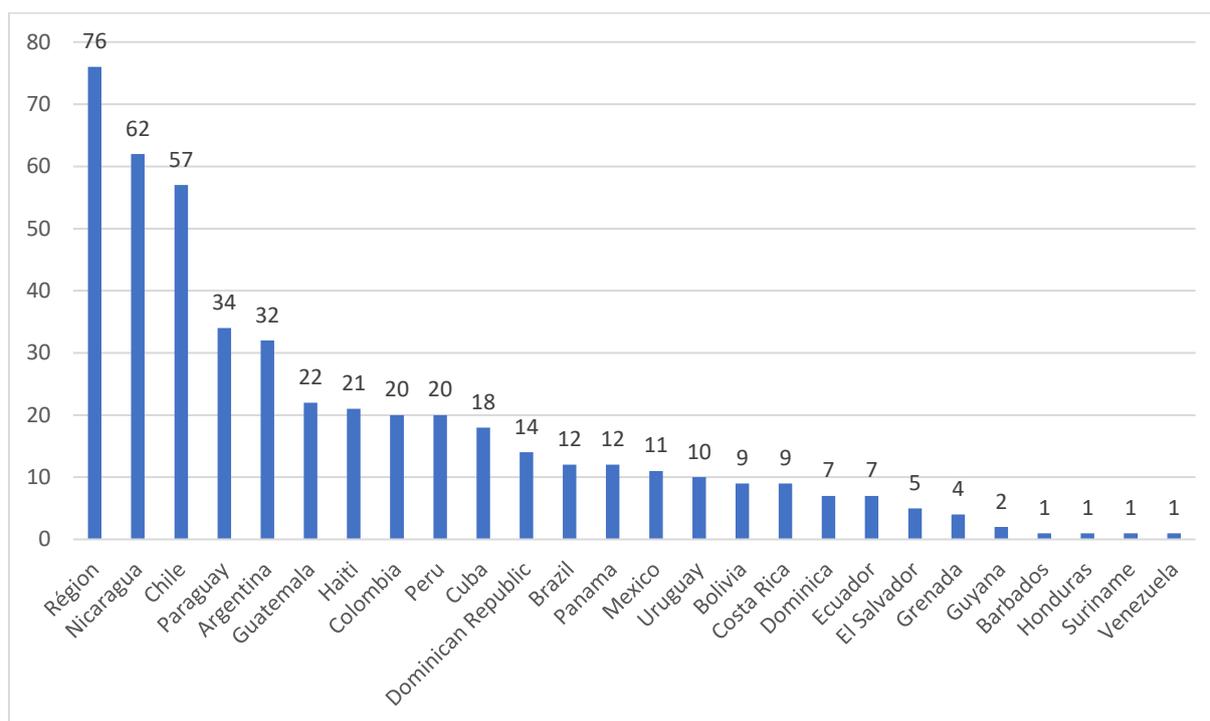
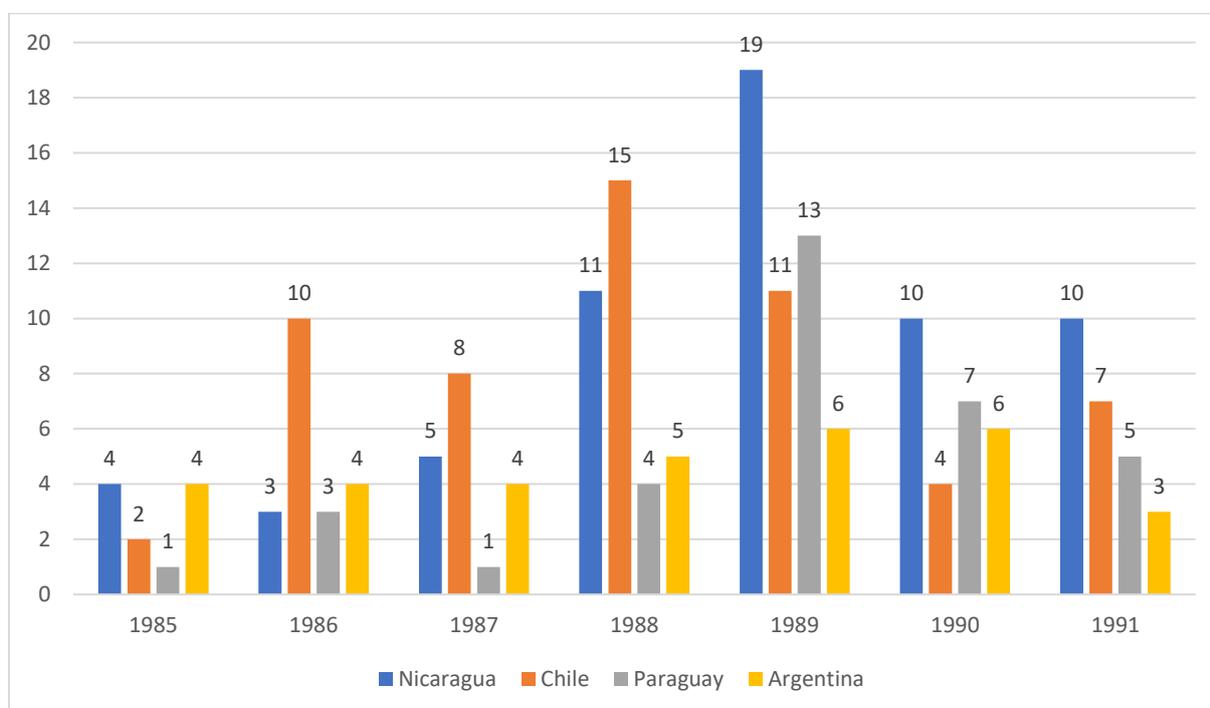
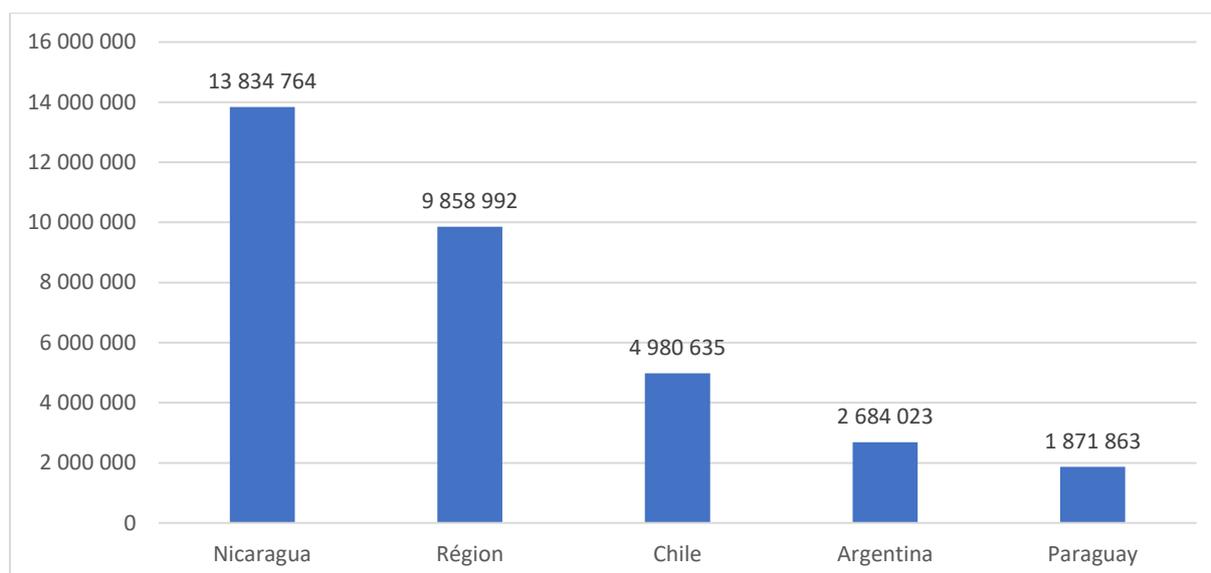


Figure 29 - Nombre de programmes par année pour le Nicaragua, le Chili, le Paraguay, et l'Argentine (1985-1991)



En effet, sur l'ensemble de la région, cinq cibles représentent plus de 55% du nombre de programmes (Figures 27-29) : les programmes « multirégionaux » (16,24%), le Nicaragua (13,25%), le Chili (12,18%), le Paraguay (7,26%) et l'Argentine (6,84%). De 1985 à 1991, le montant total alloué à l'Amérique latine est de 48,6M de dollars. Malgré les limites comparatives liées à l'évolution du dollar, les pourcentages de la répartition par pays sur l'ensemble de la période révèlent des écarts qui nuancent la hiérarchie précédente. Le Nicaragua (28,44%) est suivi des programmes dits régionaux (20,27%), du Chili (10,24%), de l'Argentine (5,52%) et du Paraguay (3,85%). En termes de montant, ces cinq « cibles » représentent 68,32% du total (Figure 30).

Figure 30 - Montant total (en dollars) alloué pour les programmes régionaux, le Nicaragua, le Chili, le Paraguay et l'Argentine entre 1985-1991



Le montant moyen des *grants* est de 103 926 dollars avec une médiane de 66 000. Cette moyenne s'explique en partie par la présence d'une valeur extrême haute. En 1990, un programme au Nicaragua est financé à travers l'USAID à hauteur de 6,25M de dollars⁴⁴⁹. Officiellement, il s'agit pour la NED d'« aider les forces démocratiques [dans] les élections du

⁴⁴⁹ Cela représente près de 50% du montant total reçu par le Nicaragua et 12,86% du montant total distribué par la NED en Amérique latine dans la période étudiée. Cette même année et à titre de comparaison, l'USAID finance aussi à hauteur de 10,8M des programmes pour cadrer les élections en Europe de l'Est liées à l'« effondrement du Communisme » (1990, p.5). Notons que les deux programmes suivants les plus financés le sont à hauteur de 660 000 (1985/région) et 515 000 (1988/Chili).

25 février au Nicaragua [suite à] une ouverture politique historique »⁴⁵⁰. Cette ouverture des dirigeants sandinistes s'est faite en réalité sous la contrainte politique et économique des États-Unis, qui ont mobilisé d'importants moyens financiers, notamment via la NED (figures 29-30), pour faire élire la candidate anti-sandiniste Violeta Chamorro en 1990⁴⁵¹.

Les chercheurs de la NED ont leurs propres critères conditionnant l'intérêt pour les pays de la région. Ils sont dans une logique de comparaison prospective vis-à-vis de leurs situations démocratiques respectives. En effet, les éditeurs de DDC demandent explicitement à leurs auteurs de classer « l'expérience démocratique générale » de chaque pays étudié selon une échelle⁴⁵². Les auteurs positionnent alors les pays en utilisant cette échelle ou en formulant des observations générales s'ils estiment que la classification n'est pas satisfaisante.

Ainsi, la région « Amérique latine » compte beaucoup pour les « promoteurs » et les chercheurs de la NED. Ces deux groupes accordent un intérêt inégal, en termes de financements et de publications, aux pays qu'ils placent dans la catégorie. Les discours politiques et académiques s'accordent sur l'importance de certains pays, comme le Chili ou le Nicaragua, mais les critères de sélection ne sont pas les mêmes. Les « promoteurs » s'intéressent à une plus grande diversité de pays dans le cadre de leur financement, là où des critères présentés comme scientifiques excluent certains pays de l'analyse des chercheurs.

La NED et la démocratie en Amérique latine

En Amérique latine, une fragile avancée de la démocratie selon la NED

À la fin de la guerre froide, les chercheurs et les « promoteurs » de la NED portent un regard similaire englobant sur la démocratie dans la région, entre optimisme et prudence.

Malgré un intérêt inégal pour les pays du continent, les deux groupes de discours ont en commun de considérer l'Amérique latine comme un tout au moment d'émettre des jugements sur son avenir démocratique. Pour Mark Berger, cette tendance à percevoir la région de façon « unitaire et homogène » remonte au XIXe siècle⁴⁵³. Trois extraits issus de rapports annuels de

⁴⁵⁰ 1990 NED annual report, p. 5.

⁴⁵¹ CAVELL Colin, *op. cit.*, p. 107.

⁴⁵² DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, *op. cit.*, p. xv: « In addition, each author was asked to assess (somewhere in the chapter) the country's overall experience with democratic government, using our six-point scale (of ideal types ranging from stable and consolidated democratic rule to the failure or absence of democracy). »

⁴⁵³ BERGER Mark, *op. cit.*, p. 15 : « The tendency of US foreign policy to treat the region as a whole has also been important in the continued representation of Latin America as unitary and homogeneous. »

la NED sur l'ensemble de la période 1984-1991 permettent de saisir la constance générale de son discours politique sur la démocratie en Amérique latine. En 1984, nous pouvons y lire que « nulle part dans le monde en développement les défis à la démocratie ne sont plus clairement définis ou les possibilités d'aider à son développement plus évidentes que dans notre propre hémisphère »⁴⁵⁴. Ce concept d'hémisphère américain (*the Western Hemisphere*), né au début du XIXe siècle renvoie à la place particulière occupée par l'Amérique latine pour les États-Unis⁴⁵⁵. En 1988, Carl Gershman mentionne à la fois « les défis et les obstacles » à la démocratie et affirme que « la plus grande avancée » démocratique a eu lieu récemment en Amérique latine⁴⁵⁶. Le président de la NED ajoute en 1991 que l'organisation a maintenu « son engagement en Amérique centrale et du Sud où des démocraties fragiles commencent à s'implanter »⁴⁵⁷. Le discours produit dans le champ académique dans le giron de la NED formule les mêmes types de constats. Dans le JOD, les articles de Susan Kaufman Purcell, en 1990 et Lowenthal-Hakim en 1991 peignent le même type de tableau. Pour Purcell, le « passé de l'Amérique latine pourrait revenir hanter son futur »⁴⁵⁸. Selon Abraham Lowenthal et Peter Hakim, enfin, la démocratie en Amérique est « loin d'être robuste »⁴⁵⁹.

Cet appel simultané à l'enthousiasme et à la prudence au sujet de l'avancée de la démocratie n'est cependant pas exclusif à l'Amérique latine. La proclamation d'un renouveau démocratique, d'une vague ou d'une « révolution démocratique » mondiale (1988, p. 7) constituent le cadre idéologique général affiché dans les documents de l'organisation. La NED

⁴⁵⁴ 1984 NED AR, p. 33-34 : « nowhere in the developing world are the challenges to democracy more sharply defined or the opportunities to assist in its development more clearly evident than in our own Hemisphere ».

⁴⁵⁵ SCARFI Juan Pablo et TILLMAN Andrew Reid (éd.), *Cooperation and Hegemony in US-Latin American Relations: Revisiting the Western Hemisphere Idea*, New York, Palgrave Macmillan, 2016, p. 1 : « Originally formulated by Thomas Jefferson in 1813 and later recovered by historian Arthur Whitaker, it is the idea that "the peoples of this [the Western] Hemisphere stand in a special relationship to one another which sets them apart from the rest of the world." »

⁴⁵⁶ 1988 NED AR, p. 7 : « A word of caution is in order, however. The challenges and obstacles confronting democracy in the period ahead are formidable. Latin America, the region of greatest recent advance, faces intensifying and interrelated crises of debt, economic stagnation, inflation and violence related to guerrilla warfare and the drug trade ».

⁴⁵⁷ 1991 NED AR, p. 6 : « while sustaining its involvement in Central and South America where fragile democracies are beginning to take root ».

⁴⁵⁸ PURCELL Susan Kaufman, « Stabilizing Latin Democracy », *Journal of Democracy*, vol. 1, n° 2, 1990, p. 121 : « Unfortunately, as the essays in this excellent collection explain, Latin America's past may yet return to haunt its future. Democracy in the region is far from consolidated. Weak political institutions, severe economic problems, and enormous disparities between rich and poor are only some of the problems that could ultimately bring on new military coups. Happily, however, such an outcome is by no means inevitable. In fact, one of the major arguments of Democracy in the Americas is that the pendulum can and will stop swinging--if Latin Americans want it to. »

⁴⁵⁹ HAKIM Peter et LOWENTHAL Abraham, « Latin America's Fragile Democracies », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 3, 1991, p. 18 : « The turn toward democracy in the Americas has been widely applauded in both the United States and Latin America. [...] Yet democracy in Latin America is far from robust. It is nowhere fully achieved, and it is perhaps most firmly established in those few countries where it was already deeply rooted and vibrant a generation ago. »

entend se projeter vers les régions du « monde entier » pour le démocratiser. Peu importe la délimitation de ce monde, la vision d'une démocratie fragile à défendre s'y applique de façon constante, comme cela est posé dès 1984 par Carl Gershman : « Il a été dit que la survie de la démocratie exige une vigilance éternelle. [...] C'est le cas »⁴⁶⁰. Les chercheurs de la NED développent la même rhétorique sur la nécessité d'agir « pour aider à unifier ce qui est en train de devenir un mouvement démocratique mondial »⁴⁶¹. Dans la préface des livres de la série DDC, ses directeurs écrivent en 1988 : « Il est certain que rien ne garantit que les progrès démocratiques récents et continus ne connaîtront pas une inversion »⁴⁶². En 1990, l'article introductif de la revue de Plattner et Diamond abonde également en ce sens⁴⁶³.

Cependant, l'Amérique latine occupe bien une place particulière pour la NED. D'une part, du point de vue de la promotion de la démocratie, elle est l'une des régions qui comptent le plus en termes de nombre de programmes et de montant brut pendant ses premières années d'activités. D'autre part, les *democratization studies* héritent des *Latin American studies*. Les deux regards, politique et académique, de la NED héritent de la vision historique par les États-Unis des républiques latino-américaines comme « instables » et « infantiles »⁴⁶⁴.

Un discours des champs sur eux-mêmes ?

Outre l'intérêt réel de l'organisation pour la région, ce diagnostic d'une fragilité de la démocratie en Amérique latine est aussi un discours de la NED sur elle-même. La rhétorique des « promoteurs » de la NED vis-à-vis de son engagement en Amérique latine repose sur deux éléments. D'un côté, affirmer que la NED fait un travail efficace et utile dans la région, comme en témoigneraient les avancées démocratiques. De l'autre, un appel à rester éternellement vigilant dans la mesure où ces démocraties fragiles pourraient s'effondrer. La tension entre ces deux pôles permet à l'organisation d'affirmer l'utilité et même la nécessité de son existence. Dès lors, la centralité de l'Amérique latine dans l'agenda de la NED ne repose pas uniquement

⁴⁶⁰ 1984 NED AR, p. 11 : « It has been said that the survival of democracy requires eternal vigilance. [...] it does ».

⁴⁶¹ DIAMOND Larry et PLATTNER Marc, « Why the “Journal of Democracy” », *op. cit.*, p. 44 : « We hope that it will help to unify what is becoming a worldwide democratic movement ».

⁴⁶² DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, *op. cit.*, p. ix : « To be sure, there is no guarantee that the recent and continuing democratic progress will not be reversed ».

⁴⁶³ DIAMOND Larry et PLATTNER Marc, « Why the “Journal of Democracy” », *op. cit.*, p. 3 : « Yet despite its intrinsic appeal and its recent triumphs, democracy remains comparatively weak in the realm of political ideas and organization. In many developing countries, the bookstores and the universities are dominated by Marxists. Elsewhere, Islamic fundamentalism and other extremist or authoritarian doctrines exert a powerful influence ».

⁴⁶⁴ SALVATORE Ricardo Donato, *op. cit.*, p. 143-146. Il fait remonter ce paradigme à la fin du XIX^{ème} siècle.

sur un alignement idéologique et politique, bien réel, avec l'exécutif états-unien (Annexe N)⁴⁶⁵. Pour la jeune organisation, il s'agit d'asseoir sa place pour faire face à ses détracteurs, en se concentrant stratégiquement sur une région, en particulier l'Amérique centrale, qui répond aux priorités du moment de la politique étrangère du gouvernement de Ronald Reagan⁴⁶⁶.

Comme nous l'avons montré dans le deuxième chapitre, les *democratization studies* émergent au même moment comme une sous-discipline de la science politique et font face à différents rivaux dans la production du savoir et l'obtention de financements. D'une certaine façon, les universitaires de ce champ se rendent indispensables en identifiant, dans un continent jugé stratégique par les États-Unis, des défis pour lesquels ils offrent des pistes de résolution. Cela ne revient pas à dire que les chercheurs ne sont pas sincères dans leur pratique scientifique. Néanmoins, indépendamment de ces considérations sur la façon dont ils produisent leur diagnostic, la nature de celui-ci leur accorde une position stratégique.

Le rapport entre les deux champs, entre confusion et distinction

Les chercheurs et les « promoteurs » de la NED proposent des constats similaires sur l'état de la démocratie en Amérique latine. Bien que les fondements de ce diagnostic ne soient pas entièrement partagés, cette similitude des discours témoigne d'une collaboration mutuellement bénéficiaire pour les acteurs de ces champs politique (promotion de la démocratie) et académique (*democratization studies*) dans le giron de la NED.

L'arsenal d'évaluations des volumes de DDC présente un grand intérêt pour les « promoteurs ». Que ces travaux soient scientifiquement rigoureux ou non, et qu'ils soient ou non pris en compte dans le financement des programmes, la NED se targue de s'appuyer sur des recommandations « scientifiques »⁴⁶⁷. Cette légitimité académique aide la « promotion de la démocratie » ainsi que ses promoteurs à maintenir leur place institutionnelle. À l'inverse, la

⁴⁶⁵ VEILLETTE Connie, RIBANDO Clare et SULLIVAN Mark, « U.S. Foreign Assistance to Latin America and the Caribbean », *Congressional Research Service*, 2006. Dans les années 1980, l'Amérique centrale concentre une grande partie de l'*US aid* en Amérique latine. L'orientation des programmes de la NED entre 1983 et 1991 s'inscrit parfaitement dans cette dynamique.

⁴⁶⁶ C'est ce que suggère CAROTHERS Thomas, *In the Name of Democracy*, *op. cit.*, p. 235 : « The Endowment tends to concentrate its efforts on countries that are "hot" in U.S. policy terms ».

⁴⁶⁷ *Official Commemoration of the Twentieth Anniversary of the National Endowment for Democracy*, *National Endowment for Democracy*, 6 novembre 2003, p.3 : « The two-year study is the first comparative effort to focus on democracy in the Third World in a comprehensive manner, and becomes the catalyst for all of NED's subsequent scholarly activities. »

promotion de la démocratie contribue à asseoir les chercheurs des *democratization studies* dans le champ académique qui connaît ses propres luttes.

Néanmoins, la connexion entre ces champs va plus loin car il ne s'agit pas seulement d'un alignement ponctuel des intérêts des acteurs de chaque champ. Les discours qu'ils produisent sont semblables au point qu'ils sont interchangeables. Il y a une vraie convergence académique, politique et idéologique entre les « promoteurs » et les chercheurs de la NED : ils s'accordent sur la « supériorité » du modèle démocratique occidental, la « nécessité » de le promouvoir et l'enjeu que représente l'Amérique latine.

Pour autant, malgré cette convergence du contenu des discours, les pratiques des deux champs ne se confondent pas. En effet, les normes spécifiques qui régissent l'un et l'autre subsistent. L'activité fondamentale de la promotion de la démocratie est le financement de programmes, alors que celle des *democratization studies* est la production de savoir au sein d'institutions académiques. Dans leur cas, le discours qu'elles produisent, au sein de publications, représente leur pratique centrale. Les lieux d'expressions et les interlocuteurs privilégiés de chaque groupe diffèrent également. Les « promoteurs » de la NED produisent des rapports annuels qui s'adressent au Congrès, à l'exécutif ou encore au *Government Accountability Office*. Les chercheurs des *democratization studies* collaborent à des ouvrages et à des revues scientifiques, et publient à l'adresse de la communauté scientifique ou du grand public. Lorsqu'ils contribuent à des rapports à visée politique, ils le font au nom de leur capacité de chercheur.

Conclusion

Nous nous étions demandés dans quelle mesure les regards de la promotion de la démocratie et des *democratization studies* sur la démocratie et l'Amérique latine se confondent à la fin de la guerre froide. Nous avons souligné leurs grandes ressemblances, dues à leurs larges convergences d'intérêt et idéologiques dans un contexte mondial polarisé et à des facteurs à l'échelle du cadre national états-unien. Dès lors, les « promoteurs » et les chercheurs des *democratization studies* apparaissent comme des partenaires privilégiés au moment de la naissance de leurs deux champs. Néanmoins, malgré cet alignement de fait, les pratiques liées à chacun des champs continuent à obéir à des normes propres. Les champs académique et politique conservent une certaine autonomie.

Partie B – Une controverse politico-littéraire autour de la foire internationale du livre de Moscou (1985)

Dans cette seconde partie, nous interrogeons les liens entre le champ de la promotion de la démocratie et le champ de l'édition autour d'un événement de diplomatie culturelle, un salon littéraire qui s'est tenu à Moscou en 1985. À cette occasion, l'*Association of American Publishers* (AAP) doit y tenir un stand intitulé « *America Through American Eyes* ». L'AAP reçoit un financement de la NED pour préparer sa participation mais, par la suite, la NED exprime son désaccord avec les choix littéraires de l'AAP.

Cette critique donne lieu à une controverse en mai-juin 1985, que nous connaissons par une série d'articles de presse. L'affaire fait intervenir simultanément des acteurs du champ politique et du champ de l'édition (éditeurs et écrivains). Nous défendons que la controverse obéit parallèlement aux logiques de ces deux champs malgré leur fort entrelacement.

La foire internationale du livre de Moscou, un événement de diplomatie culturelle en pleine guerre froide

La « diplomatie publique » est un concept de guerre froide développé au sortir de la Seconde Guerre mondiale et qui se consolide dans les années 1965. D'après Hans Tuch, l'objectif de la diplomatie publique est de « faire comprendre les idées et les idéaux de sa nation, ses institutions et ses cultures, ainsi que ses objectifs nationaux et ses politiques actuelles⁴⁶⁸. » Sylvia Dummer complète cette définition : il s'agit d'influencer de façon intentionnelle la population d'un pays étranger pour son bénéfice propre⁴⁶⁹. En effet, alors que, dans la diplomatie traditionnelle, il est question de relations entre deux gouvernements, la diplomatie publique renvoie théoriquement à la « communication directe entre un gouvernement et la population d'un autre pays »⁴⁷⁰. Néanmoins, comme le souligne Sylvia Dummer, la diplomatie publique implique aussi des acteurs non gouvernementaux. C'est le cas ici de la NED, une

⁴⁶⁸ TUCH Hans, *Communicating With the World: U.S. Public Diplomacy Overseas*, New York, St. Martin's Press for the Institute for the Study of Diplomacy, 1993, p. 3 : « I define public diplomacy as a government's process of communicating with foreign publics in an attempt to bring about understanding for its nation's ideas and ideals, its institutions and culture, as well as its national goals and current policies. »

⁴⁶⁹ DUMMER Sylvia, *En defensa de la Revolución: diplomacia pública de México hacia Estados Unidos bajo el gobierno de Lázaro Cárdenas (1934-1940)*, Thèse de doctorat en Histoire et études culturelles, Allemagne, Freien Universität Berlin, 2015, p. 44.

⁴⁷⁰ *Ibid.*, p. 38.

organisation privée de promotion de la démocratie financée par l'USIA, et de l'AAP, une association professionnelle de l'industrie de l'édition aux États-Unis.

Sylvia Dummer distingue trois grandes stratégies au sein de la diplomatie publique : les politiques d'information publique, la gestion des médias et la diplomatie culturelle. Le salon du livre de Moscou correspond à cette troisième stratégie.

« [La] diplomatie culturelle [...] fait référence à la diffusion des idées, de l'art et de la culture du pays, allant des expositions d'art et de la diffusion de la littérature et de la musique nationales à des formes d'interaction culturelle telles que les bourses d'études et les échanges éducatifs⁴⁷¹. »

Selon Sylvia Dummer, l'idée de diplomatie publique aide à rendre intelligible des processus relevant proprement des relations internationales tout en insistant sur la nature diplomatique des enjeux. En effet, dans le cas du salon de Moscou, il s'agit pour les États-Unis et l'Union soviétique d'agir sur la population d'autres pays pour influencer leur politique étrangère. La foire internationale du livre de Moscou (*Moscow International Book Fair*) est une initiative lancée en 1977. Les États-Unis ont participé à plusieurs reprises à ce salon, notamment par l'intermédiaire de l'*Association of American Publishers*, déjà responsable d'une exposition en 1979. Les sources concernant cette édition de la foire en 1979 nous aident à en saisir les enjeux à différentes échelles. Un tel événement vise pour le gouvernement de l'URSS à exhiber une ouverture sur le monde tout en impressionnant positivement les visiteurs⁴⁷². En retour, le gouvernement des États-Unis souhaite atteindre la population de l'URSS à travers des livres produits aux États-Unis. L'accent qui est mis sur l'accessibilité de ces livres est notable dans cette notice bibliographique de l'édition de 1979 de l'exposition « *America through American Eyes: An Exhibit of Recent Books that Reflect Life in the United States* ».

« Cette bibliographie annotée énumère environ 300 livres américains représentatifs des publications actuelles, populaires et facilement disponibles. L'objectif étant de donner aux habitants de l'Union soviétique une idée des divertissements, des arts et des préoccupations actuels de l'Amérique, les livres ont été choisis en fonction de leur accessibilité pour ceux qui ne connaissent pas la langue anglaise⁴⁷³. »

⁴⁷¹ *Ibid*, p. 39 : « la diplomacia cultural [...] se refiere a la difusión de las ideas, arte y cultura del país, y que contempla desde exposiciones de arte y difusión de la literatura y música nacional a formas de interacción cultural como becas e intercambios educacionales. »

⁴⁷² Voir à ce sujet le carnet de voyage d'une représentante de l'*International Reading Association* au second salon de Moscou, « Moscow Book Fair Visit », *The Reading Teacher*, vol. 33, n° 6, 1980, p. 659 : « Mr. Zuv is director of the publishing house for which Mrs. Victoria works. He greeted me with a kiss on the hand and told me that Moscow was mine. I had only to ask, and I would be assured of anything. »

⁴⁷³ « ERIC ChESS Documents in History », *The History Teacher*, vol. 13, n° 4, 1980, p. 586 : « This annotated bibliography lists approximately 300 American books representative of current, popular, and readily available publications. Because the intent is to give people in the Soviet Union an idea of America's current amusements,

Le salon est aussi un enjeu pour les réseaux transnationaux⁴⁷⁴, comme celui formé par l'*U.S. Helsinki Watch* créé en 1979 pour surveiller le respect des accords d'Helsinki (1975)⁴⁷⁵.

Néanmoins, les enjeux autour de l'événement dépassent ceux de politique internationale et transnationale. Sur le plan économique, l'événement représente un marché pour les éditeurs et auteurs des deux blocs, comme en témoigne un article du *New York Times* de 1979.

« Jeremiah Kaplan, président de la division édition de Macmillan, qui participe à sa première foire du livre en Union soviétique [...], a déclaré que sa société avait déjà publié de la science-fiction soviétique et qu'elle négocierait la vente de livres éducatifs, médicaux et universitaires⁴⁷⁶. »

Par ailleurs, pour l'URSS et pour les États-Unis, l'événement produit aussi des effets sur leurs propres populations. L'Union soviétique affiche des signes d'ouverture tout en gardant un certain contrôle sur les ouvrages présentés⁴⁷⁷. Pour les États-Unis, l'écrivain Kurt Vonnegut, l'un des responsables de la sélection des livres pour l'AAP en 1979, indique que « ces livres devraient également donner aux Américains l'occasion de "découvrir quelque chose sur la façon dont les Américains se perçoivent à l'aube des années 1980" »⁴⁷⁸.

Autrement dit, il n'est pas simplement question de diplomatie culturelle et, en se superposant, les différents enjeux donnent lieu à des dissensions : d'une part, entre les deux blocs ; d'autre part, et cela nous intéresse en particulier pour le salon de 1985, entre les différents acteurs d'un même pays. À titre de comparaison, en 1979, un article du *Times*

arts, and concerns, the books have been considered on their accessibility to those unfamiliar with the English language. »

⁴⁷⁴ CARDINALE Richard, *The Impact of Transnational Networks on the Early Advocacy Campaigns of the U.S. Helsinki Watch Committee, 1978-1982*, Mémoire de Master en philosophie, Department of History, Faculty of Arts and Social Sciences, The University of Sydney, juin 2019, p. 83 : « In September 1979, the opportunity arrived to expand the work of U.S. Helsinki Watch in substantial ways. This came with the start of the Second International Book Fair, to be held in Moscow. » <https://core.ac.uk/download/pdf/232915203.pdf> (Consulté le 5 mars 2021).

⁴⁷⁵ https://data.bnf.fr/fr/12274107/us_helsinki_watch_committee/ (Consulté le 07 mai 2021).

⁴⁷⁶ MITGANG Herbert, « Moscow Book Fair May Set Off Literary Fireworks », *The New York Times*, 2 septembre 1979 : « Jeremiah Kaplan, president of Macmillan's publishing division, who is attending for his first book fair in the Soviet Union [...] said that his company had already published Soviet science fiction and would be negotiating to sell educational, medical and academic books. » <https://www.nytimes.com/1979/09/02/archives/moscow-book-fair-may-set-off-literary-fireworks-one-is-denied-a.html> (Consulté le 5 mars 2021).

⁴⁷⁷ LEE Gary, « America Returns To Moscow Book Fair », *The Washington Post*, 10 septembre 1985 : « That year [1979], several, including books by Alexander Solzhenitsyn, were confiscated. » <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1985/09/10/america-returns-to-moscow-book-fair/0c172531-0539-482c-b5b3-113f9fdc55e2/> (Consulté le 5 mars 2021).

⁴⁷⁸ MITGANG Herbert, « Moscow Book Fair May Set Off Literary Fireworks », *op. cit.* : « [Kurt Vonnegut Jr.] says that the books should also give Americans an opportunity "to discover something about how Americans see themselves as the 1980's are about to begin." »

témoigne de désirs parfois incompatibles entre les éditeurs soviétiques et le gouvernement de l'URSS, autour de la venue de l'éditeur et militant des droits humains, Robert Bernstein.

« Bien qu'au moins un éditeur américain, Robert L. Bernstein, président de *Random House*, se soit vu refuser un visa, d'autres éditeurs participant à la foire espèrent que les responsables soviétiques de l'édition prouveront que le commerce et la liberté sans répression peuvent coexister dans le monde du livre. [...] Des sources de l'édition à New York, interrogées à la veille de la foire, pensent que les agences soviétiques de livres, d'impression et de droits d'auteur souhaitaient acheter et vendre dans les deux sens. Selon ces sources, les difficultés rencontrées par M. Bernstein et d'autres sont dues à des fonctionnaires du gouvernement soviétique qui ne sont pas impliqués dans l'édition⁴⁷⁹. »

De la même façon, la participation de l'AAP en 1985 déclenche une réaction de Carl Gershman, président de la NED à partir d'avril 1984. En 1985, les États-Unis participent à la foire internationale pour la première fois depuis 1979, suite au relâchement du boycott états-unien imposé après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS cette même année⁴⁸⁰.

Du financement de l'AAP par la NED à la controverse (1984-1985)

L'*Association of American Publishers*, créée en 1945, se présente elle-même comme la principale association représentant les éditeurs de livres aux États-Unis⁴⁸¹. Le 23 janvier 1984, John Macrae, en sa qualité de président de l'*International Freedom to Publish Committee* (un comité de l'AAP), écrit à Allen Weinstein, alors président par intérim de la NED⁴⁸². Le style et le contenu du courrier laissent entendre que John Macrae connaît bien Allen Weinstein.

« Cher Allen : Je vous écris à la suggestion de Jeri Laber qui, si j'ai bien compris, vous a déjà parlé de la grande exposition de livres pour laquelle l'*Association of American Publishers* recherche actuellement des fonds. Nous espérons que la *National Endowment for Democracy* sera intéressée par le financement de ce projet, qui est tout à fait conforme au mandat de la NED⁴⁸³. »

⁴⁷⁹ *Ibid* : « Although at least one American publisher, Robert L. Bernstein, chairman of Random House, has been denied a visa, other publishers participating in the fair hope Soviet publishing officials will prove that commerce and freedom without suppression can co-exist in the world of books. [...] Publishing sources in New York, on the eve of the fair, believed that the Soviet book, printing and copyright agencies desire to buy and sell in both directions. The difficulty encountered by Mr. Bernstein and others, these sources said, came from Soviet Government officials not involved in publishing. »

⁴⁸⁰ LEE Gary, « America Returns To Moscow Book Fair », *op. cit.* : « Moscow's biennial book fair opens Tuesday, with American publishers taking part for the first time since the imposition of a boycott after the 1979 Soviet invasion of Afghanistan. »

⁴⁸¹ *1978 House Hearings*, p. 16 : « the International Freedom To Publish Committee is a committee of the Association of American Publishers which represents most of the book publishers in this country. »

⁴⁸² *1984 NED annual report*, p. 5. Allen Weinstein sert comme président de la NED entre novembre 1983 et avril 1984. En avril 1984, Carl Gershman est élu président par le *Board of Directors* de la NED.

⁴⁸³ Allen Weinstein cite par MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, *GPO-CRECB-1985-pt9-3-2*, Senate: May 14, 1978, p. 11778 : « DEAR ALLEN: I am writing to you at the suggestion of Jeri Laber who has, I understand already mentioned to you the major book exhibit for which the Association of American Publishers is now seeking funds. It is our hope that the National Endowment for Democracy will be interested in funding this project, which

Macrae sollicite auprès d'Allen Weinstein un financement pour l'exposition de 1985.

« Notre objectif est de monter une exposition de 300 livres, dont un grand nombre de livres d'images, - à la Foire du livre de Moscou en 1985. Cette exposition, intitulée "*America Through American Eyes*", sera ensuite présentée dans d'autres pays, en particulier dans les pays où la liberté d'expression est limitée ou supprimée. [...] L'exposition de 1979 et les catalogues ont été rendus possibles grâce aux efforts volontaires et aux contributions financières d'une grande variété de personnes : écrivains, bibliothécaires, éditeurs, directeurs de journaux. Nous espérons à l'époque que l'entreprise recevrait par la suite un financement régulier du gouvernement américain et deviendrait une exposition itinérante, mise à jour tous les cinq ans⁴⁸⁴. »

Il vante le succès de l'édition de 1979 à Moscou et d'une exposition du même type en Chine en 1981. Pourtant, malgré « l'enthousiasme » que Macrae revendique autour du projet, l'AAP n'a pas pu obtenir de fonds publics. Le financement de la NED (elle-même subventionnée par l'USIA) apparaît alors comme une alternative pour l'AAP.

« Malgré un grand enthousiasme dans les cercles gouvernementaux et le succès évident de l'exposition à Moscou et en Chine, le soutien financier du gouvernement américain ne s'est pas concrétisé et l'enthousiasme pour le projet au sein de notre Association a commencé à diminuer à mesure que les relations entre l'Est et l'Ouest devenaient plus tendues. [...] Pour ces raisons, notre Association souhaiterait monter une nouvelle exposition "*America Through American Eyes*". Je joins un budget provisoire pour le projet, et je suis impatient de savoir si la NED serait intéressée à fournir le financement nécessaire⁴⁸⁵. »

La demande de financement est acceptée par l'organisation de promotion de la démocratie. En 1984, la NED attribue un *grant* à hauteur de 50 000 dollars à l'*Association of American Publishers* pour soutenir sa participation à l'édition 1985 de la foire de Moscou. Voici la façon dont la NED présente le programme qu'elle soutient.

« Foire internationale du livre de Moscou 50 000 \$

International Freedom to Publish Committee, Association of American Publishers

Ce *grant* aidera les éditeurs américains à monter une exposition à la foire internationale du livre de 1985 à Moscou, de quelque trois cents livres récents écrits par des Américains sur les Etats-Unis. Intitulée "*America Through American Eyes*", l'exposition décrira la vie et la pensée aux Etats-Unis,

is very much in keeping with the NED's mandate. » <https://www.govinfo.gov/content/pkg/GPO-CRECB-1985-pt9/pdf/GPO-CRECB-1985-pt9-3-2.pdf>, (Consulté le 5 mars 2021).

⁴⁸⁴ *Ibid.*, p. 11778 : « Our goal is to mount a 300-book exhibit, including a large number of picture books, · at the 1985 Moscow Book Fair. The exhibit, entitled "America Through American Eyes," would subsequently · be shown in other countries, especially in countries where freedom of expression is curtailed or suppressed. [...] The 1979 exhibit and the catalogues were made possible by the voluntary efforts and financial contributions of a large variety of people: writers, librarians, publishers, newspaper editors. We hoped at the time that the venture would subsequently receive regular U.S. government funding and become a traveling exhibit, updated every five years. »

⁴⁸⁵ *Ibid.*, p. 11778 : « Despite a good deal of enthusiasm in government circles and the obvious success of the exhibit in Moscow and in China, financial support from the U.S. government did not materialize and enthusiasm for the project within our Association began to wane as relations between East and West became more strained. [...] For these reasons, our Association would like to mount a new "America Through American Eyes" exhibit. I enclose a tentative budget for the project, and I am eager to know whether the NED would be interested in providing the necessary funding. »

sa diversité et sa liberté, et sera un témoignage de la liberté d'expression et de la liberté de la presse qui existent dans notre démocratie. Un catalogue annoté décrivant les livres, rédigé en russe et en anglais, sera distribué aux visiteurs de la foire. Une exposition similaire avait été montée par des éditeurs américains à la Foire de Moscou de 1979 et avait connu un grand succès auprès du public soviétique⁴⁸⁶. »

Comme en 1979, un comité indépendant est chargé de sélectionner les livres en question. En 1985, le comité est composé d'écrivains et de membres des bibliothèques publiques de New York et de Philadelphie. Il est dirigé comme pour l'édition précédente de 1979 par l'écrivain Kurt Vonnegut⁴⁸⁷.

La polémique a lieu au sujet des livres retenus par le comité de Vonnegut⁴⁸⁸. Elle trouve ses origines dans un courrier que Carl Gershman (président de la NED à la suite d'Allen Weinstein) adresse à John Macrae le 8 mai 1985. Dans cette lettre, il écrit que « la liste affiche un point de vue politique unitaire qui ne reconnaît pas certaines des tendances intellectuelles les plus intéressantes et les plus influentes de ces cinq dernières années⁴⁸⁹. » Ce courrier suscite des réactions et des échanges de la part d'acteurs divers : des membres de l'AAP et de son comité, des membres de la NED, de Kurt Vonnegut, des représentants du Congrès et de la presse états-unienne. Les discussions autour de la liste durent un mois, entre le 8 mai et le 8 juin 1985 (Figure 31), par échanges directs (courriers) et indirects (via la presse, ou le Congrès).

Deux jours après la lettre de Carl Gershman à John Macrae, le 10 mai, un article du *Washington Post* de Charles Krauthammer formule des critiques envers la liste de Kurt Vonnegut, sans citer Carl Gershman mais sur la même rhétorique d'un déséquilibre de la liste : « où est l'équilibre ? », écrit-il⁴⁹⁰. Le lendemain, le *New York Times* fait cette fois explicitement

⁴⁸⁶ 1984 NED annual report, p. 42 : « This grant will assist U.S. publishers in mounting an exhibit at the 1985 International Book Fair in Moscow of some three hundred recent books by Americans about the United States. Called "America Through American Eyes," the exhibit will describe life and thought in the United States, its diversity and freedom, and will be a testimony to the free speech and free press that exist in our democracy. An annotated catalogue describing the books, written in both the Russian and English languages, will be distributed to visitors at the Fair. A similar exhibit was mounted by U.S. publishers at the 1979 Moscow Fair and enjoyed huge success with the Soviet public. »

⁴⁸⁷ « America, Through Whose Eyes? », *The New York Times*, 15 mai 1985 : « they formed an eight-member committee of writers and members of the New York and Philadelphia public libraries and asked it to come up with a list. » (Consulté le 3 novembre 2020).

<https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176572364/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari>.

⁴⁸⁸ La liste complète se trouve dans MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, *op. cit.*, p. 11778-11781.

⁴⁸⁹ *Ibid*, p. 11775 : « On May 8, Mr. Gershman wrote Mr. John Macrae III chairman of the publisher's committee, to report that he had obtained an expert opinion that: "The list displays a unitary political point of view that gives no recognition to some of the most interesting and influential intellectual trends of the past five years." ».

⁴⁹⁰ KRAUTHAMMER Charles, « The Vonnegut List », *The Washington Post*, 10 mai 1985 : « But where is the balance? » (Consulté le 3 novembre 2020).

référence à la lettre envoyée par Carl Gershman à John Macrae. Le journal obtient de nouvelles réactions de Carl Gershman et de Kurt Vonnegut au sujet des critiques. Le 14 mai 1985, le sénateur démocrate pour l'État de New York, Daniel Patrick Moynihan prend la parole au Congrès pour évoquer l'affaire. Il appelle Carl Gershman à s'excuser pour son « erreur ». Il joint à son intervention un certain nombre de documents qui nous ont permis de reconstituer la chronologie des événements⁴⁹¹. À en juger la presse, les discussions se poursuivent jusqu'à début juin. L'AAP et Carl Gershman prennent position dans les colonnes des différents journaux. Le *New York Times* tend à soutenir l'AAP alors que le *Washington Post* et le *Wall Street Journal*, qui publient moins d'articles sur le sujet, soutiennent la NED et Carl Gershman.

Nous allons analyser cette affaire, les interactions entre les différents acteurs, selon différentes perspectives. Nous verrons que ces événements sont pensés par les acteurs à la fois comme une opposition entre conservateurs et libéraux mais aussi comme une opposition entre les champs politique et de l'édition. Or, dans les deux cas, l'opposition s'avère plus complexe et témoigne de l'existence de représentations contradictoires autour du rôle de la NED.

Figure 31 - Chronologie de la controverse de la foire du livre de Moscou (1984-1985)

Date	Événement
23 janvier 1984	L'AAP contacte le président de la NED Allen Weinstein.
30 sept. 1984	Le financement de l'AAP apparaît dans le rapport de 1984 de la NED.
8 mai 1985	Carl Gershman écrit à John Macrae pour critiquer la liste.
10 mai 1985	Première réaction dans la presse : « The Vonnegut List » de Charles Krauthammer dans <i>The Washington Post</i> .
13 mai 1985	John Macrae contacte Gershman pour se plaindre de son « intimidation ».
14 mai 1985	Le sénateur Daniel Patrick Moynihan évoque l'affaire au Sénat : il invite Carl Gershman à reconnaître ses « erreurs » et à s'excuser.
17 mai 1985	Carl Gershman écrit au <i>Times</i> pour un droit de réponse. Son courrier est publié le 28 mai. « Obtaining Balance at Moscow Book Show ».
21 mai 1985	L'AAP disqualifie l'attitude de son membre John Macrae et offre à la NED de reprendre la discussion. Cette décision conduit Kurt Vonnegut à démissionner du comité de sélection des livres.
29 mai 1985	Robert Bernstein (membre de l'AAP) écrit en son nom pour critiquer la « censure » de Carl Gershman. Son courrier est publié le 04 juin : « Keep the Money, They Told the Endowment » dans le <i>New York Times</i> .
Début juin 1985	L'AAP décide finalement de restituer son financement à la NED et de ne pas modifier la liste sélectionnée par le comité indépendant.
Sept. 1985	L'AAP présente son exposition, inchangée, à la foire de Moscou.

<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020011125dh5a00clm&cat=a&ep=ASE>.

⁴⁹¹ Il cite l'échange entre Macrae et Weinstein, un extrait de la lettre de Gershman à Macrae, le contrat du *grant* entre la NED et l'AAP ainsi que la liste complète des livres pour l'édition 1985 du salon de Moscou.

Une controverse politique ou littéraire ? (mai-juin 1985)

La gauche libérale contre la droite conservatrice ?

La controverse autour du choix des livres pour le salon de Moscou donne lieu à une opposition qui s'affiche comme un affrontement entre libéraux et conservateurs. En premier lieu, cela se ressent dans la presse. Le *New York Times*, traditionnellement associé aux libéraux aux États-Unis, défend l'AAP dans ce conflit et critique la position de Carl Gershman.

« C'est un défi, et un défi formidable, que de montrer aux visiteurs de la prochaine foire internationale du livre de Moscou "America Through American Eyes". Et comme les éditeurs américains ne voulaient pas faire la promotion de leurs propres livres, ils ont formé un comité de huit membres, composé d'écrivains et de membres des bibliothèques publiques de New York et de Philadelphie et lui ont demandé de dresser une liste. Puis, après avoir expliqué le projet, les éditeurs ont demandé de l'aide à la *National Endowment for Democracy*, une organisation bipartisanne financée par le Congrès. Ils ont obtenu 50 000 dollars, mais ils ont aussi obtenu un censeur. L'*endowment* se plaint que la liste d'environ 300 livres établie par le comité est idéologiquement déséquilibrée⁴⁹². »

Le *Wall Street Journal*, historiquement plutôt positionné du côté conservateur, prend position en faveur de Carl Gershman contre l'AAP.

« Le Congrès a créé l'*endowment* bipartisan pour promouvoir la démocratie à l'étranger. L'organisme a survécu aux premières querelles sur la nature de sa mission et a financé quelques projets honorables. Les éditeurs ont demandé une aide à la NED pour la foire de Moscou, et l'*endowment*, dans sa naïveté, a accédé à leur demande, en imaginant qu'il ne s'agissait pas seulement d'un salon commercial mais d'une exposition culturelle plus large. [...] Mais les éditeurs disent qu'ils ne veulent pas discuter avec l'*endowment*. Ils disent que le fait que la NED veuille avoir son mot à dire dans le processus de sélection constitue une atteinte intolérable à leur indépendance inviolable. Ils disent qu'ils veulent des excuses du gouvernement. Ces éditeurs ne se rendent pas compte de leur ridicule⁴⁹³. »

⁴⁹² « America, Through Whose Eyes? », *op. cit.* : « The task is a challenge, and a wonderful one -to show visitors at the forthcoming Moscow International Book Fair "America Through American Eyes." And because America's publishers didn't want to be pushing their own books, they formed an eight-member committee of writers and members of the New York and Philadelphia public libraries and asked it to come up with a list. Then, having explained the project, the publishers applied to the National Endowment for Democracy, a bipartisan organization financed by Congress, for some help. They got it all right, \$50,000, but they also got a censor. The committee's list of about 300 books, the endowment complains, is ideologically unbalanced. »

⁴⁹³ « Review & Outlook (Editorial): Publishers' Parish », *The Wall Street Journal*, 16 mai 1985 : « Congress set up the bipartisan endowment to promote democracy abroad. The organization survived the early wrangling over the nature of its mission and has funded some creditable projects. The publishers asked endowment aid for the Moscow fair, and the naive endowment granted the request, on the ground that this was not just a trade show but a broader cultural exhibition. [...] But the publishers say they do not want to talk with the endowment. They say the endowment's wanting any voice in the selection process is an intolerable infringement of their inviolable independence. They say they want that government apology. These guys cannot possibly know what they sound like. » (Consulté le 3 novembre 2020).

<http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=j000000020011125dh5g00f1r&cat=a&ep=ASE>.

Enfin, l'article du *Washington Post* du 10 mai 1985, dénonçant « l'insularité arrogante de la gauche littéraire »⁴⁹⁴, est signé par Charles Krauthammer, une figure importante du néoconservatisme aux États-Unis⁴⁹⁵. Il déplore notamment l'absence de livres d'Irving Kristol, intellectuel considéré comme le fondateur du néoconservatisme, et des mémoires de Kissinger.

« Cette liste se veut une représentation de la vie américaine dans les années 1980 - années marquées, avant tout, par la montée du conservatisme américain - et il n'y a pas un seul livre d'un néoconservateur de premier plan. Le reaganisme est peut-être un mauvais rêve pour Vonnegut & Co. Mais aussi déplorable puisse-t-il être considéré, il se trouve être le rêve américain dominant des années 1980⁴⁹⁶. »

Nous pourrions être tentés de prolonger cette lecture par le prisme d'une opposition binaire avec l'intervention au Congrès du sénateur démocrate Moynihan, le 14 mai 1985. Ce dernier réprimande l'attitude de Carl Gershman et pointe leurs différends idéologiques. Moynihan compare le processus du choix de la liste à une élection.

« Les "mérites de la liste" sont précisément qu'elle a été choisie par un comité indépendant. Ils ont voté. Certains des amis idéologiques de M. Gershman semblent avoir perdu, et sans doute certains de ses adversaires. Eh bien, certains de mes amis aussi. Maintenant que j'y pense, moi aussi. Les élections ont tendance à produire ce genre de situation⁴⁹⁷. »

Carl Gershman s'est effectivement montré sceptique quant à ce qu'il considère comme l'omission « de livres d'auteurs conservateurs et néoconservateurs de premier plan ».

« M. Gersham [faute d'origine, il s'agit de Gershman] a cité plusieurs livres de la liste qui, selon lui, "reflètent les opinions d'un seul segment du spectre politique américain". [...] M. Gersham a déclaré que la NED, qui a jusqu'à présent donné 12 000 \$ sur les 50 000 \$, ne veut pas d'un penchant idéologique conservateur pour les livres qui seront exposés à Moscou. "Mais nous voulons de l'équité et de l'équilibre et leur liste ne reflète ni l'un ni l'autre", a-t-il déclaré. Lui et d'autres critiques ont souligné l'omission de livres d'auteurs conservateurs et néoconservateurs de premier plan⁴⁹⁸. »

⁴⁹⁴ KRAUTHAMMER Charles, « The Vonnegut List », *op. cit.* : « The Vonnegut list tells us less about the political diversity of America than about the arrogant insularity of the literary left. »

⁴⁹⁵ https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2018/06/24/la-mort-de-charles-krauthammer-chroniqueur-au-washington-post_5320546_3382.html (Consulté le 29 mai 2021).

⁴⁹⁶ KRAUTHAMMER Charles, « The Vonnegut List », *op. cit.* : « This list purports to be a representation of American life in the '80s- years marked, above all, by the rise of American conservatism-and there is not a single book by a leading neoconservative. Reaganism may be a bad dream for Vonnegut & Co. But however deplorable, it happens to be the dominant American dream of the '80s. »

⁴⁹⁷ MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, p. 11776 : « The "merits of the list" are precisely that it was chosen by an independent committee. They voted. Some of Mr. Gershman's ideological friends appear to have lost, and no doubt some of his opponents. Well, so did some of my friends. Come to think of it, so did I. Elections will do that. »

⁴⁹⁸ MCDOWELL Edwin, « U.S. List for Book Fair in Moscow is Disputed », *The New York Times*, 11 mai 1985: « Mr. Gersham cited several books on the list that he said "reflect the views of only one segment of the American political spectrum." [...] Mr. Gersham said the National Endowment, which has so far given \$12,000 of the \$50,000, does not want a conservative ideological slant to the books that will be on display in Moscow. "But we do want fairness and balance and their list reflects neither one," he said. He and other critics have pointed to the omission of books by leading conservative and neoconservative authors. » (Consulté le 3 novembre 2020).

Néanmoins, l'explication de la controverse par l'opposition binaire libéraux-conservateurs ne rend pas compte de certaines tensions internes à la famille politique des conservateurs aux États-Unis. Daniel Patrick Moynihan est issu de la tradition néoconservatrice qu'il délaisse au début des années 1980⁴⁹⁹. La controverse pourrait être lue donc aussi comme le signe d'une fracture parmi les néoconservateurs. Par ailleurs, malgré ses différends avec Carl Gershman et la NED, il semble que Moynihan soit également membre en 1985 du conseil d'administration de l'une des quatre organisations *core grantees* de la NED⁵⁰⁰. L'opposition est donc moins binaire politiquement qu'elle n'y paraît.

Un débat littéraire ? Censure, contrôle et arbitrage

La controverse n'est pas simplement l'objet d'un affrontement idéologique. Elle prend aussi la forme d'un débat sur le rôle à jouer par les acteurs appartenant au champ politique sur les décisions autour d'un programme se présentant comme littéraire. En effet, le comité de Vonnegut réunit des « écrivains et des critiques »⁵⁰¹. La foire internationale du livre de Moscou réunit des acteurs plus divers, notamment des industriels de l'édition, mais dont le dénominateur reste d'appartenir au milieu littéraire.

Pendant la controverse, Carl Gershman est dépeint par le *New York Times*, par ses opposants de l'AAP et par Moynihan comme sortant de son rôle. Il est accusé de s'être lancé dans une « campagne d'intimidation » selon cet éditorial du *New York Times* qui reprend à son compte les déclarations du comité de l'AAP.

« À moins qu'il ne soit mis fin à ce que les éditeurs qualifient, à juste titre, de "campagne d'intimidation", ils rendront cette subvention de 50 000 dollars et chercheront des financements ailleurs. Cela signifie qu'ils vont respecter les choix du comité auquel ils ont demandé de les faire, même si, bien sûr, ils ne sont pas d'accord avec tous ces choix. C'est, bien sûr, le bon message que

<https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176571637/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari>.

⁴⁹⁹ VAÏSSE Justin, « Le néoconservatisme de Daniel Patrick Moynihan : le cas de la politique étrangère », *Transatlantica. Revue d'études américaines. American Studies Journal*, n° 1, 22 juin 2010, p. 5.

⁵⁰⁰ McDOWELL Edwin, « Moynihan opposes Criticism of Book List », *The New York Times*, 15 mai 1985 : « The New York Senator is a member of the board of one of the subsidiary agencies of the endowment, a bipartisan organization established by Congress in 1983 to support worldwide democratic movements. » (Consulté le 3 novembre 2020). <https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176572271/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari>.

⁵⁰¹ MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, p. 11775 : « The committee, on its own, had mounted just such an exhibit at the 1979 Moscow Book Fair, which was thought to have been a huge success. Some 300 titles had been chosen by the New York Public Library, the Philadelphia Free Library, and a small committee of writers and critics headed by the author Mr. Kurt Vonnegut. »

les Américains confiants dans leur pays doivent envoyer à une Foire du livre de Moscou, et c'est plus important que n'importe quelle liste de livres – idéologiquement déséquilibrée ou non⁵⁰². »

Le sénateur Moynihan trace à son tour une ligne ferme entre les fonctions de la NED et celles du comité indépendant mené par Vonnegut.

« *L'endowment* a signé un contrat avec les éditeurs pour leur verser 50 000 dollars afin qu'ils choisissent une liste de livres et l'exposent à Moscou. Le contrat ne dit pas que *l'endowment* a le droit d'examiner la liste. La consulter, oui. La réviser, non⁵⁰³. »

Après avoir été qualifié de censeur par ses détracteurs, Carl Gershman s'en défend dans un droit de réponse dans le *New York Times*.

« [Vous] suggérez que la *National Endowment for Democracy* s'est livré à une censure de style soviétique en cherchant à obtenir un meilleur équilibre et une plus grande diversité dans l'exposition américaine à la prochaine foire internationale du livre de Moscou. C'est absurde⁵⁰⁴. »

La stratégie de défense de Carl Gershman montre qu'il partage avec ses opposants l'idée que, pour être entendu dans la controverse en question, il faut se légitimer avec le jugement de figures issues du milieu littéraire. En effet, pour défendre sa position, il rappelle qu'il a « envoyé la liste à un certain nombre de critiques – Saul Bellow, Martin Peretz, William Phillips et Joseph Epstein »⁵⁰⁵. Face au choix du comité de l'AAP, il propose ainsi une contre-évaluation en recourant à ses propres « experts » littéraires, des éditeurs et des écrivains⁵⁰⁶.

Pourtant, la frontière n'est pas si nette entre le champ politique et le champ littéraire. Carl Gershman intervient aussi en sa capacité de président de la NED. « Nous [la NED] pensons que l'esprit de l'accord [concernant le financement de l'exposition] a été violé, mais nous espérons

⁵⁰² « America, Through Whose Eyes? », *op. cit.* : « Unless there's an end to what the publishers characterize, correctly, as this "campaign of intimidation," they will return that \$50,000 grant and look for funding elsewhere. That means they're going to respect the choices of the committee they asked to make them, even though, surely, they don't agree with all of them. That, of course, is the right message for Americans confident in their country to send to a Moscow Book Fair, and it's more important than any book list - ideologically unbalanced or not. »

⁵⁰³ MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, p. 11776 : « The endowment signed a contract with the publishers to pay them \$50,000 to pick a list of books and display it in Moscow. The contract says nothing about the endowment having the right to review the list. Consult, yes. Review, no. »

⁵⁰⁴ « Obtaining Balance at Moscow Book Show », *The New York Times*, 28 mai 1985 : « you suggest that the National Endowment for Democracy was engaged in Soviet-style censorship in seeking greater balance and diversity in the American exhibition at the coming Moscow International Book Fair. That is nonsense. » (Consulté le 3 novembre 2020). <https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176567773/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari>.

⁵⁰⁵ *Ibid* : « We sent the list to a number of reviewers - Saul Bellow, Martin Peretz, William Phillips and Joseph Epstein ».

⁵⁰⁶ McDOWELL Edwin, « Publishers Deny Bias in U.S. List », *The New York Times*, 14 mai 1985 : « According to Mr. Gershman, the list was sent to - and similarly adjudged unbalanced by - Saul Bellow, the writer; Joseph Epstein, editor of *The American Scholar*; William Phillips, editor of the *Partisan Review*, and Martin Peretz, publisher of the *New Republic*. » (Consulté le 3 novembre 2020). <https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176571973/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari>.

que l'on peut encore trouver une solution⁵⁰⁷. » Une intervention d'Henry Kissinger, alors membre du *Board of Directors* de la NED, témoigne également de l'immixtion d'acteurs politiques dans le champ littéraire. En effet, suite à la publication de la liste, l'ancien secrétaire d'État s'entretient directement avec l'un des membres du comité indépendant pour lui faire part de remarques qui vont dans le même sens que Carl Gershman.

« Henry A. Kissinger, l'ancien secrétaire d'État et membre du *Board* de la *National Endowment for Democracy*, a téléphoné à Rose Styron, l'écrivain, en début de semaine, pour lui faire part de son inquiétude quant au déséquilibre de la liste. Mme Styron, qui a aidé à choisir les titres de fiction et de poésie pour la liste, a déclaré que M. Kissinger a clairement indiqué qu'il parlait en termes généraux et qu'il ne se plaignait pas que ses propres "Mémoires" aient été omis de la liste. "Mais par souci d'équité, je pense que j'aurais inclus son livre", a déclaré Mme Styron⁵⁰⁸. »

Par ailleurs, des extraits de l'intervention de Daniel Patrick Moynihan au Congrès le 14 mai montrent qu'il se sent également légitime pour donner un avis sur la sélection, malgré ses reproches au président de la NED. Il estime que la présence de travaux quantitatifs en sciences sociales aurait été un atout dans la lutte idéologique contre les « croyances » soviétiques⁵⁰⁹. Par ailleurs, il approuve la présence d'ouvrages des historiens Paul Horgan et Theodore H. White⁵¹⁰.

« Monsieur le président [du Sénat], j'ai parcouru la liste des livres choisis pour cette exposition particulière, et je reconnais ses difficultés. Permettez-moi de noter en passant que quelque 180 éditeurs exposeront leurs livres à Moscou dans le cadre d'un effort combiné organisé par Baker et Taylor, les grossistes en livres. L'endroit grouillera de livres américains, et pas seulement de ces quelques 300 livres. D'autre part, rien ne pourrait facilement me persuader de dire du mal d'une sélection de livres comprenant les œuvres de Paul Horgan ou de Theodore H. White⁵¹¹. »

Ainsi, Carl Gershman, Henry Kissinger et Daniel Patrick Moynihan, en leurs qualités d'acteurs politiques, s'invitent tous les trois dans la partie littéraire de la discussion.

⁵⁰⁷ MCDOWELL Edwin, « U.S. List for Book Fair in Moscow is Disputed », *op. cit.* : « Mr. Gershman remained hopeful, however. "We think the spirit of the agreement has been violated, but we hope something can still be worked out," he said. »

⁵⁰⁸ *Ibid* : « Henry A. Kissinger, the former Secretary of State, and a member of the 16-member board of the National Endowment for Democracy, telephoned Rose Styron, the writer, earlier this week to express concern that the list was unbalanced. Mrs. Styron, who helped choose the fiction and poetry titles for the list, said Mr. Kissinger made it clear he was speaking in general terms, not complaining that his own "Memoirs" were omitted from the list. "But in the interest of fairness, I think I would have included his book," Mrs. Styron said. »

⁵⁰⁹ MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, p. 11775 : « I could surely envision a different list. I was disappointed by the absence of serious, quantitative social science. It is useful to remember, or so I would think, that the Soviets persist in the belief that theirs is a society founded on principles of "scientific socialism," which is to say an accurate understanding of the processes of economic and social change. »

⁵¹⁰ Il s'agit des références suivantes : HORGAN Paul, *Of America, East & West*, New York, Farrar, Straus, Giroux, 1984, et WHITE Theodore, *America in Search of Itself: the Making of the President 1956-1980*, New York, Harper & Row, 1996.

⁵¹¹ MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, p. 11775 : « Mr. President, I have scanned the list of books chosen for this particular exhibit, and recognize its difficulties. May I note in passing that some 180 publishers will be exhibiting their books in Moscow in a combined effort arranged by Baker and Taylor, the book wholesalers. The place will teem with American books, not simply these 300 odd. On the other hand, nothing could easily persuade me to speak ill of any selection of books that includes the work of Paul Horgan or Theodore H. White. »

Enfin, d'autres éléments montrent que l'opposition se joue aussi en interne au milieu littéraire et de l'édition. D'abord, nous avons évoqué le recours par Carl Gershman à d'autres figures du monde littéraire pour appuyer ses propos. Ensuite, une autre manifestation de ces luttes internes réside dans l'hésitation de l'AAP sur l'attitude à adopter face aux demandes de la NED. En effet, initialement, John Macrae de l'*International Freedom to Publish Committee* de l'AAP accuse Carl Gershman « d'intimidation ». Néanmoins, par la suite, l'AAP se désolidarise de Macrae dans un communiqué comme l'indique un article daté du 21 mai 1985.

« Mais aujourd'hui, les membres de l'association ont qualifié la lettre de M. Macrae de "réaction excessive et embarrassante" et ont proposé de rencontrer la fondation pour discuter de l'organisation d'une exposition de livres à Moscou qui "sera largement reconnue comme reflétant toute la diversité de la société américaine et le renforcement de ses institutions démocratiques"⁵¹². »

Cette volte-face de l'AAP conduit d'ailleurs Kurt Vonnegut à démissionner du comité indépendant responsable de la sélection⁵¹³. Pourtant, une semaine après, le 8 juin, l'AAP fait marche arrière : elle décide de ne pas modifier la liste et de restituer son financement à la NED, comme l'avait suggéré Macrae quelques semaines auparavant.

« [Après] la réunion avec Macrae jeudi, Jeremiah Kaplan, président de l'association des éditeurs, a envoyé à M. Gershman une lettre de deux phrases disant que l'association regrettait que le processus de sélection qu'elle avait adopté pour l'exposition "soit en conflit" avec les procédures de la NED. En conséquence, a-t-il ajouté, nous demandons à être libérés de la convention de subvention et nous retournons par la présente les 20 880 dollars de subvention reçus à ce jour⁵¹⁴. »

Cet aller-retour de l'AAP entre ces positions témoigne de l'absence de consensus interne dans la façon de gérer la controverse et la collaboration avec la NED. Il ne s'agit donc pas simplement d'une opposition entre milieu de l'édition et acteurs politiques.

⁵¹² MCDOWELL Edwin, « Publishers Offer to Discuss Book List With U.S. Agency », *The New York Times*, 26 mai 1985 : « But today, members of the association described Mr. Macrae's letter as "an embarrassing overreaction" and offered to meet with the endowment to discuss mounting a book exhibit in Moscow that "will be widely recognized as reflecting the full diversity of American society and the strengthening of its Democratic institutions." » (Consulté le 3 novembre 2020). <https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176567450/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari>.

⁵¹³ MCDOWELL Edwin, « Publishers, in Shift, Back Soviet Fair », *The New York Times*, 8 juin 1985 : « Mr. Vonnegut resigned last week after the publishers' executive committee repudiated Mr. Macrae's letter to Mr. Gershman. » (Consulté le 3 novembre 2020). <https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176550481/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari>.

⁵¹⁴ *Ibid* : « But after the meeting with Macrae on Thursday, Jeremiah Kaplan, chairman of the publishers association, sent Mr. Gershman a two-sentence letter saying the association regretted that the selection process it adopted for the exhibit "is in conflict" with the endowment's procedures. "Accordingly," he said, "we ask to be released from the grant agreement, and we are herewith returning the \$20,880 in grant money thus far received from the endowment." »

L'importance des liens interpersonnels et les représentations du rôle de la NED

L'examen de cette controverse révèle un autre facteur de mélange : l'importance des liens interpersonnels. Si nous avons ici affaire à des personnalités occupant des fonctions différentes, nombreux sont les signes de proximité entre des institutions et des acteurs appartenant à des champs distincts. Nous avons relevé la façon familière dont John Macrae (AAP) s'adresse à Allen Weinstein (NED), ou encore le fait qu'Henry Kissinger se mette directement en contact avec une auteure. Par ailleurs, dans le premier chapitre de notre travail, nous avons noté la présence d'Alan Schwartz, membre de l'*International Freedom to Publish Committee* au sein de l'AAP, dans les audiences autour du projet de création d'un *Institute for Human Rights and Freedom* en 1978. Cela donne lieu à deux observations importantes. D'abord, l'AAP joue un rôle de consultation dans les affaires politiques. Ensuite, elle affichait par l'intermédiaire de Schwartz un « soutien total » à la proposition de Dante Fascell⁵¹⁵. Ces liens interpersonnels entre les différents acteurs de la controverse aident à comprendre pourquoi les lieux – la presse, le Congrès, les courriers et échanges personnels – et les objets du débats – politique, littéraire, idéologique – se superposent.

Pour finir, cette polémique témoigne d'une certaine ambiguïté autour du rôle que la NED est censée jouer dans la société aux États-Unis selon les protagonistes de l'époque. Premièrement, l'organisation semble peu connue du public. Carl Gershman est présenté par Moynihan, manifestement non sans ironie, comme un « jeune homme avec un grand désir de service public, et un grand potentiel pour le faire⁵¹⁶. » Le fait que le président de la NED voit son nom écorché de façon systématique dans l'article du *New York Times* du 11 mai 1985, devenant Carl Gersham, pourrait être lu comme un autre signe de l'anonymat relatif de la NED à ce moment. Enfin, les différents articles à l'occasion de l'affaire montrent que le statut de la NED comme organisation est mal connu. Edwin McDowell, journaliste au *New York Times*, décrit la NED comme une « agence créée par le Congrès il y a deux ans »⁵¹⁷. Or, nous l'avons vu dans le premier chapitre, la NED n'a pas le statut d'agence et n'a pas été créée par le Congrès. Si l'organisation est mal connue, nous pouvons faire l'hypothèse que son rôle spécifique l'est également. La controverse peut alors être lue aussi comment une tentative de définition de ce

⁵¹⁵ *1978 Hearings*, p. 16 : « I am submitting these remarks and this statement on behalf officially of the Association of American Publishers, International Freedom To Publish Committee. In that capacity, I wholeheartedly support the purpose of this bill and most of the specific objectives as stated in the bill. »

⁵¹⁶ MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, p. 11776 : « Mr. Gershman is a young man with a fine desire for public service, and equally great promise. »

⁵¹⁷ MCDOWELL Edwin, « Publishers, in Shift, Back Soviet Fair », *op. cit.* : « the National Endowment for Democracy, a two-year-old agency created by Congress. »

rôle par les parties en présence : donner à la NED un rôle d'arbitre, au-delà du champ politique, ou au contraire la maintenir séparée des enjeux littéraires. Carl Gershman, qui semble lui-même hésiter à se positionner dans le champ politique uniquement ou à pénétrer dans le champ littéraire, fait face à une opposition qui entend le maintenir dans un simple rôle de financeur.

Conclusion

La controverse autour de la sélection de livres censés illustrer « la vie américaine » dans le cadre d'une exposition préparée par l'AAP pour la foire internationale du livre de Moscou en 1985 contribue à notre réflexion sur la nature des liens entre la promotion de la démocratie et d'autres champs. L'objectif de cette étude de cas était de montrer comment les frontières entre les champs politique et de l'édition apparaissent parfois floues, objectivement et pour les acteurs étudiés, tout en ne disparaissant pas totalement.

Nous avons signalé la multiplicité des enjeux – enjeux de politique étrangère et nationale, militantisme transnational, enjeux économiques et culturels – qui s'entrecroisent autour du salon du livre de Moscou. En somme, puisqu'il repose sur la participation d'acteurs issus de champs divers, l'événement lui-même conduit à une situation de mélange, qui se retrouve dans les parties qui prennent part à la controverse en mai-juin 1985.

Néanmoins, cette situation de mélange recouvre deux débats parallèles dont l'enjeu est le même – trancher sur le contenu de la liste des livres choisis – mais dont les critères obéissent à des logiques du champ politique, d'une part, et du champ littéraire, d'autre part. Ainsi, malgré le fait que ces deux débats soient moins binaires qu'ils n'y paraissent, ils témoignent d'une distinction entre les champs. Car si les enjeux de ces débats se superposent, aucun ne semble dans la pratique, éclipsé par l'autre. Au contraire, les parties en présence participent aux deux débats à la fois en s'appuyant simultanément sur les normes de chaque champ pour tenter d'obtenir gain de cause. Ainsi, les champs de la promotion de la démocratie et de l'édition interagissent de près mais sans perdre leurs spécificités.

Sylvia Dummer estime qu'il est essentiel de parler de bidirectionnalité au sujet de la diplomatie publique, qui dépasse la connotation unidirectionnelle de la « propagande ». Les cibles et les émetteurs de l'opération de diplomatie publique agissent les uns sur les autres. Notre étude de cas montre comment les catégories « d'émetteurs » et de « cibles » recouvrent à leur tour des mondes sociaux empreints de luttes.

Partie C – La participation des intellectuels Mario Vargas Llosa et Octavio Paz au *Journal of Democracy* (1990-1991)

Pour clore notre exploration de l'histoire croisée des champs de la promotion de la démocratie et des *democratization studies*, nous nous intéressons à la participation d'intellectuels latino-américains, le Péruvien Mario Vargas Llosa et le Mexicain Octavio Paz, à la revue académique *Journal of Democracy* (JOD), rattachée à la NED et éditée par *Johns Hopkins University Press*.

En s'appuyant sur Pierre Bourdieu, Claudia Gilman envisage le champ intellectuel comme « un espace social différencié, possédant ses propres logiques et ses systèmes de relations internes »⁵¹⁸. Selon cette conception, la frontière entre les acteurs dans le champ – les intellectuels – et les autres relève d'une construction sociale. Par ailleurs, selon Norberto Bobbio, les définitions de l'identité intellectuelle sont en général des autodéfinitions⁵¹⁹. Les intellectuels sont dans une démarche de légitimation par la différenciation vis-à-vis des autres. Conçues ainsi, ces frontières apparaissent très contingentes : elles sont le fruit de luttes avec les acteurs considérés hors du champ, mais aussi de conflits internes dans le champ.

En effet, cette opération de différenciation a lieu non seulement entre les intellectuels et les « autres », mais aussi entre intellectuels. Pour Alexandra Pita González, ces frontières se définissent en fonction d'un sentiment d'appartenance et la nécessité de limites avec l'extérieur. Il s'opère une délimitation initiale d'un « groupe de personnes qui commencent à être identifiées (et à s'auto-identifier en quête de légitimation) par leur maîtrise du savoir et la capacité à maintenir leur capital culturel »⁵²⁰. Elle invite à suivre l'évolution des frontières entre les réseaux intellectuels dans une logique d'« association-opposition » avec d'autres champs (politique, économique) mais aussi avec d'autres réseaux intellectuels⁵²¹.

Dans cette étude, nous explorons le lien entre champs politique, académique et intellectuel, auxquels appartiennent à différents degrés Octavio Paz et Mario Vargas Llosa, deux intellectuels latino-américains majeurs de la seconde moitié du XXe siècle. Osbaldo Amauri, qui s'est intéressé à ces deux figures, affirme qu'ils « ont été une partie essentielle de cette période. Lauréats du prix Nobel de littérature, leur production va au-delà : ce sont des

⁵¹⁸ GILMAN Claudia, *Entre la plume et le fusil. De l'intellectuel révolutionnaire en Amérique latine*, Paris, Éditions Delga, 2018, p. 14.

⁵¹⁹ *Ibid*, p. 17. Norberto Bobbio est cité par Claudia Gilman.

⁵²⁰ GONZÁLEZ Alexandra Pita, *op. cit.*, p. 46.

⁵²¹ *Ibid*, p. 50.

intellectuels qui ont réfléchi au continent, au passé et à l'évolution politique de leur pays »⁵²². Les deux auteurs se sont particulièrement rapprochés politiquement et intellectuellement dans les années 1970, notamment à travers « l'affaire Padilla » à Cuba en 1971, un événement qui conduit à la rupture de nombreux intellectuels de gauche avec le régime cubain⁵²³ :

« Vargas Llosa et Octavio Paz se sont rencontrés dans le cadre de l'affaire Padilla. Plus tard, tous deux ont marqué leur rupture définitive avec la révolution cubaine et sont devenus des critiques du marxisme-socialisme. Pendant des années, ils ont entretenu une longue relation qui s'est reflétée dans leurs œuvres, leurs essais et leurs idées politiques⁵²⁴. »

En 1990, Octavio Paz et sa revue littéraire *Vuelta* organisent une rencontre intitulée « *Siglo XX : la experiencia de la libertad* », un événement visant à « critiquer le marxisme-socialisme et louer le libéralisme » selon Osbaldo Amauri⁵²⁵. Au cours des débats qui y sont menés, Mario Vargas Llosa qualifie le Mexique de « dictature parfaite », ce qu'Octavio Paz n'approuve pas⁵²⁶. Par la suite, les deux intellectuels prennent leurs distances entre eux.

Dans cette partie, nous abordons les raisons et les significations de la présence de ces deux intellectuels au sein du JOD. Notre objectif est de montrer que certaines frontières persistent entre les champs intellectuel et académique d'un côté et le champ politique de l'autre, malgré une relative confusion entre ces champs du point de vue des objectifs affichés du JOD et l'identité de ces intellectuels, à la croisée des champs considérés. L'analyse de ces trajectoires individuelles nous conduit également à plaider pour la nécessité d'une approche croisée au-delà de la simple opposition binaire entre académique-intellectuel et politique.

⁵²² AMAURI GALLEGOS DE DIOS Osbaldo, *Regeneración de la ciudad letrada : intelectualidad y participación política en Octavio Paz, Gabriel García Márquez y Mario Vargas Llosa*, Thèse de doctorat en études ibériques et latino-américaines, Université Toulouse 2-Jean Jaurès, 14 mai 2018, p. 15 : « Octavio Paz, Gabriel García Márquez y Mario Vargas Llosa fueron parte esencial de ese periodo. Premios Nobel de Literatura, su producción va más allá de esta: se trata de intelectuales que pensaron el continente, el pasado y el desarrollo político de sus países ». <http://theses.fr/2018TOU20019> (Consulté le 23 novembre 2020).

⁵²³ Pour un résumé de l'affaire de l'autocritique du poète Heberto Padilla à Cuba en 1971 : https://www.clarin.com/rn/literatura/caso-Padilla_0_rJFzlcjqw7x.html (Consulté le 25 avril 2021).

⁵²⁴ AMAURI GALLEGOS DE DIOS Osbaldo, *op.cit.*, p. 112 : « Vargas Llosa y Octavio Paz se conocieron dentro del contexto del Caso Padilla, posteriormente, ambos marcaron su ruptura definitiva con la Revolución cubana y se convirtieron en críticos del marxismo-socialismo. Durante años, tuvieron una larga relación que se vio reflejada en sus obras, ensayos, e ideas políticas ».

⁵²⁵ *Ibid.*, p. 127 : « Por lo tanto, el encuentro “Siglo XX: la experiencia de la libertad” fue creado para criticar al marxismo-socialismo y alabar al liberalismo. Esta situación se observa en las similitudes en los discursos de Paz y Vargas Llosa: por un lado, atacaron a los intelectuales de izquierda, las dictaduras latinoamericanas, la Revolución cubana y el marxismo-socialismo; por otro lado, defendieron la libertad, la democracia, el mercado libre y el liberalismo ».

⁵²⁶ *Ibid.*, p. 123 : « Vargas Llosa continuó su discurso, afirmando que el PRI (Partido en la presidencia durante más de sesenta años) era una dictadura como el resto en el continente. Existió una crítica valiosa de los intelectuales mexicanos como Paz, pero debía denunciarse el caso mexicano ».

Après une présentation de la revue et de ses objectifs, nous examinons les exemples de participation directe et indirecte de ces deux intellectuels à la revue. Puis nous montrons dans quelle mesure ces participations témoignent d'une co-fabrication de l'identité de Paz et Vargas Llosa, par eux-mêmes et la revue. Nous distinguons deux types de participation dans notre analyse. La participation directe renvoie aux contributions personnelles des deux auteurs, comme la publication d'articles et leur participation à des conférences. La participation indirecte renvoie aux références que font des tiers à ces deux auteurs⁵²⁷.

Les enjeux académiques et politiques du *Journal of Democracy*

La fondation de la revue dans une logique d'expansion de la NED

La revue JOD, éditée par la *Johns Hopkins University*, est fondée en 1990 par Marc Plattner et Larry Diamond sous l'égide de la NED. Comme évoqué dans le deuxième chapitre, la NED prolonge ses projets académiques après la série des volumes DDC (1988-1989), dont nous retrouvons une partie des contributeurs dans le comité de rédaction de la revue (Figure 12). C'est également le signe de la diversification des activités de la NED qui, originellement, était largement cantonnée à l'octroi de financements à des bénéficiaires.

Une revue qui revendique des objectifs académiques et politiques

Les fondateurs du JOD, Marc Plattner et Larry Diamond, en affichent explicitement les ambitions académiques et politiques à travers l'article fondateur rédigé en 1990. Cette revue doit devenir une référence internationale de la recherche et des discussions sur la question de la démocratie. Selon eux, elle est censée répondre à une « faiblesse » dans le domaine intellectuel.

« Pourtant, malgré son attrait intrinsèque et ses récents triomphes, la démocratie reste relativement faible dans le domaine des idées et de l'organisation politiques. Dans de nombreux pays en développement, les librairies et les universités sont dominées par les marxistes. Ailleurs, le fondamentalisme islamique et d'autres doctrines extrémistes ou autoritaires exercent une influence puissante. Il existe encore d'importantes régions du monde où les intellectuels pro-démocratiques se sentent seuls et en difficulté, ou hésitent à faire entendre leur voix »⁵²⁸.

⁵²⁷ Cette étude de leurs participations porte sur les années 1990-1991. Néanmoins, nous explorons également les représentations de cette participation au JOD au-delà de ce cadre chronologique dans les années 1990.

⁵²⁸ DIAMOND Larry et PLATTNER Marc, « Why the "Journal of Democracy" », *op. cit.*, p. 3 : « Yet despite its intrinsic appeal and its recent triumphs, democracy remains comparatively weak in the realm of political ideas and organization. In many developing countries, the bookstores and the universities are dominated by Marxists. Elsewhere, Islamic fundamentalism and other extremist or authoritarian doctrines exert a powerful influence. There are still significant areas of the world where prodemocratic intellectuals are lonely and embattled, or reluctant to raise their voices. »

La revue porte un objectif politique, aux États-Unis et dans le monde. Il s'agit d'aider « les leaders politiques et d'opinion », autrement dit d'agir sur les décideurs politiques⁵²⁹.

« Le *Journal of Democracy* est édité et publié aux États-Unis, et il peut jouer un rôle important en aidant les leaders politiques et d'opinion de ce pays à mieux comprendre les activités et les préoccupations des démocrates à l'étranger. Mais notre objectif est de devenir une publication véritablement internationale, offrant aux auteurs et aux lecteurs du monde entier la possibilité non seulement d'exprimer leurs propres opinions, mais aussi de se tenir au courant des idées et des expériences de leurs collègues démocrates. (Nous espérons que dans les années à venir, il sera possible de rendre la revue disponible dans d'autres langues que l'anglais)⁵³⁰. »

Par ailleurs, l'article de fondation du journal présente comme indispensable le rôle d'« ONG fortes qui se consacrent [...] à la construction et la défense du système démocratique dans son ensemble », c'est-à-dire des organisations comme la NED.

« Les démocrates sont généralement moins bien organisés que les adeptes des idéologies antidémocratiques. Parce que la démocratie attire naturellement ceux qui valorisent la modération et croient en l'importance de la sphère privée, ses partisans sont parfois moins engagés dans la lutte politique que leurs opposants. Pourtant, l'instauration et la consolidation de la démocratie exigent des organisations non gouvernementales fortes qui se consacrent non seulement à la promotion des intérêts de secteurs particuliers, mais aussi à la construction et à la défense du système démocratique dans son ensemble. Sans une société civile vigoureusement organisée, il est peu probable que les nombreux et puissants obstacles aux transitions démocratiques puissent être surmontés ou que les nouvelles démocraties puissent survivre. Dans le monde entier, des hommes et des femmes dévoués relèvent ce défi, mais leur tâche est considérable »⁵³¹.

La NED est financée à ses débuts par l'USIA (Figure 3). Une controverse autour du bien-fondé du financement du JOD par l'USIA illustre la façon dont les acteurs extérieurs à la NED

⁵²⁹ Cela rappelle la façon dont le *Wilson Center* envisage sa propre fonction. Voir GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers, op. cit.*, p. 139 : « [The Woodrow Wilson Center's mandate] stipulates that the Center serves "to unite the world of ideas to the world of policy by supporting pre-eminent scholarship and linking that scholarship to issues of concern to officials in Washington." The purpose of the Latin American Program was to conduct policy-relevant work that could inform "opinion leaders" on the prospects of U.S.-Latin American relations. »

⁵³⁰ DIAMOND Larry et PLATTNER Marc, *op. cit.*, p. 4 : « The *Journal of Democracy* is edited and published in the United States, and it can play an important role in helping political and opinion leaders in this country to gain a better understanding of the activities and concerns of democrats abroad. But our goal is to be a truly international publication, providing authors and readers all over the globe with an opportunity not only to express their own views but also to keep abreast of the ideas and experiences of their fellow democrats. (We hope that in coming years it will be possible to make the journal available in languages other than English.) »

⁵³¹ *Ibid*, p. 3-4 : « Democrats are typically less well organized than adherents of antidemocratic ideologies. Because democracy naturally appeals to those who value moderation and believe in the importance of the private sphere, its supporters are sometimes less committed to political struggle than their opponents. Yet the achievement and consolidation of democracy require strong nongovernmental organizations devoted not only to advancing the interests of particular sectors but to building and defending the democratic system as a whole. Without a vigorously organized civil society, it is unlikely that the many powerful obstacles to democratic transitions can be overcome or that new democracies will be able to survive. Dedicated men and women around the world are responding to this challenge, but their task is a formidable one. »

perçoivent la fonction de la revue. Un document du GAO résume les étapes de la discussion. En 1992, le GAO s'aperçoit que la NED finance des activités dépassant le cadre classique de ses fonctions, l'attribution de financements à des bénéficiaires, grâce aux fonds que lui alloue l'USIA. Le GAO est consulté par l'USIA à ce sujet.

« L'USIA a demandé si la loi interdit à l'*Endowment* de dépenser les fonds de subvention de l'USIA pour cinq activités : la publication du *Journal of Democracy* ; la tenue de conférences mondiales biennales ; la conduite d'une série de petits déjeuners-débats avec des participants aux mouvements démocratiques ; le développement d'une bibliothèque et d'une base de données d'informations sur les mouvements démocratiques ; et l'attribution de bourses ».⁵³²

L'un des critères qui pourrait empêcher la NED de mener ces programmes est celui de la cohérence avec les principes formulés par la loi de son financement⁵³³. Finalement, le GAO tranche en affirmant qu'il est « évident » que ce genre d'activités contribue à la mission générale annoncée par la NED. Ainsi, pour le GAO, le *Journal of Democracy* est envisagé comme contribuant pleinement à la mission de promotion de la démocratie.

« Nous pensons qu'il est évident, d'après la description que fait l'*Endowment* des cinq activités en question, qu'elles sont conformes aux objectifs de l'*Endowment* tels qu'ils sont décrits dans la section 502 de la Loi [...]. Le *Journal of Democracy* est une publication contenant divers types d'articles et de rapports sur les développements démocratiques et fournit ainsi un mécanisme pour promouvoir les idées démocratiques et présenter de potentiels bénéficiaires à l'*Endowment*⁵³⁴. »

La revue se situe donc elle-même en même temps dans les champs politique et académique du point de vue de ses objectifs et sa position particulière, rattachée à une organisation privée financée par une agence fédérale.

Participations directe et indirecte d'Octavio Paz et Mario Vargas Llosa au JOD

Participation directe au JOD

Nous avons peu d'informations sur les modalités de la participation directe d'Octavio Paz dans le développement de la revue hormis le fait qu'il est membre de son comité de rédaction

⁵³² *Government Accountability Office*, « National Endowment for Democracy Use of USIA Grant Funds », B-248111, 9 septembre 1992, <https://www.gao.gov/products/147546>, (Consulté le 13 mai 2020), p. 2 : « In this oversight capacity, USIA asked whether the Act prohibits the Endowment from expending USIA grant funds for five activities: publishing the Journal of Democracy; holding biennial world conferences conducting a series of breakfast discussions with participants in democracy movements; developing a library and database of information about democracy movements; and awarding fellowships. »

⁵³³ *PUBLIC LAW 98-164* (inclut le NED Act aux pages 1039-1042).

⁵³⁴ *Government Accountability Office*, « National Endowment for Democracy Use of USIA Grant Funds », *op. cit.*, p. 3 : « We believe it self-evident from the Endowment's description of the five activities in question that they are consistent with the Endowment's purposes as described in section 502 of the Act, 22 US9C. § 4411(b). The Journal of Democracy is a publication containing various types of articles and reports on democratic developments and thus provides a mechanism for promoting democratic Ideas and introducing potential grantees to the Endowment. »

en 1990 et jusqu'à son décès en 1998⁵³⁵. Dans un article qui commémore les vingt ans du *Journal of Democracy*, nous apprenons que Paz en était l'un des « cinq membres centraux ».

« En premier lieu, la mort nous a enlevé quatre des cinq membres centraux autour desquels nous avons construit notre comité de rédaction - Octavio Paz, Seymour Martin Lipset, Samuel P. Huntington et, plus récemment, Leszek Kolakowski, auquel un hommage est rendu aux pages 184-88 ci-dessous ; seul Juan Linz est encore parmi nous. »⁵³⁶

Mario Vargas Llosa publie une seule fois à la revue, en 1991. Dans cet article, « *The Culture of Liberty* », il donne son avis sur les perspectives politiques en Amérique latine à la suite de la chute de l'Union soviétique.

« Ce qui se passe en Europe de l'Est se passe aussi, bien que de manière moins évidente et beaucoup moins spectaculaire, en Amérique latine. Ici, il s'agit d'un processus lent, indirect, pas toujours conscient, mais néanmoins visible pour l'observateur impartial. A l'exception de Cuba, toutes nos dictatures ont cédé la place à des gouvernements civils ».⁵³⁷

Son article prend la forme d'un manifeste pour le libéralisme. Il se réjouit face à ce qu'il considère comme une attraction en Amérique latine pour le « libéralisme renouvelé ».

« Le véritable changement, cependant, est que des signes bienvenus de pragmatisme et de modernisation commencent à apparaître dans toute l'Amérique latine, malgré (ou peut-être à cause) de la grande crise économique à laquelle nous sommes confrontés. À de rares exceptions près, peu de gouvernements osent encore suivre le modèle keynésien qui a fait et continue de faire tant de ravages. Un libéralisme renouvelé, au sens classique du terme, fait son chemin dans la région comme une alternative saine aux notions usées de "développement interne" et de "substitution aux importations"⁵³⁸. »

En somme, Vargas Llosa souhaite réconcilier sa région avec le capitalisme.

« En ces temps de bouleversements et d'émerveillement, même le capitalisme - ce mot le plus odieux, tant redouté par les politiciens latino-américains - commence à se frayer un chemin, de manière subtile et délicate, dans notre vocabulaire public. Débarrassé de ses anciennes connotations effrayantes, il se résume objectivement à ceci : c'est le système qui, malgré ses limites et ses défauts,

⁵³⁵ « Octavio Paz (1914-1998) », *Journal of Democracy*, vol. 9, n° 3, juillet 1998, p. 188 : « we were honored that he agreed to become a founding member of the Editorial Board of the Journal of Democracy. »

⁵³⁶ « Democracy's Past and Future », *Journal of Democracy*, vol. 21, n° 1, 2010, p. 5 : « In the first place, death has taken from us four of the five core members around whom we built our Editorial Board—Octavio Paz, Seymour Martin Lipset, Samuel P. Huntington, and most recently Leszek Kolakowski, to whom a memorial tribute appears on pages 184–88 below; only Juan Linz is still with us. »

⁵³⁷ VARGAS LLOSA Mario, « The Culture of Liberty », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 4, Fall 1991, p. 27 : « What is happening in Eastern Europe is also happening, though in a less obvious and much less spectacular way, in Latin America. Here it is a slow, indirect process, not always conscious, but still visible to the dispassionate observer. Except for Cuba, all our dictatorships have given way to civilian governments ».

⁵³⁸ *Ibid*, p. 28 : « The real change, however, is that welcome signs of pragmatism and modernization are starting to spring up all over Latin America in spite of (or perhaps because of) the great economic crisis we confront. With rare exceptions, few governments still dare to follow the Keynesian model that has wreaked so much havoc and continues to do so. A renewed liberalism in the classical sense--is making headway in the region as a healthy alternative to the worn-out notions of "internal development" and "import substitution." »

a permis les plus grands progrès en matière de bien-être collectif, de sécurité sociale, de droits de l'homme et de liberté individuelle que l'histoire ait jamais connus.

Permettez-moi de m'empresseur d'ajouter que cela ne signifie pas nécessairement qu'à cause du capitalisme, le bonheur humain a augmenté de façon mesurable. Le bonheur n'est pas quelque chose qui se mesure selon des coordonnées sociales, mais seulement individuelles. C'est pourquoi, comme l'affirme Karl Popper, le bonheur n'est pas le devoir des gouvernements. Ceux qui tentent de l'atteindre pour tout le monde - les gouvernements "holistiques" comme ceux de Fidel Castro, les ayatollahs chiïtes d'Iran, ou les antédiluviens superstitieux de la République Populaire de Chine - ont tendance à faire de leurs sociétés un enfer. Le bonheur, qui est mystérieux et variable, comme la poésie, ne concerne que soi-même et ses proches intimes ; il n'y a pas de formules pour le produire ni d'explications pour le déchiffrer⁵³⁹. »

Participation indirecte au JOD

Les deux intellectuels participent aussi indirectement aux activités de la NED. La revue ne manque pas de féliciter Octavio Paz pour son prix Nobel de littérature en 1990, ravie de pouvoir honorer l'un des membres fondateurs de son comité de rédaction⁵⁴⁰. C'est aussi l'occasion pour la revue de citer ses œuvres littéraires majeures. À son décès, en 1998, le JOD publie un article en son hommage et se congratule à nouveau d'avoir compté un « champion de la démocratie » et un « prix Nobel de littérature » parmi ses rangs.

« En 1990, il a reçu le prix Nobel de littérature. Le comité du prix Nobel l'a félicité pour son "écriture passionnée... son intelligence sensuelle et son intégrité humaniste". Bien qu'il soit surtout connu comme figure littéraire, Paz était aussi un redoutable champion de la démocratie, et nous avons été honorés qu'il accepte de devenir un membre fondateur du comité de rédaction du *Journal of Democracy*⁵⁴¹. »

Mario Vargas Llosa est lui aussi cité par le JOD à plusieurs reprises. En 1993 par exemple, la revue annonce qu'elle va éditer sous forme de livre une collection de 29 articles qu'elle a

⁵³⁹ *Ibid*, p. 29-30 : « In these times of upheaval and wonder, even capitalism--that most odious of words, so greatly feared by Latin American politicians--is starting to wend its way ever so subtly and delicately into our public vocabulary. Shorn of frightening old connotations, it comes down objectively to this: it is the system that, despite its limitations and flaws, has made possible the greatest progress in collective welfare, social security, human rights, and individual liberty that history has ever seen. Let me hasten to add that this does not necessarily mean that because of capitalism, human happiness has been measurably increased. Happiness is not something to be measured according to social coordinates, only individual ones. That is why, as Karl Popper says, happiness is not the duty of governments. Those who try to achieve it for everyone--"holistic" governments like those of Fidel Castro, the Shiite ayatollahs of Iran, or the superstitious antediluvians of the People's Republic of China--tend to turn their societies into a hell. Happiness, which is mysterious and variable, like poetry, concerns only oneself and one's intimates; there are no formulas to produce it and no explanations to decipher it. »

⁵⁴⁰ « News and Notes », « Paz Wins Nobel Prize », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 1, 1991, p. 121-124.

⁵⁴¹ « Octavio Paz (1914-1998) », *op. cit.*, p. 188 : « In 1990 he was awarded the Nobel Prize for Literature. The Nobel Prize committee commended him for his "impassioned writing . . . sensuous intelligence, and humanistic integrity." Though best known as a literary figure, Paz was also a redoubtable champion of democracy, and we were honored that he agreed to become a founding member of the Editorial Board of the *Journal of Democracy*. »

publiés durant ses deux premières années d'activités, dont celui de Vargas Llosa⁵⁴². En 1995, à l'occasion de la célébration de ses cinq ans d'existence, le JOD se félicite d'avoir publié autant de « spécialistes mondiaux de la démocratie », dont Vargas Llosa.

« Avec ce numéro, le *Journal of Democracy* célèbre son cinquième anniversaire. En tant que revue, et en tant qu'institution aux convictions démocratiques, nous avons de quoi être reconnaissants. Au cours de nos cinq premières années, nous avons eu la chance de publier un grand nombre des plus grands spécialistes mondiaux de la démocratie. Nous avons également offert un forum à un large éventail de personnes extraordinaires qui ont été à l'avant-garde de la lutte, de la pratique et de la pensée démocratiques : Fang Lizhi, Aung San Suu Kyi, Liu Binyan, Martin Lee, Václav Havel, Jacek Kuron, Bronislaw Geremek, Adam Michnik, G.M. Tamás, Galina Starovoitova, Nelson Mandela, Julio María Sanguinetti, Edgardo Boeninger, Mario Vargas Llosa, Raúl Alfonsín, Clement Nwankwo, Peter Anyang' Nyong'o, et bien d'autres⁵⁴³. »

Participation indirecte : au-delà du JOD

À titre de comparaison, notons que la NED fait référence à ces deux intellectuels par d'autres canaux que le *Journal of Democracy*. Par exemple, Mario Vargas Llosa apparaît très tôt dans les interventions du président de la NED, Carl Gershman. En 1985, dans un discours prononcé à l'Institut de science politique de la *Pontificia Universidad Católica* du Chili, Carl Gershman s'appuie sur la figure de l'intellectuel péruvien.

« Malgré les avantages évidents de la démocratie, et malgré les grands progrès qu'elle a réalisés en Amérique latine, il persiste, dans certains secteurs, la conviction que la démocratie n'est pas le meilleur système de gouvernement pour les pays d'Amérique latine, ni un système réalisable pour eux. L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa a été l'un des plus brillants critiques de cette position »⁵⁴⁴.

⁵⁴² « News and Notes », *Journal of Democracy*, vol. 4, n° 1, 1993, p. 138-139 : « Among the authors included are Samuel P. Huntington, Philippe Schmitter and Terry Karl, Alfred Stepan, Mario Vargas Llosa, Claude Ake, Juan J. Linz, Seymour Martin Lipset, Arend Lijphart, Ken Jowitt, and Leszek Kolakowski. »

⁵⁴³ « Democracy's Future », *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, 1995, p. 3 : « With this issue, the Journal of Democracy celebrates its fifth anniversary. As a journal, and as an institution with democratic convictions, we have much to be grateful for. In our first five years, we have been fortunate to publish many of the world's leading scholars of democracy. We have also provided a forum for a wide range of extraordinary people who have been at the forefront of democratic struggle, practice, and thought: Fang Lizhi, Aung San Suu Kyi, Liu Binyan, Martin Lee, Václav Havel, Jacek Kuron, Bronislaw Geremek, Adam Michnik, G.M. Tamás, Galina Starovoitova, Nelson Mandela, Julio María Sanguinetti, Edgardo Boeninger, Mario Vargas Llosa, Raúl Alfonsín, Clement Nwankwo, Peter Anyang' Nyong'o, and many others. »

⁵⁴⁴ GERSHMAN Carl, « Nuevas perspectivas en las relaciones entre Estados Unidos y Latinoamérica », *op. cit.*, p. 202-203 : « A pesar de las obvias ventajas de la democracia y también, a pesar de los grandes progresos que ésta ha hecho en América Latina, persiste, en algunos sectores, la creencia de que la democracia no es el mejor sistema de gobierno para los países latinoamericanos y tampoco es un sistema factible para ellos. El escritor peruano Mario Vargas Llosa se ha constituido en uno de los más brillantes críticos de esta posición ».

En 1987, Carl Gershman cite l'auteur péruvien en introduction du rapport de la NED⁵⁴⁵ :

« Le romancier péruvien Mario Vargas Llosa a relevé une différence importante entre le processus de démocratisation actuel en Amérique latine et la vague démocratique qui a traversé la région après la Seconde Guerre mondiale. L'évolution antérieure, a-t-il souligné, était en grande partie le résultat de pressions extérieures et des élites locales. Aujourd'hui, pour la première fois, la démocratie "s'établit avec un soutien populaire clair" et "les alternatives antidémocratiques de la révolution marxiste ou de la dictature militaire sont le monopole des élites économiques ou intellectuelles. La majeure partie de la population a exprimé un soutien écrasant pour les régimes modérés : centre-gauche, centre, centre-droit - celui qui semble offrir la meilleure chance de parvenir à la démocratie⁵⁴⁶." »

La NED n'est pas seule à se saisir de ces références intellectuelles. En juin 1986, le Département d'État et le Département de la Défense publient une sorte de manuel intitulé *The Challenge to Democracy in Central America*⁵⁴⁷. Après plusieurs dizaines de pages consacrées à la « menace sécuritaire et économique liée à l'expansionnisme soviétique » en Amérique centrale, les deux départements présentent leurs « lectures recommandées »⁵⁴⁸. Parmi celles-ci figure un article d'Octavio Paz, « *Dialogue, Democracy, and Peace in Central America* »⁵⁴⁹. Deux autres figures de la NED, Carl Gershman et Susan Kaufman Purcell, apparaissent d'ailleurs parmi les auteurs recommandés par ce manuel gouvernemental⁵⁵⁰.

Les participations directes et indirectes d'Octavio Paz et de Mario Vargas Llosa aux activités de la NED sont essentiellement données à voir comme celles d'intellectuels latino-américains. Après avoir affirmé cela, il est néanmoins nécessaire d'analyser les modalités de la fabrication et la mobilisation de ce qui relève, pour ces deux intellectuels, d'identités croisées.

⁵⁴⁵ La référence dont serait tirée cette citation n'est pas donnée par Carl Gershman.

⁵⁴⁶ *1987 NED annual report*, p. 3 : « The Peruvian novelist Mario Vargas Llosa has noted an important difference between the current democratization process in Latin America and the democratic wave that ran through the region after World War II. The earlier development, he has pointed out, was largely the result of external pressures and local elites. Today, for the first time, democracy "is being established with clear popular support" and "the antidemocratic alternatives of Marxist revolution or military dictatorship are the monopoly of economic or intellectual elites. The bulk of the populace has expressed overwhelming support for moderate regimes: center-left, center, center-right -- whichever seems to offer the best chance of achieving democracy." »

⁵⁴⁷ *The Challenge to Democracy in Central America*, released by the Department of State and Department of Defense, 1986. <https://books.google.fr/books?id=xuDngSevtwAC> (Consulté le 06 mars 2021).

⁵⁴⁸ *Ibid.*, p. 1 : « The United States is also facing a threat to its security and economic well-being as a result of Soviet expansionism. »

⁵⁴⁹ *Ibid.*, p. 78 : « Paz, Octavio. "Dialogue, Democracy, and Peace in Central America." *Journal of Contemporary Studies*, Winter-Spring 1985. »

⁵⁵⁰ Susan Kaufman Purcell est membre du comité de rédaction du *Journal of Democracy* (1990-2003) et siège au *Board of Directors* de la NED (1990-1997). Carl Gershman est président de la NED depuis 1984 jusqu'à ce jour.

Construction et usages d'identités croisées

Octavio Paz et Mario Vargas Llosa, des intellectuels actifs dans le champ politique

D'abord, Octavio Paz et Mario Vargas Llosa ne sont pas simplement des intellectuels, ils ont aussi des engagements politiques. Une distinction d'idéaux-types est nécessaire pour expliciter cela. Il y a l'idéal-type de « l'intellectuel engagé », comme Jean-Paul Sartre, qui s'inscrit dans le champ politique pour y produire des effets mais en conservant sa posture d'intellectuel⁵⁵¹. Cependant, ce faisant, il franchit nécessairement certaines frontières tracées entre les deux champs. En réalité, même l'idéal-type opposé d'un intellectuel coupé du monde politique n'est pas moins inscrit dans un cadre social qui dépasse celui du champ intellectuel.

Les cas d'Octavio Paz et Mario Vargas Llosa ne correspondent à aucun de ces deux idéaux-type dans la mesure où leur engagement dans les affaires politiques occupe une place centrale dans leur vie, y compris d'un point de vue professionnel. Entre autres choses, Octavio Paz a une carrière diplomatique importante, notamment en tant qu'ambassadeur du Mexique en Inde entre 1962 et 1968⁵⁵². Mario Vargas Llosa est membre fondateur de l'*Inter-American Dialogue* en 1982, un think tank aux objectifs politiques et scientifiques⁵⁵³. En 1990, il échoue dans sa tentative d'accéder à la présidence du Pérou face au candidat Alberto Fujimori. Pour ces deux figures, le chevauchement des champs politique et intellectuel est central.

Dès lors, l'inscription de leurs activités intellectuelles dans le champ politique ne saurait être interprétée comme l'engagement d'un intellectuel adoptant une posture « en-dehors » ou comme l'adhésion lointaine et anecdotique à une cause politique qui aurait leur sympathie. Au contraire, cet entremêlement relève d'une démarche active et située.

Pourtant, les participations directe et indirecte que nous avons observées ont lieu au nom de leur condition d'intellectuels. D'une part, il est vrai que Paz et Vargas Llosa participent de façon directe à la revue selon des usages objectivement académiques et intellectuels, l'un comme membre du comité de rédaction, l'autre par la publication d'un article.

Néanmoins, les références à ces deux auteurs par des tiers – ce que nous avons appelé participation indirecte – renvoient presque exclusivement à leurs activités d'écrivain. Lorsque ces auteurs sont présentés par des tiers dans le cadre d'une conférence ou d'un article, ces

⁵⁵¹ AMAURI GALLEGOS DE DIOS Osbaldo, *op. cit.*, p. 16-19.

⁵⁵² « Octavio Paz (1914-1998) », *op. cit.*, p. 188. Il a servi précédemment en France et au Japon.

⁵⁵³ GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers, op. cit.*, p. 141 : « the IAD articulated democratic activism and the demand for more open political systems with the need for orthodox economic management, notably through a policy of outreach toward financial and banking circles ».

carrières politiques sont généralement reléguées au second plan ou passées sous silence. Le *Journal of Democracy* exhibe à plusieurs reprises le prix Nobel de littérature d'Octavio Paz à côté de la liste de ses œuvres. Mario Vargas Llosa est présenté en 1987 par Carl Gershman comme « le romancier péruvien ». Dans le paratexte de son article publié en 1991, Vargas Llosa est présenté comme un candidat à la présidence du Pérou mais est d'abord introduit comme « écrivain et essayiste péruvien ».

À des fins exploratoires, nous nous permettons un bref détour au-delà de notre cadre chronologique pour évoquer l'exemple de la représentation contemporaine (après 2010) que l'*Inter-American Dialogue* construit de Vargas Llosa. Sur le site actuel de l'IAD, une catégorie « experts » répertorie les « plus de 100 dirigeants publics et privés exceptionnels des États-Unis, du Canada et de 21 pays d'Amérique latine et des Caraïbes »⁵⁵⁴. Pour chacun de ces « experts » existe une page personnelle sur laquelle leur est attribué un sous-titre correspondant à une de leurs « fonctions » ainsi qu'une courte description de leur carrière. La description actuelle de Vargas Llosa le dépeint comme un « écrivain, homme politique péruvien et lauréat du prix Nobel »⁵⁵⁵. En revanche, son sous-titre indique simplement « Prix Nobel de littérature ». En 2004, lorsque le *Journal of Democracy* fait la promotion d'une conférence sur la démocratie organisée par l'IAD, intitulée « *Democracy and Leadership in Latin America* », Mario Vargas Llosa est encore une fois présenté simplement comme un « écrivain péruvien »⁵⁵⁶. Dans cette courte description, il n'est question ni de sa carrière politique, ni même de sa qualité de membre fondateur du Dialogue.

Dans les années 1990, les références à ces auteurs les présentant d'abord comme des hommes engagés en politique font figure d'exception. En 1995, par exemple, Kurt Gerhard Weyland cite sobrement Vargas Llosa dans le *Journal of Democracy* comme l'« un des

⁵⁵⁴ Site de l'IAD, *Experts Archive* : « The Inter-American Dialogue's membership includes more than more than 100 outstanding public and private leaders from the United States, Canada, and 21 countries of Latin America and the Caribbean. 18 Dialogue members served as presidents of their countries, over three dozen have served at the cabinet level, 17 have held seats in national legislatures, 27 percent are in the business or finance sectors, and seven are associated with the media. Convened in plenary format every two years at the Dialogue's Sol M. Linowitz Forum, members actively participate in the Dialogue's work, informing our vigorous debate on the most pressing issues facing the region, conferring credibility on our policy outputs, and ensuring that they reflect a wide range of opinions across the ideological spectrum. » <https://www.thedialogue.org/experts/> (Consulté le 23 avril 2021).

⁵⁵⁵ Site de l'IAD, « Mario Vargas Llosa is a Peruvian writer, politician, and Nobel Laureate. He is a founding member of the Inter-American Dialogue. ». *Mario Vargas Llosa*, <https://www.thedialogue.org/experts/mario-vargas-llosa/> (Consulté le 6 mars 2021). Vargas Llosa a reçu le prix Nobel de littérature en 2010.

⁵⁵⁶ « News and Notes », *Journal of Democracy*, vol. 15, n° 1, 2004, p. 188 : « The second panel, chaired by Michael Shifter, took the form of an interview with Peruvian writer Mario Vargas Llosa by Jessica Tuchman Mathews of the Carnegie Endowment. »

principaux défenseurs du libéralisme économique en Amérique latine »⁵⁵⁷. D'ailleurs, comme en témoignent les extraits de l'article de Vargas Llosa précédemment cités, lui-même se saisit explicitement de ce rôle⁵⁵⁸. Ainsi, la participation de Paz et de Vargas Llosa au *Journal of Democracy* doit être analysée par l'historien comme celle d'acteurs politiques et pas simplement d'intellectuels.

L'utilité de la présence d'intellectuels étrangers pour le JOD

Tout comme Octavio Paz et Mario Vargas Llosa ne sont pas simplement des « intellectuels », il faut veiller à ne pas traiter sur le mode de l'évidence une catégorie telle que la « latino-américanité » dans laquelle ils sont rangés. La comparaison avec la présence d'intellectuels chinois dans le JOD permet d'éclairer cette question.

Dans les années 1980-1990, la figure du « dissident chinois » se fait une place dans l'espace médiatique. À l'occasion de la publication du livre *Son of Revolution* de Liang Heng et Judith Shapiro, Jean-Luc Domenach constate que les « témoignages de jeunes Chinois sortis à l'étranger se multiplient depuis quelques années et ont déjà beaucoup apporté à la recherche sur la Chine populaire »⁵⁵⁹. Liang Heng est issu d'une famille désavouée par le parti communiste chinois. Lors de ses études dans une université chinoise, il rencontre Judith Shapiro qu'il épouse en 1980 et il émigre ensuite aux États-Unis. Fang Lizhi est un astrophysicien dont le militantisme pour les droits humains dans les années 1980 a provoqué un rejet de la part du régime. Il s'installe aux États-Unis en 1991 et enseigne successivement dans plusieurs universités états-uniennes. Ces deux figures publient dans le JOD. Fang Lizhi y publie deux articles, en 1990 et 1991 sur la situation politique chinoise. Liang Heng est lui membre du comité de rédaction de la revue de sa création en 1990 jusqu'en 1998. Il y publie également un article en 1991 sur le même thème que Lizhi.

La participation des intellectuels latino-américains et chinois au *Journal of Democracy* présente pour la revue le même intérêt principal. Elle permet non seulement de bénéficier de leur légitimité académique et intellectuelle mais aussi d'emprunter celle d'un auteur « local », pour convaincre que la prétendue supériorité du modèle libéral occidental est reconnue à

⁵⁵⁷ WEYLAND Kurt Gerhard, « Latin America's Four Political Models », *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 4, 1995, p. 133 : « Vargas Llosa, a leading advocate of economic liberalism in Latin America ».

⁵⁵⁸ Mario Vargas Llosa signe la préface du livre *El Otro Sendero* de l'économiste libéral péruvien Hernando de Soto. Ce dernier est par ailleurs aussi intégré aux activités de la NED, en tant qu'ancien bénéficiaire et « expert ».

⁵⁵⁹ DOMENACH Jean-Luc, « Liang Heng et Judith Shapiro. Son of the Revolution », *Politique étrangère*, vol. 48, n° 3, 1983, p. 754-755.

l'étranger. Chaque région a néanmoins ses enjeux spécifiques aux yeux du gouvernement des États-Unis ou d'institutions comme la NED.

Mario Vargas Llosa et Octavio Paz prennent la parole, à leurs yeux et aux yeux de ceux qui les citent, en tant que Latino-américains. Nous l'avons vu, l'Amérique latine, dans le giron de la politique étrangère des États-Unis depuis le début du XIXe siècle avec la doctrine Monroe, devient un enjeu particulièrement essentiel dans les années 1980 à la fin de la guerre froide. La NED a alors intérêt à faire participer deux intellectuels majeurs de la région dans ses activités, en particulier Mario Vargas Llosa, ancien soutien du castrisme⁵⁶⁰. *L'In memoriam* consacré à Octavio Paz insiste par exemple sur le rayonnement latino-américain de sa revue *Vuelta*⁵⁶¹. Carl Gershman mobilise Vargas Llosa pour appuyer son propos sur le futur de la démocratie en Amérique latine. Dans son article de 1991, Vargas Llosa présente lui-même son analyse de la situation mondiale à la fin de la guerre froide comme l'opinion d'un intellectuel latino-américain sur le devenir économique et politique de l'Amérique latine, sa propre région⁵⁶².

Sur un registre proche, le cas de Fang Lizhi et Liang Heng met en évidence la création d'une figure du « dissident chinois » et son utilité pour les champs académique et politique aux États-Unis. Tout comme le « dissident soviétique » avant elle, cette figure permet aux intellectuels états-uniens d'administrer la « preuve » endogène (voire indigène) de l'échec du modèle communiste⁵⁶³. Le parallèle est d'ailleurs relevé par le Journal : « Fang Lizhi [...] a été surnommé "le Andrei Sakharov" de Chine »⁵⁶⁴. Pour la Chine comme pour l'Amérique latine, la NED exhibe ces « preuves » locales de la supériorité du modèle états-unien.

Démêler la fabrication des identités croisées

L'approche croisée est importante pour analyser ces catégories – intellectuel, Latino-américain – puisqu'elles opèrent simultanément et font chacune l'objet de stratégies de la part

⁵⁶⁰ AMAURI GALLEGOS DE DIOS Osbaldo, *op. cit.*, p. 14.

⁵⁶¹ « Octavio Paz (1914-1998) », *op. cit.*, p. 188 : « Continuing his work as a writer, editor, and publisher, in 1976 Paz founded *Vuelta*, Latin America's leading literary magazine. »

⁵⁶² VARGAS LLOSA Mario, *op. cit.*, p. 27 Au sujet de l'Amérique latine, il parle d'« ici », de « nos dictatures », de « nos pays ».

⁵⁶³ WIHTOL DE WENDEN Catherine évoque cet « idéal-type » du dissident soviétique dans *La question migratoire au XXIe siècle: migrants, réfugiés et relations internationales*, Paris, SciencesPo, les Presses, 2013, p. 14.

⁵⁶⁴ Biographie de l'auteur FANG Lizhi, « China's Time Will Come », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 3, 1991, p. 50-74 : « Fang Lizhi [...] has been called "China's Andrei Sakharov." »

des acteurs étudiés. Les identités des participants à la revue sont co-construites par eux-mêmes et par le *Journal of Democracy*.

Affirmer que ces identités sont fabriquées ne revient pas à dire qu'elles sont totalement déconnectées du réel. Paz et Vargas Llosa sont originaires d'Amérique latine et Lizhi et Heng de Chine. De la même façon, les auteurs en question sont bien des intellectuels : ils participent à des revues, publient des ouvrages, organisent des conférences, etc. Dans un cas comme dans l'autre, c'est l'insistance sur cette origine ou cette fonction d'intellectuel (plutôt que sur leurs activités politiques, le cas échéant) qui peut être interprétée comme une stratégie des auteurs ou de la revue qui les accueille.

Dans l'opération, ces auteurs sont assimilés à de nouvelles catégories homogénéisantes – intellectuels, dissidents – qui ne rendent pas nécessairement compte de la diversité de leurs profils. Il y a parmi eux des hommes politiques, des diplomates, des astrophysiciens tout comme il y a des figures originaires du Pérou et du Mexique (plutôt que seulement des Latino-américains), ou de telle ou telle région de Chine.

Nous avons insisté sur les intérêts de la revue à faire participer ces personnalités à son projet académique. Néanmoins, il faut parler de co-construction dans la fabrique de ces identités dans la mesure où les contributeurs à la revue bénéficient aussi de ce compromis identitaire. En publiant dans une revue académique aux États-Unis ou en faisant partie de son comité de rédaction, les auteurs acquièrent ou entretiennent une légitimité et une visibilité dans le champ scientifique. En effet, malgré l'existence de « périphéries » régionales et nationales actives dans le champ de la recherche, les États-Unis en particulier ainsi que l'Europe de l'ouest restent largement « hégémoniques » dans le domaine⁵⁶⁵.

Nous parlons de co-construction afin d'éviter de faire de ces intellectuels de simples « outils » du JOD. Pour autant, ce jeu des identités se joue entre des acteurs qui occupent des positions déséquilibrées. Dans le cas d'intellectuels en exil, par exemple, l'enjeu est aussi de maintenir une sociabilité minimale pour continuer à exister professionnellement moyennant

⁵⁶⁵ Voir à ce sujet BEIGEL Fernanda, « Centros y periferias en la circulación internacional del conocimiento », *Nueva Sociedad*, n° 245, mai 2013, p. 110-123 ; LOSEGO Philippe et ARVANITIS Rigas, « La science dans les pays non hégémoniques », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 2, n° 3, 2008, p. 334-342.

éventuellement des transformations identitaires⁵⁶⁶ ou des compromis scientifiques⁵⁶⁷. Fang Lizhi et Liang Heng acquièrent une légitimité nouvelle qui leur permet, au prix d'une modulation de leur identité, de se maintenir (pour Lizhi) ou d'entrer (pour Heng) dans le champ intellectuel en devant des « intellectuels chinois ».

Conclusion

Nous nous étions demandés dans quelle mesure les frontières entre les champs intellectuel et académique, d'une part, et politique, d'autre part, persistent au sein du JOD. Malgré un certain effacement de ces frontières au sein de cette revue, ces dernières ne disparaissent ni objectivement, ni dans les représentations que forgent les acteurs étudiés. La revue se donne une double mission, à la fois académique et politique. Néanmoins, dans le déploiement de ses activités (publication d'articles, d'ouvrages, organisation de conférences), elle répond à des normes académiques.

Les trajectoires d'Octavio Paz et Mario Vargas Llosa au sein de la revue relèvent du même type de position ambiguë, aux frontières de ces trois champs. Si ces intellectuels sont aussi des acteurs engagés en politique, ils participent à la revue essentiellement en tant que figures intellectuelles et académiques : objectivement, dans leur mode d'action (publication d'article, participation au comité de rédaction) ; dans les représentations qu'ils déploient conjointement avec la revue, en éclipsant leur carrière politique et leurs alignements idéologiques avec le JOD. La comparaison avec la présence d'intellectuels chinois dans le JOD a montré la nécessité d'étudier les trajectoires en multipliant les analyses croisées pour comprendre comment les catégories d'« intellectuels » et « latino-américains » font partie d'un processus de co-construction des identités qui donnent lieu à des compromis et des luttes.

⁵⁶⁶ Les travaux de Russell Jacoby sur la psychanalyse juive en exil dans les années 1930-1940 offrent des pistes de réflexion intéressantes sur les difficultés à maintenir une légitimité scientifique hors du cadre national où elle a été construite. Jacoby donne l'exemple du psychanalyste autrichien Otto Fenichel, dont les travaux précédant l'exil aux États-Unis étaient plus politiquement engagés et hétérodoxes d'un point de vue analytique, et qui se met à publier des travaux plus orthodoxes. JACOBY Russell, *The Repression of Psychoanalysis: Otto Fenichel and the Freudians*, Chicago, University of Chicago Press, 1986. Le titre français parle des « destins de la gauche freudienne ».

⁵⁶⁷ Voir par exemple LOSEGO Philippe et ARVANITIS Rigas, *op. cit.*, p. 354-355, sur la question de l'imposition des thématiques de recherche par les programmes européens et nord-américains.

Conclusion du chapitre 3

À l'origine de ce chapitre, il y a le constat d'une incapacité à rendre compte de façon suffisamment claire et problématisée des liens entre les champs de la promotion de la démocratie et des *democratization studies*. Pour mieux comprendre ces liens, déjà relevés par des auteurs comme Nicolas Guilhot et Florent Guénard, nous avons proposé une approche d'histoire croisée de ces deux objets en les considérant comme deux champs. Notre objectif général était d'enquêter sur ce qui distingue ces deux champs, autrement dit ce qui témoigne du maintien d'une autonomie relative entre les deux, malgré leur interdépendance forte.

Notre première hypothèse était qu'il y a une certaine fluidité objective et perçue entre ces deux champs. Nos trois études de cas nous conduisent à confirmer cette hypothèse (Figure 32). Cela se traduit d'abord par une convergence remarquable des discours des acteurs des deux champs d'un point de vue idéologique, politique et scientifique. Cette fluidité entre les champs se manifeste aussi par l'implication, plus ou moins directe, d'acteurs politiques dans le champ académique (ou intellectuel et de l'édition) et réciproquement. Les populations des champs étudiés se connaissent bien et parfois se mélangent.

Cependant, ces champs continuent à maintenir des caractéristiques qui les distinguent (Figure 32). En effet, l'intensité des interactions entre les champs politique et académique (ou intellectuel et de l'édition), et parfois la convergence des objectifs et des discours, ne fait pas disparaître les normes qui régissent les pratiques de chaque champ. Cela vaut aussi pour les acteurs qui prennent part directement aux activités des deux champs, y compris ceux dont l'engagement au sein de la NED représente un dénominateur commun. En effet, si leur engagement les conduit à participer à des champs distincts, ils le font au nom des normes d'un champ en particulier, en opérant parfois des allers-retours entre ces normes selon la situation.

Dans une certaine mesure, la distinction entre ces champs est entretenue de façon stratégique par les acteurs que nous étudions. Néanmoins, il est réducteur de seulement penser ces distinctions comme de simples stratégies : elles témoignent aussi de la pluralité des affiliations des figures étudiées. Dans tous les cas, qu'elles soient artificielles ou non, forgées stratégiquement ou inconsciemment, ces représentations qui distinguent les rôles des intellectuels, chercheurs, acteurs du monde de l'édition (éditeurs et écrivains) et acteurs politiques contribuent à maintenir des frontières entre les différents champs malgré leurs interdépendances. En effet, dans les mots de Nicolas Offenstadt, « le monde des représentations

collectives participe de la construction sociale de la réalité et régit en dernière instance les identités et les pratiques sociales, tout en subissant leurs effets en retour⁵⁶⁸. »

Figure 32 - Éléments (projetés par les acteurs et objectifs) de confusion et de distinction entre les différents champs étudiés

	La démocratie en Amérique latine (champs politique et académique)	Le salon de Moscou (champs politique et de l'édition-littéraire)	JOD et intellectuels (champs politique, académique et intellectuel)
Confusion objective	Discours proches sur la démocratie en Amérique latine	L'AAP participe aux programmes/débats sur la promotion de la démocratie	JOD : participation d'acteurs politiques, académiques, intellectuels ; Paz et Vargas Llosa engagés en politique
Confusion projetée	La « communauté mondiale des démocrates »	Gershman, Kissinger et Moynihan donnent leur avis sur la liste	JOD : missions politiques et académiques
Distinction objective	Pas les mêmes normes de production et diffusion des discours, ni les mêmes interlocuteurs	Il y a un débat politique et un débat littéraire	JOD, Paz, Vargas Llosa : usage de normes académiques (articles, livres)
Distinction projetée	La NED met l'accent sur le travail scientifique qui vient soutenir ses activités politiques	Carl Gershman s'appuie aussi sur des acteurs de l'édition	Paz et Vargas Llosa présentés comme des intellectuels et prix Nobel de littérature ; les intellectuels chinois

La limite principale de notre enquête réside dans le manque de sources produites par les acteurs étudiés dans un cadre privé comme des rapports internes de la NED ou des correspondances privées ou professionnelles en général. Par conséquent, il nous est difficile de trancher sur la façon dont les protagonistes de cette histoire pensent leur rapport personnel à ces champs et à leur position dans ceux-ci. Néanmoins, les corpus de sources que nous avons constitués permettent d'en déceler des traces indirectes et de proposer des hypothèses. L'apport principal de ce chapitre est de souligner l'utilité de faire une histoire croisée des champs de la

⁵⁶⁸ OFFENSTADT Nicolas, DUFAUD Grégory et MAZUREL Hervé, *op. cit.*, p. 97.

promotion de la démocratie et des *democratization studies* pour éclairer leurs histoires respectives et commune.

Comme pour les deux précédents chapitres, nous avons proposé une méthodologie pour mettre en œuvre ce programme de recherche. Pour appréhender le lien entre les deux champs, il apparaît utile d'enquêter sur ce qui les rapproche (enjeux secondaires et discours) et ce qui continue à les distinguer (normes des pratiques, enjeux plus centraux). Un tel programme de recherche permet d'appréhender la relation entre les acteurs de ces champs de façon complexe, en évitant par exemple de les présenter comme de simples instruments l'un de l'autre.

Le travail sur des études de cas précises permet d'opérer des comparaisons dans des contextes différents entre les champs politique et académique. Pour offrir un autre angle de comparaison, nous avons également opté pour une enquête complémentaire des liens entre les champs de la promotion de la démocratie et ceux de l'édition et des intellectuels. Cela permet de rappeler que les catégories « politique » et « académique » ne sont pas les seules à prendre en compte, notamment au moment de penser les identités et les logiques des acteurs étudiés. Par ailleurs, il convient à chaque fois de ne pas surestimer individuellement nos catégories d'analyse, telles que les origines sociales, nationales ou encore professionnelles, dont les acteurs jouent, en les occultant ou en les mettant en avant. Ces identités sont l'objet de récits, eux-mêmes conditionnés par des compromis, des luttes et des transformations.

Dans le futur, les limites, du point de vue des sources et de notre capacité à appréhender les différents objets de recherche dans leur complexité, appellent à prolonger cette entreprise d'histoire croisée en multipliant les études de cas à des fins comparatives. La NED est un terrain propice à l'étude de réseaux de sociabilité liés aux deux champs puisqu'elle multiplie la création d'institutions à partir de 1990 (Figure 17), chacune comportant des groupes à étudier : comité de rédaction, de consultants, « d'experts ». Nous avons évoqué ceux du JOD (les contributeurs à la revue, son comité de rédaction et son comité consultatif international). Un quatrième sous-ensemble, le conseil de recherche de l'IFDS auquel le JOD est rattaché en 1994, pourrait faire l'objet d'une étude. Une approche possible serait d'étudier la circulation de différents individus entre ces groupes. Par exemple, Naomi Chazan quitte le comité de rédaction du JOD en 1998 mais est membre de son comité consultatif international en 2001. Leszek Kolakowski et Seymour Martin Lipset connaissent le même type de mobilité : ils appartiennent au comité éditorial de la revue entre 1990 et 2003 puis, à partir de 2004, intègrent le comité consultatif du JOD. L'étude de l'évolution de cet ensemble ramifié gagne donc à être faite de façon globale.

Conclusion

Ce mémoire porte sur trois objets différents : la promotion de la démocratie, les *democratization studies* et la nature du lien entre ces deux objets. Nous avons présenté, à l'issue de chaque chapitre, une conclusion spécifique à l'enquête sur chacun de ces objets. Aussi nous limiterons-nous à en rappeler les éléments principaux de façon synthétique avant d'aborder la conclusion générale de notre travail de recherche.

Dans le premier chapitre, nous avons d'abord pointé les difficultés à définir la promotion de la démocratie. Les travaux existants ont tendance à reprendre le discours des acteurs (l'objectif présumé de « démocratiser ») pour définir cette politique, rendant les définitions obtenues difficilement maniables pour l'analyse. Nous avons alors proposé une nouvelle définition de la promotion de la démocratie comme une pratique de politique étrangère (1983-1991) à partir des enjeux affichés au cours de la genèse législative du projet de la NED (1967-1983). Cette nouvelle définition prend en compte un élément de continuité – prolonger les activités de la CIA – et un élément de rupture – changer la pratique de la politique étrangère en promouvant la participation d'acteurs privés indépendants et un discours de transparence.

Dans le deuxième chapitre, après avoir signalé l'absence d'une histoire des *democratization studies*, nous en avons esquissé les contours d'un point de vue méthodologique et chronologique sur la base du cadre d'analyse de Jean-Michel Chapoulie pour une histoire des sciences sociales. Nous avons comparé les deux projets de recherche TAR-DDC pour étudier les activités de ce champ académique et ses liens avec d'autres champs connexes. Nous avons conclu que les *democratization studies* passent par un processus d'institutionnalisation entre 1979 et 1994 selon des logiques à la fois académiques et extra-académiques.

Dans le troisième chapitre, nous avons souhaité dépasser le constat de l'interdépendance entre les deux champs étudiés. Pour cela, nous avons fait une proposition d'histoire croisée pour l'étude des liens entre le champ de la promotion de la démocratie et celui des *democratization studies* (1983-1991). Cette histoire consiste à les étudier ensemble en faisant varier les points de vue et les critères d'analyse. À travers des cas d'études concrets, nous avons montré comment les caractéristiques des deux champs se mélangent partiellement tout en maintenant des marques de distinction.

L'apport de ce mémoire réside en partie dans ces conclusions empiriques. Néanmoins, ce travail de recherche est également sous-tendu par une réflexion méthodologique sur la complémentarité entre l'histoire croisée et les histoires propres à chaque objet. Nous voulions montrer en effet que la clarification des liens entre la promotion de la démocratie et les *democratization studies* doit passer par des contributions à l'histoire propre de chaque objet, avant de mener une histoire croisée.

Selon Michael Werner et Bénédicte Zimmerman, l'histoire croisée permet de comprendre les liens matérialisés et projetés entre deux objets. Puisque les champs de la promotion de la démocratie et des *democratization studies* sont liés depuis leur naissance, une enquête sur leur relation permet d'éclairer leur histoire commune et leurs histoires propres. En revanche, puisqu'il s'agit d'une démarche pour approfondir de la connaissance de ces objets, l'histoire croisée doit s'appuyer sur des résultats de recherche spécifiques à chacun d'entre eux. Ayant constaté des limites dans les travaux existants sur chacun de ces objets, nous avons pensé nos deux premiers chapitres comme des contributions propres à l'histoire de leur processus de naissance. Cela apparaît particulièrement crucial dans notre cas où les deux objets présentent une forte asymétrie du point de vue de leur nature – objet politique et objet académique – et des travaux les concernant – en termes d'approches et de quantité.

En effet, du point de vue de l'historiographie, la promotion de la démocratie et les *democratization studies* ne sont pas sur un pied d'égalité. Dès lors, les propositions méthodologiques que nous avons formulées ne répondent pas aux mêmes besoins. Pour la promotion de la démocratie, un objet largement traité par les études en relations internationales, l'enjeu central était d'aborder cet objet autrement que par l'angle de la politique étrangère pour en saisir les logiques. Le deuxième chapitre a un caractère plus fondateur d'un point de vue méthodologique et de circonscription du terrain d'enquête. Par conséquent, les résultats empiriques sont plus limités. Ainsi, la parenthèse dans le titre du mémoire indique que ces histoires propres sont là pour soutenir notre histoire croisée, mais ne lui sont pas subordonnées.

Nous appelons à compléter ce projet d'histoire (croisée) à l'avenir. Nous avons montré l'intérêt de définir la promotion de la démocratie à partir de sa genèse : la définition que nous proposons peut certainement être complétée en suivant cette méthode. Nous avons modestement délimité le terrain d'études des *democratization studies*, en insistant sur la prise en compte de facteurs académiques et extra-académiques : le travail d'enquête reste largement à faire. Enfin, l'étude des liens entre les deux champs en prenant en compte la tension confusion-distinction permet d'éclairer la nature de leur relation dans la pratique : cette façon

d'envisager leurs rapports gagne à être complétée par d'autres cas d'études et, surtout, par la multiplication des critères d'analyse en dépassant la dualité politique-académique.

Un tel projet présente des limites de différentes natures. D'abord, malgré le cadre chronologique commun (qui justifie en partie cette approche), le fait d'étudier des objets assez distincts nous met face au défi de l'espace accordé à chacun d'entre eux, et de l'exhaustivité de l'analyse. Par ailleurs, le caractère asymétrique de la littérature sur nos objets a conditionné la structure de ce mémoire dans une direction qui peut s'avérer parfois contre-intuitive pour le lecteur. Pour atténuer cette asymétrie sans pour autant sacrifier la spécificité de nos objets, nous avons utilisé le cadre conceptuel du champ. Nous avons également choisi d'accorder à chaque chapitre une introduction et une conclusion propres, pour détailler au mieux la logique des différents développements.

Une deuxième limite, d'un autre ordre, réside dans le choix presque exclusif du cadre national états-unien dans l'étude de nos deux champs. Ce choix nous a permis de dépasser les grilles de lecture généralement adoptées dans les études sur la promotion de la démocratie (la politique étrangère en pratique) et d'insister sur le cadre d'émergence des deux champs qui se trouve essentiellement aux États-Unis. Il en résulte néanmoins un appauvrissement. D'abord, nous n'avons pas enquêté de façon systématique sur l'influence d'acteurs étrangers dans leur naissance (y compris parmi les « grandes figures » des *democratization studies*). Ensuite, nous intégrons sans distinction les États-Unis et le reste du monde anglo-saxon dans notre étude du développement des *democratization studies*. De plus, nous délaissions les interactions entre « promoteurs » états-uniens de la NED et leurs bénéficiaires dans les pays-cibles. Enfin, nous n'offrons pas de comparaison avec l'émergence de politiques de promotion de la démocratie dans d'autres pays.

Pour finir, en raison de ses activités mixtes touchant à la fois à l'action politique et à la recherche académique, la NED constitue un terrain d'observation privilégié des liens entre les deux champs étudiés. Néanmoins, le caractère particulier de cette fondation (une organisation publique financée par des fonds privés) limite la généralisation de nos résultats aux autres organismes participant à la promotion de la démocratie, comme les agences fédérales.

Sources

Précision méthodologique : sources primaires ou secondaires ?

Le deuxième et le troisième chapitre de notre travail portent sur la discipline des *democratization studies* en tant qu'objet de recherche. Par conséquent, plusieurs références universitaires se retrouvent à la frontière entre les sources primaires et les sources secondaires.

Nous avons choisi de classer dans nos sources primaires les références qui sont au cœur de notre travail de terrain : les séries de volumes TAR et DDC, les articles publiés dans le JOD, ainsi que toutes les sources exploitées pour étudier le discours des acteurs. Dans notre bibliographie, nous listons les références plus générales sur les *democratization studies* qui ne font pas l'objet d'une étude approfondie.

Ouvrages, articles, comptes-rendus, revues et CV (*democratization studies*)

Transitions from Authoritarian Rule

O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et LOWENTHAL Abraham, *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 4. Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et WHITEHEAD Laurence (éd.), *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 3. Comparative Perspectives*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et WHITEHEAD Laurence (éd.), *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 2. Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et WHITEHEAD Laurence (éd.), *Transitions from Authoritarian Rule. Vol 1. Southern Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

Democracy in Developing Countries

DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 4, Latin America*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1989.

DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol. 3, Asia*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1989.

DIAMOND Larry, LINZ Juan et LIPSET Seymour Martin (éd.), *Democracy in Developing Countries. Vol 2, Africa*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1988.

LIPSET Seymour Martin, LINZ Juan et DIAMOND Larry, « Building and Sustaining Democratic Government in Developing Countries: Some Tentative Findings », *World Affairs*, vol. 150, n° 1, summer 1987, p. 5-19.

Autres ouvrages

LINZ Juan et STEPAN Alfred, *The Breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1978, 4 volumes.

LINZ Juan, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2000.

WHITEHEAD Laurence, *Democratization: Theory and Experience*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

WHITEHEAD Laurence (éd.), *The International Dimensions of Democratization: Europe and the Americas*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

Comptes-rendus

BERMEO Nancy, « Rethinking Regime Change », *Comparative Politics*, vol. 22, n° 3, avril 1990, p. 359.

LAWLESS Robert, « Politics in developing countries (Book Review) », *Journal of Third World Studies*, vol. 17, n° 1, 15 avril 2000, p. 289-290.

LOWENTHAL Abraham, « Review Democracy In Developing Countries: Latin America by Abraham F. Lowenthal », *Foreign Affairs*, Winter 1989/1990.

<https://www.foreignaffairs.com/reviews/capsule-review/1989-12-01/democracy-developing-countries-latin-america> (Consulté le 8 octobre 2020).

Journal of Democracy

DIAMOND Larry et PLATTNER Marc, « Why the “Journal of Democracy” », *Journal of Democracy*, vol. 1, n° 1, 1990, p. 3-5.

HAKIM Peter et LOWENTHAL Abraham, « Latin America’s Fragile Democracies », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 3, 1991, p. 16-29.

HUNTINGTON Samuel, « Democracy’s Third Wave », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 2, 1991, p. 12-34.

PURCELL Susan Kaufman, « Stabilizing Latin Democracy », *Journal of Democracy*, vol. 1, n° 2, 1990, p. 121-123.

VARGAS LLOSA Mario, « The Culture of Liberty », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 4, Fall 1991, p. 25-33.

WEYLAND Kurt Gerhard, « Latin America’s Four Political Models », *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 4, 1995, p. 125-139.

« Democracy’s Past and Future », *Journal of Democracy*, vol. 21, n° 1, 2010, p. 5-8.

« Octavio Paz (1914-1998) », *Journal of Democracy*, vol. 9, n° 3, juillet 1998, p. 188-189.

« Democracy’s Future », *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, 1995, p. 3-6.

« News and Notes », *Journal of Democracy*, vol. 4, n° 1, 1993, p. 138-140.

« News and Notes », *Journal of Democracy*, vol. 2, n° 1, 1991, p. 121-124.

Democratization

« Editorial board », *Democratization*, vol. 1, n° 1, 1994.

<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13510349408403375> (Consulté le 6 juin 2021).

Curriculum Vitae

CV de Juan Linz.

https://www.ae-info.org/attach/User/Linz_Juan/CV/Linz%20Curriculum%20Juan%20Linz.pdf (Consulté le 19 février 2020).

CV de Larry Diamond. <https://diamond-democracy.stanford.edu/about/cv> (Consulté le 28 mai 2020).

CV de Laurence Whitehead. <https://www.nuffield.ox.ac.uk/media/1668/whitehead-cv.pdf> (Consulté le 03 février 2021).

CV de Philippe Schmitter. <https://www.eui.eu/Documents/DepartmentsCentres/SPS/Profiles/Schmitter/PCS-CV.pdf> (Consulté le 03 février 2021).

Revues (hors democratization studies)

Harvard Human Rights Journal

« Harvard Human Rights Journal ». <https://harvardhrj.com/about/> (Consulté le 26 avril 2021).

The History Teacher

« ERIC ChESS Documents in History », *The History Teacher*, vol. 13, n° 4, 1980, p. 578-587.

The National Interest

FUKUYAMA Francis, « The End of History? », *The National Interest*, n° 16, 1989, p. 3-18.

The Reading Teacher

« Moscow Book Fair Visit », *The Reading Teacher*, vol. 33, n° 6, 1980, p. 658-663.

Revista de Ciência Política

GERSHMAN Carl, « Nuevas perspectivas en las relaciones entre Estados Unidos y Latinoamérica », *Revista de Ciência Política*, vol. VII, n° 1, 1985, p. 199-204.

Universités

Université de Londres

« Democracy and democratisation PS3086 ». <https://london.ac.uk/courses/democracy-and-democratisation-ps3086> (Consulté le 6 juin 2021).

Université Johns Hopkins

« Guides: Hopkins History: Hopkins History Publications ». <https://guides.library.jhu.edu/jhu-history/publications> (Consulté le 18 février 2021).

« Hugh Hawkins Research Fellowships for the Study of Hopkins History | Hopkins Retrospective ». <https://retrospective.jhu.edu/our-initiatives/hugh-hawkins-research-fellowships-for-the-study-of-hopkins-history> (Consulté le 18 février 2021).

« Project MUSE ». <https://about.muse.jhu.edu/about/story/> (Consulté le 7 mai 2021).

Université de Stanford

« FSI | CDDRL - Our Mission ». https://cddrl.fsi.stanford.edu/about_cddrl (Consulté le 6 juin 2021).

« Comparative Democratic Development Winter Quarter 2019 ». <https://diamond-democracy.stanford.edu/teaching/comparative-democratic-development-winter-quarter-2019> (Consulté le 6 juin 2021).

Université du Texas

« The Papers of George Lister: The Human Rights Bureau ». https://law.utexas.edu/humanrights/lister/bureau/bureau_desc.php (Consulté le 13 février 2021).

Université de Warwick

« Centre for Studies in Democratisation ». <https://warwick.ac.uk/fac/soc/pais/research/researchcentres/csd/> (Consulté le 26 avril 2021).

Postgrad : liste de postgraduate studies

« 23 Postgraduate Courses for Democratic Studies ». <https://www.postgrad.com/courses/democratic-studies/> (Consulté le 6 juin 2021).

Monde de l'édition

Association of American Publishers

« Our Members ». <https://publishers.org/who-we-are/our-members/> (Consulté le 6 juin 2021).

Lynne Rienner Publishers

« Lynne Rienner Publishers | Who We Are ». https://www.rienner.com/who_we_are (Consulté le 16 novembre 2020).

Oxford University Press

« Oxford Studies in Democratization ».

<https://global.oup.com/academic/content/series/o/oxford-studies-in-democratization-osd/?cc=fr&lang=en&> (Consulté le 06 juin 2021).

L'APF et la NED**American Political Foundation**Documents rédigés par l'APF

American Political Foundation, Democracy Program, « The Commitment to Democracy : A Bipartisan Approach », 27 juillet 1983. www.ned.org/docs/democracyProgram.pdf (Consulté le 11 avril 2021).

American Political Foundation, « Freedom and International Community/Values as bases for Alliance », 1981-1982. Librairie du Congrès, *Manuscript Division, George Agree Papers*.

Les références citées par l'APF dans le *Democracy Program*

BROCK William, « Reagan's campaign for democracy--and the German example », *Christian Science Monitor*, 27 juillet 1982. <https://www.csmonitor.com/1982/0727/072727.html> (Consulté le 17 novembre 2020).

DOUGLAS William, *Developing democracy*, Washington, Heldref Publications, 1972.

GASTIL Raymond et BEITZ Charles, *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties, 1982*, Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1982.

LINOWITZ Sol et PLAZA Galo, *The Americas at a Crossroads: Report of the Inter-American Dialogue, April 1983*, Washington, The Wilson Center, avril 1983.

SAMUELS Michael et DOUGLAS William, « Promoting Democracy », *The Washington Quarterly*, vol. 4, n° 3, juillet 1981, p. 52-65.

National Endowment for DemocracySite internet de la NED

« Michael Shifter ». <https://www.ned.org/experts/michael-shifter/> (Consulté le 29 avril 2021).

« Official Commemoration of the Twentieth Anniversary of the National Endowment for Democracy », 6 novembre 2003. <https://www.ned.org/wp-content/uploads/2015/09/20thProgram.pdf> (Consulté le 20 juin 2020).

« Reagan-Fascell Fellowship ». <https://www.ned.org/fellowships/reagan-fascell-democracy-fellows-program/> (Consulté le 15 février 2020).

Rapports annuels de l'organisation

1984 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1984-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1985 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1985-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1986 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1986-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1987 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1987-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1988 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1988-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1989 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1989-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1990 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1990-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1991 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1991-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1992 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1992-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1993 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1993-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1994 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1994-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1995 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1995-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1996 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1996-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1997 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1997-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1998 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1998-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

1999 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/1999-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

2000 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/2000-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

2001 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/2001-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

2002 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/2002-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

2003 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/2003-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

2004 NED annual report, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/annualreports/2004-ned-annual-report.pdf> (Consulté le 02 juin 2020).

Congrès

Les audiences autour des propositions de lois

Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, the Inter-American Foundation, the Asia Foundation, to establish the National Endowment for Democracy :hearings and markup before the Committee on Foreign Affairs and its Subcommittee on International Operations, House of Representatives, Ninety-eighth Congress, first session, on H.R. 2915, February 23, March 1, 3, 9, 10, 15, 16, 17, 22, 23, April 18, 19, 25, May 3, 12, 1983., Washington, 1984. <http://hdl.handle.net/2027/uc1.31210012873525> (Consulté le 10 avril 2021).

Institute for Human Rights and Freedom: Hearing before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, Ninety-fifth Congress, second session, on S. 2894 ... June 29, 1978, Washington, 1978. <http://hdl.handle.net/2027/mdp.39015077937020> (Consulté le 05 avril 2021).

Institute for Human Rights and Freedom: Hearings and Markup Before the Subcommittees on International Operations and on International Organizations of the Committee on International Relations, House of Representatives, Ninety-fifth Congress, second session, on H.R. 11326, April 13, 18, and 25, 1978, Washington, 1978. <http://hdl.handle.net/2027/mdp.39015011953364> (Consulté le 05 avril 2021).

Encouraging Private Participation in International Activities: Hearings before the Subcommittee on International Organizations and Movements of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Ninetieth Congress, first session, on H.R. 7484, April 18 and 20, Washington, 1967, Washington, 1968. https://books.google.fr/books?id=Q_o1AAAAIAAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gs_bge_summary_r&cad=0 (Consulté le 08 avril 2021).

Propositions de lois

FASCELL Dante, « H.R.2915 - 98th Congress (1983-1984): A bill to authorize appropriations for fiscal years 1984 and 1985 for the Department of State, the United States Information Agency, the Board for International Broadcasting, the Inter-American Foundation, and the Asia Foundation, to establish the National Endowment for Democracy, and for other purposes », 5 mai 1983. <https://www.congress.gov/bill/98th-congress/house-bill/2915> (Consulté le 15 février 2020).

FASCELL Dante, « H.R.11326 - 95th Congress (1977-1978): A bill to establish an Institute for Human Rights and Freedom to promote respect for the observance of human rights and fundamental freedoms in foreign countries », 7 mars 1978. <https://www.congress.gov/bill/95th-congress/house-bill/11326> (Consulté le 05 avril 2021).

PELL Claiborne, « S.2894 - 95th Congress (1977-1978): A bill to establish an Institute for Human Rights and Freedom to promote respect for and observation of human rights and fundamental freedoms in foreign countries », 12 avril 1978.

<https://www.congress.gov/bill/95th-congress/senate-bill/2894> (Consulté le 05 avril 2021).

Textes de lois

NED Act, p. 1039-1042 de la *Public Law 98-164*, 22 novembre 1983.

<https://uscode.house.gov/statutes/pl/98/164.pdf> (Consulté le 15 février 2020).

National Security Act of 1947, Public Law 235, 22 juillet 1947, 61 STAT. 496.

<https://www.dni.gov/index.php/ic-legal-reference-book/national-security-act-of-1947>

(Consulté le 1 avril 2021).

Interventions au Congrès

MOYNIHAN Daniel Patrick au Sénat, *GPO-CRECB-1985-pt9-3-2*, Senate: May 14.

<https://www.govinfo.gov/content/pkg/GPO-CRECB-1985-pt9/pdf/GPO-CRECB-1985-pt9-3-2.pdf> (Consulté le 5 mars 2021).

PELL Claiborne au Sénat, *124 Cong. Rec. (Bound) - Senate: April 12, 1978 - Content Details - GPO-CRECB-1978-pt8-2-1*.

<https://www.govinfo.gov/app/details/GPO-CRECB-1978-pt8/GPO-CRECB-1978-pt8-2-1> (Consulté le 05 avril 2021).

U.S. Government Accountability Office (GAO)

GAO, « National Endowment for Democracy Use of USIA Grant Funds », B-248111, 9 septembre 1992. <https://www.gao.gov/products/147546> (Consulté le 13 mai 2020).

GAO « Promoting Democracy: The National Endowment for Democracy's Management of Grants Overseas », NSIAD-86-185, 28 octobre 1986. <https://www.gao.gov/products/NSIAD-86-185> (Consulté le 13 mai 2020).

GAO « The National Endowment for Democracy's Administration of Its Grants Program », 14 mai 1986, <https://www.gao.gov/products/129867> (Consulté le 13 mai 2020).

GAO « Events Leading to the Establishment of the National Endowment for Democracy », NSIAD-84-121, 6 juillet 1984. <https://www.gao.gov/products/NSIAD-84-121> (Consulté le 13 mai 2020).

Congressional Research Service

MEYER Peter, « U.S. Foreign Assistance to Latin America and the Caribbean: FY2018 Appropriations », *Congressional Research Service*, 5 février 2018.

VEILLETTE Connie, RIBANDO Clare et SULLIVAN Mark, « U.S. Foreign Assistance to Latin America and the Caribbean », *Congressional Research Service*, 2006.

Pouvoir exécutif

Discours du président Ronald Reagan

Promoting Democracy and Peace, by President Ronald Reagan, *Speech to the British Parliament, June 8, 1982* | IRI. <https://www.iri.org/who-we-are/promoting-democracy-and-peace-president-ronald-reagan-speech-british-parliament-june-8> (Consulté le 4 juin 2021).

Département d'État et Département de la défense

The Challenge to Democracy in Central America, released by the Department of State and Department of Defense, 1986. <https://books.google.fr/books?id=xuDngSevtwAC> (Consulté le 06 mars 2021).

Presse et magazines

The New York Times

PIFER Alan, « Opinion | Letter: On Quasi-Public Organizations; Whence Came the Quango, and Why », *The New York Times*, 5 septembre 1987.

<https://www.nytimes.com/1987/09/05/opinion/1-letter-on-quasi-public-organizations-whence-came-the-quango-and-why-969587.html> (Consulté le 12 février 2020).

MCDOWELL Edwin, « Publishers, in Shift, Back Soviet Fair », *The New York Times*, 8 juin 1985.

<https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176550481/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari> (Consulté le 3 novembre 2020).

« Keep the Money, They Told the Endowment », *The New York Times*, 4 juin 1985.

<https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176549414/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari> (Consulté le 3 novembre 2020).

« Obtaining Balance at Moscow Book Show », *The New York Times*, 28 mai 1985.

<https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176567773/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari> (Consulté le 3 novembre 2020).

MCDOWELL Edwin, « Publishers Offer to Discuss Book List With U.S. Agency », *The New York Times*, 26 mai 1985.

<https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176567450/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari> (Consulté le 3 novembre 2020).

« America, Through Whose Eyes? », *The New York Times*, 15 mai 1985.

<https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176572364/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari> (Consulté le 3 novembre 2020).

MCDOWELL Edwin, « Moynihan opposes Criticism of Book List », *The New York Times*, 15 mai 1985.

<https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176572271/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari> (Consulté le 3 novembre 2020).

MCDOWELL Edwin, « Publishers Deny Bias in U.S. List », *The New York Times*, 14 mai 1985. <https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176571973/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari> (Consulté le 3 novembre 2020).

MCDOWELL Edwin, « U.S. List for Book Fair in Moscow is Disputed », *The New York Times*, 11 mai 1985. <https://bi-gale-com.ezproxy.univ-paris3.fr/essentials/article/GALE|A176571637/8664879ab727597a644c5e870d22538b?u=unipari> (Consulté le 3 novembre 2020).

APPLE R.w, Jr., « President Urges Global Crusade for Democracy », *The New York Times*, 9 juin 1982. <https://www.nytimes.com/1982/06/09/world/president-urges-global-crusade-for-democracy-text-of-reagan-s-address-page-a16.html> (Consulté le 7 avril 2021).

MITGANG Herbert, « Moscow Book Fair May Set Off Literary Fireworks », *The New York Times*, 2 septembre 1979. <https://www.nytimes.com/1979/09/02/archives/moscow-book-fair-may-set-off-literary-fireworks-one-is-denied-a.html> (Consulté le 5 mars 2021).

The Wall Street Journal

« Review & Outlook (Editorial): Publishers' Parish », *The Wall Street Journal*, 16 mai 1985. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=j000000020011125dh5g00f1r&cat=a&ep=ASE> (Consulté le 3 novembre 2020).

The Washington Post

WISEMAN Lauren, « Obituary Human Rights », *The Washington Post*, 31 mars 2011. https://www.washingtonpost.com/local/obituaries/2011/03/30/AFvC7pBC_story.html (Consulté le 26 avril 2021).

IGNATIUS David, « Innocence Abroad: The New World of Spyleless Coups », *The Washington Post*, 22 septembre 1991. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020011110dn9m011kg&cat=a&ep=ASE> (Consulté le 08 juin 2021).

LEE Gary, « America Returns To Moscow Book Fair Boycott Ends but Tensions Continue », *The Washington Post*, 10 septembre 1985. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020011125dh9a00m5d&cat=a&ep=ASE> (Consulté le 3 novembre 2020).

« Soviets Say Nyet to U.S. Publishers Visas Denied To Two Americans For Moscow Book Fair », *The Washington Post*, 5 septembre 1985. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020020504dh95003uz&cat=a&ep=ASE> (Consulté le 3 novembre 2020).

KRAUTHAMMER Charles, « The Vonnegut List », *The Washington Post*, 10 mai 1985. <http://global.factiva.com/redir/default.aspx?P=sa&an=wp00000020011125dh5a00clm&cat=a&ep=ASE> (Consulté le 3 novembre 2020).

LARDNER George, Jr., « Rep. Fascell Wears Several Hats for Cause », *The Washington Post*, 5 juin 1983. <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1983/06/05/rep-fascell-wears->

[several-hats-for-cause/96c74cf6-f9e4-41f5-ae54-12d65c4a85e0/](https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=6266657) (Consulté le 18 décembre 2020).

National Public Radio

« Exiting Iraq: Larry Diamond's View ».

<https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=6266657> (Consulté le 28 avril 2021).

PublishersWeekly

RICHARD ALBANESE Andrew, « For Lynne Rienner, 30 Years and Counting », *PublishersWeekly.com*. <https://www.publishersweekly.com/pw/by-topic/industry-news/publisher-news/article/63282-for-lynn-rienner-30-years-and-counting.html> (Consulté le 2 mai 2021).

L'Observateur

SAUVY Alfred, « Document: Trois mondes, une planète », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 12, 1986, p. 81-83.

Le Monde

« La mort de Charles Krauthammer, chroniqueur au "Washington Post" », *Le Monde*, 24 juin 2018. https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2018/06/24/la-mort-de-charles-krauthammer-chroniqueur-au-washington-post_5320546_3382.html (Consulté le 6 juin 2021).

Le Monde diplomatique

OSPINA Hernando Calvo, « Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA », *Le Monde diplomatique*, 1 juillet 2007. https://www.monde-diplomatique.fr/2007/07/CALVO_OSPINA/14911 (Consulté le 8 juin 2021).

Clarín

« Qué fue el caso Padilla ». https://www.clarin.com/rn/literatura/caso-Padilla_0_rJFzlcjqw7x.html (Consulté le 25 avril 2021).

Divers

Bibliothèque nationale de France

« US Helsinki watch committee ».

https://data.bnf.fr/fr/12274107/us_helsinki_watch_committee/ (Consulté le 7 mai 2021).

Cato Institute

CONRY Barbara, « Loose Cannon: The National Endowment for Democracy », *Cato Institute Foreign Policy Briefing*, n° 27, 1993, p. 1-8.

Inter-American Dialogue

« Mario Vargas Llosa ». <https://www.thedialogue.org/experts/mario-vargas-llosa/> (Consulté le 6 mars 2021).

« Experts Archive ». <https://www.thedialogue.org/experts/> (Consulté le 23 avril 2021).

Bibliographie

Histoire des États-Unis

La guerre froide

ADEN Jean, *The United States: AID from the Keeper of the Global Commons*, US-Korea Institute at SAIS, 2011, 25-34. <https://www.jstor.org/stable/resrep11146.7> (Consulté le 5 mars 2020).

BRANDS Hal, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.

MELANDRI Pierre et VAÏSSE Justin, *L'Empire du milieu : les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001.

QUESSARD-SALVAING Maud, *Propagande, information et diplomatie publique pendant la guerre froide : les stratégies de l'USIA en Europe d'Eisenhower à Reagan*, Thèse de doctorat en études du monde anglophone, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3, 2009. <http://bibnum.univ-paris3.fr/webclient/DeliveryManager?pid=146032> (Consulté le 26 décembre 2019).

SOUTOU Georges-Henri, *La Guerre froide : 1943-1990*, Paris, France, Fayard, 2011.

Relations États-Unis – Amérique latine

ARTAUD Denise, *Les États-Unis et leur arrière-cour : la défense de la troisième frontière*, Paris, Hachette, 1995.

BERGER Mark, *Under Northern Eyes: Latin American studies and U.S. Hegemony in the Americas, 1898-1990*, Bloomington, Indiana University Press, 1995.

DABENE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

DENT David, *U.S.-Latin American Policymaking: A Reference Handbook*, Wesport, Greenwood Publishing Group, 1995.

HERSHBERG James, « “High-Spirited Confusion”: Brazil, the 1961 Belgrade Non-Aligned Conference, and the Limits of an “Independent” Foreign Policy during the High Cold War », *Cold War History*, vol. 7, n° 3, août 2007, p. 373-388.

MARCHESI Aldo, « Escribiendo la Guerra Fría latinoamericana: entre el Sur “local” y el Norte “global” », *Estudios Históricos (Rio de Janeiro)*, vol. 30, n° 60, avril 2017, p. 187-202.

PETTINÀ Vanni, « Global Horizons: Mexico, the Third World, and the Non-Aligned Movement at the Time of the 1961 Belgrade Conference », *The International History Review*, vol. 38, n° 4, 2015, p. 1-24.

PETTINÀ Vanni, « América Central y la Guerra Fría, apuntes para una historia », *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y el Caribe*, vol. 30, n° 1, 2 septembre 2019, p. 13-42.

SALVATORE Ricardo Donato, *Imágenes de un imperio: Estados Unidos y las formas de representación de América Latina*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2006.

SCARFI Juan Pablo et TILLMAN Andrew Reid (éd.), *Cooperation and Hegemony in US-Latin American Relations: Revisiting the Western Hemisphere Idea*, New York, Palgrave Macmillan, 2016.

SMITH Peter, *Talons of the Eagle: Latin America, the United States, and the World*, Fourth edition, New York, Oxford University Press, 1996.

Politique des droits humains

CARDINALE Richard, *The Impact of Transnational Networks on the Early Advocacy Campaigns of the U.S. Helsinki Watch Committee, 1978-1982*, Mémoire de Master en philosophie, Department of History, Faculty of Arts and Social Sciences, The University of Sydney, juin 2019. <https://core.ac.uk/download/pdf/232915203.pdf> (Consulté le 5 mars 2021).

CARLETON David et STOHL Michael, « The Foreign Policy of Human Rights: Rhetoric and Reality from Jimmy Carter to Ronald Reagan », *Human Rights Quarterly*, vol. 7, n° 2, mai 1985, p. 205-229.

GUBIN Sandra, « Between Regimes and Realism--Transnational Agenda Setting: Soviet Compliance With CSCE Human Rights Norms », *Human Rights Quarterly*, vol. 17, n° 2, 1995, p. 278-302.

KEYS Barbara, « Congress, Kissinger, and the Origins of Human Rights Diplomacy », *Diplomatic History*, vol. 34, n° 5, novembre 2010, p. 823-851.

MAYNARD Edwin, « The Bureaucracy and Implementation of US Human Rights Policy », dans *Human Rights Quarterly*, vol. 11, n° 2, mai 1989, p. 175.

Politique et société aux États-Unis

BORNET Vaughn Davis, « Reappraising the Presidency of Lyndon B. Johnson », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 20, n° 3, Summer 1990, p. 591-602.

LEPONT Ulrike, « Les experts les plus consultés aux États-Unis : L'hypothèse d'une péri-administration », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 6, 2016, p. 887-913.

LORD Carnes, « Requiem pour le néoconservatisme ? », *Politique américaine*, vol. 5, n° 2, 2006, p. 89-102.

TOURNES Ludovic, « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique internationale*, vol. n° 35, n° 2, 1 septembre 2007, p. 173-197.

VAÏSSE Justin, « Le néoconservatisme de Daniel Patrick Moynihan : le cas de la politique étrangère », *Transatlantica. Revue d'études américaines. American Studies Journal*, n° 1, 22 juin 2010.

SMITH James, *The Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1993.

La CIA

DE VRIES Tity, « The 1967 Central Intelligence Agency Scandal: Catalyst in a Transforming Relationship between State and People », *Journal of American History*, vol. 98, n° 4, 1 mars 2012, p. 1075-1092.

JOHNSON Loch, « The Evolution of CIA Accountability », *American Intelligence Journal*, vol. 16, n° 1, Spring/Summer 1995, p. 43-46.

LE VOGUER Gildas, *Le renseignement américain : Entre secret et transparence, 1947-2013*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 27 mars 2017.

<http://books.openedition.org/pur/42723> (Consulté le 8 juin 2021).

WILLMETTS Simon, « The Burgeoning Fissures of Dissent: Allen Dulles and the Selling of the CIA in the Aftermath of the Bay of Pigs », *History*, vol. 100, n° 340, avril 2015, p. 167-188.

Théories du développement

MORRIS Nancy, SCHLESINGER Philip et MANDELSAFT Germaine, « Des théories de la dépendance aux théories de la résistance », *Hermès*, vol. n° 28, n° 3, 2000, p. 17.

RIST Gilbert, *The History of Development: from Western Origins to Global Faith*, London, Zed Books, 2010.

ROSTOW Walt Whitman, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

Recherche et édition aux États-Unis

BARLUET Sophie, « L'édition en histoire : anatomie d'une crise », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 86, n° 2, 2005, p. 81-89.

DOUGLASS John Aubrey, « L'esprit d'entreprise des États et des universités axées sur la recherche aux États-Unis : politiques et nouvelles initiatives des États », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, vol. 19, n° 1, 2007, p. 101-144.

FELDMAN Maryann et DESROCHERS Pierre, « Truth for Its Own Sake: Academic Culture and Technology Transfer at Johns Hopkins University », *Minerva*, vol. 42, n° 2, 2004, p. 105-126.

MALISSARD Pierrick, GINGRAS Yves et GEMME Brigitte, « La commercialisation de la recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 148, n° 3, 2003, p. 57-67.

La promotion de la démocratie

Ouvrages et articles généraux sur la promotion de la démocratie

BOUCHET Nicolas, « Reviewed Work(s): Promoting democracy abroad: policy and performance by Peter Burnell: Conceptual politics of democracy promotion by Christopher Hobson and Milja Kurki », *International Affairs*, vol. 88, n° 2, 2012.

BURNELL Peter, *Promoting Democracy Abroad: Policy and Performance*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2011.

JAHN Beate, « Rethinking Democracy Promotion », *Review of International Studies*, vol. 38, n° 4, 2012, p. 685-705.

La promotion de la démocratie aux États-Unis

CAROTHERS Thomas, *In the Name of Democracy: U.S. Policy Toward Latin America in the Reagan Years*, Berkeley, University of California Press, 1991.

COHN Elizabeth, *Idealpolitik in U.S. Foreign Policy: The Reagan Administration and The U.S. Promotion of Democracy*, Thèse de doctorat en Philosophie des relations internationales Faculty of the School of International Service of The American University, 1995. <https://auislandora.wrlc.org/islandora/object/thesesdissertations%3A2476/datastream/PDF/download> (Consulté le 3 janvier 2021).

LOWENTHAL Abraham (éd.), *Exporting Democracy. The United States and Latin America. Case Studies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991.

PEE Robert et SCHMIDLI William Michael (éd.), *The Reagan Administration, the Cold War, and the Transition to Democracy Promotion*, Cham, Springer International Publishing, 2019.

SØNDERGAARD Rasmus Sinding, « Democracy Promotion, National Security and Strategy: Foreign Policy under the Reagan Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 21, n° 2, 1 mai 2019, p. 199-201.

Ouvrages non académiques abordant la promotion de la démocratie

GOLINGER Eva, *Bush versus Chávez: Washington's War on Venezuela*, New York, Monthly Review Press, 2008.

HALIMI Serge et al., *L'opinion, ça se travaille...: les médias et les « guerres justes »*, Marseille, Agone, 2014.

LEMOINE Maurice, *Les enfants cachés du général Pinochet*, Paris, Don Quichotte éditions, 2015.

La National Endowment for Democracy et les quangos

La NED

CAROTHERS Thomas, « The NED at 10 », *Foreign Policy*, n° 95, 1994, p. 123-138.

CAVELL Colin, *Exporting « made-in-America » Democracy: The National Endowment for Democracy & U.S. Foreign Policy*, Lanham, Maryland, University Press of America, 2002.

GEOGHEGAN Kate, « A Policy in Tension: The National Endowment for Democracy and the U.S. Response to the Collapse of the Soviet Union », *Diplomatic History*, vol. 42, n° 5, 2 mai 2018, p. 772-801.

SCOTT James et STEELE Carie, « Assisting Democrats or Resisting Dictators? The Nature and Impact of Democracy Support by the United States National Endowment for Democracy, 1990–99 », *Democratization*, vol. 12, n° 4, 1 décembre 2005, p. 439-460.

Les quangos

GREVE Carsten, FLINDERS Matthew et THIEL Sandra Van, « Quangos—What’s in a Name? Defining Quangos from a Comparative Perspective », *Governance*, vol. 12, n° 2, 1999, p. 129-146.

POLLITT Christopher et TALBOT Colin, *Unbundled Government: A Critical Analysis of the Global Trend to Agencies, Quangos and Contractualisation*, London; New York, Routledge, 2004.

Les democratization studies

Ouvrages et articles généraux

BURNELL Peter (éd.), *Democratization through the looking-glass*, Manchester, Manchester University Press, 2003.

CAPOCCIA Giovanni et ZIBLATT Daniel, « The Historical Turn in Democratization Studies: A New Research Agenda for Europe and Beyond », *Comparative Political Studies*, vol. 43, n° 8-9, août 2010, p. 931-968.

GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4, 2000, p. 615-632.

LAWSON Stephanie, *Some Conceptual and Empirical Issues in the Study of Regime Change*, Canberra, Political and Social Change, Research School of Pacific Studies, Australian National University, 1991.

MUNCK Gerardo, *Regimes and Democracy in Latin America: Theories and Methods*, Oxford University Press, 2007.

MUNCK Gerardo, « Democratic Theory after Transitions from Authoritarian Rule », *Perspectives on Politics*, vol. 9, n° 2, juin 2011, p. 333-343.

JAFFRELOT Christophe, *Démocraties d’ailleurs: démocraties et démocratisations hors d’Occident*, Paris, Éditions Karthala, 2000.

Publications à caractère biographique

BIEKART Kees, « Guillermo O’Donnell’s ‘Thoughtful Wishing’ about Democracy and Regime Change », *Development and Change*, vol. 46, 14 juillet 2015, p. 913-933.

BULCOURF Pablo, « El arte de nombrar: Guillermo O’Donnell y el desarrollo de la ciencia política en América latina The art of naming: Guillermo O’Donnell and the development of political science in Latin America », *Temas y debates*, vol. 24, 2012, p. 123-143.

DARVICHE Mohammad-Saïd et GENIEYS William, « Juan Linz ou la politique comparée au concret », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, n° 1, 2006, p. 7-12.

VELASCO Jesús, « Seymour Martin Lipset: Life and Work », *The Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 29, Canadian Journal of Sociology, n° 4, 2004, p. 583-601.

Revue internationale de politique comparée 2006/1 (Vol. 13), « La politique comparée selon Juan J. Linz ». <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2006-1.htm> (Consulté le 26 mars 2021).

Revue internationale de politique comparée 2008/3 (Vol. 15), « Seymour Martin Lipset ». <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2008-3.htm> (Consulté le 3 février 2021).

Johns Hopkins University

FRENCH John Calvin, *A History of the University Founded by Johns Hopkins*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1946.

HAWKINS Hugh, *Pioneer: A History of the Johns Hopkins University, 1874-1889*, Cornell University Press, 1960.

WARREN Mame, *Johns Hopkins: Knowledge for the World*, Baltimore, Maryland, Johns Hopkins University, 2000.

Liens entre promotion de la démocratie et *democratization studies*

Les liens entre les champs politique et académique en général

BONCOURT Thibaud et al., « Que faire des interventions militaires dans le champ académique ? », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 145, n° 1, 4 février 2020, p. 135-150.

COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009.

Les liens entre promotion de la démocratie et *democratization studies*

GRUGEL Jean, « Democratization Studies: Citizenship, Globalization and Governance », *Government and Opposition*, vol. 38, n° 2, 2003, p. 238-264.

GUENARD Florent, *La démocratie universelle : philosophie d'un modèle politique*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.

GUENARD Florent, « La promotion de la démocratie : une impasse théorique ? », *Esprit*, vol. Janvier, n° 1, 2008, p. 121-135.

GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers: Human Rights and the Politics of Global Order*, New York, Columbia University Press, 2005.

GUILHOT Nicolas, « La promotion internationale de la démocratie : un regard critique », *Mouvements*, vol. 18, n° 5, 2001, p. 28-31.

GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 139, n° 4, 2001, p. 53-65.

Cadre théorique

Relations internationales

BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

DEVIN Guillaume, *10 concepts sociologiques en relations internationales*, Paris, CNRS éditions, 2015.

DUMMER Sylvia, *En defensa de la Revolución: diplomacia pública de México hacia Estados Unidos bajo el gobierno de Lázaro Cárdenas (1934-1940)*, Thèse de doctorat en Histoire et études culturelles, Freien Universität Berlin, 2015.

TUCH Hans, *Communicating With the World: U.S. Public Diplomacy Overseas*, New York, St. Martin's Press for the Institute for the Study of Diplomacy, 1993.

Le champ

BOURDIEU Pierre, *Science de la science et réflexivité : cours du Collège de France (2000-2001)*, Paris, Raisons d'agir, 2001.

BOURDIEU Pierre, « La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, n° 1, mai 1975, p. 91-118.

MERAND Frédéric et POULIOT Vincent, « Le monde de Pierre Bourdieu : Éléments pour une théorie sociale des Relations internationales », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 41, n° 3, septembre 2008, p. 603-625.

SAPIRO Gisèle et al., *Dictionnaire international Bourdieu*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

Histoire des sciences et histoire des sciences sociales

BEIGEL Fernanda, « Centros y periferias en la circulación internacional del conocimiento », *Nueva Sociedad*, n° 245, mai 2013, p. 110-123.

CHAPOULIE Jean-Michel, « Un cadre d'analyse pour l'histoire des sciences sociales », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 13, n° 2, 2005, p. 99-126.

LOSEGO Philippe et ARVANITIS Rigas, « La science dans les pays non hégémoniques », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 2, n° 3, 2008, p. 334-342.

Les intellectuels

AMAURI GALLEGOS DE DIOS Osbaldo, *Regeneración de la ciudad letrada: intelectualidad y participación política en Octavio Paz, Gabriel García Márquez y Mario Vargas Llosa*, Thèse de doctorat en études ibériques et latino-américaines, Université Toulouse 2-Jean Jaurès, 14 mai 2018. <http://theses.fr/2018TOU20019> (Consulté le 23 novembre 2020).

DOMENACH Jean-Luc, « Liang Heng et Judith Shapiro. Son of the Revolution », *Politique étrangère*, vol. 48, n° 3, 1983, p. 754-755.

GILMAN Claudia et DAPELO Luis, *Entre la plume et le fusil. De l'intellectuel révolutionnaire en Amérique latine*, Paris, Éditions Delga, 2018.

GONZÁLEZ Alexandra Pita, « Fronteras simbólicas y redes intelectuales. Una propuesta », *Historia y Espacio*, vol. 13, n° 49, 13 novembre 2017, p. 39-62.

JACOBY Russell, *The Repression of Psychoanalysis: Otto Fenichel and the Freudians*, Chicago, University of Chicago Press, juillet 1986.

Divers

BENOIT Francis-Paul, *La Démocratie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978.

OFFENSTADT Nicolas, DUFAUD Grégory et MAZUREL Hervé, *Les mots de l'historien*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005.

WERNER Michael et ZIMMERMANN Bénédicte (éd.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004.

WIHTOL DE WENDEN Catherine, *La question migratoire au XXI^e siècle: migrants, réfugiés et relations internationales*, Paris, SciencesPo, les Presses, 2013.

Annexes

Table des annexes

Annexe A - Chronologie indicative (1967-1994)	191
Annexe B - Article de David Ignatius dans <i>The Washington Post</i> , 22 septembre 1991	192
Annexe C - Membres du sous-comité, témoins et <i>companion bills</i> (1967)	196
Annexe D - « Editorials and articles submitted by Hon. Dante B. Fascell » (1967)	197
Annexe E - Membres des sous-comités de la Chambre des représentants (1978).....	197
Annexe F - Témoins des audiences au comité de la Chambre des représentants (1978).....	198
Annexe G - Membres du comité du Sénat sur les relations étrangères (1978)	198
Annexe H - Témoins des audiences au comité du Sénat (1978).....	199
Annexe I - Les fonctions de l' <i>Institute for Human Rights and Freedom</i> (1978).....	199
Annexe J - Membres du sous-comité de la Chambre des représentants (1983).....	200
Annexe K - Les objectifs de la NED selon le <i>Democracy Program</i> (1983).....	200
Annexe L - Les dix sections du budget pour la politique étrangère (1984-1985).....	201
Annexe M - Annonce par la NED de la création de l'IFDS (1994)	201
Annexe N - Évolution de l' <i>US aid</i> en Amérique latine (1946-2016)	202
Annexe O - Texte original des citations (chapitre 1, extraits des audiences)	203

Annexe A - Chronologie indicative (1967-1994)

1967 : proposition de loi pour la création d'un *Institute of International Affairs*.

1968 : création du *Woodrow Wilson International Center for Scholars*, rattaché à la *Smithsonian Institution*.

1977 : lancement du *Latin American Program* du *Wilson Center*.

1978 : proposition de loi pour la création d'un *Institute for Human Rights and Freedom*.

1979 : création de l'*American Political Foundation* (APF). Le *Latin American Program* du *Wilson Center* lance le projet *Transitions from Authoritarian Rule* (TAR).

1982 : création de l'*Inter-American Dialogue* (IAD).

1983 : l'APF publie son *Democracy Program*. La NED (*National Endowment for Democracy*) est créée (18 novembre). Le Congrès adopte le *NED Act* (23 novembre).

1984 : la NED lance le projet *Democracy in Developing Countries* (DDC).

1986 : publication des quatre volumes de TAR.

1988-1989 : publication des trois volumes de DDC.

1990 : la NED fonde la revue *Journal of Democracy* (JOD).

1992 : l'université de Warwick crée le *Centre for Studies in Democratisation*.

1994 : la NED crée l'*International Forum for Democratic Studies*. Peter Burnell et Ian Campbell (université de Warwick) créent la revue *Democratization*.

Annexe B - Article de David Ignatius dans *The Washington Post*, 22 septembre 1991

Innocence Abroad: The New World of Spyleless Coups

Working in broad daylight, the United States and its allies were able to do things that would have been unthinkable had they been done in the shadows. Consider:

When Boris Yeltsin's aides were trying to rally support for their resistance in Moscow on Aug. 19, the first day of the coup, they needed to broadcast their defiant message to Russia and the world. One of them sent a fax to Allen Weinstein, a pro-democracy activist who heads a think tank in Washington.

"Did Mr. Bush make any comments upon the situation in this country?" implored the handwritten fax message. "If he did, make it known by all means of communication to the people of this country. The Russian government has no NO ways to address the people. All radio stations are under control. The following is {Boris Yeltsin's} address to the Army. Submit it to USIA. Broadcast it over the country. Maybe 'Voice of America.' Do it! Urgent!"

And it was done, in the open.

Next, it was time for the leader of the free world to contact the Kremlin rebel who was seeking to dismantle the Soviet empire and destroy the Communist Party. And how was this contact, arguably the most sensitive and delicate in the history of the Cold War, handled? George Bush called Boris Yeltsin on the telephone. And then he went on television and described his conversation.

We didn't need the CIA to support Yeltsin's counter coup. We just needed a telephone operator.

Preparing the ground for last month's triumph of overt action was a network of overt operatives who during the last 10 years have quietly been changing the rules of international politics. They have been doing in public what the CIA used to do in private - providing money and moral support for pro-democracy groups, training resistance fighters, working to subvert communist rule. And, in contrast to many of the CIA's superannuated Cold Warriors, who tended to get tangled in their webs of secrecy, these overt operatives have been immensely successful.

There's an obvious lesson here for Gates, or whoever ends up heading the CIA. The old concept of covert action, which has gotten the agency into such trouble during the past 40 years, may be obsolete. Nowadays, sensible activities to support America's friends abroad (or undermine its enemies) are probably best done openly. That includes paramilitary operations such as supporting freedom fighters, which can be managed overtly by the Pentagon. And it includes political-support operations for pro-democracy activists, which may be best left to the new network of overt operators.

Sen. Daniel Patrick Moynihan (D-N.Y.) thus has it half-right when he urges that the CIA be abolished. The main problem, contrary to what Moynihan says, is not with intelligence collection - "spying," in its purest form. That part of the CIA needs to be strengthened, not cut.

What may need abolishing is the covert-action role that was awkwardly grafted onto the CIA's basic spying mission when the agency was created in 1947. The covert-action boys were known

back then as the Office of Policy Coordination. It may be time, at last, to bid them adieu. They're obsolete. They've been privatized.

That's especially true in the realm of what used to be called "propaganda" and can now simply be called information. The CIA worked hard in the old days to draw foreign newspapers and magazines into its web, so as to counter Soviet disinformation. Frank Wisner, the head of CIA covert operations during the mid-1950s, once remarked that he could play his media assets like a "mighty Wurlitzer."

Today the mighty Wurlitzer actually exists. It's called CNN. But it doesn't need playing by anybody but the independent journalists who work there. CNN's objective, omnipresent, real-time coverage of the news helps America's interests more than all the besotted Third World "media assets" of old could ever have imagined. And the bar bills are less.

Allen Weinstein, the recipient of Yeltsin's faxes, is probably the dean of the new overt operatives. Like many of the people running the new nations of Eastern Europe, he's an ex-professor. He taught history at Smith College for 15 years and even worked for several months writing editorials for The Washington Post.

Weinstein's career as an overt operator dates back to 1980, when he joined Soviet dissidents in organizing a citizens' committee to monitor the Helsinki Accords on Human Rights. He quickly became connected with the network of pro-democracy activists who were then beginning to challenge anti-democratic regimes around the world. Soon he was sponsoring conferences for dissidents, arranging visits for them to the United States and otherwise making trouble.

"The networking phenomenon is one of the things we've specialized in," explains Weinstein. His visitors in those early days included some of the insurgents who were later to lead protest movements across Eastern Europe in 1989.

"People wander through your office," he says. "They become family."

Weinstein founded the Center for Democracy in 1984 as an umbrella for his global meddling. He dispatched election-monitoring teams to the Philippines, Panama and Nicaragua that are credited with having helped topple undemocratic regimes in those countries through the ballot box. By 1990, he was hosting meetings for newly elected Polish parliamentarians; for legislative clerks from Czechoslovakia, Hungary and Poland; and for constitution-drafters from those three countries.

Trenchcoats and tradecraft were irrelevant to these gatherings. The key man in Weinstein's overt operation was the rapporteur.

Boris Yeltsin and his aides were soon drawn into this transatlantic hospitality suite. They attended Weinstein's conferences, including one on environmental problems held in Moscow in early August, which was co-sponsored by Weinstein's center and the Russian republic. When the hard-liners launched their putsch a few days later, the Yeltsin aides naturally enough began sending faxes to their friend, Weinstein. The first one read simply: "It is military coup. Tanks are everywhere."

Now, with the KGB in retreat from Prague to Vladivostok, Weinstein has scheduled a conference in Sofia, Bulgaria on the topic: "The Proper Role of Intelligence Agencies in a Democracy." That may be rubbing it in.

Amazingly enough, these simple pro-democracy activities were once the exclusive province of the CIA. Back in the heyday of the Cold War, the wizards of Langley seemed to think it necessary to "recruit" the world's democrats and give them code names.

The covert mentality penetrated nearly every aspect of American life. The mandarins decided that American students should attend international conferences and youth festivals to counteract Soviet propaganda. So the CIA secretly began funding the National Student Association. Anti-communist intellectuals in Europe were deemed worthy of aid, so the CIA subsidized the Congress for Cultural Freedom and Encounter magazine. It was decided that we should help democratic parties in Europe resist communist pressure. The CIA did it covertly.

No activity was so innocent that the CIA didn't think it could be improved by secrecy.

Even Gloria Steinem, now a feminist leader, was drawn into the CIA covert web. According to CIA historian John Ranelagh, she was involved in a CIA operation to send American students to World Youth festivals in Vienna in 1959 and Helsinki in 1962.

When these covert activities surfaced (as they inevitably did), the fallout was devastating. The CIA connection, intended to protect people and organizations from public embarrassment, had precisely the opposite effect.

"A lot of what we do today was done covertly 25 years ago by the CIA," agrees Weinstein. The biggest difference is that when such activities are done overtly, the flap potential is close to zero. Openness is its own protection.

Allen Weinstein is just one of many overt operatives who helped prepare the way for the political miracles of the past two years by sponsoring exchanges and other contacts with liberal reformers from the East. It's worth naming a few more of them, to show the breadth of this movement for democracy: William Miller of the American Committee on U.S.-Soviet Relations; financier George Soros of the Soros Foundation; John Mroz of the Center for East-West Security Studies; John Baker of the Atlantic Council; and Harriett Crosby of the Institute for Soviet-American Relations. This has truly been a revolution by committee.

The AFL-CIO also deserves a healthy pat on the back. Working mostly in the open, it helped keep the Polish trade union Solidarity alive in the dark days of martial law during the early 1980s. As the AFL-CIO's Adrian Karatnycky wrote in these pages two years ago, American trade unions and the U.S. Congress provided millions of dollars to the Solidarity underground.

"The money underwrote shipments of scores of printing presses, dozens of computers, hundreds of mimeograph machines, thousands of gallons of printers' ink, hundreds of thousands of stencils, video cameras and radio broadcasting equipment," according to Karatnycky.

The sugar daddy of overt operations has been the National Endowment for Democracy, a quasi-private group headed by Carl Gershman that is funded by the U.S. Congress. Through the late

1980s, it did openly what had once been unspeakably covert - dispensing money to anti-communist forces behind the Iron Curtain.

To read through the NED's grant list (a public document) is to take a stroll down the democracy movement's memory lane: In Czechoslovakia, the endowment began aiding democratic forces in 1984, including support for Civic Forum; in Hungary, the aid began in 1986 and included election help and funding for Hungary's first independent public-opinion survey; in Romania and Bulgaria, the endowment has supported new intellectual journals and other tools of democracy. Among its many activities in Poland, the endowment has backed the Gdansk Video Center, which helped produce and distribute pro-democracy videos throughout Eastern Europe during the 1980s. And through the Free Trade Union Institute and the Center for International Private Enterprise, the endowment helped support new unions and employers' associations across Eastern Europe - building the infrastructure of a free economy.

The endowment has also been active inside the Soviet Union. It has given money to Soviet trade unions; to the liberal "Interregional Group" in the Congress of Peoples Deputies; to a foundation headed by Russian activist Ilya Zaslavsky; to an Oral History Project headed by Soviet historian Yuri Afanasyev; to the Ukrainian independence movement known as Rukh, and to many other projects.

Covert funding for these groups would have been the kiss of death, if discovered. Overt funding, it would seem, has been a kiss of life.

David Ignatius is foreign editor of The Washington Post and author of "Siro," a spy novel.

Annexe C - Membres du sous-comité, témoins et *companion bills* (1967)

Membres du Congrès	<i>Committee on Foreign Affairs</i>	<i>Subcommittee on International Organizations and Movements</i>	Témoins	<i>Companion bills</i>
Dante B. Fascell	x	x (président)		
L. H. Fountain	x	x		
Omar Burluson	x	x		
Donald M. Fraser	x	x	x	x
Benjamin S. Rosenthal	x	x	x	
Edward R. Roybal	x	x		
H. R. Gross	x	x		
Peter H. B. Frelinghuysen	x	x	x	x
Edward J. Derwinski	x	x		
Paul Findley	x	x	x	x
John S. Monagan	x		x	
F. Bradford Morse	x		x	x
Edna F. Kelly	x		x	x
Henry S. Reuss			x	x
Clement J. Zablocki	x		x	x
Edward R. Roybal	x			x
John V. Tunney	x			x
Robert N. C. Nix	x			x

Annexe D - « Editorials and articles submitted by Hon. Dante B. Fascell » (1967)⁵⁶⁹

- “Cap and Cloak,” the Evening Star, February 16, 1967.
- “Tattle-tale Gray,” the Christian Science Monitor (Erwin D. Canham), February 18, 1967.
- “Subversion by CIA ,” the New York Times, February 20, 1967.
- “Lessons of the CIA Mess,” Life, March 3, 1967.
- “A Former Ambassador Says a Few Kind Words for the CIA,” Look (William Attwood, Editor-in- Chief), April 18, 1967.
- “Who Will Police the Academy,” Saturday Review, Education in America, March 18, 1967.
- “Widening CIA Debate,” New York Times, February 18, 1967.
- “The CIA -Students Controversy,” Washington Star (David Lawrence), February 16, 1967.
- “CIA To Lose ‘Grey Activities,” Washington Star (Charles Bartlett), March 25, 1967.
- “Sound CIA Recommendations,” the Washington Post, March 30, 1967.
- “Reforming the CIA,” the Evening Star, March 31, 1967.
- “Open Financing Sought To Replace CIA,” the Washington Sunday Star, March 19, 1967.
- “Move Toward Nonsecret Funds,” Daily News, New York, March 27, 1967.
- “ ‘Thorough’ Hearing on CIA Report ?,” the Evening Star (Clayton Fritchey), April 7, 1967.
- “Bills Offer Substitute for CIA Funds,” the Washington Post, March 19, 1967.
- “Hearings Opened on Plans To Replace CIA Subsidies,” the New York Times, April 19, 1967.

Annexe E - Membres des sous-comités de la Chambre des représentants (1978)

<i>Subcommittee On International Operations</i>	<i>Subcommittee on International Organizations</i>
Dante B. Fascell (président)	Donald M. Fraser (président)
Charles C. Diggs, Jr.	Michael Harrington
Lester L. Wolff	Benjamin S. Rosenthal
Leo J. Ryan	Lee H. Hamilton
Helen S. Meyner	Leo J. Ryan
John H. Buchanan, Jr.	Edward J. Derwinski
J. Herbert Burke	William F. Goodling

⁵⁶⁹ 1967 Hearings, p. 3-4.

Annexe F - Témoins des audiences au comité de la Chambre des représentants (1978)

Témoins	Témoign intervenant en tant que	Date
Frank Newman	<i>justice, Supreme Court of California</i>	13 avril
Alan U. Schwartz	<i>counsel, International Freedom to Publish Committee</i>	13 avril
Leonard Meeker	<i>director, International projet, Center for Law and Social Policy</i>	13 avril
Stephen I. Schlossberg	<i>director, Government and Public Affairs, International Union, United Automobile, Aerospace & Agricultural Implement Workers of America (UAW)</i>	13 avril
Jan Nowak	<i>former Director of Polish Broadcasting, Radio Free Europe</i>	13 avril
Leonard N. Marks	<i>treasurer and counsel, World Press Freedom Committee</i>	18 avril
David Heaps	<i>Princeton, N.J.</i>	18 avril
Rabbi Morton M. Rosenthal	<i>director, Latin American Affairs Departement, Anti-Defamation League of B'nai B'rith</i>	18 avril
Donald L. Ranard	<i>director, Center for International Policy, the Fund for Peace, Washington, D.C</i>	18 avril
John Richardson	<i>president, Freedom House</i>	18 avril
Ben Stephansky	<i>Associate for Latin American Program Development, Carnegi Endowment for International Peace</i>	18 avril
Warren D. Christopher	<i>Deputy Secretary of State</i>	25 avril
Laurence H. Silberman	<i>senior fellow, American Enterprise Institute</i>	25 avril
William J. Butler	<i>chair, executive committee, International Commission of Jurists</i>	25 avril
Joseph T. Eldridge	<i>director, Washington Office on Latin America</i>	25 avril
Ernest W. Lefever	<i>Ph. D., director, Ethics and Public Policy Center, Georgetown University</i>	25 avril
George N. Lindsay	<i>member, executive committee, Lawyer's Committee for Civil Rights Under Law</i>	25 avril
David Wellsbrodt	<i>associate professor of law, University of Minnesota</i>	25 avril

Annexe G - Membres du comité du Sénat sur les relations étrangères (1978)

Senate Committee on Foreign Relations	
John Sparkman (président)	Paul S. Sarbanes
Frank Church	Muriel Humphrey
Claiborne Pell	Clifford P. Case
George McGovern	Jacob K. Javits
Dick Clark	James N. Pearson
Joseph R. Biden, Jr.	Charles H. Percy
John Glenn	Robert P. Griffin
Richard Stone	Howard H. Baker, Jr.

Annexe H - Témoins des audiences au comité du Sénat (1978)

Témoins	Témoign intervenant en tant que	Date
Douglas J. Bennet, Jr.	<i>Assistant Secretary of State for Congressional Relations</i>	29 juin
Mark Schneider	<i>Deputy Assistant Secretary for Human Rights, Department of State</i>	29 juin
Leonard H. Marks	<i>former Director, U.S. Information Agency, Washington, D.C</i>	29 juin
Leonard C. Meeker	<i>former Ambassador to Romania and former legal adviser, Department of State, Center for Law and Social Policy, Washington, D.C</i>	29 juin
Leonard R. Sussman	<i>executive director, Freedom House, New York</i>	29 juin

Annexe I - Les fonctions de l'Institute for Human Rights and Freedom (1978)⁵⁷⁰

SEC. 3. (a) In order to promote international respect for and observance of human rights and fundamental freedoms, the Institute is authorized to-

- (1) provide assistance to nongovernmental organizations and individuals that promote human rights and fundamental freedoms in foreign countries by means consistent with the United States Charter and other international obligations of the United States;
- (2) sponsor, conduct, and provide assistance for conferences, seminars, and other meetings on human rights and fundamental freedoms in foreign countries;
- (3) provide assistance for the publication and dissemination in foreign countries of books and other written works, and for the display or other presentation in foreign countries of artistic works, which have been suppressed for political reasons;
- (4) provide assistance for research, fellowships, internships, and studies on human rights and fundamental freedoms in foreign countries;
- (5) provide assistance to nongovernmental organizations which support victims (and the families of victims) of political persecution by foreign governments;
- (6) provide financial support for nongovernmental organizations in the United States that furnish assistance for the legal defense of human rights and fundamental freedoms in foreign countries; and
- (7) carry out other programs which the Institute determines will promote respect for and observance of human rights and fundamental freedoms in foreign countries.

⁵⁷⁰ PELL Claiborne au Sénat, *op. cit*

Annexe J - Membres du sous-comité de la Chambre des représentants (1983)

<i>Subcommittee on International Operations</i>	
Dante B. Fascell (président)	Stephen J. Solarz
Geo W. Crockett, Jr.	Benjamin A. Gilman
Gus Yatron	Mark D. Siljander
Peter H. Kostmayer	Joel Pritchard
Lawrence J. Smith	

En 1983, Clement J. Zablocki est président du *Committee on Foreign Affairs* dont dépend ce sous-comité.

Annexe K - Les objectifs de la NED selon le *Democracy Program* (1983)⁵⁷¹

The Endowment's stated purposes would be the following:

- (a) to encourage free and democratic institutions throughout the world through private sector initiatives;
- (b) to facilitate the process of exchanges involving especially both major American political parties, labor, business, and other private sector groups with democratic groups abroad;
- (c) to promote non-governmental American participation -- especially through the two major political parties, labor, business, and other private sector groups -- in democratic training programs and democratic institution-building abroad;
- (d) to strengthen democratic electoral processes abroad through timely measures in collaboration with indigenous democratic forces;
- (e) to support the participation of America's major political parties, labor, business, and other private sector groups in fostering cooperation with those abroad dedicated to the cultural values, institutions, and organizations of democratic pluralism;
- (f) to encourage the establishment and growth of such aforementioned democratic development in a manner consistent both with the broad concerns of national interest and with the specific requirements of democratic groups in other sovereign countries which will be aided by Endowment-funded programs.

⁵⁷¹ *Democracy Program, op. cit.*, p. 9-10.

Annexe L - Les dix sections du budget pour la politique étrangère (1984-1985)⁵⁷²

Title I – Department of State

Title II – United States Information Agency

Title III – Board for International Broadcasting

Title IV – The Asia Foundation

Title V – National Endowment for Democracy

Title VI – Foreign Missions

Title VII – International Environmental Protection

Title VIII – Soviet-Eastern European Research and training

Title IX – United States-India Fund for Cultural, Educational, and Scientific Cooperation

Title X – Miscellaneous Provisions

Annexe M - Annonce par la NED de la création de l'IFDS (1994)⁵⁷³

The International Forum for Democratic Studies was established as a new division within the Endowment in April 1994. The International Forum is intended to become a leading center for analyzing and discussing the theory and practice of democratic development worldwide. [...] During the year the Forum initiated three interrelated programs:

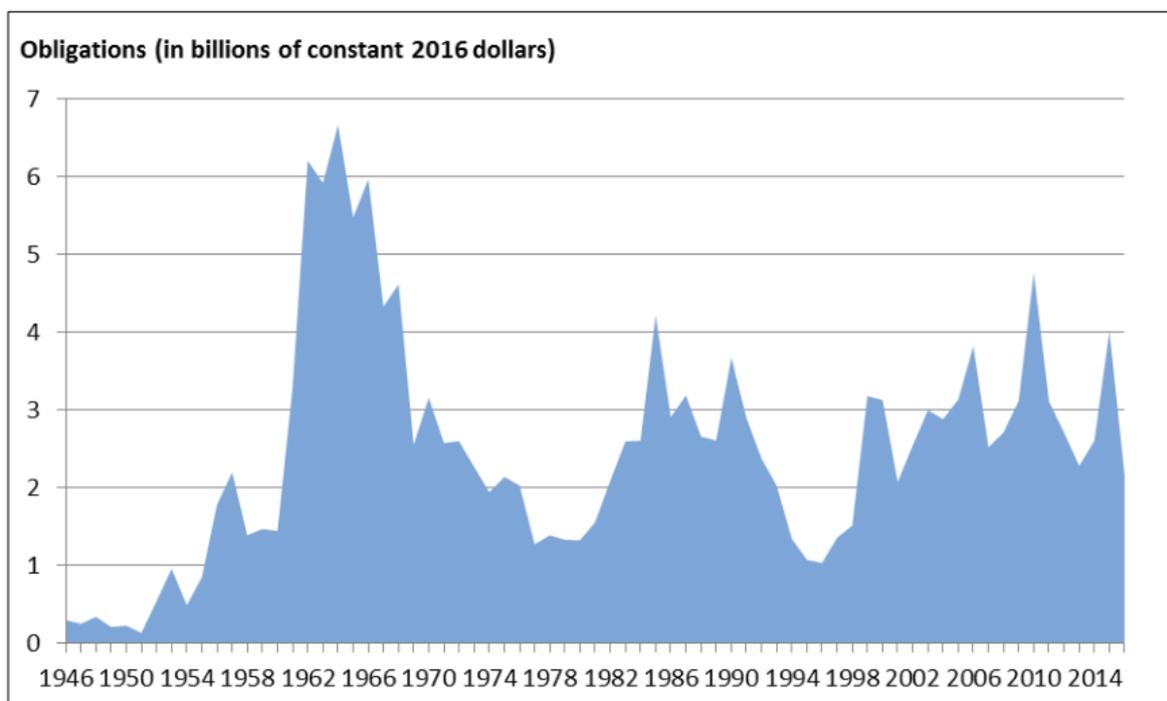
- A research and conferences program, which, through a combination of international conferences, smaller meetings, and occasional publications, analyzes the practical and theoretical aspects of democracy and democratization:
- A Democracy Resource Center, which, when fully operational, will consist of a library and archives, an electronic database, and an international “bulletin board” on democracy;
- and Publication of an expanded version of the Journal of Democracy, the quarterly journal published for the National Endowment for Democracy by Johns Hopkins University Press.

⁵⁷² Cet ordre des sections correspond à la législation adoptée. Il varie légèrement par-rapport aux débats.

⁵⁷³ 1994 NED annual report, p. 13.

Annexe N - Évolution de l'US aid en Amérique latine (1946-2016)⁵⁷⁴

Figure 2. U.S. Assistance to Latin America and the Caribbean: FY1946-FY2016



Source: CRS presentation of data from U.S. Agency for International Development (USAID), *Foreign Aid Explorer: The Official Record of U.S. Foreign Aid*, at <https://explorer.usaid.gov/aid-dashboard.html>.

Notes: Includes aid obligations from all U.S. government agencies. Obligation data for FY2017 are not yet available.

⁵⁷⁴ MEYER Peter, *U.S. Foreign Assistance to Latin America and the Caribbean: FY2018 Appropriations*, Congressional Research Service, 5 février 2018, p. 27.

Annexe O - Texte original des citations (chapitre 1, extraits des audiences)

Partie A – L’*Institute of International Affairs* (1967)

Échange entre Gross et Monagan

Mr. Gross. On page 3, section 4, it would provide for rendering financial assistance to student, labor, journalistic, scientific, educational, and other similar organizations. Would that be usurping the functions of the CIA?

Mr. Monagan. That is the point.

Mr. Gross. Would there be duplication under this?

Mr. Monagan. The order has been given for the CIA to terminate its objectives in this field. Presumably they are going to comply with that order. Therefore, there is a need to have some substitute instrumentality and this is my attempt to set up something of that type⁵⁷⁵.

Échange entre Gross et Monagan

Mr. Gross. Then this leads me to the question of what, in the absence of hoped - for contributions on the part of private organizations, this is going to cost the Federal Government?

Mr. Monagan. It would depend upon how broad the activities were.

Mr. Gross. Based upon the wording in your bill.

Mr. Monagan. There is no limitation, if that is what you mean.

Mr. Gross. I understand, but do you have an estimate of what it would cost doing all the things you propose to do in your bill?

Mr. Monagan. I am not privy enough to the activities of the CIA to know exactly what the extent would be. I would say it could be in the tens of millions of dollars.

Mr. Gross. That this bill would cost?

Mr. Monagan. Yes.

Mr. Gross. Right.

Mr. Fasel. The fact is that there would not need to be any increased net cost if these activities have been financed by our Government before?

Mr. Monagan. Yes.

Mr. Fasel. CIA support of these activities has been terminated by a Presidential order.

Mr. Monagan. It would be spending the same funds in a different way⁵⁷⁶.

⁵⁷⁵ 1967 Hearings, *op.cit.*, p. 13.

⁵⁷⁶ *Ibid.*, p. 13-14.

Échange entre Findley et Fraser

Mr. Findley. What opportunity for congressional review of this corporation would occur?

Mr. Fraser. Any money appropriated would involve the appropriation process and justification and review.

Mr. Findley. This would authorize appropriation in perpetuity so that the Appropriations Committee would be the only one likely to take a detailed look at this and its deliberations historically have been behind closed doors?

Mr. Fraser. I will have to confess to you that I haven't focused on that point as tightly as I should have. There is an express reservation in here for Congress to continue to have authority to deal with the corporation and its structure. It may well be that there should be reserved some authorizing function. The analogy of the USIA might be worth looking at both ways⁵⁷⁷.

Échange entre Findley et Fraser

Mr. Findley. To the question raised a little bit earlier about the permanence of the corporation and how it could be phased out if it didn't measure up to expectations, do you see any way to bring this about short of dissolution of the corporation by an act of Congress?

Mr. Fraser. I don't provide for a succession of self-perpetuation. All of the directors are from time to time appointed by the President. This makes the President accountable. If he appoints poor members or inadequate members, he becomes responsible the same way as any of his other appointments may subject him to criticism for which he would be held accountable⁵⁷⁸.

Partie B – L'Institute for Human Rights and Freedom (1978)Échange entre Richardson et Fascell

Mr. RICHARDSON. Finally, it seems to me an obvious strategy is to strengthen the emphasis in award and other recognition systems on contributions to freedom in all fields including the creative arts, academic scholarship, business, trade unions, whatever.

[...]

Mr. FASCELL. You mean like an international board that would pin blue ribbons on the right people?

Mr. RICHARDSON. Sure. Not just one international board but a multitude of different kinds of awards that could be encouraged in different areas once you decide it is important to do it⁵⁷⁹.

⁵⁷⁷ *Ibid*, p. 30.

⁵⁷⁸ *Ibid*, p. 30.

⁵⁷⁹ 1978 *House Hearings*, *op.cit.*, p. 84.

Partie C – La *National Endowment for Democracy* (1983)Échange entre Weinstein, Crockett, Fascell et Brock

Mr. WEINSTEIN. Congressman, may I make a point about the question of the board? There may be some confusion in this in that—and it is our confusion in preparing the document not with an adequate amount of clarification. It was not proposed in this interim report that the incorporators and the executive board of the National Endowment for Democracy be the board that you see in front of you on the democracy program.

There is no suggestion that the names in front of you here necessarily are names that appear. I would think, if I may say so, that undoubtedly in some cases, some of the distinguished leaders of American institutions, you are likely to get overlap, and I think quite logically and properly so.

Mr. CROCKETT. But isn't that what you specifically recommend in this proposal?

Mr. WEINSTEIN. No, sir.

Mr. CROCKETT. That the main 15 be the incorporators?

Ambassador BROCK. Incorporators, but not the board which will govern the endowment. The board would be nominated in the process which the chairman described, with a 15-member board subsequent to this.

Mr. CROCKETT. I am curious——

Mr. FASCELL. Excuse me. He has got the executive board of the study confused with the board of the foundation.

Ambassador BROCK. Those are two different things entirely⁵⁸⁰.

⁵⁸⁰ 1983 *Hearings, op. cit.*, p. 892.